هكذا من الأصل

Supplément « Liber »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14206 – 5 F

SAMEDI 29 SEPTEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le terrorisme et les répercussions de la crise du Golfe

Attentat antifrançais à Djibouti

Mort par ricochet

CET enfant qui a trouvé la mort dans un attentat à la grenade, jeudi 27 septembre, à Djibouti, serait-il la première victime française par ricochet d'un conflit – celui du Golfe – qui n'est pas encore une guerre ouverte ? Certes, cet acte de terrorisme n'a pas été revendiqué et ne le sera peut-être jamais. Mais le fait qu'il ait eu lieu dans ce petit Etat qui sert de base arrière aux troupes françaises et qu'il ait justement visé ces militaires-là permet, à tout le moins, de se poser la question.

Cet attentat suit les proclamations belliqueuses lancées depuis le début de la crise du Golfe par plusieurs « gros bonnets » du terrorisme proche-oriental qui ont pris fait et cause pour le dictateur de Bagdad. Ainsi, Georges Habache, le secrétaire général du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), a-t-il récemment invité ses partisans à « poser le doigt sur la détente ». Figure de style ou ordre de mission ?

TOUJOURS est-il que Djibouti, cette nation cosmopolite aux frontières très perméables, a pu apparaître, aux yeux de ces va-t-en-guerre, comme un endroit idéal pour jouer de l'explosif et intimider sans grands risques une puissance dont ils dénoncent la trop voyante présence au Proche-Orient. Déjà, en mars 1987, en plein cœur de la ville, un attentat avait coûté la vie à douze personnes, dont quatre militaires français. L'auteur de cet acte de terrorisme, un Tunisien, avait avoué avoir été recruté à Damas.

Cette tactique terroriste qui consiste à « frapper l'ennemi » loin de chez lui, sur ses points faibles, en utilisant les services de tierces personnes, n'est pas nouvelle. En relève probablement l'explosion en vol, le 19 septembre 1989, au-dessus du Niger, d'un DC-10 de la compagnie française UTA avec cent soixante et onze personnes à son bord. Les auteurs de cet attentat ne se sont jamais démasqués, mais on devine maintenant assez clairement quels ont pu en être les commanditaires.

DJIBOUTI, où la France entretient en permanence quelque quatre mille hommes, a vu passer, fin août, le porte-avions « Clemenceau ». Ce nouvel attentat marque ainsi le souci de certains boutefeux de narguer, en terre étrangère, une grande puissance. Celle-ci s'était justement inquiétée il y a peu des amitiés, coupables à son goût, que les autorités locales, en mal d'argent, semblaient entretenir avec leurs homologues irakiens.

Comparé au terrorisme d'Etat que pratique, au grand jour et sans vergogne, l'homme fort de Bagdad, l'attentat de Djibouti peut paraître artisanal, voire dérisoire. Nul doute, cependant, qu'il sert ses desseins fous et embrouillés. Faute de mieux. L'assassinat d'un enfant de neuf ans, fils d'un adjudant-chef français, sonne comme un aveu d'impuissance. Et il peut arriver que l'impuissance conduise au pire.

Un attentat à la grenade dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 septembre à Djibouti contre des militaires et ressortissants français a provoqué la mort d'un enfant de neuf ans et blessé quatorze personnes.

C'est un Français de neuf ans, fils d'un adjudant-chef du 5e régiment interarmes d'outre-mer (RIAOM) qui a été tué. Seize personnes, toutes de nationalité française, semble-t-il, parmi lesquelles les parents de la jeune victime ont été blessées par des éclats dont quatre grièvement.

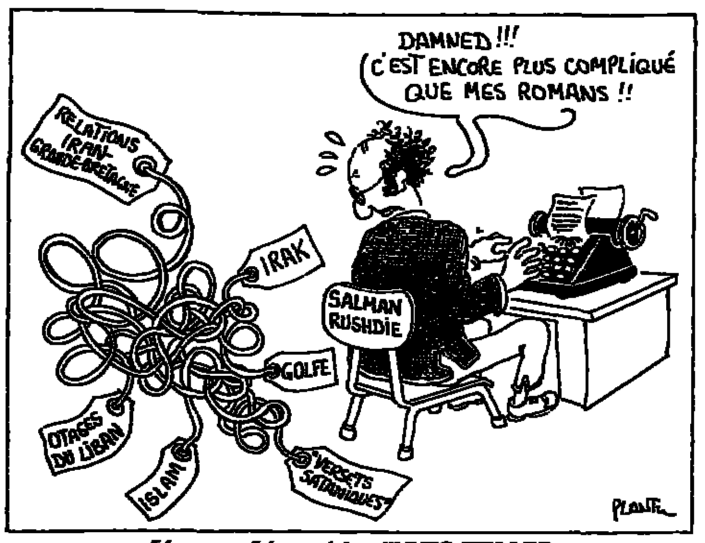
Les autorités de Djibouti ont aussitôt ouvert une enquête mais ne privilégient, pour le moment, aucune piste. Vendredi en fin de matinée, cet attentat n'avait pas été revendiqué.

Dans un communiqué, le Quai d'Orsay a condamné ce *« lâche attentat »*, soulignant que *« l'assassinat d'un enfant est un crime particulièrement odieux »*.

Lire la suite page 6

Londres et Téhéran ont mis fin à leur brouille

Annoncé jeudi 27 septembre, le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et la Grande-Bretagne – rompues en mars 1989 à la suite de l'affaire Rushdie – pourrait avoir des répercussions positives sur le sort des trois otages britanniques retenus au Liban par des groupes proches de Téhéran. Le secrétaire au Foreign Office a estimé que l'Iran pourrait lever la sentence de mort contre l'auteur des « Versets sataniques », ce que des diplomates iraniens ont nié.



Lire page 5 les articles d'YVES HELLER et de notre correspondant à Londres DOMINIQUE DHOMBRES

Un service national modulable de dix à vingt-quatre mois

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'est déclaré partisan d'instaurer, après 1992, un service national dont la durée variera entre dix et vingt-quatre mois selon l'affectation des conscrits, quand elle est aujourd'hui entre douze mois (pour la grande majorité des recrues qui effectuent le service militaire *stricto sensu*) et vingt-quatre mois (pour des volontaires). Il a assorti son projet à la nécessité de doubler le nombre des volontaires pour un service long (qui sont actuellement 23 000) en portant à 3 000 F leur solde mensuelle. Il a, d'autre part, rappelé la création prochaine d'un service national d'assistance aux handicapés

page 13 - section B

Le retour de M. Ben Bella

Les Algérois ont boudé l'ancien président

page 6

Pénuries en URSS

Le premier décret pris par M. Gorbatchev prévoit des mesures contraignantes

page 6

Un appel de M. Rocard aux socialistes

Les militants du PS sont invités à soutenir le gouvernement

page 9

Les manifestations d'agriculteurs

M. Mitterrand empêché d'inaugurer le TGV Atlantique

page 9

SANS VISA

Les fantômes de Penang en Malaisie

■ Gastronomie ■ Jeux

pages 17 à 19 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

En raison d'une anomalie

Dix-sept réacteurs nucléaires français remis en état

Les dix-sept réacteurs de 1 300 mégawatts du parc nucléaire français vont devoir être arrêtés chacun pendant une vingtaine d'heures, a-t-on annoncé officiellement jeudi 27 septembre. Cela permettra de remettre en conformité des filtres mal montés qui auraient pu perturber le fonctionnement du circuit de refroidissement d'urgence en cas d'incident important. Ces filtres équipent un puisard destiné à recueillir les eaux radioactives qui ruisselleraient dans l'enceinte de confinement du réacteur si le circuit primaire, chargé de refroidir le combustible, venait à se rompre.

Lire nos informations page 13 - section B

Du bon usage des stocks pétroliers

Pour freiner la hausse des cours, les Etats-Unis demandent aux Etats occidentaux et aux compagnies de puiser dans leurs réserves

Les pays consommateurs doivent-ils utiliser leurs stocks pour calmer l'envolée des cours du pétrole ? Quand ? Quels stocks ? Et par quel moyen ? En annonçant mercredi 26 septembre que les Etats-Unis allaient libérer quelques millions de barils de leurs stocks stratégiques afin de *« tester le système »*, le président Bush a souligné l'actualité de ces questions. Pour la première fois depuis le début de la crise du Golfe, l'utilisation éventuelle des stocks a été sérieusement débattue vendredi 28 septembre à Paris au sein de l'Agence internationale de l'énergie, le « cartel » des consommateurs réunissant la plupart des grands pays occidentaux sauf la France – désormais admise à titre d'observateur.

Le problème posé par les stocks pétroliers n'a cessé d'empoisonner les débats depuis l'invasion du Koweït par l'Irak. Au début du mois d'août, l'existence de stocks très importants dans l'ensemble des pays occidentaux (une centaine de jours de consommation au total) a justifié les appels au calme de la plupart des responsables. *« Il n'y aura pas de nouveau choc comme en 1979 car nous sommes moins vulnérable, grâce aux stocks »*, assuraient-ils en substance.

Dès la fin du mois d'août, alors qu'il devenait évident que les effets du blocus rendraient le bouclage des approvisionnements difficile cet hiver, la question des stocks revenait sur le tapis. L'OPEP, le 29 août, de façon explicite, puis l'AIE, le 31, de manière indirecte, appelaient les compagnies à utiliser leurs stocks pour combler le déficit prévisible. Si la question se repose aujourd'hui, c'est que le marché entre-temps s'est emballé. A 40 dollars le baril, le pétrole a d'ores et déjà rejoint ses plus hauts niveaux historiques, et le maintien de la tension dans le Golfe laisse présager une poursuite de la hausse à des niveaux jusqu'ici inconnus.

Le fait est là : les stocks, pour abondants qu'ils soient, n'ont jusqu'ici servi à rien pour enrayer la hausse des cours. C'est logique : dans les 100 jours de consommation recensés par l'AIE, une trentaine correspondent aux stocks « stratégiques » constitués par les gouvernements américain, japonais et allemand et gelés jusqu'à nouvel ordre. Le reste, soit 70 jours environ, est détenu par les compagnies, qui, menacées de pénurie à l'approche de l'hiver, n'ont aucun intérêt à puiser dans leurs réserves, au contraire.

VÉRONIQUE MAURUS

Lire la suite page 41 - section D

Les enfants fantômes de Roumanie

Ils ont été classés « irrécupérables » par le régime Ceausescu
Le gouvernement lance un appel à la communauté internationale

A la veille du sommet international pour l'enfance qui doit avoir lieu les 29 et 30 septembre à New-York, le premier ministre roumain, M. Petre Roman, a lancé, jeudi 27 septembre, un appel à la communauté internationale pour qu'elle aide son pays à améliorer le sort des 130 000 enfants abandonnés et handicapés placés en institutions.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

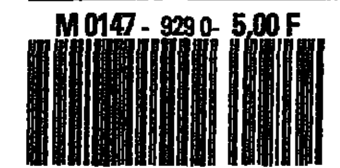
A la sortie du village de Tatarai, le chemin de pierre et de poussière débouche brusquement sur une grosse bâtisse rose cernée d'arbres. Une allure de maison bourgeoise pour le plus sinistre des asiles. Ici, c'est le bout de la route pour une centaine de jeunes handicapés. Ils y ont été relégués après avoir été classés *nerecuperabli* (irrécupérables) à l'âge de trois ans par une commission médicale chargée du « tri » des enfants à la sortie des orphelinats du département.

Assis par grappes sur des couvertures usagées au milieu de la cour, ils sont plusieurs dizaines, dodelinant en silence, comme prostrés, s'ébrouant à peine à l'arrivée de visiteurs. A l'intérieur du bâtiment, les vingt-quatre enfants les plus gravement handicapés sont confinés dans une pièce du premier étage, entassés sur une demi-douzaine de lits. Une escouade de femmes en fichu vient de laver précipitamment le sol à grande eau. Mais seaux et serpillières sont impuissants à dissiper l'odeur d'excréments. Agés de trois à dix-huit ans, ces handicapés moteurs ou mentaux vivent une promiscuité de bétail, oubliés de tous dans cet hôpital privé de téléphone depuis plus d'un an.

La Roumanie a découvert avec effroi les *camin spital*, ces véritables mouroirs, généralement bâtis à l'écart des agglomérations, où les enfants sont comme en sursis, sous l'œil indifférent d'un personnel débordé et incompétent. *« Pour la première fois depuis des décennies, l'opinion publique roumaine a pris conscience du drame de ces enfants en institutions »*, nous a déclaré M. Dan Martian, président de l'Assemblée nationale, à la veille du débat parlementaire de ratification de la convention internationale des droits de l'enfant.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Lire la suite page 15 - section B



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others) 2 $.

DÉBATS

Contribution sociale

La république bananière

par Jean-Jacques Dupeyroux

INCONTESTABLEMENT, la contribution sociale généralisée (CSG) marque un *tournant décisif. Même s'il demeure,* ici ou là, quelques îlots d'obcurantisme, les Français, dans leur immense majorité, finiront par saisir cette évidence : certaines dépenses de la Sécurité sociale – prestations familiales, avantages divers intégrés dans l'assurance-vieillesse, etc., – exclusives de toute idée d'assurance, relèvent de la solidarité nationale ; il est donc extravagant de les faire financer par des cotisations assises sur les seuls revenus professionnels, et, qui plus est, dégressives.

Pendant fort longtemps, ces cotisations ont été doublement dégressives : dégressives parce que plafonnées, dégressives parce que déductibles du revenu imposable. On a calculé qu'un point de cotisation plafonné frappant de plein fouet le revenu disponible du smicard correspondait à un prélèvement d'environ 0,10 % (dix fois moins !) pour le célibataire bénéficiant d'un salaire trois fois supérieur au plafond de la Sécurité sociale.

Il est clair que cette escroquerie – quel autre mot employer ? – ne pouvait perdurer indéfiniment. Courageusement initié en 1967 par Jean-Marcel Jeanneney, le *déplafonnement a été accéléré* par Simone Veil et d'autres, le relais étant pris, dès son entrée en fonctions, par le gouvernement Rocard : déplafonnement des cotisations allocations familiales, déplafonnement des *cotisations accidents du travail*. Petite satisfaction pour ceux qui ont crié dans le désert le plus complet pendant tant d'années : le bon sens finit par l'emporter.

Par l'emporter... partiellement. On est sorti à mi-corps du néolithique, mais à mi-corps seulement. Ainsi, toutes les cotisations restent dégressives dans la mesure où elles sont toujours déductibles du revenu imposable. Et les revenus autres que professionnels restent exonérés de toute participation aux dépenses de pure solidarité couvertes par ces cotisations...

C'est notamment pour pallier cette dernière aberration qu'intervient la CSG, dont maintes déclarations nous assurent qu'elle va, à prélèvement constant, se substituer à certaines cotisations. Prélèvement constant ? Proposition bien imprudente ! Quoi qu'il en soit, au moins dans un premier temps, cette substitution devrait apporter un peu d'oxygène aux titulaires de bas et moyens salaires : résultat évidemment positif.

Mais surgit aussitôt une question capitale. Par hypothèse, ce prélèvement nouveau, pesant sur tous, doit être affecté à des dépenses relevant de la solidarité nationale.

La question, incontournable, est donc la suivante : ce type de prélèvement exprime-t-il de la façon la plus adéquate la solidarité de la collectivité nationale ? Il existe une conviction universelle : la contribution aux charges nationales doit être « progressive ». Autrement dit, le taux de prélèvement doit être d'autant plus lourd que le revenu est plus élevé. C'est le cas, partout, pour l'impôt sur le revenu, même aux Etats-Unis après la réforme Reagan.

Il est vrai que cette progressivité suscite les fulminations d'un groupuscule d'économistes dits « néolibéraux ». On relira l'article publié ici même par l'un des représentants de cette école, *Pascal* Salin, sous le titre éloquent : « Vive l'inégalité ! » (*le Monde* du 10 juillet). M. Salin voit dans toute progressivité le fruit infâme de la démocratie... Hors d'une stricte proportionnalité du prélèvement fiscal – même taux quel que soit l'importance du revenu imposé, misérable ou colossal, – il n'est qu'abominable « tyrannie ».

M. Salin peut respirer : la démocratie n'est pas toujours tyrannie..., puisque aussi bien, *entre la progressivité* et la proportionnalité, le gouvernement opte aujourd'hui pour la seconde ! Sous réserve de quelques exonérations de portée limitée, tous les revenus, quels que soient leurs montants, *seront imposés au même taux*, et au premier franc, au titre de la CSG : 1,1 % pour le smicard, 1,1 % pour le nabab... La nouvelle égalité.

Indépendamment de toute autre considération, le gouvernement prend un risque considérable : celui de voir certaines personnalités du centre ou de la droite persifler cet alignement sur les thèses de la droite la plus extrême, et proposer des solutions plus « sociales », ne frappant pas, dès le premier franc, les salaires les plus humbles.

Un cadavre prospère

Pourquoi donc cette option ? Nous faisons déjà un grand saut, répondra le gouvernement, en sortant, une bonne fois pour toutes, des mystifications de 1945 ! Aller plus loin en instituant une contribution progressive pour la couverture des dépenses de solidarité ? Ce serait instituer un « impôt sur le revenu *bis* » : cette dualité serait incompréhensible. C'est vrai. Mais alors, pourquoi ne pas unifier ces deux impôts sur le revenu ? En clair, était-il vraiment impossible de restituer progressivement un certain nombre de points de cotisation aux salariés en élargissant parallèlement le volume de l'impôt sur le revenu, sauf à en « lisser » différemment les taux si on les juge trop progressifs ?

Il faut tout de même rappeler – et souligner – que le produit de cet impôt est, chez nous, de l'ordre de 5,5 % du PIB (moyenne OCDE : 12 %), soit environ 12 % de nos prélèvements obligatoires (moyenne OCDE : 31 %), atypisme évidemment compensé par une situation inverse au niveau des cotisations sociales au premier franc et dégressives... Et cet atypisme tend à s'accuser ! Alors que, rapporté au PIB, le poids de cet impôt tend à s'alourdir (très légèrement) au niveau global de l'OCDE ou de l'Europe des Douze, chez nous il diminue depuis 1984, lentement mais sûrement : gauche et droite ont exonéré à tour de bras. Pour des raisons sociales ? Pas du tout. Par pure démagogie : seules comptent les réactions du « marché politique ».

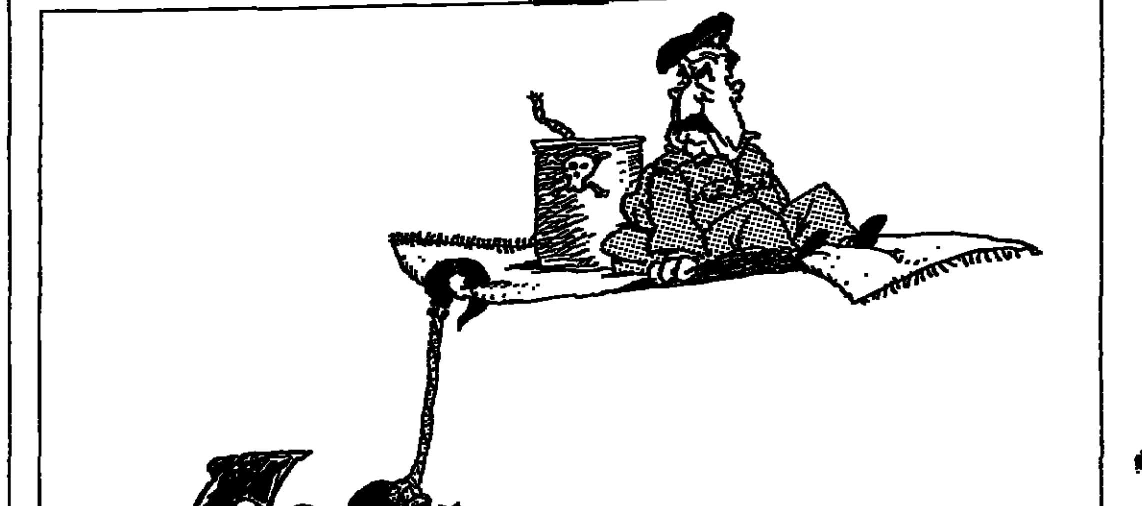
Sur ce marché, la cote de l'impôt sur le revenu est désastreuse : lourde réputation d'incohérence et d'arbitraire. Le tout dernier rapport du Conseil des impôts évoque *« les innombrables allégements consentis aux catégories les plus diverses de la population... »*. Dans ce fouillis, chacun a toujours l'impression d'être le dindon de la farce. Réaction inévitable dans un pays où, loin de donner l'exemple, les parlementaires se mettent largement à l'abri de l'impôt dont ils accablent le bon peuple. Et encore, dans leur cas, le privilège est-il – et pour cause... – institué par la loi ! Mais quelle peut être l'amertume de l'ouvrier de Peugeot lorsque, acquittant au moindre centime son propre impôt sur le revenu, il apprend que les membres du Conseil constitutionnel eux-mêmes ont obtenu, sans loi, d'en être massivement dispensés ? Les gardiens de l'égalité devant la loi fiscale ! C'est la république bananière dans toute sa splendeur : en dépit des gesticulations auxquelles a donné lieu le bicentenaire de la grande Déclaration, le cadavre du privilège fiscal paraît plus prospère que jamais, il frétille...

On a récemment prêté à M. Charasse le propos, infiniment louable, de faire le ménage, de mettre un peu d'ordre ici, de *passer la serpillère là... On reste* sceptique : tant d'autres Marie-Louise, avant lui, sont montées bravement mais inutilement au feu...

Aussi bien est-il tout à fait vraisemblable que les Français s'accomoderont plus facilement d'une contribution proportionnelle sur tous les revenus que d'une modernisation de notre fiscalité directe qui passerait par un réaménagement de l'impôt sur le revenu. Au moins, avec la CSG, l'affaire leur paraîtra nette : tout le monde dans le bain et de la même façon. A cet égard, le gouvernement a sans doute vu juste. Alors, contentons-nous du petit progrès réalisé par cette CSG. Après tout, il n'aura fallu qu'un demi-siècle après le plan de 1945 pour que soit accompli ce pas. Pourquoi pas un demi-siècle de plus pour le suivant ?

Au fait, en Allemagne fédérale, les prestations familiales sont fiscalisées depuis trente ans...

TRAIT LIBRE



Irak

Chrétiens de Mésopotamie

par Joseph Yacoub

L'IRAK, ou Mésopotamie, un des berceaux majeurs de la civilisation, terre biblique, foyer d'Abraham qui sortit d'Ur en Chaldée, devint très tôt un pays acquis au message chrétien. La Bible est jalonnée de récits et d'histoires de toutes sortes ayant trait à la civilisation mésopotamienne. Aujourd'hui, sur une population de 16 278 316 habitants, selon le recensement d'octobre 1987, les chrétiens seraient au nombre de 1 200 000, ce qui représente 8 % de la population globale du pays.

De loin la plus importante en nombre et en impact religieux et socioculturel, l'Église chaldéenne compte 750 000 fidèles et plus de 100 prêtres. Son patriarche, Raphaël I[er] Bidawid, à sa tête depuis mai 1989, réside à Bagdad. Plus que les autres patriarcats, l'Église chaldéenne entretient des relations officielles régulières avec les autorités irakiennes. M. Tarek Aziz, ministre des affaires étrangères, appartient à cette Église.

L'Église apostolique assyrienne, dite nestorienne, jadis florissante, est évaluée à 250 000 fidèles avec 29 prêtres. Son patriarche, Mar Denkha IV, réside à Chicago, aux Etats-Unis, où se trouve momentanément son siège patriarcal.

En janvier dernier, l'Église assyrienne d'Orient a décidé le transfert du siège patriarcal et le retour à Bagdad après cinquante-sept ans d'exil. Avec l'accord du pouvoir, les démarches sont en cours et la maison patriarcale est en construction.

Cette Église d'Orient est divisée en deux branches, depuis le schisme survenu en son sein en 1964, qui a donné naissance à l'Église d'Orient ancienne, adepte de l'ancien calendrier. Elle compte, selon toute probabilité, 50 000 fidèles. Elle est dirigée par un patriarche, Mar Addaï II, résidant à Bagdad.

L'Irak compte également l'Église syriaque orthodoxe, dite jacobite, évaluée à 70 000 fidèles, l'Église syriaque catholique (45 000 fidèles), l'Église arménienne apostolique ou grégorienne (15 000), l'Église arménienne catholique (5 000), ainsi que des grecs orthodoxes (500) et des grecs catholiques (350).

Les protestants irakiens appartiennent, quant à eux, à diverses dénominations : les baptistes, les congrégationalistes, les pentecôtistes, les luthériens, les presbytériens, les adventistes et l'Église évangélique assyrienne. On les estime à 10 000 personnes. Il faut y ajouter 500 fidèles de l'Église anglicane. Enfin, récemment fondée, l'Église copte orthodoxe est constituée de chrétiens égyptiens qui sont venus travailler en Irak.

Les arméniens, les latins et les coptes mis à part, tous les chrétiens d'Irak sont d'origine ethnique assyro-chaldéo-araméenne. Autochtones depuis des milliers d'années, ils ont une histoire enracinée dans la terre mésopotamienne et partagent en même temps avec les Arabes irakiens plusieurs points communs, en ce qui concerne tant les origines, les traditions et coutumes que la langue (l'araméen et l'arabe appartiennent à une souche sémitique commune). L'émigration en direction des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie... n'a pas fondamentalement affecté l'équilibre démographique de cette population.

Le passé chrétien bimillénaire de l'Irak est très riche. Outre son héritage spirituel et scientifique, le christianisme mésopotamien a fourni une contribution artistique de premier plan, notamment en architecture, en sculpture, en épigraphie, en peinture, en enluminure, en calligraphie et en orfèvrerie. Le nord du pays, particulièrement, est truffé d'églises et de monastères.

Une liberté contrôlée

Tout en proclamant l'islam religion d'Etat (art. 4), la Constitution irakienne stipule que l'Etat garantit la liberté de religion, d'expression et d'opinion (art. 25), et toute discrimination raciale, religieuse ou linguistique est prohibée.

La Constitution irakienne reconnaît d'autre part que le peuple d'Irak est composé de deux nationalités principales (Arabes et Kurdes) ainsi que d'*« autres nationalités »* dont les droits sont considérés comme légitimes. C'est le 16 avril 1972 que le contenu du terme *constitutionnel « autres nationalités »* fut explicité, par décret : il s'agit des Assyriens, des Chaldéens et des Syriaques proprement dits, qui sont reconnus dans leurs droits culturels et leur identité araméo-syriaque. Depuis, des institutions culturelles, artistiques, médiatiques ont vu le jour pour la promotion de la culture et de la langue de ces nationalités.

Signalons à ce sujet la création de programmes d'expression araméo-syriaque à la radio et à la télévision irakiennes, la fondation d'une Académie de la langue syriaque, la publication de plusieurs revues culturelles, l'établissement d'unions d'écrivains et d'artistes d'expression syriaque, la production de manuels scolaires et un foisonnement d'associations et de clubs socioculturels.

Malgré une politique de restructuration et de concentration des activités araméo-syriaques depuis 1978 qui a conduit à des fusions de tous genres, à des modifications statutaires, à une surveillance accrue et à une réduction de l'espace culturel, jamais dans les annales contemporaines on n'avait vu une telle quantité de productions littéraires en langue syriaque. Aujourd'hui, en dépit de mesures répressives touchant des militants indépendantistes et des villages frontaliers, la culture, l'identité et la langue de ces nationalités assyrienne, chaldéenne et syriaque sont mieux préservées en Irak que dans d'autres contrées.

Attentives aux thèses dominantes, adoptant des stratégies de rapprochement et de compromis, les Eglises ont offert maints services (y *compris politiques et diplomatiques*) aux autorités irakiennes. En échange, elles ont bénéficié d'une protection et d'une aide morale et matérielle non négligeables. Le pouvoir irakien a contribué financièrement, d'une manière substantielle, à la construction d'églises et à la restauration de couvents et de monastères.

Souples, les Eglises savent aussi être fermes, comme en 1981, lorsque les autorités ont rendu obligatoire dans les écoles l'enseignement du Coran aux élèves chrétiens. Alors le pouvoir trouva devant lui des communautés unies et résistantes, le contraignant à reculer quelques mois plus tard.

Lors de sa rencontre avec le nouveau patriarche chaldéen, Raphaël I[er] Bidawid, en mai 1989, diffusée intégralement sur les chaînes de télévision irakienne, le président Saddam Hussein a réitéré sa foi dans un humanisme universel inhérent à toutes les religions. Le patriarche souhaitait, pour sa part, que le clergé ne soit pas tenu à l'écart de la vie nationale et suggérait des rencontres de travail avec le pouvoir chaque fois que l'intérêt national l'exigerait. Outre les promesses faites pour la réhabilitation du patrimoine historico-religieux, le patriarche chaldéen déclara, à l'issue de cette rencontre, que le président irakien soutiendrait la construction d'un nouveau siège pour le patriarcat chaldéen à Bagdad.

Liberté et tolérance religieuses respectées, droits culturels reconnus, tout cela dans un cadre politique défini par le pouvoir et soigneusement contrôlé.

▶ **Joseph Yacoub est maître de conférences à l'Université catholique de Lyon.**

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN :0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde » 12, r M-Gunsburg 94852 IVRY Cedex

Le Monde
Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

LA CRISE DU GOLFE

L'évolution de la situation militaire

La décision de Tokyo d'envoyer des soldats à l'étranger suscite d'intenses controverses

Le projet de création d'un Corps de coopération pour la paix qui serait mis à la disposition du Conseil de sécurité des Nations unies *(nos dernières éditions du 28 septembre)* suscite d'intenses controverses à Tokyo. Au point que le premier ministre a consacré, jeudi 27 septembre, une conférence de presse télévisée à expliquer la signification du projet de loi sur la « coopération pacifique avec l'ONU », qui sera soumis au Parlement en octobre.

M. Toshiki Kaifu est parti vendredi à Washington, où il doit rencontrer le président Bush et lui annoncer les intentions japonaises sur cette question.

TOKYO

de notre correspondant

L'envoi à l'étranger – dans le cas présent au Proche-Orient – de militaires constitue pour le Japon un changement important du statut de son armée tel qu'il était conçu depuis la création des Forces d'autodéfense au début des années 50, en violation déjà du principe constitutionnel selon lequel il ne devait pas entretenir de force militaire (1).

A l'ONU, le ministre des affaires étrangères nippon a cherché à rassurer ses homologues des pays voisins du Japon en affirmant que la création de ce Corps de coopération ne présentait en rien une menace pour la région.

M. Kaifu a rappelé les principes du projet, qui ne contrevient pas selon lui aux engagements pacifiques de la Constitution japonaise : apporter un soutien logistique aux opérations décidées par l'ONU ; permettre l'envoi de personnel militaire qui ne sera pas impliqué dans un quelconque usage de la force ; constituer un corps de volontaires placé sous la direction du premier ministre ; regrouper des volontaires capables de fournir une assistance technique et humanitaire ; permettre aux membres des Forces d'autodéfense de participer à ce corps, individuellement ou en groupe.

Un statut incertain

L'intervention de M. Kaifu laisse cependant entière la question délicate des modalités et du statut des militaires affectés à ce corps. Placé sous la responsabilité du premier ministre, il serait théoriquement soustrait à toute intervention de l'Agence de défense. Mais reste la question de l'appartenance des militaires qui y seront affectés (sera-t-elle double : Agence de défense et bureau du premier ministre, ou bien ces soldats cesseront-ils d'appartenir à l'armée ?) et celle de leur armement. Le gouvernement tenterait, dit-on, de faire accepter le principe du port d'armes légères.

Les réactions des partis d'opposition et de la presse sont en général négatives. Socialistes et communistes sont hostiles à ce projet et le parti bouddhiste Komeito ne paraît pas satisfait des garanties données contre un éventuel envoi ultérieur de véritables troupes à l'étranger. Certains quotidiens s'inquiètent en outre des pressions exercées par l'Agence de défense, qui avait traditionnellement toujours adopté un profil bas.

PHILIPPE PONS

(1) L'article 9 stipule qu' *« il ne sera jamais entretenu de forces terrestre, navale et aérienne ou autre potentiel de guerre »* sur l'archipel. Avec le début de la guerre froide et le recouvrement par le Japon de sa souveraineté par le traité de San-Francisco en 1951, la Garde de réserve a été transformée en Garde de sécurité, investie en 1954 de la défense contre les agressions. Depuis, rebaptisée Forces d'autodéfense, l'armée japonaise est devenue la septième du monde.

Les Français sont partagés sur la participation à un conflit

Selon une enquête SOFRES pour Europe 1 et « Libération »

Selon une enquête réalisée (1) par la SOFRES pour Europe 1 et *Libération*, publiée le 28 septembre, 61 % des Français (contre 30 %) estiment que la crise du Golfe va déboucher sur un conflit militaire. En cas de guerre, 46 % des personnes interrogées souhaitent que la France y participe et 45 % sont d'un avis contraire.

Une majorité de Français sont cependant opposés à la participation d'appelés à ce conflit (76 % d'opinions défavorables), comme à la mobilisation de certaines catégories de réservistes (60 % d'opinions défavorables) ; 46 % jugent inacceptables que *« les soldats français combattent directement les soldats irakiens ».*

D'autre part, une large majorité (63 %) considèrent la chute de M. Saddam Hussein, avec la libération des otages et le retrait de l'Irak du Koweït, comme l'objectif d'un conflit éventuel, 20 % ne retiennent que la libération des otages et le retrait irakien, et 12 % ne demandent que la libération des otages. Cinquante-huit pour cent des personnes interrogées estiment que les troupes françaises dans le Golfe devraient être placées sous le commandement de l'ONU, 21 % sont favorables à un commandement français et 7 % à un commandement américain.

Enfin, 56 % des personnes interrogées accepteraient, en cas de conflit, la mise en place d'une politique économique et sociale de rigueur (33 % d'avis contraires), mais une large majorité (75 % contre 19 % d'avis contraires) serait opposée à la mise en place d'impôts supplémentaires pour financer le conflit.

(1) Enquête réalisée du 22 au 26 septembre auprès de 1 000 personnes.

Le conflit pourrait dégénérer en « guerre mondiale »

déclare le chef de l'état-major soviétique

Le chef de l'état-major soviétique s'attend à voir se former une alliance entre l'Iran et l'Irak en cas de conflit militaire dans le Golfe, un conflit qui pourrait devenir une *« guerre mondiale »*.

Dans un entretien accordé au *Washington Post* et reproduit vendredi 28 septembre par l'*International Herald Tribune*, le général Moiseev, chef de l'état-major général des forces armées soviétiques depuis deux ans, déclare notamment : *« Dans le cas d'opérations militaires* [dans le Golfe], *l'Iran se mettra du côté de l'Irak. Ce ne serait pas un conflit habituel, ce serait une guerre mondiale. Et une telle guerre n'apportera aucune gloire ni au peuple américain, ni au peuple irakien (...). Nous devons faire le maximum pour éviter cela. »* Le général, qui s'est dit préoccupé davantage par l'instabilité de la situation dans la région que par le déploiement américain, dans lequel il ne voit pas de menace directe pour l'URSS, a par ailleurs confirmé que Moscou avait fourni aux Etats-Unis des informations techniques sur les armes soviétiques livrées à l'Irak.

Coups de semonce en mer Rouge

En mer Rouge, jeudi, une frégate américaine, l'*Elmer Montgomery*, a tiré plusieurs coups de semonce à la mitrailleuse pour contraindre à s'arrêter un pétrolier irakien, le *Tadmur*, qui sortait du golfe d'Akaba, a annoncé à Washington un porte-parole du Pentagone.

Le bâtiment a été autorisé à poursuivre sa route après qu'une inspection eut révélé qu'il était vide. Depuis le 2 août, a précisé le porte-parole, plus de 1 400 navires ont été interceptés et 125 ont été inspectés, dont 110 par des navires américains.

A Washington également, où il se trouve en visite officielle, le président bulgare, M. Jelev, a indiqué jeudi que son pays était prêt à envoyer un contingent militaire limité dans le Golfe.

Deux autres pays d'Europe de l'Est ont déjà indiqué leur intention de participer à l'effort international contre l'Irak : la Pologne a décidé d'envoyer un hopital de campagne et un navire-hôpital et la Tchécoslovaquie s'apprête à envoyer une unité de défense contre les armes chimiques de cent soixante-dix hommes. – *(AFP.)*

Prochain retour à Toulon du « Clemenceau »

Le porte-avions *Clemenceau*, en mission dans la mer Rouge, rentrera entre le 5 et le 6 octobre à Toulon, son port d'attache, qu'il avait quitté le 13 août dernier.

Ce mouvement du *Clemenceau* a été annoncé, jeudi 27 septembre, par la marine française. Le porte-avions *Foch*, qui navigue en Méditerranée occidentale et qui a embarqué son groupe aérien, est prêt à partir pour le Golfe si cela est nécessaire, ajoute le communiqué de l'état-major qui considère que le *Clemenceau* peut rentrer en France après avoir accompli sa mission.

Avec à son bord quarante-deux hélicoptères Gazelle et Puma, le *Clemenceau* a permis à leurs équipages de s'entraîner à Djibouti, puis à Oman et dans les Emirats arabes unis dans des conditions proches de celles qu'ils connaissent désormais en Arabie saoudite, où ils sont stationnés depuis quelques jours.

La marine française continue d'entretenir dans la zone du Golfe onze bâtiments de guerre, qui, outre la mission de contrôle de l'embargo des Nations unies, escortent jusqu'à Yanbu les navires de soutien logistique de l'opération « Daguet » en Arabie saoudite. Le jeudi 27 septembre, l'un des bateaux de la marine nationale a réalisé la treizième visite par la France d'un navire marchand soumis à embargo, dans le détroit de Bab-el-Mandeb, entre la mer Rouge et la mer d'Oman.

En cas de besoin, le *Foch* prendra la relève du *Clemenceau*. Mais à la différence du porte-avions qui rentre, la semaine prochaine, à Toulon, le *Foch* dispose de son groupe aérien, soit seize avions d'attaque Super-Etendard, trois avions de reconnaissance Etendard IV-P, dix avions d'interception Crusader, sept avions de surveillance maritime Alizé et deux hélicoptères pour la récupération des équipages à la mer. La marine nationale se refuse au moindre commentaire sur la nature des armes à bord du *Foch*. On sait, en effet, que les Super-Etendard peuvent être dotés d'un missile ASMP à tête nucléaire et que la tradition veut qu'un bateau de guerre français en mission transporte tout son armement avec lui.

J. I.

□ **M. Rocard et la question palestinienne.** – M. Michel Rocard a évoqué, jeudi 27 septembre à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), la crise du Golfe, déclarant notamment : *« La question palestinienne est depuis toujours une blessure pour les Arabes, une blessure douloureuse, lancinante, une blessure que nous comprenons. Sur ce sujet aussi, le Conseil de sécurité a voté des résolutions et nous devons avoir le courage de reconnaître que, pour le moins, la communauté internationale n'a pas fait preuve d'une ardeur égale dans la poursuite de leur mise en œuvre. »* – *(Corresp.)*

La prédiction du rabbin

Que les généraux, hommes politiques et experts militaires se le disent : la *« guerre de la fin des temps »* aura lieu entre Arabes dans les deux prochaines semaines... du moins à en croire la prédiction faite par un rabbin il y a un quart de siècle.

L'hebdomadaire israélien *Yom Hashishi* écrit ainsi, jeudi 27 septembre, que le rabbin Haïm Shvili, mort il y a dix-sept ans, avait prédit en 1964 qu'une guerre éclair, mais très violente, éclaterait en 1990 pendant les sept jours de la fête juive du Tabernacle, qui commence dans une semaine.

Le rabbin Shvili avait prévu les guerres de 1967 et 1973, selon l'hebdomadaire. S'agissant d'une prochaine guerre, il a écrit : *« Ce sera la guerre de la fin des temps dans laquelle les Arabes combattront les Arabes. »* Il avait également prédit qu'Israël serait attaqué par des armes chimiques qui rateraient leurs cibles. – *(Reuter.)*

Vive concurrence sur le marché saoudien

Les exportateurs d'armements français et britanniques craignent d'être supplantés par les Américains

Les rivaux européens des industriels américains de l'armement font la grimace, en considérant que les Etats-Unis sont en passe de saturer le marché saoudien pour les en exclure. C'est le cas de la Grande-Bretagne et de la France.

Pour calmer les appréhensions des Israéliens, qui redoutent que la crise du Golfe ne soit l'occasion pour certains pays arabes de se réarmer à outrance auprès des Américains, le président des Etats-Unis, M. George Bush, a proposé au Congrès d'étaler sur deux ans la conclusion des contrats relatifs à de nouvelles fournitures militaires à l'Arabie saoudite. Mais, globalement, cette transaction portera sur le montant annoncé précédemment de 21 milliards de dollars, qui avait tant inquiété les concurrents, notamment britanniques et français.

Concrètement, il s'agira d'un premier contrat de 6,1 milliards de dollars dès cette année, et de 14 milliards de dollars en 1991. Les commandes de l'Arabie saoudite ont trait à des matériels aussi différents que des avions F 15 ou F 18, des hélicoptères Apache, des blindés M1 Abrams, des missiles anti-chars Tow et des équipements de commandement à la mer.

Une manne pour vingt ou trente ans

La manne saoudienne devrait induire, directement ou indirectement, entre 800 000 et 900 000 emplois aux Etats-Unis et, à plus long terme, sur une période de vingt à trente ans, elle devrait générer un marché total de 50 à 60 milliards de dollars si on ajoute aux ventes en discussions en 1990 et 1991 les contrats attendus de maintenance (rechanges et formation).

Durant les quinze dernières années, le commerce des armes entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite a été évalué à 75 milliards de dollars, quand les dépenses militaires globales des Saoudiens ont été estimées à 200 milliards de dollars.

Il y a quelques années, le Royaume-Uni avait conclu avec Ryad un vaste accord-cadre qui portait sur l'équivalent de 38 milliards de dollars à concrétiser sur des décennies, au choix du client selon ses besoins. Aujourd'hui, les industriels britanniques se demandent si l'opération « Bouclier du désert » ne marquera pas la suspension, voire l'interruption, de leurs affaires en Arabie saoudite au profit de sociétés américaines. En particulier, serait en jeu le sort de la livraison d'avions Tornado, conçus en coopération avec l'Allemagne et l'Italie.

En France, la crainte est identique. Sur quinze ans, entre 1974 et 1989, les Français ont reçu des Saoudiens pour 135 milliards de francs constants (valeur 1988) de commandes militaires. Ce montant correspond, pour l'essentiel, à des contrats avec Ryad dans les domaines de l'arme blindée, de l'artillerie, de la marine, de la défense antiaérienne et des hélicoptères. Il correspond *grosso modo* à environ 20 % du total des commandes à l'exportation d'armes françaises dans le monde entier, durant la même période.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite risque de devenir une chasse gardée des groupes américains. *« Si, dans les deux ou trois mois qui viennent, nous ne signons rien avec les Saoudiens*, disait, la semaine dernière encore, un industriel français de l'armement au Salon aéronautique de Moscou, *nous n'existerons plus pour des années sur ce marché. »*

JACQUES ISNARD

M. Chirac soutient l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient

Au cours des journées parlementaires du RPR, qui se tiennent depuis jeudi 27 septembre à Carcassonne, M. Jacques Chirac a présenté son plan de règlement de la crise dans le Golfe : *« Si, comme nous pouvons l'espérer, la logique de paix l'emporte, et que la stratégie du blocus, et non celle de la guerre, soit celle de la France, alors nous devons tout mettre en œuvre pour faciliter la recherche d'une solution diplomatique.*

« Pour ma part, je propose les étapes suivantes : d'abord, l'évacuation du Koweït par l'Irak et la libération des otages ; ensuite une négociation entre l'Irak et le Koweït, sous l'égide des pays arabes et de l'ONU, ayant pour objectif de régler les modalités du retour à l'indépendance du Koweït et du règlement du contentieux entre l'Irak, le Koweït et les pays arabes producteurs de pétrole ; enfin, pourrait être engagée une concertation internationale pour tenter de régler les différents problèmes qui se posent au Moyen-Orient. Cette dernière, il est vrai très difficile, mais qui bénéficierait de la réduction des tensions Est-Ouest, pourrait se conclure dans le cadre d'une conférence internationale destinée à conforter la paix et la stabilité au Moyen-Orient. »

M. Chirac a demandé l'organisation d'un débat *« d'urgence »* au Parlement afin que le gouvernement dise si la France se situe *« toujours dans une logique de blocus »* ou *« dans une logique d'intervention militaire »* (nos dernières éditions du 28 septembre).

...rétiens de Mésopotami...

LA CRISE DU GOLFE

Bagdad dément avoir menacé de pendaison les étrangers réfugiés dans les ambassades

L'Irak a tenté d'atténuer, jeudi 27 septembre, les menaces proférées la veille à l'encontre des diplomates hébergeant leurs ressortissants dans les ambassades.

Des responsables du ministère des affaires étrangères à Bagdad ont affirmé que la note adressée à plusieurs ambassades dans la capitale irakienne leur demandant de fournir *la liste des non-diplomates vivant* dans leurs locaux avait été mal comprise et interprétée à tort comme une menace de mort.

L'ambassadeur irakien à Washington avait déjà affirmé, mercredi soir, après avoir été convoqué au département d'Etat, que Bagdad ne *« menace personne »*.

Ces assurances n'ont pas fait changer d'avis les autorités américaines qui ont rendu public jeudi le texte de la note adressée aux ambassades. *« La résolution 341 du Conseil du commandement révolutionnaire en date du 26 août 1990 stipule que l'hébergement d'un étranger dans le but de le soustraire aux autorités irakiennes est un crime d'espionnage : la peine capitale sera infligée aux personnes qui commettent ce crime »*, dit ce texte, qui conclut : *« Le ministère* [irakien] *des affaires étrangères apprécierait que la mission l'informe de la présence d'un de ses citoyens ou d'un ressortissant de toute autre nation dans l'ambassade et dans vos résidences diplomatiques. »*

« Nous rejetons cette note qui viole fondamentalement les règles du comportement civilisé international. Nous ne fournirons aucun nom. La clarification de Bagdad ne nous amène pas à être plus enclins à répondre à cette note » a déclaré jeudi l'un des porte-paroles du département d'Etat, M. Richard Boucher.

Plusieurs pays européens ainsi que le Japon ont annoncé que la même note avait été adressée à leurs ambassades à Bagdad. Londres et Rome ont immédiatement fait savoir qu'il ne serait pas répondu à la demande irakienne. Berne a protesté. Le Japon et le Danemark ont répondu que leur ambassade n'abritait aucun ressortissant non membre de la mission. Le porte-parole du quai d'Orsay avait pour sa part affirmé jeudi que l'ambassade de France à Bagdad avait reçu le texte de la *« résolution 341 »* mais aucune demande de noms.

Des consultations ont eu lieu jeudi entre les Douze qui ne sont pas parvenus à définir une réaction commune, a déclaré un porte-parole du ministère italien des affaires étrangères. Il a ajouté que tous considéraient la requête irakienne comme *« injustifiée et illégale »*, mais que certains pays membres pourraient *« vouloir attendre »* avant de décider de la réponse à donner. – *(AFP, Reuter.)*

Lors d'une réunion de la Ligue arabe

Vif accrochage entre les ambassadeurs irakien et koweïtien

TUNIS

de notre correspondant

Elle ne devait être que symbolique, mais la séance d'ouverture de la 94e session ordinaire de la Ligue arabe, qui s'est tenue, jeudi 27 septembre à Tunis, n'en a pas moins donné lieu à un vif incident entre les ambassadeurs d'Irak et du Koweït.

« Accroché » par l'ambassadeur irakien, Alouane Jabouri, *qui s'élevait contre sa présence*, le représentant du Koweït – Etat qui n'existe plus aux yeux du régime de Saddam Hussein – lui a répondu qu'il venait ainsi de donner une nouvelle preuve que l'Irak ne cherche qu'à diviser le monde arabe. Et M. Nasser El Jihane d'ajouter : *« Où est l'Irak aujourd'hui ? Il est exclu même des Jeux asiatiques, absent de l'Assemblée générale de l'ONU, et Tarek Aziz* [le ministre des affaires étrangères] *se cache à Bagdad... »*

Tapant sur la table pour mieux se faire entendre, visiblement furieux, le représentant de Saddam Hussein a répondu que *« ce n'est pas Tarek Aziz qui se cache, mais ceux qui ont appelé chez eux les forces impérialistes et qui se protègent sous leur botte »*. L'incident s'étant clos sur cette algarade, la séance a pu reprendre pour permettre à l'OLP de transmettre à Qatar la présidence de la Ligue pour les six prochains mois.

L'épineuse question du transfert de la Ligue (*le Monde* du 20 septembre) ne pouvait trouver sa solution au niveau des ambassadeurs. Il appartiendra aux ministres des affaires étrangères d'en débattre, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, le 30 octobre à New-York, et de fixer la date et le lieu d'une autre réunion. Bien que déchirée, la Ligue arabe a donc su conserver un vieux réflexe : toujours reporter à plus tard les décisions embarrassantes. *Mais, tôt ou tard, il faudra bien que ses vingt et un membres soient obligés de trancher.*

MICHEL DEURÉ

Le cheikh Jaber à la tribune de l'ONU

Le Koweït annule le service de la dette des pays les moins avancés

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Revêtu de la tenue traditionnelle, le cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah a prononcé jeudi 27 septembre à la tribune de l'ONU un discours dans lequel il a invité la communauté internationale *« à ne pas fléchir sur les mesures à prendre pour obliger les envahisseurs* (du Koweït) *à restaurer l'autorité légitime et à mettre un terme aux actes de barbarie* (commis par l'Irak) ».

« Le retrait des agresseurs est certain, a affirmé le chef d'Etat koweïtien aujourd'hui en exil, *Dieu le Tout-Puissant nous garantit la victoire grâce à la volonté des fils du Koweït, à leur lutte, grâce à l'Organisation des Nations unies, au soutien des frères et amis et de tous les peuples épris de justice dans le monde* (...). *« Nous retournerons au Koweït. »*

Evoquant la situation économique des pays les moins avancés (PMA), le cheikh Jaber a annoncé la décision du Koweït d'effacer tous les intérêts sur la dette due par ces nations au Koweït . De même, il a indiqué que des arrangements seront conclus avec les pays les plus pauvres de façon à « alléger le fardeau ».

Cette décision s'inscrit dans l'esprit de la deuxième conférence sur les pays les moins avancés qui s'est achevée le 14 septembre dernier à Paris. Les participants étaient alors convenus d'accroître l'aide aux quarante-deux pays entrant dans cette catégorie, sans se prononcer, cependant, sur des mesures d'urgence au vu de la situation nouvelle créée par la crise du Golfe.

S. M.

Les sondages depuis le début du conflit

M. Mitterrand a la cote

Depuis le début de l'année, la cote de popularité de M. François Mitterrand était en baisse. Avec la crise du Golfe, la tendance s'inverse.

La lecture des sondages réalisés depuis l'invasion du Koweït par l'Irak montre que le président de la République bénéficie d'un « effet Golfe ». Selon le baromètre établi par la SOFRES pour le *Figaro*, la confiance pour M. Mitterrand passe de 61 % à 52 % de mars à juin, puis à 54 % en juillet. La hausse est plus forte après l'intervention irakienne.

Selon Louis-Harris, pour *L'Express*, la cote de popularité du chef de l'Etat fait un bond de sept points de juillet à août (61 % au lieu de 54 %). Le gain est de cinq points selon une enquête de l'IFOP pour *le Journal du dimanche* (42 % au lieu de 37 %), alors que la popularité de M. Michel Rocard reste stable.

L'adhésion à l'action de M. Mitterrand se vérifie au travers des sondages portant spécifiquement sur la crise du Golfe. A la mi-août, 75 % des personnes interrogées (1) par la SOFRES pour le *Figaro* et RTL approuvent le chef de l'Etat. Ce résultat passe à 79 %, selon une autre enquête de la SOFRES, une semaine plus tard, alors que 61 % des personnes interrogées par l'IFOP pour le *Figaro* approuvent la position française.

Cette embellie profite à la plupart des dirigeants politiques mais M. Mitterrand en est, et de loin, le premier bénéficiaire. Il suscite, selon un sondage IFOP pour *Profession politique*, l'adhésion de 40 % des personnes interrogées, contre 14 % pour M. Valéry Giscard d'Estaing et 8 % pour M. Jacques Chirac.

MM. André Lajoinie et Jean-Marie Le Pen ne recueillent que 3 %. Le président du Front national, hostile à l'intervention française dans le Golfe, voit sa cote baisser de deux points selon BVA. Le FN enregistre un recul de quatre points et demi en intentions de vote législatif.

Cet « effet » n'est pas constant lors de chaque initiative militaire française, loin s'en faut. L'intervention, les 22-23 mai 1978, des parachutistes français à Kolwezi, au Zaïre, n'avait pas entraîné un gain de popularité pour le président de la République de l'époque, M. Giscard d'Estaing. Au contraire, selon un sondage réalisé par l'IFOP pour *le Point*, 40 % seulement des personnes interrogées (contre 45 %) approuvaient l'envoi de ces militaires, et en juin 1978, la cote de popularité du président de la République diminuait même de trois points par rapport aux résultat obtenus en mai.

En août 1983, une nette majorité de personnes interrogées par l'IFRES pour *le Quotidien de Paris* (53 % contre 28 %) avaient désapprouvé l'intervention française au Tchad. La cote de popularité de M. Mitterrand, en baisse depuis août 1982, régressait encore, pour septembre, de deux points.

En revanche, au lendemain de la destruction au Liban, à la suite d'un attentat, le 23 octobre 1983, du siège d'une compagnie française de parachutistes (58 tués), la cote de popularité de M. Mitterrand était en hausse de quatre points selon la SOFRES, et de huit points selon l'IPSOS.

(1) Quatre-vingt-huit pour cent de sympathisants du PS, 78 % de l'UDF, 72 % du PCF, 61 % du RPR et 39 % du FN.

Les comités de soutien aux familles des otages vont créer une fédération internationale

Les comités de soutien aux familles d'otages détenus en Irak et au Koweït ont décidé de se réunir afin de coordonner leur action. Une fédération internationale regroupant le Gulf Group Support britannique, les comités italiens et français, ainsi que certaines familles américaines est en cours de création. Selon Me Jacques Miquel, avocat du comité de soutien aux Français retenus au Koweït et en Irak, qui devait annoncer cette initiative lors d'une conférence de presse vendredi 28 septembre à Paris, le nombre de participants pourrait être étendu et d'autres pays contactés.

Le comité français de soutien aux otages détenus en Irak et au Koweït, qui regroupe plus de cent cinquante familles, dresse aujourd'hui un premier bilan de son action. *« Le gouvernement a pris les mesures que nous avions sollicitées et nous nous félicitons que le dialogue se poursuive avec le Quai d'Orsay »*, déclare Me Miquel. L'avocat regrette cependant *« qu'il ne se soit pas occupé plus tôt »* des difficultés que risquaient de rencontrer les entreprises dont des employés sont toujours retenus.

Certaines viennent d'ailleurs d'annoncer qu'elles allaient cesser de verser les salaires. *« Nous avions attiré l'attention du gouvernement sur cette question dès le début du mois de septembre*, affirme l'avocat. *Cela dit, si je ne nie pas que certaines PME et PMI rencontrent des problèmes, elles se doivent, elles aussi, d'avoir un comportement à la mesure de la cause nationale à laquelle nous devons faire face. Envoyer des lettres de licenciement par la valise diplomatique ne me paraît pas faire preuve d'une très grande solidarité. »*

« Rester ferme mais ouvert »

Le comité, qui, il y a un mois, demandait que *« des portes restent ouvertes »* et s'était démarqué de la position du gouvernement, se félicite du dernier discours de M. François Mitterrand à l'ONU. *« Rester ferme mais ouvert, il n'y a pas d'alternative. »*

Il rappelle qu'il ne s'interdira *« aucun contact »*, mais estime que *« le moment n'est pas venu de rencontrer les autorités irakiennes »*. Il condamne par ailleurs la proposition du secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes, M. Gilles Munier, de remplacer les otages par des Français volontaires : *« Substituer des Français à d'autres Français ne règlera absolument rien. Nous voulons une solution globale. »*

Si les otages français sont, selon Me Miquel, *« très démoralisés »*, il estime que la menace de limitation des tickets de rationnement des Occidentaux, brandie par Bagdad, *« n'est pas digne d'être prise en considération »*. La plaçant pour l'instant dans le cadre de la guerre psychologique, il ajoute que *« si cette mesure devait connaître un début d'application, cela nous paraîtrait naturellement intolérable »*.

N. H.

PROCHE-ORIENT

LIBAN

L'armée impose un blocus aux forces du général Aoun

L'« armée de la légalité » commandée par le général Lahoud, se trouve désormais face à l'« armée rebelle » du général Aoun, tout autour de l'enclave tenue par ce dernier, pour procéder, dans un premier temps, à son blocus et, en principe, si cela ne suffisait pas, à un assaut pour la réduire.

BEYROUTH

de notre correspondant

Dans la nuit de jeudi à vendredi 28 septembre, la troupe du général Lahoud a pris la relève des Forces libanaises (milice chrétienne) aux différents points de passage de leurs deux secteurs – Achrafieh à Beyrouth et le Kesrouan, plus au nord – qui sont au contact du minuscule territoire, 267 kilomètres carrés, du général Aoun où sont, il est vrai, concentrés le palais présidentiel, le ministère de la défense et les meilleures troupes de l'armée libanaise, 16 000 hommes, selon leur chef.

La direction « légale » a pu concentrer pour l'encercler 10 000 hommes dotés d'une centaine de chars et de 170 canons. Mais, si elle engageait la bataille, elle devrait pouvoir compter sur l'appui décisif de l'armée syrienne et, plus ou moins clairement, sur celui des FL.

La milice chrétienne, dont l'objectif majeur immédiat est devenu l'éviction de son ennemi, se montre d'une coopération exemplaire et a cédé des positions quand on le lui a demandé.

Les craintes de la population

Le secteur chrétien s'en retrouve dans une situation bizarre où, d'une part, deux armées qui proclament chacune que l'autre ne la combattra pas, sont face à face sur pied de guerre et où, de l'autre, la milice continue de tenir militairement des lignes de front dont les points de passage sont aux mains de l'armée du général Lahoud.

Le général Aoun, qui n'a pas intérêt à s'en prendre à ce dernier, ne pourrait-il cependant être tenté de la tester en ouvrant le feu non pas sur ses positions mais juste à côté, sur celles des FL ? La population vit cette situation dans une profonde angoisse et bien que vendredi matin rien n'avait changé, sinon les contrôleurs aux points de passage, spontanément les déplacements s'y sont raréfiés. Il est prévu que la circulation y soit bientôt restreinte aux seuls piétons.

Difficile dilemme

Pour ce que l'on appelle la « légalité » – c'est-à-dire cette espèce de direction collégiale issue des amendements apportés à la Constitution libanaise par suite des accords de Taëf comprenant les présidents de la République (maronite – M. Hraoui), du Conseil (sunnite – M. Hoss) et du Parlement (chiite – M. Husseini) – le dilemme n'est pas simple puisqu'il lui faut venir à bout du général Aoun sans que la population en subisse les conséquences. Or les trois phases possibles de l'action envisagée – blocus lui-même progressif, bombardements, assaut – se répercuteront dramatiquement sur les civils.

Le général Aoun fait le pari que tout cela n'est que bluff. Il fait surtout un autre pari : celui que la Syrie ne s'engagera pas dans une opération militaire contre son miniréduit. Or, sans l'aval politique et la participation active des troupes syriennes, rien de sérieux ne saurait être entrepris contre lui.

Une donnée nouvelle risque cependant de porter Damas à modifier une situation dont on a tant souligné combien elle lui était profitable, le général servant, objectivement, ses intérêts : les Syriens auraient récemment pris peur qu'un front Aoun-Hezbollah, avec la complicité feutrée du PSP de M. Joumblatt, ne se constitue, alimenté par l'Irak et l'OLP pour créer des problèmes dans leur chasse gardée libanaise.

LUCIEN GEORGE

ASIE

PHILIPPINES : pour le meurtre de Benigno Aquino

Seize militaires condamnés à la prison à perpétuité

Seize militaires philippins, dont un général, ont été, vendredi 28 septembre, reconnus coupables *« sans le moindre doute »* du meurtre *« inhumain et barbare »* de Benigno Aquino par un tribunal d'exception réuni à Manille. Ils ont été condamnés à la prison à perpétuité et au versement d'une indemnité à la famille de la victime. Chef de l'opposition et principal rival de l'ancien président Marcos, « Ninoy » Aquino, le mari de l'actuelle présidente des Philippines, Cory Aquino, avait été assassiné le jour de son retour à Manille, le 21 août 1983.

Parmi les condamnés figure le général Luther Custodio, ancien chef de l'aéroport de Manille, où avait eu lieu l'assassinat. Vingt autres inculpés, dont deux anciens ministres, ont été acquittés. Trois autres accusés, dont l'ex-chef d'état-major, le général Fabian Ver, sont en fuite.

L'assassinat de « Ninoy » Aquino avait provoqué l'indignation dans le monde, et des troubles dans tout le pays, qui avaient culminé lors de l'élection présidentielle de février 1986, entraînant la fuite aux Etats-Unis de Marcos et l'arrivée au pouvoir de Mme Cory Aquino. Accusé d'avoir télécommandé le meurtre, Marcos est mort il y a exactement un an à Hawaï. – *(AP, Reuter, AFP.)*

CORÉE DU NORD

Pyongyang se dit prêt à normaliser ses relations avec Tokyo

Renversant sa position antérieure, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a annoncé jeudi, 27 septembre, qu'elle était prête à normaliser ses relations avec le Japon. Les négociations entre les deux gouvernements pourraient commencer en novembre.

TOKYO

de notre correspondant

La proposition nord-coréenne a été faite par le secrétaire général du Parti du travail, M. Kim Yong-sun, à M. Shin Kanemaru, personnalité influente du Parti conservateur japonais, en visite à Pyongyang (*le Monde* du 28 septembre). La question avait été l'un des thèmes des trois entretiens que M. Kanemaru a eus entre avec le président Kim Il-sung.

Commentant le geste d'ouverture de son gouvernement, M. Chon Ryong-bok, directeur du bureau Asie au ministère nord-coréen des affaires étrangères, a déclaré qu'il constituait un *« changement politique important »* de la diplomatie de son pays. A Tokyo, le premier ministre, M. Toshiki Kaifu l'a qualifié d' *« événement historique »* .

Préoccupations à Séoul

Rejetant l'hypothèse de reconnaissances croisées (les alliés de la Corée du Nord, Chine et URSS, normalisant leurs relations avec le Sud tandis que les Etats-Unis et le Japon établiraient des relations diplomatiques avec Pyongyang), la RPDC avait, jusqu'à présent, toujours refusé de négocier avec Tokyo sur cette question. Cette fois, Pyongyang paraît accepter implicitement le principe des reconnaissances croisées. Le processus de normalisation nippo-nord-coréen sera en fait parallèle à celui des relations entre la Corée du Sud et l'URSS : selon la presse sud-coréenne, Moscou et Séoul devraient signer, le 30 septembre, au cours de la rencontre entre les ministres des affaires étrangères des deux pays dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies, un accord de principe sur l'établissement de liens diplomatiques. Les dirigeants nord-coréens acceptent en outre que la question des réparations de guerre du Japon ne soit discutée qu'après la normalisation, comme l'ont toujours demandé les Japonais.

Tout en se félicitant de l'annonce d'une normalisation nippo-nord-coréenne qui, estime-t-on à Séoul, se situe dans le contexte de l'amorce du dialogue entre les deux Corées et d'un processus de détente régionale, les Coréens du Sud n'en paraissent pas moins préoccupés par ce renversement inattendu – aussi rapidement, du moins – de Pyongyang. Le ministre des affaires étrangères, M. Liu Chong-ha, a notamment demandé à l'ambassadeur japonais à Séoul que son gouvernement ne fasse pas progresser la normalisation avec Pyongyang plus vite que le dialogue entre les deux Corées.

Séoul, qui, jusqu'à présent, menait le jeu de la détente dans la péninsule, peut se sentir quelque peu dépossédée de l'initiative par l'ouverture de Pyongyang. Au ministère japonais des affaires étrangères, on affirme entendre placer les négociations avec la RPDC dans le cadre de la détente dans la péninsule et agir en étroite concertation avec les Etats-Unis et la Corée du Sud.

PHILIPPE PONS

هكذا من الاصل

LA CRISE DU GOLFE

La normalisation entre Londres et Téhéran devrait hâter la libération des trois derniers otages britanniques au Liban

Les relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Iran, rompues le 28 février 1989 à l'initiative de Téhéran en raison de la publication des *Versets sataniques*, de Salman Rushdie, jugés offensants pour l'islam, sont rétablies. *« Cette décision prend effet immédiatement »*, a indiqué jeudi soir 27 septembre le Foreign Office. Les deux ambassades devraient rouvrir leurs portes d'ici un mois.

LONDRES

de notre correspondant

M. Saddam Hussein aura donc réussi, bien malgré lui, à faire ce que les diplomates des deux pays s'étaient efforcés en vain d'obtenir depuis de longues années. Les rapports normaux entre les deux capitales avaient en effet été gravement perturbés dès la révolution islamique de 1979 et la première prise d'otages de Téhéran, celle des diplomates américains. Les Britanniques s'étaient montrés dans cette affaire solidaires de leurs cinquante-deux collègues américains jusqu'à leur libération, en janvier 1981, après quatre cent quarante-quatre jours de captivité. L'Iran khomeiniste insultait régulièrement la Grande-Bretagne, au fil de ses soubresauts de politique intérieure, mais les relations, très froides, étaient quand même maintenues lorsqu'un curieux incident, précédant l'affaire Rushdie, était venu une première fois les suspendre. Le consul d'Iran à Manchester était pris en mai 1987 en flagrant délit de vol à l'étalage dans un grand magasin. Il ne bénéficiait bizarrement pas du statut diplomatique, qu'il avait apparemment oublié de demander. Il était donc passible de poursuites judiciaires.

En guise de représailles, les Iraniens arrêtaient M. Edward Chaplin, chargé d'affaires britannique à Téhéran, le passaient à tabac, puis le relâchaient. A la suite de cet épisode, les relations étaient suspendues le 18 juin 1987. Les diplomates s'efforçaient de rétablir le dialogue et y étaient parvenus à la fin de 1988.

Mais l'affaire Rushdie vint tout bouleverser. Les intégristes iraniens profitèrent de la sentence prononcée le 14 février 1989 par l'imam Khomeiny contre l'écrivain britannique d'origine indienne pour dénoncer un nouveau Satan apparu à l'Ouest sous la double figure de Ruhsdie lui-même et de son *« protecteur »* britannique. Les autorités iraniennes innovaient en matière de droit international en condamnant officiellement à mort un sujet de sa Gracieuse Majesté pour crime contre l'Islam, c'est-à-dire pour délit d'opinion.

C'était inadmissible et l'écrivain était aussitôt placé sous la protection de Scotland Yard. Il n'a pas cessé depuis février 1989 de se cacher dans des endroits jugés suffisamment sûrs par la brigade anti-terroriste. Il change fréquemment de retraite pour échapper aux commandos de tueurs lancés à ses trousses. Plusieurs individus suspects venus du Liban auraient été identifiés par la police et reconduits aux frontières du royaume.

L'affaire Rushdie en voie d'apaisement

On a aperçu Salman Rushdie l'espace d'un dîner, à Cambridge. Il s'entretient parfois au téléphone avec quelques-uns de ses amis, appartenant à un groupe intellectuel gauchisant très anti-thatchérien formé au cours des années 80, auquel appartenait notamment le dramaturge Harold Pinter. Il vient d'enregistrer sa première interview télévisée depuis sa condamnation à mort. Il y répète qu'il n'a voulu offenser personne. Il y dit surtout que l'isolement forcé, au cours de ces dix-neuf mois, a été un *« enfer »* et qu'il a été suffisamment puni comme cela. Cette expérience épouvantable a *« changé tout ce qu'il pensait de tout »*. Il a perdu sa femme dans la tourmente. Celle-ci, Marianne Wiggins, est écrivain comme lui, mais n'a pas supporté cette vie d'errance sous garde policière permanente.

Cette interview coïncide avec la sortie en librairie de son dernier ouvrage, *Haroun et la mer des histoires*. Il s'agit d'un livre pour enfants, dédié à son fils, qu'il n'a pas été autorisé à revoir depuis le 14 février 1989 pour des raisons de sécurité aussi évidentes que cruelles. Il y parle d'un conteur qui a perdu son don... Il n'a rien perdu du sien, même s'il évite cette fois les sujets trop brûlants.

Toutes les conditions posées par Téhéran sont donc remplies. Rushdie s'*« excuse »* auprès des musulmans dans cette interview, qui sera diffusée dimanche 30 septembre au soir. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a écrit le 3 août à Sir Peter Blaker, membre de la commission des affaires étrangères des Communes, pour lui exprimer tout le *« respect »* que lui inspire l'islam. Cela allait sans dire, mais, selon la formule consacrée, cela va encore mieux en le disant.

Les Iraniens ont affirmé de leur côté à M. Hurd qu'ils entendaient ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures britanniques. Le secrétaire au Foreign Office a proposé pour les journalistes de la BBC son interprétation de cette remarque apparemment banale. Il s'agit, si l'on comprend bien, de lever la sentence de mort prononcée contre l'écrivain. L'affaire Ruhsdie semble donc en voie d'apaisement, même si les interlocuteurs iraniens de M. Hurd n'ont apparemment pas l'autorité nécessaire pour lever la condamnation proférée par l'imam Khomeiny. Il pourrait surtout y avoir du nouveau dans les prochains mois pour les trois otages britanniques du Liban, apprend-on de très bonne source à Londres. MM. Terry Waite, John McCarthy et Jack Mann sont en effet détenus par le Hezbollah, mouvement très proche idéologiquement de Téhéran.

L'émissaire de l'archevêque de Cantorbéry, disparu depuis le 20 janvier 1987, est malade et très déprimé, mais toujours vivant. M. McCarthy, journaliste de télévision, enlevé le 17 avril 1986 est en bonne santé. On est en revanche sans nouvelle du troisième, un ancien pilote de la RAF âgé de soixante-quinze ans, qui avait pris sa retraite dans un pays qu'il croyait tranquille, le Liban. M. Mann a été enlevé le 3 mai 1989 à Beyrouth-Ouest, dans une zone sous contrôle syrien. Le Foreign Office a cru utile de préciser jeudi que la reprise des relations avec Téhéran ne signifiait pas automatiquement que la même voie allait être suivie avec Damas.

DOMINIQUE DHOMBRES

Un point marqué par M. Rafsandjani

La crise du Golfe aura eu pour conséquence une accélération spectaculaire du processus d'ouverture engagé par le président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, en dépit d'un certain réveil de l'aile radicale du régime. Appels à la guerre sainte et diatribes contre la présence occidentale dans le Golfe de la part des « durs » n'auront – jusqu'à nouvel ordre – pas réussi à freiner le rythme des normalisations menées tambour battant par le pragmatique Hachémi Rafsandjani, permettant à la République islamique de sortir de son isolement à mesure que son ennemi d'hier s'y enfonce.

Des normalisations menées avec grand art puisque Téhéran a jusqu'à présent réussi à se concilier tout le monde : les Occidentaux en affirmant haut et fort sa volonté de respecter l'embargo contre l'Irak et, dans le même temps, Bagdad – son ennemi d'hier, – qui a dû plier et faire des concessions à l'Iran sur tous les points qui faisaient encore problème. Aujourd'hui, c'est avec le *« petit Satan »* britannique tant honni que les Iraniens ont renoué.

Une normalisation annoncée dès le début de la crise du Golfe, puisque M. Hachémi Rafsandjani n'a attendu que deux jours après l'invasion du Koweït par l'Irak pour convoquer la plus haute instance dirigeante iranienne, le Conseil suprême de sécurité nationale, qui s'est prononcé dès le 4 août pour la reprise des relations diplomatiques avec Londres.

« Une flèche indétournable »

Une initiative que le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a rendu possible fin juillet en prenant publiquement ses distances avec Salman Rushdie et ses *Versets sataniques* – à l'origine de la brouille – et en insistant sur le fait qu'il n'entrait pas dans les intentions de la Grande-Bretagne d'insulter l'islam. M. Hachémi Rafsandjani a donc marqué un nouveau point face à son opposition radicale, hostile à toute ouverture en direction de l'Occident *« perverti »*, mais sa marge de manœuvre se mesure à l'ambiguïté de la position iranienne concernant le cœur même du conflit : le sort de Salman Rushdie. En effet, et contrairement à ce qu'a pu comprendre M. Hurd *(voir l'article de Dominique Dhombres)*, des diplomates iraniens se sont fait fort de mettre les points sur les « i » en soulignant que la normalisation des relations avec Londres *« ne change strictement rien »* au sort de Rushdie, comme le rapporte notre correspondante aux Nations unies, Afsane Bassir Pour. Interrogés sur le fait de savoir si Rushdie pourrait enfin se montrer au grand jour sans s'attirer les foudres des islamistes, ces diplomates ont rappelé que, si le Prophète lui-même avait pardonné à beaucoup de criminels, tous ceux qui avaient insulté l'islam avaient été exécutés. *« Personne ne peut revenir sur la sentence contre Rushdie ; cette sentence est en accord avec les lois islamiques »*, ont-ils martelé.

Et, pour que les choses soient bien claires : *« Une flèche a été lancée vers Rushdie, et sa trajectoire est indétournable. »* Or, nul doute que si M. Hachémi Rafsandjani pouvait exprimer ses souhaits sans risquer sa carrière politique, ils seraient bien différents, et la *« flèche »* en question se perdrait avant d'atteindre sa cible.

Quoi qu'il en soit, et bien que le rétablissement des relations diplomatiques ait été annoncé à New-York, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, où les ministres des affaires étrangères des deux pays sont présents, MM. Hurd et Ali Akbar Velayati ne s'étaient pas encore rencontrés mercredi.

Y. H.

AFRIQUE

ALGÉRIE : appelant à un « consensus national »

M. Ben Bella a été boudé par le peuple algérois

Accueilli, jeudi matin 27 septembre, à Alger par une foule beaucoup moins nombreuse que prévu (*le Monde* du 28 septembre), M. Ahmed Ben Bella a appelé à un *« consensus national »* pour conduire le processus démocratique à un *« point de non-retour »*. Pour ce faire, l'ancien chef de l'Etat, qui doit prochainement entreprendre une tournée à l'intérieur du pays, a *« vivement »* souhaité une *« recomposition du paysage politique national »*.

ALGER

de notre envoyé spécial

Un nouveau spécimen, ces derniers mois, est apparu à plusieurs exemplaires sur le devant de la scène politique algéroise. On pourrait l'appeler « parti-champignon ». Les partis-champignons ont, parfois poussé en une *seule nuit* mais leurs dirigeants se répandent en communiqués et en interviews avec tant de naturel qu'on se prendrait presque à croire que le quart de siècle de dictature du FLN ne fut qu'un mauvais rêve.

Les chefs de partis-champignons conduisent eux-mêmes leur voiture et on les rencontre parfois en fin d'après-midi à la terrasse de l'Hôtel El Djezaïr, sirotant un de ces jus d'oranges introuvables dans le petit commerce et guettant du coin de l'œil les correspondants de la presse de préférence, française. Leur demande-t-on si leur mouvement politique est de création récente, ils s'offusquent très sincèrement : *« Oh non, monsieur. Notre mouvement a déjà presque un an ! »* Toutes les incertitudes de la politique algérienne sont contenues dans cette protestation.

Nourredine Boukrouh, président du Parti du renouveau algérien (PRA), est le prototype de cette nouvelle espèce de politiciens algérois. Nourredine Boukrouh n'aime pas trop parler du nombre de ses adhérents – *« Notre parti gère un impact difficile à quantifier dans cette première phase »*, – mais est déjà doté *d'un spacieux local stratégiquement* situé près de l'El Djezaïr et d'un attaché de presse qui prend son métier fort à cœur.

Comme tous ses pareils, Nourredine Boukrouh a vu débarquer Ahmed Ben Bella de son ferry-boat avec une indéniable excitation. Il *n'est pas un chef de parti-champignon* aujourd'hui à Alger – sans parler des rescapés du FLN – qui ne rêve d'utiliser le « grand revenant » comme un prestigieux paravent pour ses ambitions toutes neuves.

Défense de Saddam Hussein

Si les mots pour le dire changent d'un parti à l'autre, le calcul inavoué est le même. Ben Bella ne cesse de proclamer qu'il souhaite rassembler tous les Algériens ? Alors, oui, mes amis et moi-même sommes tout *prêts à apporter notre pierre à l'œuvre* commune, d'autant plus prêts que *« si les intégristes du FIS demain raflent la mise, ce sera définitivement*, explique M. Boukrouh. *Ils ne remettront plus rien en jeu. Pour éviter cela, nous serions prêts à faire alliance avec n'importe qui »*.

Mais Ben Bella est-il prêt, lui, à servir de porte-drapeau aux uns ou aux autres ? Les premiers mots prononcés par l'ancien chef de l'Etat sur le territoire algérien laissent au contraire penser qu'il a gardé intacte la caractéristique qui, il y a un quart de siècle, contribua à son ascension ... *avant de causer sa chute : l'imprévisibilité*. Que dit en effet Ben Bella, à peine descendu de son bateau ? D'abord il demande la démission du premier ministre Mouloud Hamrouche, ce qui ne constitue pas vraiment un scoop.

Mais dans la foulée, à la surprise générale – y compris de certains de ses accompagnateurs, – le voilà qui appelle à la levée en masse des Algériens *« par centaines de milliers »* pour aller défendre Saddam Hussein. Avec cet argument inattendu mais éclairant sur l'idée qu'il se fait de son rôle et de sa personne : *« Si Saddam Hussein tombe, ce sera ensuite le tour du colonel Kadhafi, puis de Ben Bella en Algérie. »*

Est-ce tout ? Non. Lui qui, tout au long de son exil helvétique et encore quelques instants auparavant, dans le ferry, posait au rassembleur, assurant avec insistance *« ne pas vouloir régler des comptes »*, le voilà qui attaque violemment *« beaucoup d'agents de la France qui durant la guerre d'indépendance se sont infiltrés dans les rangs de ce glorieux parti historique* [le FLN] *et doivent impérativement en sortir »*. Qui est visé ? On n'en saura pas plus, mais on imagine les réactions dans les hautes sphères... Pour finir, Ben Bella décoche une flèche remarquée à tous les petits partis, assurant que *« l'éclosion des partis peut porter atteinte à l'unité nationale »*, et propose de réduire leur nombre à *« six ou sept, groupant les grands courants politiques qui traversent la société algérienne »*.

Les Kabyles n'ont pas oublié

L'opinion occidentale, les apparatchiks du FLN, les nouveaux partis algériens, en quelques minutes, c'était tout de même se mettre beaucoup *de monde à dos, même si ces* trois attaques frontales, au fond, peuvent apparaître comme les trois facettes d'une même stratégie limpide : l'appel direct au peuple, à la rue, contre les installés de toute sorte. Ce peuple qui vibre pour Saddam Hussein – même s'il s'en faut de beaucoup que l'on ouvre au coin des rues des guichets d'enrôlement – abhorre le FLN et commence déjà à se moquer des ébats, pourtant encore rafraîchissants, des partis-champignons.

Cette stratégie, certes cohérente, présente tout de même un inconvénient *de taille : le peuple, en tout* cas algérois, semble avoir fait montre d'une certaine indifférence à l'égard du proscrit. A l'embarquement à Barcelone, les benbellistes auto-grisés se promettaient un million de personnes sur le quai de l'arrivée. Le lendemain matin, alors que le bateau était en vue d'Alger, les militants algérois n'en espéraient plus que le quart. Y croyait-il encore vraiment lui-même, le « Revenant », alors qu'en compagnie de madame, il posait pour les dizaines de photographes invités sur le pont supérieur du ferry, sur fond d'« Alger la Retrouvée ? »

Quelques instants plus tard, il fallait déchanter. Ils n'étaient que vingt mille tout au plus, en comptant les badauds, à l'attendre le long du front de mer. Un million, c'était déraisonnable. Mais vingt mille, c'est-à-dire le noyau historique du benbellisme, en raclant les fonds de tiroirs, c'était presque une gifle. A cette bouderie algéroise, on peut sans doute trouver des raisons particulières et notamment l'importance de la communauté kabyle dans la capitale – Alger n'est-elle pas considérée comme la première ville de Kabylie ? Or les Kabyles n'ont pas oublié que le président Ben Bella, en 1963, fit réprimer leur soulèvement *dans le sang par son ministre* de la défense, Houari Boumediène...

Inversement, l'Oranais tout entier devrait réserver à son enfant un accueil triomphal. Organisé par les benbellistes, fantasias, salves d'honneur, projections de films et soirées de raï, s'y succèdent depuis plu*sieurs jours déjà. Oran est la seule* ville où l'impact de Ben Bella paraisse à même de faire pièce aux islamistes du Front islamique du salut (FIS). Au point que le leader du FIS, Abassi Damani en personne, se soit inquiété, lors d'une récente cérémonie religieuse à Oran que *« Ben Bella vole la jeunesse au FIS »*.

Les régions moins marquées feront-elles la différence ? Dès les prochains jours, Ben Bella devrait faire, dans toutes les provinces du pays, des tournées systématiques de retrouvailles, prenant bien soin de garder Oran pour la fin, hanté qu'il paraît être par la peur de se voir enfermé dans les dimensions étroites d'un leader régionaliste. Mais Alger boudeuse, la Kabylie hostile : il semble d'ores et déjà bien alourdi, le vol de l'aigle de minaret en minaret...

DANIEL SCHNEIDERMANN

Attentat à Djibouti

Suite de la première page

L'attentat a eu lieu vers 22 h 45 locales (19 h 45 gmt) contre des militaires et ressortissants français qui se trouvaient aux terrasses de deux cafés, le *« Café de Paris »* et *« l'Historil »* situés, place du 27-juin, en plein centre ville . *Trois grenades* ont été lancées mais une seule a explosé au *« Café de Paris »*.

Les agresseurs, qui, selon plusieurs témoignages, étaient au nombre de quatre et circulaient à bord d'un taxi, ont réussi à prendre la fuite.

Djibouti avait déjà été le théâtre d'un attentat, le 18 mars 1987, qui *avait fait 12 morts (5 Français dont* 4 militaires, 3 Djiboutiens et 4 Allemands) et une quarantaine de blessés. Une bombe avait alors explosé sur la terrasse du café *« l'Historil »*. Un Tunisien de vingt-sept ans, Adouani Hamouda Hassan, soupçonné d'être l'auteur de l'attentat, avait été arrêté à l'aéroport de Djibouti quelques jours plus tard. Il avait avoué à la police avoir commis cet attentat pour le compte des *« troupes des révolutionnaires et des résistants »*, une mystérieuse organisation terroriste proche-orientale qui l'avait recruté à Damas.

Quatre mille militaires stationnés en permanence

Le 5 décembre 1977, un attentat avait été commis au café *« le Palmier en zinc »*. Il y avait eu deux morts dont un Français et 31 blessés. Il avait été officieusement revendiqué par des éléments Afars, l'une des deux principales ethnies du pays.

Environ 4 000 militaires français sont stationnés en permanence à Djibouti aux termes d'un accord de *défense signé en juin 1977 lors de* l'accession à l'indépendance de l'ancien territoire français des Afars et des Issas. Les deux tiers de ces troupes appartiennent à l'armée de terre (13e demi-brigade de la Légion étrangère et 5e régiment interarmes d'outre-mer) .

Sur la base aérienne, l'une des six bases françaises installées en Afrique, stationnent une dizaine de Mirage III et des hélicoptères Alouette et Puma. En outre, la flotte française en mer Rouge et dans l'océan Indien est autorisée à y faire *relâcher ses navires et atterrir ses* avions de patrouille maritime. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

PÉROU

M. Fujimori rejette le projet américain de « militariser » la lutte contre la drogue

Le gouvernement péruvien a refusé une aide américaine de 36 millions de dollars, qui aurait permis d'utiliser l'armée contre les trafiquants de drogue. Il préfère recevoir des crédits pour reconvertir les planteurs de coca, alors que les Etats-Unis insistent sur la nécessité de militariser la répression, car ils associent trafic et terrorisme.

LIMA

de notre correspondante

Le président Fujimori a refusé in extremis de signer un protocole d'accord avec les Etats-Unis, dans le cadre de la lutte anti-drogue : il s'agissait d'une aide américaine de 36 millions de dollars destinée à équiper entièrement 3 500 soldats péruviens. Son prédécesseur, M. Alan Garcia, avait adopté la même position. Selon certaines versions, le protocole contenait une clause secrète conditionnant l'aide promise à la présence de « bérets verts » américains et à la construction d'une « base d'entraînement » dans la vallée du Huallaga, principale région productrice de coca. La DEA, la police américaine anti-drogue, est déjà sur place depuis un an, installée dans un fortin pratiquement inexpugnable.

La « militarisation » de la lutte anti-drogue a toujours été rejetée par les autorités du Pérou. Déjà, l'éradication forcée des plants de coca a beaucoup favorisé les activités du Sentier lumineux. En prenant la défense des paysans *cocaleros* victimes de la répression, les guérilleros ont constitué dans le Huallaga leur plus solide « base d'appui ». Aussi l'objectif numéro un des responsables *péruviens, civils et militaires*, est-il de reconquérir ces paysans, en leur proposant un programme économique intégral, destiné à remplacer la coca par d'autres productions.

Pour Washington, il ne s'agit pas d'un projet réaliste. L'ambassadeur *américain* au Pérou, M. Anthony Quainton, s'en est expliqué récemment : on ne peut traiter séparément le trafic de drogue et la subversion, a-t-il dit, puisque les producteurs et trafiquants de coca paient un « impôt » au Sentier lumineux, ce qui les rend complices des guérilleros. Dix jours après l'investiture de M. Fujimori, le vice-président américain, M. Dan Quayle, a défendu à Lima ce point de vue, qui se résume dans une expression : « narcoterrorisme ».

Les réserves de l'armée

Le Congrès américain ne peut – théoriquement – accorder une aide militaire aux forces armées de pays coupables de violations des droits de l'homme : or le Pérou, avec ses « détenus-disparus », ses fosses communes, ses exécutions extra-judiciaires, figure en bonne place sur la « liste noire » du département d'Etat. En outre, la Constitution péruvienne *stipule que la lutte anti-drogue est du* ressort de la police, alors que la répression de la subversion incombe à l'armée. Ces deux obstacles juridiques pourraient être contournés si la notion de « narcoterrorisme » était adoptée : l'armée péruvienne pourrait alors bénéficier de la manne promise par les Etats-Unis.

Mais les militaires sont réservés devant les visées américaines. Depuis qu'ils ont pris le contrôle de la vallée du Huallaga, en avril 1989, ils pensent avoir démontré leur « efficacité » dans la lutte contre la subversion. Il n'empêche que les insurgés ont redoublé d'activité depuis deux mois, tentant de capitaliser le mécontentement provoqué par le *« choc »* économique du 8 août. Si leurs appels au pillage et à la « grève armée » n'ont guère été suivis, en revanche, ils ont multiplié les sabotages, les meurtres, les embuscades contre l'armée et à la police. Le Sentier lumineux a assassiné un ancien ministre du travail de M. Alan Garcia. Quelques jours après, le 24 septembre, c'est un proche du chef de l'Etat, le président de son groupe parlementaire, M. Gerardo Lopez, qui a été séquestré à son domicile par le Mouvement révolutionnaire Tupac-Amaru. Cette dernière organisation semble avoir pris un second souffle depuis la fuite spectaculaire de prison de son chef, Victor Polay, et d'une cinquantaine de militants, au début de juillet.

Des déclarations récentes du général américain Maxwell Thurman, chef du « commando Sur » qui dirigea le débarquement au Panama, ont encore accru les réticences de l'armée péruvienne à l'égard des Etats-Unis. Le général avait affirmé que le Pentagone était prêt à lancer une offensive conjointe – avec les armées locales – contre les trafiquants du Pérou, de Bolivie, et de Colombie. *« On n'appuierait pas sur la détente, mais on choisirait la cible »*, aurait-il dit. Ces propos ont provoqué un tollé général dans les pays concernés.

NICOLE BONNET

EUROPE

URSS : les pouvoirs spéciaux présidentiels

Le premier décret économique de M. Gorbatchev annonce des mesures disciplinaires

Le chef d'état-major de l'armée soviétique, le général Moïsseev, a indiqué au *Washington Post* que l'URSS avait retiré ses armes nucléaires des régions présentant des risques de *conflits ethniques*. Pour sa part, le président Gorbatchev a pris jeudi 27 septembre son premier décret sur l'instauration des réformes économiques.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

On attendait du premier décret de M. Mikhaïl Gorbatchev, dans le cadre de ses nouveaux pouvoirs (*le Monde* du 26 septembre), un souffle d'espoir, une indication sur l'orientation radicale qu'il affirmait vouloir donner à la réforme économique. Mais celui qui fut lu jeudi 27 septembre à la télévision soviétique, intitulé *« Mesures pour stabiliser l'économie »*, relève du système, pourtant dénoncé dès l'aube de la perestroïka, du « commandement administratif ». Rédigé dans le même style, il annonce des mesures disciplinaires, dont l'énumération traduit le chaos qui gagne à grande vitesse les structures vitales du pays.

Le décret, qui s'applique immédiatement et demeure valable jusqu'à la fin de l'année 1991, commence par exiger *« le respect des liens contractuels entre les entreprises d'Etat »*, en prévoyant des amendes de 50 % du prix des livraisons non effectuées et des poursuites contre les responsables. Accompagnant cette exigence, il donne au conseil des ministres le droit d'introduire le *« régime de travail spécial »* pour faire fonctionner les chemins de fer et autres *« systèmes vitaux »* du pays, c'est-à-dire, interprète-t-on à Moscou, d'avoir recours à l'armée ou à la police, à l'image de ce qui fut tenté, sans succès durable, pour faire circuler les trains l'an dernier entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Le décret donne ensuite *« un délai d'un mois »* aux entreprises des secteurs pharmaceutique, des matières premières, des matériaux de construction, des pièces détachées et de l'industrie alimentaire pour *« rétablir leurs productions conformément au plan »*. Le moyen est, là aussi, « coercitif », le gouvernement devant appliquer des *« mesures résolues »*, mais il est *« prévu »* également de fournir à ces entreprises les matériaux nécessaires et, surtout, des allocations *en devises. Un des premiers buts* en est la protection de l'environnement, précise le décret. Enfin, dernière mesure – mais elle n'interviendra qu'au quatrième trimestre de l'an prochain, – la population sera consultée sur l'opportunité économique ou écologique de *maintenir en fonctionnement telle* ou telle entreprise ou activité.

Anarchie

La nécessité de mesures de « stabilisation » a toujours été évoquée par M. Gorbatchev comme une priorité, dans le cadre de la réforme ; et les domaines dans lesquels le Parlement soviétique a délégué, lundi, le droit au président de prendre des décrets *« d'ordre législatif, dans le but d'appliquer la réforme économique »*, comprenaient aussi *« le renforcement de l'ordre public »*. Triste euphémisme, au regard de l'anarchie qui s'est installée à la faveur de l'autonomie accordée aux entreprises et aux Républiques, mais, surtout, de la dilution de toute autorité.

Présentant cette semaine un rapport au Parlement sur *« l'état réel de l'économie de la Fédération de Russie »*, le premier ministre de celle-ci, M. Ivan Silaev, a parlé des usines qui ne *« croient plus au rouble »* et ne livrent plus leurs productions. Elles attendent de recevoir, en échange, de la viande ou des vêtements pour leurs employés. Ignorant le plan, entreprises, sovkhozes et kolkhozes trouvent d'autres partenaires pour effectuer des trocs. Dans le domaine de la construction, moins de 20 % des objectifs fixés pour 1990 ont été atteints en septembre et, dans quarante grandes villes de Russie et de Sibérie, le système collectif de chauffage est *« totalement hors d'usage »*, a dit M. Silaev.

Le ministre soviétique de la santé a annoncé, pour sa part, que, sans apport en devises, l'URSS ne produira en 1991 que 19 % des produits pharmaceutiques dont elle a besoin, alors que des cas de peste et de choléra ont été relevés. On estime en outre à un tiers la part de récolte perdue cette année dans les transports et stockages déficients. Le gouvernement soviétique a pris, jeudi, un énième arrêté pour inciter à son sauvetage, notamment pour les pommes de terre, la dernière en date des denrées disparues de Moscou.

Le chacun pour soi des Républiques

Autre volet du tableau : le chacun pour soi des Républiques. M. Silaev a indiqué que la Fédération de Russie compte importer en masse et créer pour cela une banque russe en devises, grâce aux réserves d'or et de diamants de la Iakoutie, dans le Grand Nord. Or cette question de banque et de souveraineté sur les richesses de la Iakoutie a fait l'objet d'une dispute cet été entre M. Gorbatchev et M. Elstine, et elle n'est toujours pas résolue. Pour tout compliquer, la Iakoutie, souhaitant garder ses richesses pour elle et en conflit avec les radicaux russes, a annoncé, jeudi, qu'elle n'était plus une République « autonome » au sein de la Russie mais une *« République socialiste soviétique »* dotée de souveraineté. L'Ukraine, de son côté, a interdit la vente de son blé en dehors de son territoire (pour empêcher ses kolkhoziens de vendre en Russie, où vient d'être décrétée une hausse des prix d'achat aux producteurs). L'Estonie a décidé d'établir des douanes à ses frontières.

Autant dire que les Soviétiques peuvent difficilement croire aux chances de succès du décret présidentiel numéro un. Même s'ils souhaitent, avec M. Gorbatchev, que les entreprises travaillent et que l'autorité soit rétablie, une majorité d'entre eux n'acceptent de lui faire encore confiance que s'il paraît appliquer les préceptes de Boris Eltsine. Il faudra expliquer que ce décret en fait partie et que les mesures de stabilisation étaient aussi prévues, bien que discrètement, dans le plan de réformes radicales de l'économiste Chataline.

L'un des partisans de M. Eltsine, le maire de Moscou, M. Gavriil Popov, a dénoncé comme anticonstitutionnelle la délégation de pouvoir du Soviet suprême au président et menacé de boycotter les travaux du Parlement soviétique *« si celui-ci persiste à élaborer des lois qui doivent être de la compétence des Républiques »*.

Vendredi, la *Pravda* se déchaînait contre les projets des radicaux de développer des structures parallèles de concertation entre Républiques, indépendamment du centre. Le quotidien a donc présenté comme une victoire la rencontre, la veille, de M. Gorbatchev et du premier ministre de Lettonie, ainsi que celle de M. Ryjkov et du premier ministre lituanien, prévue le 2 octobre. Un point marqué par le maître du Kremlin *qui* sera cependant attendu à ses décrets deux, trois ou quatre, qui devraient statuer sur la propriété ou la monnaie. Ils seraient, dit-on à Moscou, tout prêts dans les tiroirs.

SOPHIE SHIHAB

EN BREF

□ **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : un mort et vingt blessés pendant une grève générale.** – Un mort, vingt blessés par balles, des centaines d'interpellations, tel est le premier bilan de la grève de soixante-douze heures organisée en République dominicaine, depuis le mercredi 26 septembre, par le Rassemblement des organisations populaires, pour protester contre la politique économique du président Balaguer. – *(AFP.)*

□ **POLOGNE : feu vert de la Diète à l'élection présidentielle.** – La chambre basse du Parlement polonais a approuvé jeudi 27 septembre, à une très forte majorité, la réduction du mandat du général Jaruzelski, donnant le feu vert à la tenue anticipée de l'élection présidentielle d'ici à Noël. – *(AFP, Reuter.)*

□ **YOUGOSLAVIE : référendum sur le sort du pays.** – La présidence collégiale de la Yougoslavie a proposé jeudi 27 septembre l'organisation d'un référendum sur le sort du pays, *qui aboutirait à un « nouvel accord historique »* entre les peuples de l'actuelle fédération de six républiques et de deux provinces autonomes. – *(AFP.)*

□ **RFA-RDA.** – Les sociaux-démocrates allemands ont réalisé, jeudi 27 septembre, leur unification à l'issue de trois jours de congrès. Les 551 délégués de RFA et de RDA se sont levés pour ovationner longuement M. Willy Brandt, qui a apposé le dernier sa signature sous le « manifeste sur la restauration de l'unité du parti ». A cette occasion, le parti de M. Oskar Lafontaine a lancé la campagne pour tenter de reconquérir le pouvoir lors des législatives panallemandes du 2 décembre.

□ **ROUMANIE : remise en liberté de Nicu Ceausescu.** – Le fils de l'*ancien dictateur* roumain, Nicu Ceausescu, condamné la semaine dernière à vingt ans de prison, a été mis en liberté provisoire pour trois mois pour raisons médicales, jeudi 27 septembre, par le tribunal militaire de Bucarest. Le Parquet a cinq jours pour *faire appel de cette* décision *(nos dernières éditions du 28 septembre)*. – *(AFP.)*

هكذا من الاصل

EUROPE

Le premier décret économi[…] de M. Gorbatchev annon[…] des mesures disciplinaires

EUROPE

L'armée soviétique : crise et mutation

III. – *Une réforme radicale*

Après avoir exposé les frustrations et les complexes de l'armée rouge (*le Monde* du 27 septembre), analysé les projets de réforme à l'étude et qui sont destinés à mieux situer les militaires par rapport au pouvoir politique et économique (*le Monde* du 28 septembre), l'ancien attaché militaire à Moscou en conclut que le changement de doctrine devra être radical.

par le général Jacques Laurent

Dès l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir, en 1985, le commandement militaire adopta, à son corps défendant, le nouveau langage officiel : les concepts de « perestroïka », de *« transparence »*, de « démocratisation », furent tant bien que mal adaptés à la spécificité des forces armées. L'état- major faisait le gros dos.

En 1987, saisissant l'occasion du scandale causé par l'atterrissage d'un avion de tourisme allemand sur la place Rouge, le secrétaire général, à coups de mutations, commença à prendre en main ses militaires. Au mois de mai de la même année, les pays du pacte de Varsovie adoptaient une *« nouvelle doctrine militaire »* défensive, *découlant tout* logiquement de la « nouvelle pensée politique » gorbatchévienne et du climat de détente que l'on voulait instaurer. Bien qu'encore ambiguë, cette inflexion doctrinale annonçait les transformations à venir de la structure des forces armées.

Mais ce n'est qu'en 1988, lors de *la XIXe conférence du parti, que* furent définies les grandes lignes de cette « restructuration ». Comme pour la rendre irréversible – et forcer la main de la hiérarchie, – M. Gorbatchev faisait à l'ONU, en décembre de la même année, l'annonce surprise d'une réduction unilatérale des effectifs portant sur 500 000 hommes, dont 100 000 officiers. En février 1989, le nouveau chef de l'état-major, le général d'armée Moiseev, dressait un premier bilan des transformations : *économies budgétaires,* réductions d'effectifs, changement des doctrines d'emploi. Ces modifications touchaient, de manière cohérente, à tous les aspects du domaine militaire, mais sans remettre en question les bases de l'institution. Ce n'est qu'au début de l'année en cours qu'apparaissent dans la terminologie officielle les termes de *« réforme militaire »* et de *« réforme militaire radicale »*.

Cette dramatisation, la nécessité d'accélérer le changement, ont été provoquées par des événements imprévisibles : *les bouleversements* en Europe centrale, qui imposent le retrait de l'ensemble des forces stationnées à l'extérieur des frontières ; les troubles ethniques et les manifestations d'indépendance dans les Républiques fédérées, qui posent le problème de la « mission intérieure » de l'armée, celui de son caractère multinational et de son type de recrutement ; la contestation du rôle dirigeant du parti, qui ébranle tout le système de la direction politico-militaire ; l'aggravation de la situation économique, qui impose des économies draconiennes. La crise du moral, enfin.

Pas de décision avant l'automne

L'objectif, le contenu, les modalités de la réforme, ne sont pas encore arrêtés. Au cours du dernier semestre, d'âpres discussions ont opposé experts civils et militaires, d'une part, militaires entre eux, d'autre part, la haute hiérarchie adoptant une position très conservatrice. Un audacieux projet de réforme a été mis au point par le comité du Soviet suprême pour les affaires de défense et de sécurité, dirigé par le commandant Vladimir Lopatine. La presse militaire n'a pas diffusé ce texte, tout en rendant compte des tables rondes auxquelles participe cet officier.

Des lois fondamentales sur la défense, le service national et la protection sociale des militaires actuellement en projet devraient être soumises cet automne aux députés.

Néanmoins, dès le début de juin, le maréchal Iazov, ministre de la défense, a, dans le quotidien de l'armée, tracé les grandes lignes de la réforme en faisant quelques concessions aux jeunes officiers réformateurs. Pour les Soviétiques, la réforme des forces armées dans son aspect technique (structures, choix des moyens, instruction...) n'est qu'une partie d'une réforme militaire plus vaste, touchant aux domaines juridique, économico-industriel, social et, bien sûr, politique. La réforme est ainsi étroitement conditionnée par les décisions qui seront prises « en amont ».

La définition du type d'armée à retenir a naturellement été au centre des discussions. *Faut-il maintenir le* principe actuel de l'armée de conscription, ou bien passer à l'armée de métier ? Faut-il conserver le système en vigueur de l'armée « internationaliste » de l'Union (toutes nationalités confondues au sein des unités), combiné avec la règle de « l'extraterritorialité » (toute recrue appelée pouvant être stationnée et engagée hors de sa République d'origine), ou bien passer à la constitution de « milices » ou « armées nationales » dépendant de chacune des quinze Républiques, recrutées et employées localement, ces formations étant coordonnées au niveau de l'Union ?

La haute hiérarchie militaire s'est toujours montrée farouche partisan du *statu quo*. D'après elle, une armée de métier ne lui permettrait pas de remplir l'une des missions fondamentales que lui confie le Parti : former la conscience politique de l'ensemble de la jeunesse dans l'esprit du communisme et de l'internationalisme. En second lieu, une telle formule coûterait plus cher. Enfin, elle ne permettrait pas d'accomplir toutes les missions. Certes les unités à haute technicité gagneraient en efficacité, mais les caractéristiques géostratégiques de l'URSS exigent de gros effectifs et l'armée de métier, peu nombreuse, ne les fournirait pas. Enfin, on ne serait pas certain de trouver assez de *volontaires*, compte tenu du peu d'attrait exercé par le métier militaire !

Les officiers réformateurs sont, au contraire, partisans d'une armée de *« professionnels »* (ce qui ne veut pas dire, ajoutent-ils, *« mercenaires »* !) pour des raisons d'efficacité. Ils préconisent, à côté de cette armée de métier, la création d'unités d'instruction particulières où seraient formés, grâce à un service court, les réservistes destinés à constituer les gros bataillons nécessaires au temps de guerre.

Le maréchal Iazov, dans son programme de réforme, fait un petit pas vers la professionnalisation. Il considère que la solution actuelle *(1/3 de cadres professionnels, 2/3 de* recrues appelées) est *« la plus acceptable »*, mais il admet que les armes techniques pourraient avantageusement être servies par une proportion *plus grande de personnels d'active.* Des expériences vont être menées prochainement sous forme de contrats d'engagement de courte durée dans la marine, moyennant *150* roubles par mois. *Parallèlement*, l'éventualité d'une réduction de la durée du service militaire de vingt-quatre à dix-huit mois (de trois à deux ans pour la marine) est à l'étude. *La réduction des effectifs* globaux provoquée par une telle mesure entraînerait des coupes claires dans les organes de direction (15 %), le cadre des officiers généraux (30 %) et les écoles (35 %). Les unités paramilitaires de construction travaillant pour les ministères civils seraient supprimées.

Dix ans seront nécessaires

Pour le commandement, l'idée de voir se créer des *« milices nationales »* est encore moins recevable. Politiquement, l'adoption d'un tel système consacrerait l'éclatement de l'Etat et instaurerait l'anarchie. Elle provoquerait l'explosion en chaîne de conflits ethniques. Techniquement, le déploiement des unités à l'intérieur de leurs frontières nationales se traduirait par un non-sens stratégique au niveau de l'Union, les armées les plus fournies en personnel se trouvant stationnées aux frontières les moins vulnérables, et vice-versa.

Les sentiments des jeunes officiers à l'égard de la création d'armées nationales semblent partagés. Mais les plus hardis n'hésitent plus à dire que ces armées existent désormais *de facto* et qu'il vaudrait mieux en tirer les conséquences. Les événements semblent leur donner raison. Le Parlement biélorusse a proclamé, *le 31 juillet, son droit* d'avoir ses propres forces armées, et de définir les règles fixant les obligations militaires de ses citoyens. Le jour suivant, les Ukrainiens décidaient de rapatrier leurs *nationaux servant* hors des frontières de la République. Enfin, de nombreux officiers russes ne verraient pas d'un mauvais œil la création d'une armée spécifiquement russe retrouvant *son honneur* perdu, ses valeurs traditionnelles et la fin des soucis de tous genres engendrés par la formule multinationale actuelle.

Sur ce point, la position du parti paraît fort nette : les résolutions finales du XXVIIIe congrès réaffirment le maintien des principes de l'armée multinationale et d'un emploi des forces ne tenant pas compte des découpages nationaux. Mais cette position est-elle tenable ? M. Boris Eltsine s'est prononcé fin juin dans *l'Etoile rouge* pour une solution très souple, puisqu'il se dit à la fois hostile à la création d'armées nationales et favorable à un service *« alternatif »*, permettant aux *nationaux qui* le désirent de faire leur service sur le territoire de leur République.

Ce n'est que lorsque les piliers de la réforme militaire auront été vraiment définis (type d'armée à édifier, organisation politique, degré de reconversion des industries de défense) que pourra être valablement menée à bien la réforme des forces armées proprement dite.

Les Soviétiques se retrouvent là en terrain connu. Ils ont toujours su, dans le passé, construire, avec une remarquable *cohérence*, les outils militaires correspondant à des *« doctrines militaires »* (l'équivalent approché de nos *« concepts de défense »*) bien définies. Depuis 1987, ils ont déjà largement entamé les études et réalisé certains changements de structure pour adapter leurs forces aux nouveaux principes arrêtés par le bureau politique et le conseil de défense.

La nouvelle doctrine se dit, comme la précédente, *« foncièrement défensive »*. La différence réside en ce que la *défensive*, selon la formule antérieure, se traduisait par la mise sur pied de moyens offensifs puissants destinés à *« écraser l'agresseur »* et à occuper son territoire. Il y aurait, maintenant, mutation profonde de *l'art militaire* ; la stratégie deviendrait réellement défensive, les moyens édifiés pour l'appliquer étant structurés et équipés en conséquence : moins de chars, moins d'avions de combat, plus d'engins antichars et de moyens antiaériens... Les combats défensifs seraient menés, au moins dans un premier temps, à l'intérieur même des frontières, où l'envahisseur (réminiscence de la victoire sur la Grande Armée de 1812 ?) serait anéanti.

Ces forces armées *taillées pour* la défensive ne seraient destinées qu'à *« prévenir la guerre »*, tout comme les armes nucléaires stratégiques, maintenues en nombre réduit, qui ne conserveraient qu'un *caractère* purement dissuasif.

Les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une telle doctrine seraient calculés en nombre et qualité selon le principe de la *« suffisance raisonnable »* ou *« suffisance défensive »*, permettant de garantir une riposte victorieuse contre un *quelconque agresseur*. On retrouve ici les âpres polémiques opposant les experts civils, qui nient l'existence d'une menace militaire et taillent dans le vif des programmes d'armement, et *la hiérarchie militaire*, qui taxe les premiers d'« incompétence » et défendent pied à pied leurs outils de guerre.

Car il ne s'agit pas de brader la sécurité du pays : responsables civils et militaires sont d'accord sur ce point. La réduction quantitative des moyens ne doit pas nuire à la capacité défensive du pays, elle doit donc être compensée par une amélioration de leur qualité. Le changement de doctrine devrait donc se traduire par une complète révolution de *tout ce secteur* : *art militaire* (de la stratégie à la tactique), organisation et structures des forces, armements et équipements, règlements. Selon le maréchal Iazov, une période de dix années est nécessaire pour mener à son terme une telle révolution. Mais d'ici là des révolutions d'un autre ordre et moins planifiées viendront certainement entraver le déroulement harmonieux de cette « réforme militaire radicale ».

FIN

POLITIQUE

Les Journées parlementaires du PS

M. Rocard encourage les socialistes à militer... pour le gouvernement

Les Journées parlementaires du Parti socialiste se sont achevées, jeudi 27 septembre à Nantes, par l'intervention du premier ministre, M. Michel Rocard. Cette deuxième journée de travail, à laquelle ont assisté la plupart des membres du gouvernement, a été consacrée à l'examen du projet de loi de finances pour 1991, présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et au projet de cotisation sociale généralisée (CSG). M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a proposé une modification de l'organisation des sessions parlementaires, qui suppose une réforme de la Constitution.

NANTES

de nos envoyés spéciaux

Les parlementaires socialistes avaient sorti, mercredi, la boussole et le compas pour chercher leur route. Ils sont repartis, jeudi, avec un itinéraire clairement balisé. Les ministres et les hiérarques du PS, suivis par M. Michel Rocard lui-même, ne leur ont pas seulement indiqué le chemin ; ils les ont pressés de s'y engager résolument. A ceux qui s'inquiétaient de savoir à quoi ils servent, il a été assigné comme tâche de répondre à la révolte du monde agricole, aux interrogations des assurés sociaux, à la suspicion des contribuables, au pessimisme des salariés et à l'inquiétude de tous face à la menace de guerre dans le Golfe, en expliquant et réexpliquant la politique du gouvernement.

Pour le coup, M. Rocard s'est souvenu des vertus du militantisme, dont il avait paru, la semaine dernière, se méfier. *« Parler ici*, a-t-il déclaré, *c'est parler à des hommes et à des femmes qui ont la double caractéristique d'être des militants et des élus... »*

Aux élus socialistes, porte-parole d'électeurs dont ils craignent de ne pas retrouver les suffrages, le premier ministre s'est offert le luxe de rappeler qu'ils entendent être aussi des militants, que leur cause est liée à celle du gouvernement et qu'il leur incombe de la faire triompher. M. Rocard et ses ministres n'ont pas ménagé leur énergie dialectique pour transformer les égarés de la veille en nouveaux croisés. Le plus acharné, mais aussi le plus attendu, était M. Henri Nallet. Le ministre de l'agriculture a su donner aux parlementaires le sentiment qu'ils pouvaient désormais affronter sans crainte ces paysans hostiles, soupçonnés de tous voter à droite, qui les attendaient, d'ailleurs, dans les rues de Nantes.

Il a appelé les socialistes à *« relever le gant »* et à répondre *« à toutes les démagogies »*, celle, *« policée, d'un ancien président de la République »*, celle, *« plus classique »*, de M. Jacques Chirac et celle, plus récente mais dangereuse, de M. Jean-Marie Le Pen, qui retrouve *« des thèmes déjà entendus il y a une cinquantaine d'années »*. Au *« chèque »* de M. Giscard d'Estaing, en *1976* (financé par un impôt « sécheresse »), et à celui de M. Chirac, en 1987 (financé par la privatisation *« à bas prix »* du Crédit agricole), le ministre de l'agriculture a opposé *« le courage d'assumer que nous ne ferons pas du désendettement pour tout le monde, parce que tous les agriculteurs ne sont pas dans la même situation »*.

La « pêche aux voix »

M. Laurent Fabius a judicieusement relevé que le *« spleen »* de la veille avait laissé place à la pugnacité. Le président de l'Assemblée nationale y a contribué en faisant entendre la note de son courant : un bon point, tous comptes faits, sur le budget, qui obéit à une *« ligne juste »* ; un encouragement sur la contribution sociale généralisée – un *« principe juste »*, bien qu'il ne règle pas *« tous les problèmes de financement de la Sécurité sociale »* et que son application puisse être *« discutée »* ; une nuance, quand même, sur la vision controversée du rôle du parti, exprimée une semaine plus tôt, au « séminaire » socialiste de Joué-lès-Tours, par M. Rocard. *« Il est impossible*, a-t-il rappelé au premier ministre, *de mener à bien* [la] *réforme* [que représente la CSG] *si le groupe et le parti ne sont pas aux côtés du gouvernement. »* Pour M. Fabius, *« opinion, parti, groupe parlementaire, c'est d'un môle que nous avons besoin pour avancer »*.

Le président de l'Assemblée nationale est donc revenu dans le cadre de l'épure gouvernementale, dont il avait paru sortir, il y a trois semaines, à l'« université d'été » de La Garde-Freinet. M. Louis Mermaz a fait de même. Pour ceux qui auraient pu espérer encore – ou redouter – un écart de sa part, le président du groupe socialiste a, à son tour, balisé la voie : la crise du Golfe n'autorise aucune fantaisie. C'est à peine si M. Mermaz a rappelé, une fois de plus, son inclination pour une alliance avec un groupe communiste en *« période d'hibernation »*, mais qui, lorsqu'il lui arrive de s'abstenir, permet que *« les projets du gouvernement, comme ceux du groupe, retrouvent un espace de liberté »*. *« Sinon*, a-t-il lâché, *il faut aller à la pêche aux voix. »* Le pêcheur à la ligne, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, présent dans la salle, aura sûrement apprécié.

D'autant que, pour faire adopter la contribution sociale généralisée, les seules voix socialistes ne suffiront pas. Le premier ministre en est conscient. Alors qu'il avait plaidé, à Joué-lès-Tours, pour la recherche permanente du consensus, il s'est affirmé prêt à s'en passer. *« Quand il y a consensus*, a-t-il déclaré, *c'est mieux. Quand il n'y en a pas, on fait sans. Mais on fait. Où aurais-je dit le contraire ? »* Pour s'assurer l'appui des socialistes et mériter celui du président de la République, M. Rocard a précisé que la CSG sera *« inférieure à 1 % »* pour les retraités et les chômeurs – les plus nombreux en étant, tout simplement, exemptés – et que, pour les actifs, *« tous ceux qui ont un salaire inférieur à 12 000 francs ou 13 000 francs par personne paieront désormais moins »*. Ainsi sera respecté le principe que le premier ministre a pris soin d'énoncer trois fois : *« A revenu égal, à prestations égales, contribution égale. »*

On aura compris que M. Rocard tenait aussi, au passage, à enfermer dans une parenthèse la dispute née de ses déclarations de la semaine passée. *« A nous tous et aux militants de notre parti, il revient de réfléchir, de proposer et de convaincre*, a-t-il déclaré. *Mais il faut, pour s'en donner les moyens, être à l'écoute constante de ce qui monte des profondeurs du pays, sauf à s'interdire de l'influencer, ce à quoi l'homme de parti que je n'ai cessé d'être depuis quarante ans ne saurait jamais se résigner. »* Cet abrégé de rocardisme pour parlementaires pressés aura clos la querelle sans la vider.

PATRICK JARREAU et PASCALE ROBERT-DIARD

Le plaisir de la solidarité retrouvée

NANTES

de notre envoyé spécial

A quoi bon se chamailler quand tout s'agite autour de vous ? Sur fond de tension internationale, le vieux couple formé par le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Dominique Strauss-Kahn, jospiniste, et par le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, proche de M. Laurent Fabius, a joué l'apaisement, jeudi 27 septembre, lors de la seconde des journées parlementaires du Parti socialiste. *« Nous n'avons pas intérêt à nous critiquer les uns les autres »*, a concédé d'entrée de jeu le premier.

Il y a tant d'incertitudes sur la conjoncture à venir, explique le député du Val-d'Oise, que *« nous ne connaissons pas encore le vrai budget de 1991 »*. En raison du ralentissement de l'économie américaine, des conséquences de l'unification allemande et surtout de la menace que fait planer la crise du Golfe, il faudra *« réajuster le canevas en 1991 »*. Ce qui est sûr, c'est qu' *« il ne sert à rien de faire croire au pays que nous passerons entre les gouttes »*. Alors, à quoi bon s'empoigner pour un point de fiscalité ?

Le ministre de l'économie trouve la situation si *« bien décrite »* qu'il a, dit-il, peu de choses à ajouter. S'il y a eu un brusque accès de fièvre, à la fin du mois d'août, entre le PS et le gouvernement, c'est qu'il avait fallu *« s'adapter sans délai »*. *« Il y a eu débat, et je le comprends »*, affirme M. Bérégovoy. Mais *« il aurait été irresponsable de la part du gouvernement de ne pas réagir, de même qu'il serait irresponsable de ne pas réagir dans quelques mois, dans quelques semaines, si le prix du pétrole devait s'envoler »*.

C'est à peine si le président de la commission des finances émet encore quelques réserves. Il a ainsi relevé *« une tonalité trop anti-immobilière »* dans le projet de budget . L'appréciation selon laquelle celui-ci était *« déséquilibré en faveur des entreprises »* était sans doute *« exagérée »*, mais *« c'est l'appréciation »*, ajoute M. Strauss-Kahn. A propos de la contribution sociale généralisée, il affirme enfin que *« l'intégralité des socialistes du groupe et du gouvernement »* doit soutenir l'esprit de la réforme. Le ministre de l'économie, des finances et du budget ne cache pas qu'il aurait préféré qu'une distinction soit opérée entre les retraites et l'assurance-maladie à l'occasion de cette réforme du financement de la Sécurité sociale. *« Une autre voie a été choisie. Bien entendu, j'en suis solidaire »*, précise M. Bérégovoy. Si la contribution n'est pas, comme on l'assure, un prélèvement nouveau et si elle a bel et bien un effet redistributif au profit des plus faibles revenus, l'adhésion du ministre est *« totale »*. Il conseille même de s'assurer de *« l'accord des forces sociales »* qui, en effet, est loin d'être acquis.

Devant les sourires amusés de bon nombre de parlementaires, le ministre de l'économie souligne : *« Je crois n'avoir jamais manqué à la solidarité gouvernementale. »* D'ailleurs, ce discours nouveau sur la solidarité lui procure un *« certain plaisir »*. M. Bérégovoy attend simplement que celle-ci s'exerce *« pareillement »* lorsque le projet sera devenu réalité.

JEAN-LOUIS SAUX

□ **M. Lalonde « n'exclut pas » un soutien à des candidats Verts aux législatives.** – M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, *« n'exclut pas »* un soutien à des candidats Verts pour les élections législatives. Dans une interview à l'hebdomadaire *Profession politique* du 28 septembre, M. Lalonde évoque également une candidature à la prochaine élection présidentielle. *« Depuis que je suis au ministère de l'environnement, je me prends au jeu*, indique-t-il, *je trouve tout cela passionnant et je me rends compte qu'il faudra à un moment donné résumer les choses et proposer. Pour réussir, il faut faire l'alliance entre les centristes, les socialistes et les écologistes.* (...) *Si personne ne le fait, je le ferai. »*

□ **M. Mélenchon (PS) dénonce la théorie de M. Rocard sur les partis politiques.** – M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne et animateur de la Nouvelle École socialiste au sein du PS, estime, dans son bulletin *A gauche*, daté du 27 septembre, que M. Michel Rocard vient de présenter *« une théorie achevée »* sur le rôle du Parti socialiste : *« la doctrine du chien crevé au fil de l'eau »*. *« Archaïques, consolez-vous, dans le remous, le cadavre donnera l'illusion du mouvement. L'opinion donc, rien que l'opinion »*, ironise M. Mélenchon à propos du discours tenu par M. Rocard sur le rôle des partis lors d'un séminaire du PS à Joué-lès-Tours.

Les manifestations d'agriculteurs en Poitou-Charentes

M. Mitterrand empêché d'inaugurer le TGV Atlantique

M. François Mitterrand a expliqué, vendredi matin 28 septembre, à Poitiers, où il venait d'arriver en avion pour inaugurer la deuxième tranche du TGV Atlantique, qu'il avait renoncé à se rendre dans cette ville en TGV pour ne pas risquer des *« affrontements »* entre les forces de l'ordre et les agriculteurs manifestant un peu partout sur le parcours de sa visite en Poitou-Charentes. *« Ce TGV, je finirai bien par le rencontrer »*, a-t-il dit en plaisantant au cours de son discours devant le conseil régional. Reprenant les explications du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, sur cette modification, il a expliqué : *« Une inauguration, c'est une fête. Ça doit faire plaisir à tout le monde. Ce n'est pas pour provoquer des affrontements. »*

Le président de la République française a toutefois souligné qu'il ne fallait pas *« mettre le couteau sous la gorge des agriculteurs »* et qu'on devait *« personnaliser la relation »* avec ceux d'entre eux qui sont *« en détresse »*. *« Les violences devront s'arrêter, et il y sera mis bon ordre*, a-t-il ajouté, *mais il faut comprendre. » « Il faut aller aux causes. »*

M. Mitterrand a ensuite quitté Poitiers en hélicoptère pour Angoulême, des barrages ayant été établis sur la voie ferrée entre les deux villes et interdisant tout trafic. Au total, cinq à six barrages avaient été dressés sur la voie ferrée Poitiers-Angoulême, indiquait-on, vendredi en début d'après-midi, de source proche de la préfecture de la Charente. Dans la gare de Luxé (Charente) des incidents se sont produits, faisant deux blessés parmi les agriculteurs, quand les forces de l'ordre sont intervenues pour faire cesser un « sit-in ». Des barrages mouvants, se traduisant souvent par des jets de bottes de paille enflammées, avaient été également établis à Saint-Benoît, à la sortie de Poitiers, à Ruffec et à Vars (Charente).

□ **Erratum.** – Une erreur de transmission nous a fait écrire que M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, a *« proposé »* un puissant mouvement de protestation contre le projet de contribution sociale généralisée (*le Monde* du 28 septembre), alors qu'il n'a fait que le prévoir.

Trois mille paysans dans la rue

NANTES

de notre correspondant

Il y a bien longtemps, quinze ans peut-être, que l'on n'avait vu autant d'agriculteurs manifestant dans les rues de Nantes. Ni un tel déploiement de forces de police. Mais il y avait les circonstances : un gouvernement presque au complet, premier ministre en tête, et les parlementaires socialistes enfermés dans le bunker de l'immeuble Neptune, au cœur de la vieille ville.

En fait, les trois mille paysans – encadrés par un service d'ordre de militants syndicaux au brassard jaune – auront été bien sages... se bornant à quelques jets d'œufs pourris sur les CRS. La colère paysanne ne s'est pas exprimée de façon spectaculaire.

On ne peut pas toutefois en déduire que les mesures décidées par M. Nallet le 26 septembre aient eu un effet apaisant sur les masses paysannes en désarroi. En effet, à la suite d'une entrevue à la préfecture avec M. Rocard, les responsables syndicaux ne cachaient pas à nouveau leur déception. Pas de réponse sur une aide spéciale à la Loire-Atlantique, département le plus touché (globalement) par la sécheresse. Pas de réponse claire non plus sur l'avenir à long terme de l'agriculture française en dehors des *« vagues débats parlementaires »*.

L'exaspération paysanne n'a pas explosé jeudi à Nantes comme beaucoup le craignaient. Il n'en reste pas moins que rien n'est réglé. *« Tout ces plans d'urgence ne font que préparer la sortie des ambulances »*, a dit un responsable syndical. Un autre a enchaîné : *« Notre profession non seulement fond comme neige au soleil mais elle est balayée comme sable au Sahara. »*

YVES ROCHCONGAR

Décès de François Schleiter ancien président du CNI

Ancien secrétaire d'Etat de la France d'outre-mer puis du commerce sous la IVe République, François Schleiter est décédé, mercredi 26 septembre, à La Napoule (Alpes-Maritimes) à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

[Né le 15 septembre 1911, avocat de formation, ancien bâtonnier du barreau de la Meuse, François Schleiter avait été élu maire de Verdun, sa ville natale, en 1953, puis réélu jusqu'en 1965. Conseiller général du canton de Verdun de 1955 à 1973 et sénateur de la Meuse de 1948 à 1983, François Schleiter présida le groupe des Républicains indépendants de 1964 à 1971 et le Centre national des indépendants de 1973 à 1975.

Il avait commencé sa carrière politique comme chef de cabinet de Louis Jacquinot, ministre d'Etat dans le gouvernement du général de Gaulle en 1945. Il fut lui-même secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer sous le gouvernement Laniel en 1953 et secrétaire d'Etat au commerce dans le gouvernement de Félix Gaillard en 1957-1958.]

POLITIQUE

Réunis à Carcassonne

Les parlementaires RPR se lancent dans une critique tous azimuts du gouvernement

CARCASSONNE

de nos envoyés spéciaux

L'écho des journées parlementaires socialistes de Nantes s'est vite propagé jusqu'aux remparts de Carcassonne, où siègent, depuis jeudi 27 septembre, les élus RPR. Ces derniers l'ont accueilli avec une particulière satisfaction pour constater que M. Rocard était contesté par ses propres amis, non seulement en ce qui concerne certains projets du gouvernement, mais également à cause de sa conception du rôle des partis politiques dans la France d'aujourd'hui. Les querelles internes au PS, ravivées à Nantes, fournissaient de surcroît aux élus RPR un réconfort, et leur permettaient par contraste d'afficher – quelque peu ostensiblement – leur cohésion officiellement retrouvée.

Les parlementaires RPR admettent qu'on peut s'interroger aujourd'hui sur le rôle des partis politiques. Ainsi, M. Edouard Balladur estime que M. Mauroy *« a dit des choses pertinentes. Toutefois, la vérité se situe entre lui et M. Rocard : on ne gouverne pas par sondages ni en cherchant à faire passer sa politique en force »*. L'ancien ministre d'Etat est sévère pour l'actuel premier ministre, qui cherche, selon lui, *« à discréditer le débat politique en occultant les problèmes »*. De même, M. Alain Juppé, plus incisif, dénonce la *« sondomania »* du premier ministre qui l'aurait conduit à repousser les appels à la solidarité lancés par les agriculteurs, au motif que l'opinion publique ne partageait pas leurs angoisses. *« C'est indigne d'un chef de gouvernement. Y a-t-il encore un premier ministre à Matignon, ou le client docile d'un institut de sondages ? »*, s'est-il exclamé.

M. Jacques Toubon *« ne penche ni pour Mauroy ni pour Rocard »*, car *« la solution est dans un système institutionnel de ressourcement démocratique du pouvoir : meilleure transparence du fonctionnement de l'Etat, référendum pour vérifier la confiance du peuple, intervention des citoyens dans la prise de décision, meilleure organisation des relations sociales dans l'entreprise »*. Quant à M. Michel Noir, il voit ainsi le régime représentatif : *« Les corps intermédiaires doivent définir un projet possible qui ne correspond pas nécessairement à ce que souhaite le peuple. »*

Les échos de Nantes n'ont pas absorbé la totalité des réflexions des congressistes RPR. Développant une critique tous azimuts du gouvernement et des socialistes, les orateurs ont voulu souligner que la tentation du consensus, ou du moindre rapprochement avec la gauche, était désormais illusoire. L'accord apporté aux décisions de M. Mitterrand concernant la crise du Golfe doit être bien circonscrit à ce seul problème, à propos duquel quelques distances seront prises s'il se confirme que l'Elysée envisage un changement de stratégie. L'annonce en a été clairement faite par M. Chirac lorsqu'il a dit : *« La France doit se souvenir de son rôle historique dans cette région et être en mesure de décider de son action sans se laisser entraîner dans un processus qui pourrait comporter pour elle de graves conséquences à l'avenir. »*

M. Chirac : « Méfiez-vous du consensus »

Plus généralement, le président du RPR a prononcé une mise en garde sans appel : *« Notre vision de la société et de la France est profondément différente de celle des socialistes. Et ceci me conduit à vous dire : Méfiez-»vous de ceux qui prônent le consensus, le consensus est une fausse bonne solution. C'est toujours le compromis, la confusion, et l'immobilisme. »*

M. Bernard Pons demande : *« Doit-on, au prétexte d'une situation internationale préoccupante, occulter tous les problèmes économiques et sociaux qui se posent aujourd'hui ? Doit-on abdiquer notre rôle d'opposants et nous en remettre béatement aux mains du président et du gouvernement ? »* M. Georges Tranchant, député des Hauts-de-Seine, suggère plus concrètement que l'opposition refuse d'accorder son investiture *« aux députés qui ne voteront pas contre le projet de budget »*, visant, sans les nommer, les états d'âme de certains centristes. En dehors du budget, totalement rejeté et abondamment critiqué, les parlementaires RPR avaient sélectionné trois domaines où leur refus s'exprime catégoriquement. La contribution sociale généralisée, tout d'abord, ne représente pour eux qu'un impôt supplémentaire, et doit être condamnée, car elle révèle une orientation de la politique économique qui n'est pas la leur (voir l'article d'Alain Juppé dans *le Monde* du 28 septembre).

Pour l'agriculture, les élus, quelle que soit la sociologie de leur circonscription, n'osent pas se distinguer de la croisade que mène l'ancien ministre de l'agriculture, devenu chef de leur parti, en faveur du monde paysan. Pour souligner cette solidarité, ils avaient même convié à s'exprimer devant eux trois responsables agricoles. Pour M. Luc Guyau, secrétaire général de la FNSEA, *« la situation est dramatique. Il y a une irresponsabilité française et européenne dans l'arrivée de l'Europe de l'Est dans la communauté »*. M. Philippe Mangin, président du CNJA, craint que *« le gouvernement ne soit en train de lâcher les paysans »*, et il reproche à M. Rocard *« de prendre prétexte des actions violentes mais isolées de quelques extrémistes pour faire la sourde oreille »*. Enfin, M. Pierre Cormoreche, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, s'en est pris vivement aux *« technocrates européens »*, en assurant : *« Nous condamnons les conditions dans lesquelles l'Europe est aujourd'hui gérée par eux. »* Chacune de ces proclamations a été vivement applaudie.

Enfin, la gravité de la situation en Corse a été soulignée, car, pour M. Pons, ce sont *« les fondements mêmes de la démocratie qui y sont en cause »*. Il estime que *« l'organisation terroriste qu'est le FLNC profite de la démission de l'Etat pour s'ériger en justicier »*. Il dénonce *« l'État humilié, l'État défaillant, l'État poussif, l'État indifférent, l'État absent »*, et il ajoute : *« Mais M. Joxe, lui, est satisfait. »* Et il reproche au ministre de l'Intérieur d'avoir *« pour souci majeur de complaire aux nationalistes »*, avec le projet de loi qu'il prépare.

Retrouvailles

Ces journées parlementaires ont été un peu ressenties par les élus du RPR comme celles de certaines retrouvailles. Le positionnement politique adopté par M. Chirac depuis quelques semaines – ne pas gêner le gouvernement dans la seule *«stratégie du blocus»* de l'Irak, d'une part, mais pratiquer une opposition plus vigoureuse sur tout le reste, d'autre part – n'est contesté par personne dans les rangs du mouvement. Ses élus se disent de plus en plus satisfaits de constater le lancement de l'Union pour la France, dans la mesure où cette organisation de l'opposition correspond aux attentes unitaires de leur électorat. Dans la soirée, devant les militants, M. Pasqua a été le seul à évoquer le Front national, en stigmatisant sévèrement l'attitude de M. Le Pen dans la crise irakienne, et en appelant ses électeurs *« à revenir vers les partis qui défendent vraiment l'intérêt national »*, car *« tout ce qui contribue à affaiblir l'action du gouvernement dans cette affaire est contraire à l'intérêt national »* bien que, pour tout le reste, *« les socialistes soient les plus mauvais gestionnaires qu'on ait connus »*.

Enfin, les élus RPR ne cachent pas leur soulagement devant la sourdine mise aux rivalités entre les courants nés au début de l'année, aux *« turbulences »*, selon l'expression de M. Chirac, qui ont agité un mouvement gaulliste où les affrontements de tendances ne correspondent pas à une culture historique et politique propre. La présence à Carcassonne de tous les chefs de file incarnant ces diverses sensibilités et leur « compagnonnage » retrouvé et affiché contribuaient aussi à chasser les états d'âme.

ANDRÉ PASSERON et PIERRE SERVENT

L'élection sénatoriale pour la succession de Louis Longequeue

Campagne champêtre en Haute-Vienne

Quatre candidats sont en lice en Haute-Vienne, dimanche 30 septembre, pour la succession au Sénat de Louis Longequeue, maire socialiste de Limoges décédé le 11 août : M. Jacques Bessuges, sans étiquette, M. Bernard Ebenstein pour le PCF, Mme Evelyne Guilhem pour le RPR, et M. Jean-Pierre Demerliat pour le PS. M. Demerliat, premier secrétaire fédéral, vainqueur, le 19 septembre, d'une « primaire » au sein de la fédération, a de bonnes chances de l'emporter.

LIMOGES

de notre envoyé spécial

Expédier une campagne sénatoriale en une semaine, quel gâchis ! M. Demerliat, qui n'aime rien tant que de jouer *« les commis-voyageurs »*, en concevrait presque des regrets. *« sans compter que fin octobre, la Haute-Vienne roussie par l'automne aurait été bien plus belle qu'à présent »*. Protestation de pure forme, en vérité, car cette diligence – pour cause de rentrée parlementaire – devrait être sans effet sur l'issue du scrutin. On voit mal comment le fauteuil de sénateur qui est en jeu pourrait sortir du giron socialiste. Sur les quelque neuf cent six grands électeurs qui voteront dimanche, plus de quatre cents semblent d'ores et déjà acquis au candidat socialiste.

M. Demerliat sera-t-il élu, comme de coutume, dès le premier tour du *matin ? Pour beaucoup*, c'est en fait la seule incertitude. La question est d'importance. Une élection matinale laisserait en effet entièrement libre l'après-midi pour goûter aux délices de l'été de la Saint-Michel qui promet...

M. Demerliat, que cette position d'archi-favori agace un peu, s'évertue à se trouver les pires handicaps. *« Cette campagne est trop superficielle, je n'aurais fait en tout et pour tout qu'une dizaine de réunions. Je ne suis pas, d'autre part, l'archétype de l'élu tout en rondeur. Pour beaucoup, je traîne surtout l'image partisane du premier secrétaire de la fédération PS du département, du membre suppléant au comité directeur du parti, ça ne colle pas à l'idée que l'on se fait d'un sénateur. »* A Saint-Auvent, près de la vallée de la Gorre, à l'ouest de Limoges, où il promène sa belle prestance et sa barbe d'instituteur, le candidat douche méticuleusement l'optimisme d'un quarteron d'élus ruraux. *« On n'est jamais à l'abri d'une surprise »*, commence-t-il prudemment. *« Mais bien sûr que c'est fait*, rétorque le maire socialiste de la commune, M. Louis Raymondeau, *la preuve c'est qu'il y a peu de monde pour te voir ; quand il n'y a pas de problème, les gens ne se déplacent pas. »*

Deux sénateurs limougeauds

Dans cette commune de huit cents habitants, la candidature de *« Jean-Pierre »* – à qui on donne déjà du « sénateur Demerliat », – lui-même maire d'une commune rurale, Saint-Martin-le-Vieux, fait florès. Un conseiller municipal, *« qui ne fait pas de politique »*, se lance, dithyrambique, dans un éloge du prétendant et de sa capacité d'écoute. *« Avec vous, nous aurons un défenseur, un porte-parole »*, renchérissent les maires de Saint-Cyr et de Cognac-la-Forêt.

Et chacun convient que deux sénateurs limougeauds (1), *« ça commençait à faire un peu beaucoup »*.

Campagne champêtre, campagne tranquille, sans tension, sans ce *« punch »* que regrette le suppléant du candidat socialiste, M. Daniel Boisserie. Ce n'est d'ailleurs qu'au détour d'une réunion à Isle, fief du sénateur Robert Laucournet (PS), que M. Demerliat se laisse aller à une promesse électorale. Si tout se passe bien dimanche, c'est promis, il le fera, ce tour des deux cent deux communes que compte la Haute-Vienne, et dont on le frustre aujourd'hui.

GILLES PARIS

(1) Louis Longequeue était maire de Limoges, M. Robert Laucournet est maire d'Isle, une commune de la banlieue limougeaude.

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

POUR *une fois qu'il se passe quelque* chose en politique intérieure et qui sorte de l'ordinaire, fût-ce du spectacle, il ne saurait être question d'y être indifférent. M. Valéry Giscard d'Estaing à la télévision, l'opposition en paraît retrouver un visage, une pensée, un projet.

Que le visage et ses mimiques, même corrigées par un nouveau professeur de maintien, soient toujours aussi déconcertants, que la pensée pâtisse beaucoup de n'être plus au *pouvoir, il n'existe pas moins un projet, même* s'il n'est que l'habillage d'une ambition. A plus forte raison s'il n'est pas président de *la République, M. Giscard d'Estaing* reste un régal de clarté. Il aurait fait un remarquable instituteur. A cela près que les instituteurs doivent éviter d'arranger les faits à leur manière.

C'est que la situation de M. Giscard d'Estaing est infernale tant elle relève de la schizophrénie, divisant sa personnalité, non pas *en deux comme un sujet ordinaire, mais en* trois facettes dont la cohérence ne saute pas toujours aux yeux : celle de l'ancien chef d'Etat, *celle de l'opposant, celle du candidat*.

Ne serait-ce qu'à cause du dialogue singulier qu'il pense entretenir avec son successeur, parce que cela lui serait dû, entre pairs, M. Giscard d'Estaing ne peut se risquer à dire n'importe quoi. Il a exercé des responsabilités, dites suprêmes, qui lui interdisent de recourir à une critique sans frein, d'autant plus débridée qu'elle pourrait méconnaître le poids des choses.

Qu'il soit candidat (ou plutôt qu'il souhaite l'être) *à recouvrer ces responsabilités accroît* une obligation de mesure dans l'expression dont, simultanément, l'homme d'opposition *pourrait se croire affranchi. Surtout, aussi, s'il* est candidat et qu'il doit porter des coups. Comment naviguer entre l'homme d'Etat et le camelot ?

Comment empêcher que le langage ne dérape quand l'appétit l'emporte sur le calcul ? Comment ne pas trop laisser voir cette fureur jamais éteinte d'avoir été, à ses propres yeux illégitimement, écarté d'une fonction où ne l'appelaient pas *« les droits de* [ses] *aïeux »*, comme disait Agrippine haranguant Néron, *mais mieux que cela, une prédestination* que seules ont pu interrompre une injustice de l'Histoire et une faute de la démocra*tie*.

Dans la bouche de M. Giscard d'Estaing, l'actuel titulaire de l'Elysée est *« le président Mitterrand »*, sans qu'on sache jamais ce qu'il préside, ni où ; à peine supposera-t-on qu'il *est en exercice. A qui ferait-on croire que* ce n'est qu'une inadvertance de langage alors qu'elle ne s'est pas démentie durant plus d'une *heure et demie d'émission ? Pour peu* qu'ils eussent mauvais esprit, les professionnels de ce genre d'analyses diraient que M. Mitterrand est « nié » dans sa fonction.

Appliquer à M. Mitterrand le *« dix ans, ça suffit »* que lançait la rue contre de Gaulle en 1968 et qu'il reprendra un an plus tard à la tribune de l'Assemblée, comparer le Golfe et les périls planétaires dont il est la source avec *l'intervention des parachutistes* à Kolwezi en 1978, pour sauver des Européens menacés par une colonne de guérilleros africains : *M. Giscard d'Estaing succombe à la fébrilité. Il* pousse, en appelant le désordre à la rescousse de ses désirs, à une succession qui ne fut jamais moins ouverte qu'elle ne l'est aujourd'hui.

La crise du Golfe a assis M. Mitterrand dans un fauteuil dont personne ne lui demande compte et dont il se trouve encore moins de *monde pour souhaiter qu'il l'abandonne*. En rêvant du contraire, et que la rue pourrait l'y aider, M. Giscard d'Estaing donne de lui-même une image qu'on ne lui connaissait pas et qui est inconvenante.

Comparaison

Image tout anecdotique du voyage de M. François Mitterrand à New-York : le nombre des représentants auprès des Nations unies obligés de porter un casque pour entendre le discours du président de la République *française*.

Imaginons la scène si elle avait pris place devant la Société des nations, conséquence heureuse et avortée de la première guerre mondiale et dont l'ONU est une sœur plus fortunée. On eût compté sur les doigts de la main les auditeurs de la SDN devant recourir aux services des interprètes pour comprendre les propos d'un orateur parlant en français.

La langue qui fut, deux siècles durant, celle de la diplomatie, même réduite à une faible *partie du globe, celle de ce qui ne se nommait* pas encore, d'un mot russe ! l'intelligentsia ; qui valait sauf-conduit pour tous les royaumes et quelques républiques ; hors de laquelle il était vain de vouloir passer pour cultivé, qu'empruntèrent, pour se dire auteurs, ou, plus simplement, pour rédiger leur courrier, du prince de Ligne à la princesse Galitzine, tant de personnages considérables qui avaient d'abord balbutié dans une langue qui leur devint étrangère ; qui était un code autant qu'un moyen de se faire comprendre ; cette langue-là deviendrait une fille atteinte de chlorose, qui n'aurait d'autre issue, pour être *entendue de son notaire, que de rédiger son* testament en anglais.

En effet, l'anglais triomphe. Il n'y a rien d'étonnant à cela si l'on additionne les emprises successives de la Couronne britannique et les traces qu'elles ont laissées. L'Empire français n'était pas négligeable, mais il n'a pas essaimé.

C'est évidemment dans la langue qu'il faut chercher la différence. Le français n'est pas une langue docile, qu'il s'agisse d'asservir la grammaire ou de torturer les mots. L'anglais est une langue consentante. Pour se répandre ainsi, pour être un langage commun – *commun* – de Toronto à Calcutta, de Johannesburg à Washington, sans même citer Bonn ou Tokyo, Le Caire ou... Paris, l'anglais ne le peut qu'au travers de concessions si grandes qu'il perd son âme en gagnant du terrain ; au point de devenir une sorte de pidgin universel. S'il y *a une langue en péril, ce n'est pas forcément* celle que l'on croit.

C'est la chance de la langue française au moment où se rouvrent à la liberté, à commencer par celle d'apprendre, des terres qui *étaient françaises sans être dominées* politiquement. C'est la voie de la culture. C'est surtout la voie d'une volonté politique que la puissance préservée de Paris permet de suivre. Personne ne doute que le ministère de la francophonie (appellation d'ailleurs mal fichue) soit un échec. Il est inadmissible. Le gouvernement a le choix de ses remèdes, du *moment qu'il en trouve, et qui soient efficaces.*

∴

N'EN déplaise à M. Jacques Médecin qui, du fond de sa pampa, ne lésine pas *sur les références, s'il y a lieu, par les* temps qui courent, d'évoquer l'affaire Ben Barka, ce n'est pas pour demain, c'est pour aujourd'hui, ce n'est pas pour l'ancien maire de Nice, c'est pour un ancien pasteur, ce n'est pas pour s'inquiéter d'un vivant, c'est pour retrouver un mort. M. Jacques Médecin est assurément vivant et même bavard, *M. Joseph Doucé est muet, probablement* parce qu'il est mort.

Or, comme Mehdi Ben Barka, en 1965, il n'est pas contesté que Joseph Doucé a été emmené par des policiers se prévalant des pouvoirs que la loi leur confère.

Premièrement, les policiers avaient-ils reçu l'ordre d'arrêter ou d'« amener » Joseph *Doucé et*, dans ce cas, donné par qui, pour qu'il soit traduit devant qui ? Si cet ordre n'a pas existé, la prudence du ministère de l'intérieur mériterait d'autres noms.

Deuxièmement, si un tel ordre a été donné, qui ne *pouvait cependant aller jusqu'à prévoir* la disparition de Joseph Doucé, de quelle autorité, administrative ou politique, émanait-il *et pour quels motifs ? Le pays de droit que* nous nous flattons d'être autorisé, s'il ne l'exige, de telles questions.

Parce qu'il était un pasteur plus ou moins déclaré relaps, parce qu'il était homosexuel et des *plus militants, la disparition*, précédée d'un très probable enlèvement et d'une tout aussi plausible séquestration, de Joseph Doucé, voilà maintenant plus de deux mois, disparition qu'environnent des écoutes téléphoniques à la *légalité douteuse* et des manœuvres d'intimidation effectuées par des policiers arme au poing – ce magma qui sent *la boue* et la forfaiture – ne suscite que des clameurs très modérées et en tout cas tardives. Les professionnels de *la pétition sont* aux fraises et les obsédés de la liberté en congé pour convenances personnelles. Il *n'empêche que* flotte sur la République un parfum qui ne l'honore pas et qui discrédite un peu chacun de ses citoyens *sans laquelle elle* n'existerait pas.

هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

PR se lancent ts du gouvernement

Comparaison

ENQUÊTE

France inquiète, France tranquille

X. – *La peur de l'Allemagne unie*

Après les militaires désorientés (*le Monde* du 18 septembre), l'islam intégriste (19 septembre), le racisme (20 septembre), les chômeurs et les marginaux (21 septembre), les peurs d'une ville, Lyon (22 septembre), le sida et les maladies graves (25 septembre), l'écologie (26 septembre), les spéculations foncières (27 septembre), les craintes provoquées par l'échéance européenne de 1993 (28 septembre), nous terminons notre auscultation de la société française par un reportage sur les réactions que suscite l'unification de l'Allemagne.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Mme Marie Barlier a quatre-vingt-six ans mais on lui en donne volontiers vingt de moins. Le soir, elle trottine entre les tables du restaurant d'altitude que tiennent ses enfants au-dessus de Colmar et, à l'occasion, ne rechigne pas à trinquer – *« mais juste une larme »* – avec les habitués. C'est une mamie comme on en rêve; c'est aussi une page vivante des relations entre Alsaciens et Allemands.

Avec malice, elle énumère à rebours les « présidents » qu'elle a pu rencontrer : *« Il y a eu M. Giscard d'Estaing en 1976, le président Lebrun en 1938... et le Kaiser* [Guillaume II] *en 1916. »* Mme Barlier a grandi sous l'administration allemande. Elle a connu ensuite le retour des Français *« qu'on attendait tant »*, en 1918, puis la deuxième guerre, l'Occupation et les durs combats autour de Colmar en 1945. En Alsace, le passé, cru, brutal, n'est jamais bien loin, tout prêt à sourdre quand l'histoire tressaute. Interrogez les Alsaciens, ils ne tariront pas d'éloges à l'endroit de leurs voisins. Mme Barlier elle-même *« les aime bien »*, mais c'est pour ajouter aussitôt qu'elle s'en méfie *« parce qu'ils sont faux »*.

Certes, l'inéluctabilité de l'unification des deux Allemagnes n'a pas été une découverte en Alsace. Ici, on sait apprécier la vanité de certaines annexions, mais la cadence infernale imposée par les autorités allemandes laisse souvent songeur. Que le sport, la Coupe du monde de football en l'occurrence, procure de saisissants raccourcis n'arrange rien.

« On est spéciaux »

« Bien sûr, j'étais ravi à la chute du mur de Berlin, mais voir le stade de Rome pavoisé aux couleurs allemandes, ça fait aussi quelque chose, croyez-moi », explique M. Henri Jung, conseiller technique à la chambre régionale. *« J'ai suivi sur les chaînes de télévision allemandes la liesse que cela a suscité à Berlin, des deux côtés. C'est un épiphénomène, mais je ne pensais pas la jeunesse allemande aussi chauvine »*, ajoute-t-il. M. Jung ne cache pas le poids de ses soixante-cinq ans dans cette réaction spontanée : *« J'ai l'expérience de cinquante années de coexistence, ça compte. »*

Le maire de Herrlisheim, au nord de Strasbourg, M. Louis Becker, n'a que quarante-trois ans, mais le destin de son père, mobilisé, fait prisonnier, puis remobilisé avec les « malgré-nous » dans l'armée allemande, est toujours présent. *« On ne peut pas oublier, on a trop souffert, alors forcément on n'est pas vraiment enthousiaste devant ce qui se passe. On ne peut pas nier qu'il y a une crainte »*, souligne-t-il.

M. Becker admet pourtant que les rencontres transfrontalières sont nombreuses, de part et d'autre du Rhin, pour les sociétés de musique ou de sport. *« On essaie les uns et les autres de faire disparaître les séquelles. Sans parler de la réunification, on a de très bonnes relations avec nos voisins. »*

L'âge, d'ailleurs, importe peu, *même si les jeunes Alsaciens*, pétris par les échanges scolaires, ouvrent systématiquement des yeux ronds quand on leur parle du « danger allemand ». M. Edmond Gerrer, maire de Colmar, a soixante-dix ans, et parle doucement de *« ces aventures vécues de plein fouet »*. *« C'est justement cela qui me permet de dire combien les Allemands ont changé. Ce qui compte le plus pour moi, c'est de voir le degré de fraternité qui existe entre les associations d'anciens combattants françaises et allemandes, une chose inconcevable entre les deux guerres »*, ajoute-t-il.

De fait, le Rhin n'est plus depuis longtemps une frontière étanche, comme dans l'entre-deux-guerres, mais les relations germano-alsaciennes, toutes dépassionnées qu'elles soient, demeurent complexes. *« Nous, les Alsaciens, on est spéciaux. On est entre les deux, entre ceux de l'intérieur* [les Français] *et ceux de l'autre côté* [les Allemands], explique le jeune chauffeur-livreur d'une fabrique de matelas de Brumath, près de Strasbourg, *mais on préfère ceux de l'intérieur. »* En patois alsacien, encore très vivace, les Allemands sont d'ailleurs les *Schwaeben*, les Souabes, avec une pointe vive de mépris et de méfiance.

M. Daniel Hoeffel, président du conseil général du Bas-Rhin, aborde la question en gestionnaire. Il met lui aussi l'accent sur les contacts *« nécessaires »* et très étroits noués entre responsables politiques frontaliers, *« pour qui c'est du vécu »*. *« Les Alsaciens suivent l'unification avec curiosité, c'est pour eux un phénomène naturel. Et puis le chancelier Kohl est un Rhénan, solidement attaché à la construction européenne. »*

L'Europe, voilà un garde-fou ! M. Hoeffel n'en estime pas moins que l'unification allemande posera peut-être des problèmes aux Alsaciens. *« Nous sommes attentifs aux choix que les Allemands vont faire, nous craignons une modification de la politique des investissements au profit de la RDA et aux dépens de l'Alsace. C'est particulièrement net pour les liaisons routières ou ferroviaires, et cela ne facilite pas les choses pour le dossier du TGV-Est, qui est déjà bien difficile. »*

Le TGV et les frontaliers

Quand on parle du TGV, M. Jung triomphe : *« Voilà l'esprit de domination, l'opiniâtreté et la volonté de puissance ! Quand on est en avance dans un domaine, ils sont capables de nous freiner totalement. D'ailleurs, au cours d'un colloque à Orléans sur les liaisons à grande vitesse, les délégués allemands nous ont déclaré d'entrée de jeu que désormais leurs priorités étaient la liaison avec Berlin et les autres grandes villes de la RDA ! »*, ajoute-t-il.

Il y a, bien sûr, d'autres enjeux que le TGV. *« En 1989, l'afflux de réfugiés a suscité des craintes chez les travailleurs frontaliers, elles ne sont pas concrétisées »*, explique M. Hoeffel. M. Becker opine du chef. *« Dans notre canton*, explique-t-il, *les frontaliers représentent entre 10 % et 13 % de la population active, mais pour d'autres cantons plus au nord, ça dépasse les 40 %, alors évidemment les gens en ont beaucoup parlé. Mais maintenant, c'est retombé. »* M. Jung est plus sceptique : *« Pour l'instant, les 40 000 ou 50 000 frontaliers français n'ont pas grand-chose à craindre, car les Allemands de l'Est ne peuvent pas supporter nos cadences de travail, mais à terme il faudra bien faire travailler tous ces gens ! Il y a fort à parier que pour les départs à la retraite il n'y aura pas de remplacements systématiques de Français. »*

L'effondrement du mur de Berlin s'est également accompagné en Alsace d'une psychose diffuse devant l'afflux de travailleurs clandestins, en particulier de Turcs. *« On ne peut pas dire que les Allemands de l'Ouest cherchent à se débarrasser de leurs émigrés, tout au plus peut-on dire qu'ils ne font rien pour les retenir... »*, estime M. Hoeffel. Bien calé au milieu des boiseries de son bureau, M. Jean-Luc Hirtler, maire de Bischwiller, au nord de Strasbourg, surnommée parfois « Turcwiller », est beaucoup plus apaisant. *« Il s'agit de clandestins, donc nous n'avons pas de statistiques, mais honnêtement tout laisse à penser qu'il n'y a rien eu de massif. Chez moi, les Turcs représentent entre 10 et 12 % de la population. Avec les dernières arrivées, on est revenu à la situation d'il y a cinq ou six ans, tout au plus. »*

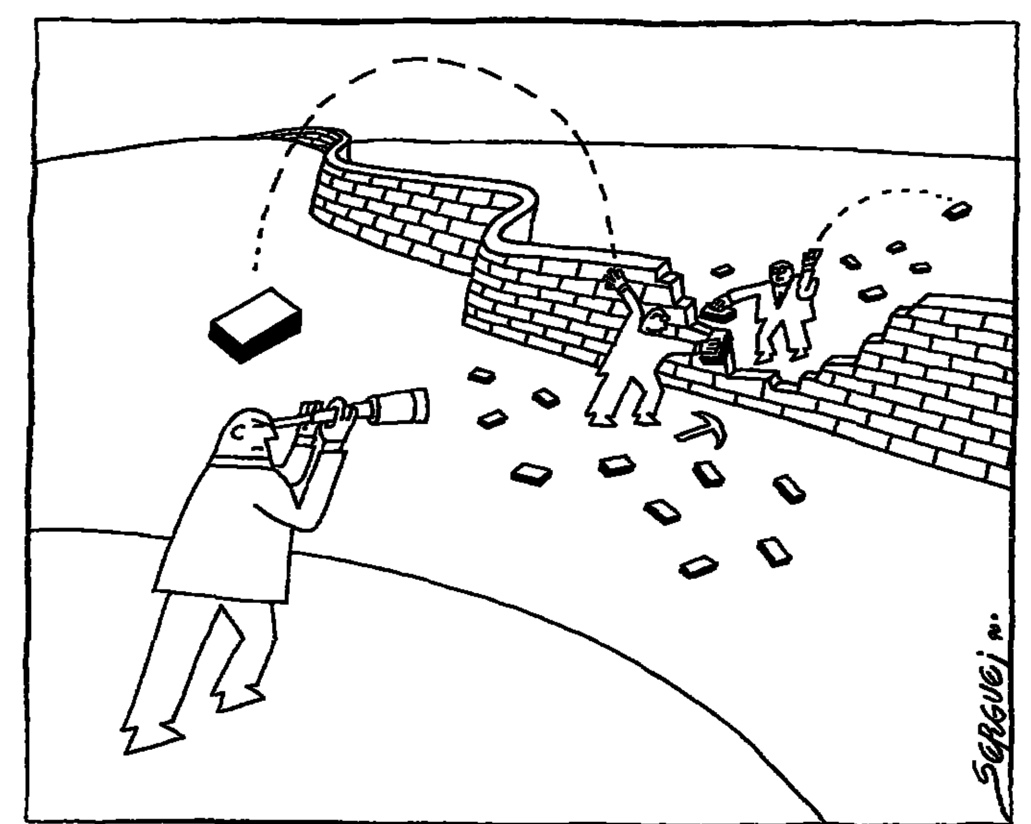
Faut-il alors redouter une redistribution des capitaux ouest-allemands ? *« Un quart des industries alsaciennes sont tributaires de centres de décision situés en RFA*, concède M. Hoeffel. *Le gouvernement ouest-allemand va inciter les entreprises à se tourner vers l'Est, mais le délabrement de la RDA n'est guère attractif. »* M. Hirtler estime, quant à lui, qu'on sous-estime la capacité ouest-allemande à jouer sur les deux tableaux. *« Les incitations du gouvernement joueront pour les investissements de l'Etat et pour les grands groupes. Chez nous, on a surtout des PMI et des PME, qui s'en tiendront à leurs politiques actuelles d'investissement »*, ajoute-t-il.

De fait, l'Alsace veut plutôt afficher une grande sérénité vis-à-vis de l'Allemagne. M. Hubert Haenel, sénateur (RPR), maire de Lapoutroie, n'éprouve pas de crainte vis-à-vis de l'Allemagne. *« On ne répond à un dynamisme que par un dynamisme équivalent, c'est tout ; ce que je crains pour ma part, c'est que le silence de l'Etat sur certaines questions, comme le TGV, n'ouvre un nouvel espace de contestation en Alsace, que des formes d'autonomisme pourraient alors tenter d'investir. »* De la plaine du Rhin aux forêts des Vosges alsaciennes chères à Mme Barlier, on est loin donc d'une « germanophobie tranquille » illustrée par les récits de l'oncle Hansi. Les Alsaciens préfèrent de beaucoup s'intéresser aux incidences prévisibles de la réalisation du grand marché européen.

Dans sa pâtisserie de Colmar, M. Jean-Paul Sitter, président de la chambre des métiers, explose quand on lui parle des échanges franco-allemands. *« Les Allemands sont terribles : leur système de formation professionnelle est au point alors que nous, nous faisons n'importe quoi. La fédération de Lander fonctionne très bien alors que notre décentralisation est inachevée*, déplore-t-il. *Je n'ai pas peur de l'Allemagne, on peut la contrer, je ne redoute qu'une chose : que si on se plante en 1992, on ait recours à l'explication du nationalisme allemand comme un bouc émissaire, pour masquer nos insuffisances. »*

GILLES PARIS

FIN



ce tranquille

AUTOROUTE A 12

AVIS D'ENQUÊTE

14 Les développements de l'affaire Médecin – Le jugement de Pascal Le Gac cassé
14 Presse : la succession à la direction du « Monde »
15 Le sommet international de l'enfance
23 Cinéma : la tendresse des marginaux
24 La revanche de l'art kanak

Se prononçant pour une durée de dix à vingt-quatre mois

M. Jean-Pierre Chevènement est partisan d'un service national « modulé »

A Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Maritime), où il participait à une journée de réflexion de la Direction centrale du service national (DCSN), le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'est prononcé, jeudi 27 septembre, pour un service national *« modulé »*, dont la durée irait de dix à vingt-quatre mois selon l'emploi de l'appelé.

Reprenant des propos qu'il avait confiés dans un entretien avec *le Monde* (13 juillet) et se référant au souhait du chef de l'Etat de réduire à dix mois, en 1992, la durée du service militaire (*le Monde* du 17 juillet), M. Chevènement a notamment expliqué : *« Le service militaire, qui demeure la forme essentielle du service national, sera ramené à dix mois durant l'année 1992. Certaines formes de ce service, par exemple dans la gendarmerie, resteraient fixées à douze mois* [la durée actuelle], *de même que les formes civiles du service national, qui comportent une formation initiale militaire ou le service dans la police. »*

Augmentation de la solde

En revanche, le ministre de la défense a indiqué que *« les volontaires du service national en coopération, en entreprise ou au titre de l'aide technique dans les DOM-TOM pourraient voir la durée de leur service national allongée jusqu'à dix-huit ou vingt-quatre mois »* (contre seize mois aujourd'hui).

M. Chevènement a répété que la réduction de la durée du service militaire de douze à dix mois conduira les armées à recruter davantage de volontaires pour un service long (jusqu'à vingt-quatre mois). De surcroît, il conviendrait d'augmenter la solde mensuelle attribuée à ces volontaires, qui devrait passer de 1 428 F à au moins 3 000 F.

Pour ce qui regarde les autres formes civiles du service national, le ministre de la défense a estimé qu'il ne serait pas raisonnable de les multiplier à l'excès (12 000 Français sont concernés aujourd'hui et, peut-être, 20 000 à 30 000 à l'avenir), pour des raisons qui tiennent aux difficultés de réunir des conditions adaptées d'accueil et d'encadrement.

M. Chevènement a déclaré qu'un prochain accord serait conclu avec la RATP (et étendu, si possible, à la SNCF pour les trains de banlieue) pour le transport gratuit des appelés s'ils voyagent en uniforme. En attendant, le budget prévu en 1991 ouvre le droit aux recrues d'accéder, sans supplément, au TGV Sud-Est et Sud-Ouest. De même, une carte gratuite de téléphone sera attribuée à l'incorporation du contingent 1991.

Enfin, le ministre de la défense a confirmé (*le Monde* du 14 septembre) qu'un pécule de départ de 350 francs sera versé, l'an prochain, aux appelés ayant rempli leurs obligations, et que, en association avec le secrétariat d'Etat aux handicapés, il serait mis sur pied un service d'aide aux handicapés.

Après la découverte d'une défaillance dans un système de sûreté

Dix-sept réacteurs nucléaires devront être « mis en conformité »

Un défaut de montage a été découvert sur l'un des systèmes de sûreté des réacteurs de 1300 mégawatts (dix-sept au total, répartis sur huit sites), a annoncé, jeudi 27 septembre, le service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN). EDF, qui a reconnu l'existence de ce problème technique, va entreprendre rapidement les modifications nécessaires.

Ce défaut a été détecté au début de l'année par des inspecteurs du SCSIN, au cours d'une visite de routine précédant la mise en service de la tranche numéro 1 de Golfech (Lot-et-Garonne), indique un responsable du SCSIN. Un jeu important existait entre des grilles de filtration et les parois d'un puisard situé en partie basse de l'enceinte de confinement du réacteur.

Ce puisard est destiné à recevoir toutes les eaux radioactives susceptibles de ruisseler dans cette enceinte en cas de rupture du circuit primaire chargé de refroidir le réacteur. L'existence du jeu risquait de rendre les filtres inopérants, donc de provoquer éventuellement le bouchage du circuit qui recycle et réinjecte ces eaux pour continuer le refroidissement d'urgence du combustible en cas d'incident grave.

« Le même défaut ayant été détecté (et réparé) sur Paluel lors d'un arrêt, nous avons demandé en juin à EDF une vérification de toutes les tranches, précise-t-on au SCSIN. *Après investigation, EDF a confirmé le 26 septembre que cette anomalie concerne tout le parc de 1300 MW. »* Une *« mise en conformité »* sera effectuée rapidement. Commencée à Cattenom (*le Monde* du 28 septembre), elle nécessitera un arrêt d'une vingtaine d'heures pour chaque réacteur de 1300 MW actuellement en fonctionnement.

Cet incident, classé niveau 2 sur l'échelle de gravité (qui en compte 6), ainsi qu'un problème découvert dans le montage des filtres à sable de six réacteurs (*le Monde* du 30 août), démontre l'efficacité des sondages systématiques faits par les inspecteurs de sûreté lors de visites de maintenance. Il met aussi en évidence certaines faiblesses dans le contrôle de qualité des chantiers nucléaires.

J.-P. D.

MÉDECINE

Un bébé meurt après un accouchement dans une piscine gonflable

Un mélange d'irresponsabilité et de crédulité est probablement à l'origine de la mort d'un bébé dans la nuit du dimanche au lundi 24 septembre, à Martigues, lors d'un accouchement malheureux... dans une piscine gonflable. Les parents avaient décidé que leur enfant naîtrait dans l'eau sans aucune aide médicale. Une naissance aquatique qui, selon eux, allait lui éviter les traumatismes de l'accouchement.

L'enfant est mort, probablement noyé en venant au monde. Ses parents ainsi que l'infirmière qui les hébergeait ont été inculpés d' « homicide involontaire ». L'autopsie ordonnée par le parquet d'Aix-en-Provence devra confirmer la viabilité du nouveau-né et les circonstances de sa mort.

La jeune mère, une institutrice de trente-trois ans en congé sans solde, originaire d'Echirolles (Isère), et le père, trente-quatre ans, se disant poète, avaient demandé à une amie infirmière à Martigues de les accueillir chez elle pour l'accouchement. C'est, semble-t-il, la lecture d'un ouvrage sur les naissances dans l'eau et surtout un reportage sur l'expérience vécue par Brigitte Monteil, une infirmière qui a mis au monde un enfant sous l'eau, le 15 juin, à Cap-d'Agde (Hérault), qui ont déterminé le choix des parents. (*le Monde* du 16 juin)

« Mettre un nouveau-né dans une atmosphère douce ou liquide pour lui éviter le choc transitionnel de la naissance est une méthode acceptable. Mais accoucher sans aide médicale, c'est de la folie », a déclaré, à propos de cette tragique naissance, M. Roger Herny, professeur d'obstétrique et de gynécologie de l'hôpital de la Conception à Marseille.

Avant de quitter ses fonctions

L'amiral Louzeau juge préoccupante la diminution des moyens humains et matériels dans la marine

Dans un article-testament à paraître dans le prochain numéro du mensuel *Défense nationale*, avant son départ qui sera effectif en novembre, le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Bernard Louzeau, exprime sa préoccupation devant la diminution des effectifs et du nombre des navires de combat dans une armée appelée, constate-t-il, à jouer un rôle de plus en plus important *« dans les temps incertains »* à venir.

« En un quart de siècle, écrit-il, *notre flotte de surface aura* grosso modo *perdu le tiers de ses bâtiments, alors que les activités de la marine n'auront cessé de croître. »* Pour lui, l'amélioration qualitative des navires, avec la propulsion nucléaire pour les sous-marins ou l'embarquement d'hélicoptères à bord des bateaux de surface, ne peut suppléer la quantité, surtout si les missions de la marine augmentent.

« Le navire de combat de haute mer est par excellence la frégate », observe l'amiral Louzeau. Or, *« aujourd'hui, le nombre des frégates est insuffisant : la responsabilité en incombe à l'accumulation des retards, à l'étirement des programmes et aux aléas techniques. La modernité des navires ne leur octroie pas pour autant le don d'ubiquité »*.

A propos de la diminution des effectifs, le chef d'état-major de la marine estime que *« la limite du supportable est aujourd'hui ici atteinte, là franchie »* pour les équipages.

« Aussi, note-t-il, *suis-je préoccupé par l'insuffisance des effectifs. C'est dans la marine que les réductions du personnel d'active ont été les plus fortes au cours de la dernière décennie (...). Grâce à un effort, probablement à un excès, de rationalisation, toutes les unités ont vu la diminution de leurs effectifs. Mais, en réalité, cette contraction n'a été possible qu'en augmentant la charge de chacun, en allongeant les horaires de travail et en multipliant les jours hors de chez soi (...). Le matériel fait l'objet d'une loi de programmation à cinq ans. Il doit en être de même pour les effectifs. » « De cette façon*, conclut l'amiral Louzeau, *on parviendra à faire une bonne gestion prévisionnelle et une politique cohérente du personnel. »*

Avec un budget en 1990 de 37,5 milliards de francs, la marine réunit environ 74 000 personnes (dont 19 000 appelés), qui servent 300 000 tonnes de navires de combat et de soutien.

La décharge radioactive du Bouchet fera l'objet d'une enquête

M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, a annoncé, jeudi 27 septembre, que la décharge radioactive du Bouchet, à Itteville (Essonne), ferait l'objet d'une enquête *« transparente »*, avant d'être réaménagée. Les écologistes avaient déposé une plainte, le mois dernier, pour infraction à la législation sur les déchets industriels à hauts risques (*le Monde* daté 26-27 août). Cette décharge a en effet reçu, de 1947 à 1971, 20 000 tonnes de boues et de résidus appauvris d'uranium provenant de l'usine chimique du Bouchet, où se fabriquait le combustible des premières piles atomiques françaises.

Une méthodologie des mesures des taux de radon émis par les déchets va être définie. Une campagne de prélèvements sera ensuite lancée, à laquelle participeront l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, des laboratoires et la commission locale de la commune d'Itteville.

RELIGIONS

Crucifix hors la loi en Suisse

Les crucifix sont désormais bannis des salles d'école primaire en Suisse. Le Tribunal fédéral de Lausanne, la cour suprême judiciaire helvétique, a en effet décidé, mercredi 26 septembre, que la présence du crucifix était contraire à la neutralité confessionnelle que prévoit la Constitution suisse dans l'enseignement public.

Cette décision fait suite à une longue « guerre du crucifix » entamée il y a six ans. Un habitant de la commune de Cadro, dans le Tessin (canton catholique de langue italienne), avait alors estimé que le crucifix en classe était incompatible avec la liberté de conscience et de croyance. – *(AFP.)*

□ **La nouvelle loi sur la liberté de conscience en URSS satisfait le Vatican.** – Le porte-parole du Vatican, M. Joaquim Navarro-Valls, a exprimé, jeudi 27 septembre, la *« vive satisfaction »* des autorités de l'Eglise catholique au sujet de la discussion et du prochain vote définitif, par le Parlement soviétique, de la nouvelle loi sur la liberté de conscience, qui *« rend justice à des millions de croyants »* (*le Monde* du 28 septembre). La nouvelle loi, promise le 1er décembre dernier au pape par M. Mikhaïl Gorbatchev, accorde la personnalité juridique aux Eglises. – *(AFP, Reuter.)*

ÉDUCATION

M. Mitterrand veut accélérer la croissance de l'Ecole polytechnique

Le projet du ministre de l'éducation nationale de porter de 360 à 450 le nombre d'étudiants admis chaque année à l'Ecole polytechnique d'ici à 1995 est *« en dessous de ce que l'on pouvait espérer »*, a déclaré M. Mitterrand, répondant, lors du conseil des ministres du 26 septembre, à la communication de M. Jospin sur le doublement des flux d'ingénieurs dans les quatre prochaines années (*le Monde* du 28 septembre).

« Je surveille cette affaire avec beaucoup d'intérêt », a répété le président de la République. De son côté, M. Jospin a indiqué que, outre la création d'une cinquième école des mines en 1991 à Nantes, le principe de la création d'une sixième école de même type est retenu.

L'extension des filières destinées aux salariés

100 millions de francs en 1991 pour la formation des ingénieurs

annonce M. André Laignel

Secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, M. André Laignel a complété, le 27 septembre à Ivry, la présentation du plan gouvernemental adopté en conseil des ministres la veille, qui vise à doubler en quatre ans le nombre d'ingénieurs formés en France (*le Monde* du 28 septembre).

Pour les fameuses « filières Decomps », destinées aux salariés, notamment dans le cadre de la formation continue, l'Etat apportera une aide 100 millions de francs en 1991, afin de permettre l'inscription de 800 personnes. *« C'est l'allumette*, a dit M. Laignel. *Il nous faudra ensuite trouver les combustibles. »*

Les entreprises seront associées *« étroitement »* à ces formations, qui seront organisées avec des troncs communs entre les différentes filières. Le dispositif devrait facilitera l'accès au titre d'ingénieur à des techniciens supérieurs en activité et répondra aux besoins des entreprises, notamment des PME-PMI.

L'aide financière de l'Etat pourra être accordée aux entreprises et aux demandeurs individuels, par le truchement du crédit individuel de formation (CIF). Dans une déclaration, M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la CFDT, a toutefois fait observer que les institutions paritaires du CIF, gérées par les partenaires sociaux, ne pouvaient être associées au projet *« sans négociation tripartite »*.

SOCIÉTÉ

PRESSE

La succession à la direction du « Monde »

Les 275 membres de la Société des rédacteurs du *Monde* se réunissent le samedi 29 septembre après-midi, pour désigner leur candidat à la succession d'André Fontaine, actuel gérant-directeur du *Monde*.

Trois journalistes se présentent : Jean-Marie Colombani, *rédacteur en chef*, Bernard Guetta, correspondant à Moscou, et Daniel Vernet, directeur de la rédaction. Pour que l'un d'entre eux devienne le candidat de la Société des rédacteurs au poste de directeur du *Monde*, il doit obtenir 60 % des suffrages des votants.

Dans cette hypothèse, la Société des rédacteurs, qui détient 32,3 % des parts de la SARL *le Monde*, présentera d'ici à la fin de l'année son candidat aux autres associés ; la majorité requise pour être désigné comme gérant-directeur est de 75 % du capital social de la SARL.

Si aucun des trois journalistes n'obtenait la majorité requise le 29 septembre, une concertation devrait intervenir très rapidement entre les divers associés de la SARL, André Fontaine, dont le mandat ne s'achève statutairement qu'en janvier 1993, continuant à assurer la direction du *Monde* (1).

Ce débat de succession arrive à la fin d'une année où *le Monde* a beaucoup bougé. Il s'est installé dans de nouveaux locaux rue Falguière, à Paris, et à Ivry, dans le Val-de-Marne, il a mené au pas de charge une modernisation de la totalité de sa chaîne de production, de la rédaction à la distribution ; il a transformé sa présentation, fait place à la quadrichromie, lancé de nouveaux suppléments.

Tous ces changements ne se sont pas faits sans incidents de parcours, mais les nouveaux outils de production semblent désormais maîtrisés, comme le prouve la très nette amélioration des délais de distribution. *Reste à dégager des gains de* productivité qui permettront d'amortir les considérables investissements (600 millions de francs) réalisés depuis cinq ans. C'est l'objet du plan d'adaptation présenté par la direction au début de cet été.

L'audience du *Monde* en croissance régulière depuis 1985 a continué de progresser en 1990. Le nombre d'abonnés atteint pour la première fois les 100 000, en augmentation de 17 % par rapport à l'an passé. Au total la diffusion du quotidien est, en cumulé, depuis le début de l'année supérieure de 4 % à ce qu'elle était pendant la même période de l'année dernière, malgré l'arrêt total de la vente en Algérie.

Les événements du Golfe ont permis d'accroître encore cette progression, les ventes du *Monde* augmentant plus rapidement ces dernières semaines que celles des autres quotidiens nationaux.

(1) André Fontaine, directeur du *Monde*, et Anne Chaussebourg, présidente de la Société des rédacteurs, feront le point de la situation pour les journalistes des rubriques médias, dimanche 30 septembre à 11 heures au *Monde* (15, rue Falguière, 75015 Paris).

JUSTICE

Les développements de l'affaire Médecin

Le directeur de l'association Nice-Opéra et un architecte ont été entendus par la police

L'instruction des différents dossiers concernant M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, dont est chargé M. Jean-Marc Armingaud, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, se poursuit. Dans le cadre d'une information judiciaire ouverte, en juin dernier, pour abus de confiance, deux proches de M. Médecin ont été interpellés, à Nice, par des enquêteurs de la 8e division de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ).

Il s'agit de M. Lucien Salles, directeur général de l'association Nice-Opéra, placé en garde à vue, mercredi 26 septembre, pendant près de quarante-huit heures, dans les locaux de la PJ de Nice, et de l'architecte niçois Georges-Xavier Marguerita, par ailleurs gérant de la Société anonyme d'études et de produits immobiliers (SEP), entendu pendant presque vingt-quatre heures, du lundi après-midi au mardi matin.

Ces auditions précèdent des investigations que les policiers doivent entreprendre, prochainement, aux Etats-Unis dans le cadre d'une commission rogatoire internationale délivrée par M. Armingaud le 13 juillet dernier.

NICE

de notre correspondant régional

Comme toutes les précédentes, l'enquête confiée à la DCPJ a eu comme point de départ une dénonciation de l'administration fiscale, auprès du parquet de Nice, en date du 2 mars 1990. En fait, dès avril 1987, les inspecteurs du fisc, en vérifiant les comptes de Nice-Opéra, avaient découvert que cette association, largement subventionnée par la municipalité et présidée par M. Médecin, avait versé, en septembre 1983, une somme de 12 000 dollars, en règlement de prestations apparemment fictives, à une société panaméenne, Costa Real E. Corporation, installée à Los Angeles. Les fonds avaient été virés sur un compte de cette société à la Bank of California de Beverly-Hills.

Or des agents de la direction nationale des enquêtes douanières (DNED) avaient établi, en janvier 1986, grâce à une mention figurant sur un carnet d'adresses de M. Marguerita, que M. Médecin disposait lui-même d'un compte personnel dans cet établissement. Une coïncidence troublante que les enquêteurs de la DCPJ ont précisément pour mission d'élucider en se rendant aux Etats-Unis.

Nice-Opéra a d'ailleurs, par la suite, conclu une convention identique à celle qui la liait à Costa Real, avec une autre société de façade, Oceania Systems, créée par un cabinet de l'île de Man et ayant son siège à Londres, à laquelle elle a versé, de *février* 1984 à *mars* 1989, une somme de 1 257 669 francs.

Comme Costa Real, Oceania Systems fait partie, en l'occurrence, de la nébuleuse financière avec laquelle Lucien Salles, soit comme directeur de Nice-Opéra, soit en tant que gérant de la SARL Europ Show, a entretenu des relations d'affaires. En épluchant les comptes d'Europ Show, une société d'organisation de spectacles, domiciliée à Fréjus (Var), les inspecteurs du fisc ont constaté que celle-ci avait également viré des sommes importantes au profit de Westcard United, une société londonienne, filiale, comme Oceania Systems, de la même holding britannique *spécialisée dans la production de* facturation fictive (*le Monde* daté 23-24 septembre).

Il apparaît bien, à l'évidence, que toutes ces opérations n'ont pas eu d'autre but que la constitution frauduleuse d'avoirs à l'étranger. Reste à savoir à qui, exactement, elles ont profité...

GUY PORTE

EN BREF

□ **L'affaire des 25 000 faux documents : Lucien Sans a été inculpé.** – Lucien Sans, cinquante-sept ans, arrêté mardi 25 septembre après la découverte dans une imprimerie du 11e arrondissement de Paris de 25 000 faux documents (*le Monde* du 28 septembre), a été inculpé jeudi 27 septembre par le juge d'instruction Mme Maryse Leroux dans le cours de l'information ouverte contre X pour contrefaçon de documents administratifs, complicité, recel de documents administratifs falsifiés, recel de vols. Il a été écroué. Quatre complices ont été également inculpés.

□ **Inculpation d'un mercenaire français dans l'assassinat du président comorien.** – Le mercenaire français Dominique Malacrino, trente-huit ans, ancien numéro deux de la garde présidentielle de l'ex-président comorien Ahmed Abdallah, a été inculpé, mercredi 26 septembre à Paris, d'assassinat et de vol aggravé, et écroué. Il est soupçonné d'avoir participé à l'assassinat du président Abdallah le 26 novembre 1989 à Moroni, en compagnie de son chef, Bob Denard. Dominique Malacrino a affirmé avoir reçu du Quai d'Orsay, l'assurance de ne pas être poursuivi.

□ **URSS : mesures en faveur des séropositifs et malades du sida.** – *Le gouvernement soviétique* a adopté, jeudi 27 septembre, une série de mesures *« destinées à garantir une protection sociale aux personnes infectées par le virus ou malades du sida »*. La plus importante est la fourniture gratuite de *médicaments*. D'autres *mesures* prévoient l'attribution d'une allocation aux enfants de moins de seize ans et le versement par l'Etat du salaire de l'un des deux parents qui abandonne son travail pour s'occuper de son enfant. – *(AFPP)*

Rectificatif. – L'avocat de M. Marc Mercier, un gérant de salle de sport qui se trouvait sur les lieux où un CRS, M. Jean-Philippe Bessond, a blessé par balles un jeune homme le 13 juin 1990 (*le Monde* du 6 juillet) nous demande de préciser que son client n'a pas été inculpé de *« complicité de tentative d'assassinat »* par le tribunal de grande instance de Nanterre comme nous l'avons indiqué (*le Monde* du 21 juillet), mais de *« complicité de tentative d'homicide volontaire »*, ce qui exclut l'hypothèse de la préméditation.

Pour une erreur de procédure commise dans la rédaction d'un arrêt

La première condamnation assortie d'une période de sûreté est cassée

Pascal Le Gac, premier condamné à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de trente ans, devra être rejugé. La chambre criminelle de la Cour de cassation a, mercredi 26 septembre, cassé l'arrêt rendu le 28 novembre 1989 par la cour d'assises de Haute-Savoie, présidée par M. Jacques Nunez, qui avait prononcé le maximum de la période de sûreté pendant laquelle le condamné ne peut pas bénéficier de dispositions concernant les permissions de sortie, la semi-liberté ou la liberté conditionnelle (*le Monde* du 30 novembre 1989).

L'avocat général, M. Luc Fontaine, avait demandé l'application de cette mesure extrême d'exécution de la peine de réclusion criminelle à perpétuité prévue par la loi du 9 septembre 1986 pour *« l'homicide volontaire accompagné de tortures, ou commis sur une personne âgée de moins de quinze ans ou de plus de soixante-dix ans, ou hors d'état de se protéger elle-même, ou sur un magistrat, un juré, un agent de la force publique ou de l'administration dans l'exercice de ses fonctions ou concomitant à un autre crime, ou commis en état de récidive, ainsi que l'enlèvement ou la séquestration ayant entraîné la mort ou accompagné de tortures, les attentats terroristes, les détournements de transports collectifs ayant entraîné la mort »*.

En l'occurrence, Pascal Le Gac était accusé de deux assassinats. L'un commis le 1er février 1988 à Fillinges (Haute-Savoie), sur une femme âgée de quatre-vingt-quatorze ans, Angèle Ducret. L'autre concernait un jeune homme de dix-neuf ans, Hervé Tondu, fils du directeur d'un magasin à grande surface de Gaillard (Haute-Savoie). Enlevé le 20 mars 1988, il avait été tué, le même jour, de deux balles de *pistolet, bien que son père ait versé* une rançon de quatre cent mille francs. A l'audience, les experts psychiatres, tout en déclarant Le Gac *« responsable de ses actes »*, avaient longuement insisté sur *« l'état limite »* de l'accusé *« passagèrement psychotique »* qui, malgré une attitude de *« jeune adulte poli et bien élevé »*, pouvait présenter *« une violence pulsionnelle intense susceptible de faire voler le contrôle en éclats et d'être à l'origine de passages à l'acte »*.

La chambre criminelle a cassé la décision sur une erreur de pure procédure commise dans la rédaction de l'un des arrêts rendus au cours d'une audience riche en incidents. Mais, selon Me Bernard Rippert, défenseur de Le Gac, il s'agit *« d'un désaveu des condamnations sauvages et barbares rendues par certaines juridictions »* et notamment de cette période de sûreté de trente ans que l'avocat avait, dans sa plaidoirie, assimilée à *« une élimination »*.

MAURICE PEYROT

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Samedi 29 septembre

Corbeil : 14 h : livres, mobilier.

Dimanche 30 septembre

Douains (Eure) : 14 h : tapis d'Orient, tableaux modernes ; Fontainebleau : 14 h : mobilier, objets d'art ; L'Isle-Adam : 14 h 30 : tableaux modernes ; La Varenne-Saint-Hilaire : 14 h 30 : Tableaux de Roland Hamon ; Parly II : 14 h : tapis d'Orient ; Provins : 14 h : tableaux modernes ; Sens : 14 h 30 : Art, tapisseries.

PLUS LOIN

Samedi 29 septembre

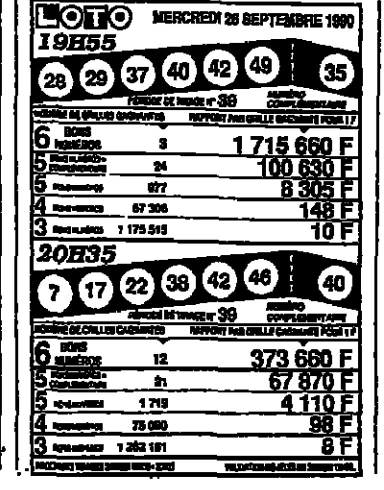
Marseille Prado : 10 h et 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Montreuil-sur-Mer : 15 h : mobilier d'une villa ; Nancy : 20 h : art 1900.

Dimanche 30 septembre

Aubagne : *14 h 30* : tableaux modernes ; Beaulieu-sur-Mer : 14 h 30 et 21 h : tableaux modernes et bijoux ; Chaumont : 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Gien : 14 h : art et artisanat d'Afrique de l'Ouest ; Issoudun : 14 h 15 : monnaie, médailles ; *La Grand-Combe (Gard)* : 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Le Mans : 10 h : automobiles de collection, Automobilia ; Lyon (place Jules-Ferry) : 15 h : bibliophilie ; Marseille-Castellane 14 h 30 : bijoux, mobilier ; Montmorillon : 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nancy : *14 h : art 1900* ; Uzerche : 15 h : véhicules de collection.

FOIRES ET SALONS

Paris, Grand Palais. Biennale des antiquaires. Arles, Nogent-le-Rotrou, Reims, Bailleux, Rennes, Osny, Serqueux (Seine-Maritime), Bagneux, Durtal (dimanche seulement).



de l'association Nice-Opéra ont été entendus par la police

SOCIÉTÉ

Un sommet international à New-York

Le monde au chevet de l'enfance menacée

Plusieurs dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement participeront, samedi 29 et dimanche 30 septembre, au siège des Nations unies à New-York, au premier sommet mondial jamais organisé au sujet de l'enfance. Que faut-il en espérer? Les militants du secteur de l'enfance placent de grands espoirs dans cette rencontre au plus haut niveau. A l'inverse, d'autres redoutent ce qu'ils qualifient par avance de « nouveau cirque onusien ». Les droits de l'enfant ne sont-ils pas déjà l'objet de la toute récente convention internationale actuellement en cours de ratification de par le monde? Et est-ce vraiment le moment d'organiser une telle rencontre alors que se profilent les menaces d'une guerre?

L'initiative de la manifestation revient à un homme, M. James Grant, directeur général du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) depuis janvier 1980. C'est également à lui et à son organisation que l'on doit le petit coup de pouce qui a fait sortir en 1987 la convention internationale des droits de l'enfant des marais dans lesquels elle s'enlisait depuis huit ans.

Juriste de formation, M. Grant a fait carrière dans des organisations s'occupant de développement et connaît donc bien les problèmes du tiers-monde. Pur produit de l'Amérique, il a un goût prononcé pour le concret, les messages simples et les actions donnant des résultats rapides et facilement quantifiables. Il a compris l'importance de faire aboutir la convention internationale, un texte dans lequel les pays, au-delà de leurs divergences, définissent la part de responsabilité des familles, des gouvernements et de la société vis-à-vis des enfants, et fixent les droits fondamentaux qu'ils veulent leur garantir pour leur survie, leur développement, leur protection et leur participation à la vie qui les entoure.

Adoptée par acclamation par l'Assemblée générale des Nations unies en novembre 1989, cette convention a déjà été ratifiée par une quarantaine de pays *(lire encadré)*. La France l'a fait le 7 août dernier, ce qui a permis à la convention d'entrer en vigueur sur l'Hexagone le 7 septembre. Quarante pays, c'est beaucoup en un temps aussi court, mais c'est également bien peu. D'accord avec la charte, certains Etats ne pourront toutefois la ratifier avant plusieurs années à cause de procédures internes longues, comme c'est le cas aux Etats-Unis. D'autres, pour des motifs divers, n'ont pas l'intention de la ratifier.

Craignant une démobilisation et voulant profiter de l'élan et de l'intérêt suscité par la convention, M. James Grant a, dès 1988, lancé l'idée de ce sommet pouvant réunir sur des objectifs plus limités mais concrets le plus grand nombre de chefs d'Etat et de gouvernement. Les dirigeants de six Etats (Canada, Mali, Egypte, Pakistan, Suède, Mexique) ont accepté de concrétiser cette idée au sein des Nations unies. La France, contactée pour faire partie de ce groupe, a préféré s'en tenir à une participation active au sein de la commission qui a préparé les documents à soumettre aux participants.

Premières victimes

Le doute plane encore sur la participation effective de quelque quatre-vingts chefs d'Etat et de gouvernement ayant répondu favorablement avant que n'éclate la crise du Golfe. La France sera représentée par son premier ministre, M. Michel Rocard, qui sera accompagné de Mme Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères, et précédé de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la famille.

Pour certains, il eût mieux valu reporter le sommet ; pour d'autres, au contraire, son maintien s'imposait. Les événements récents le prouvent : en cas de conflit, les enfants figurent parmi les premières victimes.



En réalité, il est urgent que les plus grands de ce monde se mobilisent autour de l'enfance. Les chiffres démontrent froidement la gravité de la situation : 250 000 enfants meurent chaque semaine de maladies faciles à prévenir et de malnutrition. La rougeole, la coqueluche et le tétanos, maladies qui peuvent toutes être évitées au moyen de vaccinations peu onéreuses, coûtent chaque jour la vie à 8 000 enfants. La déshydratation diarrhéique, qui peut être évitée pour un prix dérisoire, emporte chaque jour près de 7 000 enfants, de même pour la pneumonie. A ces chiffres s'ajoutent ceux, aussi élevés, de tout petits et d'adolescents restant à tout jamais handicapés des suites de ces maladies.

Le tableau est également très sombre pour l'éducation : plus de 100 millions d'enfants en âge d'aller à l'école, dont 60 millions de filles, n'ont jamais pénétré dans une salle de classe. Plus de 960 millions d'adultes, dont les deux tiers de femmes, sont illettrés. Au moins encore 100 millions d'enfants et un nombre incalculable d'adultes ne terminent pas l'enseignement primaire. Le plus désespérant, c'est que les efforts des années 70 ont été balayés dans les dures années 80. *« Dans les trente-sept pays les plus pauvres du monde, les dépenses scolaires par élève ont diminué d'environ 25 % au cours de la dernière décennie,* lit-on dans le dernier rapport de l'UNICEF. *Les dépenses d'investissement, y compris l'achat de livres, de plumes et de crayons, ont complètement cessé dans de nombreux pays et des milliers d'enseignants ont quitté leur poste après avoir travaillé pendant des mois sans percevoir leur salaire. »*

A qui la faute? A tout le monde à vrai dire. Aux pays sous-développés eux-mêmes où règnent l'instabilité politique, la mauvaise gestion des fonds publics, la corruption, la fuite de capitaux et l'hypertrophie des budgets militaires. Aux pays industrialisés aussi, qui ont su bâtir leur prospérité sur les ressources que leur cédait le tiers-monde et qui ne conjuguent pas souvent commerce Nord-Sud avec solidarité. Et enfin aux organismes internationaux, Fonds monétaire international et Banque mondiale, qui, sous prétexte d'aider à la relève économique des pays en difficulté, ont imposé des plans compromettant l'avenir des enfants en sapant les budgets sociaux.

Action concertée

La raison imposait de faire quelque chose. Une fois encore, l'UNICEF a pris son bâton de pèlerin et est parvenu à convaincre FMI et Banque mondiale que, s'ils ne modifiaient pas un peu leurs politiques, on allait au désastre. Depuis peu, ceux-ci ont accepté de prendre en compte des critères sociaux comme le taux de mortalité infantile dans leurs mesures d'évaluation du niveau de développement des pays. Il s'agit certes d'un tout petit pas en avant, mais qui permet d'espérer que dans l'avenir ces organisations travailleront dans le même sens et en concertation.

Deux documents devraient être publiés à l'issue du sommet. Le premier est une déclaration *« en faveur de la survie, de la protection et du développement des enfants »* dans laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement s'engagent à donner une priorité au sort des enfants dans l'élaboration de leur politique et à travailler ensemble pour mettre en route les priorités contenues dans le second document, intitulé « projet de plan d'action ». Celles-ci concernent : la ratification de la convention internationale, la santé, l'éducation, l'environnement, la situation économique particulièrement difficile dans les pays les moins avancés, et met l'accent sur le rôle des femmes, de la famille, les enfants vivant dans des situations particulièrement difficiles (enfants des rues, handicapés...), les enfants dans la guerre.

Reconstruire ne serait-ce que les systèmes de santé coûtera cher. *« Le coût annuel de programmes visant à prévenir 50 millions de décès d'enfants au cours de la décennie 90 atteindrait environ 2,5 milliards de dollars à la fin de la décennie »*, estime l'UNICEF, qui précise : *« Deux milliards et demi de dollars, c'est, dira-t-on, une somme considérable. Et pourtant c'est bien peu de chose si l'on sait que cela équivaut au budget publicitaire annuel des fabricants de cigarettes aux Etats-Unis (...) ou encore à ce que le monde débourse chaque jour dans le domaine militaire. L'argent est disponible. Il s'agit donc avant tout de définir les priorités et de trouver la détermination nécessaire à la mobilisation de toutes les ressources possibles afin d'accomplir cette tâche. »* Mobiliser toutes les énergies autour de l'enfance, telle est en fait l'immense ambition du sommet de New-York.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Les signataires de la convention

Voici la liste des pays ayant ratifié la convention internationale des droits de l'enfant : Bangladesh, Belize (ancien Honduras britannique), République populaire du Benin, Bhoutan, Bolivie, Burkina-Faso, Chili, Costa-Rica, Equateur, Egypte, Salvador, France, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Vatican, Honduras, Indonésie, Kenya, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Népal, Pérou, Philippines, Saint Kitts and Nevis, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Suède, Togo, Ouganda, URSS, Venezuela, Vietnam, Zimbabwe.

Les enfants fantômes de Roumanie

Suite de la première page

Sous le choc d'images largement diffusées à l'étranger, les nouveaux dirigeants ont certes réagi : les budgets des trente-quatre hôpitaux concernés ont été considérablement réévalués, le doublement du personnel administratif et le triplement du personnel médical ont été décrétés. Un demi-million de lei ont déjà été consacrés à la rénovation de certains établissements. Ainsi, au *camin spital* de Tatarai, l'augmentation des rations alimentaires a déjà eu un effet : on n'a enregistré que sept décès cette année, contre vingt pour la même période de 1989.

Mais qu'y a-t-il vraiment de changé dans l'enfermement de ces pauvres hères? De l'aveu du comptable, M. Ion Labesi, il n'y a toujours *« qu'un lit pour deux enfants »*. Où sont les jouets de l'aide humanitaire? *« Ils les détruisent »*, explique laconiquement Tania, seule infirmière présente cet après-midi-là. Pour le personnel, on est loin de la nouvelle norme édictée par la loi : deux infirmières en tout et pour tout au lieu des neuf prévues, vingt-trois aides-soignantes au lieu de quarante (il n'y en avait que cinq avant la révolution). Tatarai n'a même pas de directeur, c'est le comptable qui en fait office pour les questions administratives. Un médecin vient quelques heures par jour de Bucarest, à 40 kilomètres.

En proie au découragement

La même désespérance règne au *camin spital* de Sighetu-Marmatiei, dans l'extrême nord du pays. C'est un bloc de béton anonyme de quatre étages pour deux cent vingt *nerecuperabili*. Le visiteur est accueilli par des hurlements stridents dans la section des grandes filles. Elles sont parquées dans une pièce grillagée, certaines entièrement nues, dans un état d'excitation extrême. *« C'est le moment de la toilette »*, explique l'une des deux femmes préposées à la garde des cinquante-huit pensionnaires. Elle a vingt ans, ne travaille ici que depuis deux mois, mais déjà elle vaque, insensible au tumulte et à l'odeur âcre, rabrouant machinalement d'un revers de main les malades les plus agitées.

Dans cet hôpital, il n'y a que quatre infirmières au lieu des dix-huit réglementaires, et le directeur ne voit pas souvent les soixante-quinze aides-soignantes théoriquement à l'effectif. Ce médecin généraliste, arrivé plein d'énergie il y a deux mois, se sent lui aussi abandonné. Les promesses concernant l'aide et le personnel qualifié tardent à être tenues. Il n'est pas sûr que les travaux de réfection du toit et du chauffage central seront achevés avant l'hiver. L'aide humanitaire vacille. Quelque temps après avoir entrepris un programme intensif de rééducation auprès d'une quinzaine d'enfants qu'il considère comme « récupérables », le voici en proie au découragement, prêt à rendre son tablier à la fin de son contrat, en novembre, *« si rien n'a changé »*.

Pour M. Mihu-Miron Biji, secrétaire d'Etat à la protection sociale, dont dépend ce type d'établissement, réparer les hôpitaux existants, *« c'est gaspiller l'argent ; la prison sera plus belle mais restera une prison. Si l'on veut travailler à l'intrégration des handicapés dans la société, il faut intégrer les établissements, construire des unités plus petites dans de nouveaux lieux, plus proches des villes »*. Parallèlement, il convient de résoudre la pénurie de personnel qualifié. Qui acceptera de travailler dans ces endroits sordides et isolés? *« Avant, on n'y trouvait que des paysannes du village ou des professionnels mutés disciplinairement »*, rappelle une infirmière.

Les autorités ont voulu abattre une barrière psychologique en changeant le vocabulaire. Officiellement, les « irrécupérables » sont devenus des « handicapés sévères ». Cela ne règle pas le manque cruel d'infirmières, de kinésithérapeutes, de psychologues, de sociologues, etc., autant de professions dont la formation avait été supprimée d'un trait de plume par le Conducator il y a dix ans. Si le nombre des médecins est globalement suffisant, il manque les spécialistes et les équipements pour le dépistage précoce des handicaps.

Dans le domaine de la protection sociale et de la prévention, le vide est encore plus vertigineux : aucune assistante sociale n'a été formée depuis 1946. *« Nous préparons un statut pour ces métiers-là ; un statut privilégié afin d'attirer des gens de valeur »*, précise M. Biji.

En attendant le contingent des nouvelles compétences, c'est-à-dire dans trois ou quatre années au mieux, les autorités font flèche de tout bois. Des « assistantes », jeunes filles à peine émoulues du lycée, ont été affectées aux crèches, orphelinats et écoles spécialisées de tout le pays. Elles n'ont aucune formation, mais au moins un sourire et deux bras pour dorloter les bambins, naguère privés de toute affection. Les ministères dont dépendent les différentes institutions improvisent des stages. Sur les 3,5 millions de dollars que l'Unicef vient de débloquer pour son comité roumain, l'essentiel sera consacré en priorité à des actions de formation.

Les efforts déjà consentis et l'aide humanitaire ont modifié sensiblement la physionomie et l'ambiance des orphelinats (ministère de la santé) et des écoles spécialisées pour enfants déficients (ministère de l'enseignement), où la situation était moins dramatique que dans les *camin spital* (ministère du travail et de la protection sociale).

Diminution des abandons

Ainsi, à l'orphelinat de Ploiesti, à une soixantaine de kilomètres de Bucarest, un quasi-confort succède au dénuement : des vêtements à la place des haillons, mais aussi des matelas neufs, des jouets, de la moquette, un réfrigérateur, une machine à laver, un téléviseur et même des cassettes vidéo constituent l'inventaire de la générosité internationale.

Madame la directrice a le sourire : l'insuffisance du personnel est en partie compensée par la diminution du nombre des enfants. L'effectif est passé de 250 à 136 en quelques mois. *« Il y a un recul très net des abandons, et de nombreuses familles, dès que leur situation matérielle – notamment alimentaire – s'est améliorée, ont repris leurs enfants à la maison*, explique M. Dimitru Predescu, directeur départemental de la santé. *Dites-vous bien que le Roumain aime ses enfants, il ne les abandonne que contraint et forcé. »*

M. Virgilu Radulian, président du comité roumain de l'Unicef, confirme que la douloureuse situation des enfants placés en institutions est *« le résultat de la conjonction d'une politique nataliste forcenée et d'une situation économique dramatique. Aucune structure d'accueil n'a, par exemple, compensé l'absence de plus en plus fréquente de la mère obligée de travailler pour survivre »*. Selon des statistiques de 1987, 45 % des Roumaines travaillaient. Elles formaient 39,6 % de la population active.

Si la priorité doit être donnée à l'amélioration de la condition des 130 000 enfants internés, les responsables roumains de l'Unicef ne négligent pas le sort des 5,5 millions de moins de quatorze ans que compte le pays. *« Ils sont souvent socialement handicapés »*, dit M. Radulian, faisant allusion, en particulier, aux 29 000 « enfants du divorce » recensés pour la seule année 1989. Il se félicite que l'Unicef ait *« dépassé l'aide d'urgence pour un programme à moyen terme »* et considère comme *« l'expression d'une volonté claire »* l'installation solennelle, le 17 septembre, autour du premier ministre, M. Petre Roman, d'un comité pour l'enfance comprenant l'ensemble des composantes sociales du pays, du gouvernement à l'Eglise orthodoxe, en passant par les organisations non gouvernementales (ONG).

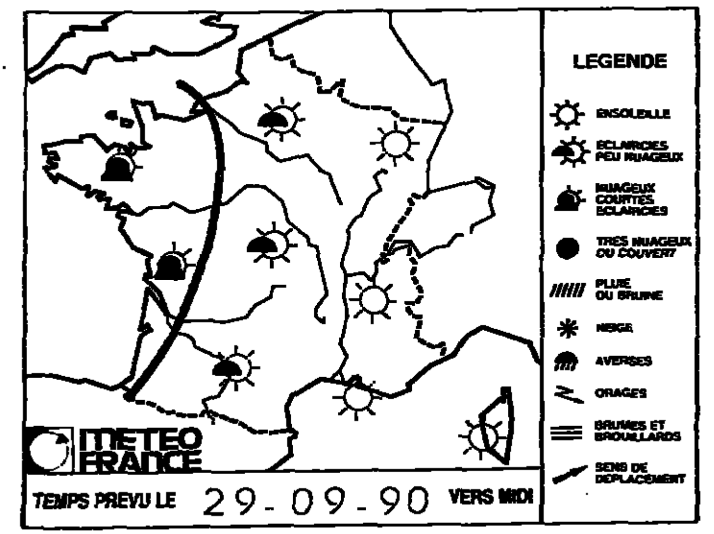
JEAN-JACQUES BOZONNET

AGENDA

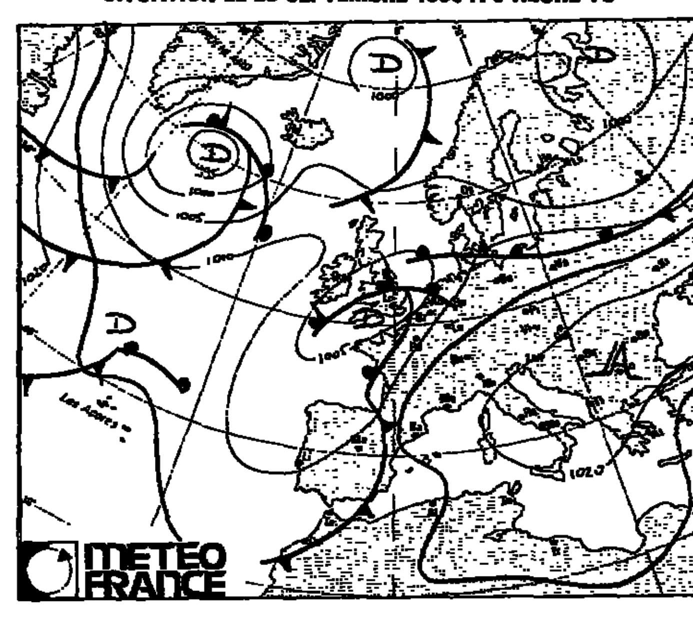
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 29 septembre

Températures douces. Nuages sur l'Ouest. Soleil ailleurs.



SITUATION LE 28 SEPTEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



Les nuages présents dimanche matin sur l'Ouest et le Sud-Ouest gagneront progressivement l'ensemble du pays lundi. Ils donneront quelques orages et ondées. Le temps s'améliorera mardi par l'Ouest. Les températures minimales seront en hausse sensible.

Dimanche 30 septembre : douceur et nuages arrivent par le Sud-Ouest.

De l'Aquitaine à la Bretagne, le ciel sera très nuageux dès le matin avec quelques ondées. Ces nuages gagneront lentement les régions allant du Languedoc au Massif central et à la Normandie en cours de journée. Ils pourront donner des orages isolés sur l'ensemble de ces régions.

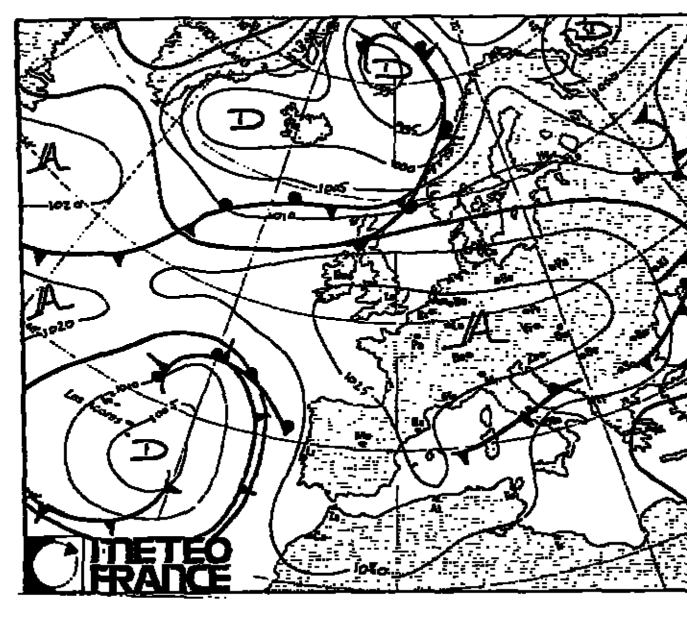
Plus à l'est, le ciel restera peu nuageux, ou voilé par des nuages élevés.

Le vent de sud se renforcera sur le golfe de Gascogne ainsi que le vent de sud-est sur le Languedoc.

Les températures minimales seront comprises entre 6 et 9 degrés sur le quart Nord-Est et le Centre-Est, généralement entre 13 et 16 degrés sur les autres régions.

Les températures maximales varieront entre 22 et 26 degrés sur la moitié nord, entre 25 et 28 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 30 SEPTEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 28-9-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 27-9-90 à 6 heures TU et le 28-9-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	24	13	D
BIARRITZ	23	15	D
BORDEAUX	24	8	D
BOURGES	18	4	D
BREST	21	9	D
CAEN	19	4	B
CHERBOURG	17	7	D
CLERMONT-FER.	18	2	D
DIJON	17	4	D
GRENOBLESM-H	20	9	C
LILLE	16	6	B
LIMOGES	19	7	D
LYON	19	6	D
MARSEILLE-MAR.	22	8	D
NANCY	15	2	B
NANTES	22	9	D
NICE	22	15	D
PARIS-MONTS	17	6	D
PAU	26	12	D
PERPIGNAN	24	13	D
RENNES	21	5	D
ST-ETIENNE	18	3	D
STRASBOURG	16	3	D
TOURS	20	4	D
TOULOUSE	26	9	D
POINTE-A-PITRE	-	-	-

ÉTRANGER			
ALGER	29	16	D
AMSTERDAM	15	8	N
ATHENES	30	25	N
BANGKOK	32	24	P
BARCELONE	27	19	N
BELGRADE	18	8	B
BERLIN	13	6	N
BRUXELLES	14	8	D
LE CAIRE	32	21	D
COPENHAGUE	12	7	P
DAKAR	32	26	N
DELHI	32	27	D
DJERBA	35	26	A
GENEVE	18	6	D
HONGKONG	27	25	A
ISTANBUL	26	16	A
JERUSALEM	32	17	N
LISBONNE	29	20	N
LONDRES	17	5	N
LOS ANGELES	25	16	D
LUXEMBOURG	14	5	D
MADRID	30	14	D
MARRAKECH	37	26	N
MEXICO	28	13	B
MILAN	19	10	C
MONTRÉAL	20	13	B
MOSCOU	12	3	C
NAIROBI	25	11	D
NEW-YORK	25	15	D
OSLO	10	2	C
PALMA-DE-MAJ.	28	17	N
PÉKIN	27	12	D
RIO-DE-JANEIRO	22	17	D
ROME	24	15	D
SINGAPOUR	31	23	C
STOCKHOLM	11	4	N
SYDNEY	17	9	D
TOKYO	22	19	C
TUNIS	33	22	D
VARSOVIE	11	3	D
VENISE	19	12	D
VIENNE	17	10	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Poissons d'eau douce

La Poste mettra en vente générale, le lundi 8 octobre, une série de quatre timbres représentant des *poissons* d'eau douce : gardon (2 F), perche (3 F), saumon (4 F) et brochet (5 F).

Le saumon (Salmon salar) figure déjà sur une trentaine de timbres du monde entier (dont un en France émis en 1972) et devance largement le brochet ou la perche (une bonne dizaine chacun) et la gardon, pour lequel il semble que cela soit une première.



Les timbres, au format vertical 26 × 36,85 mm, dessinés par François Guiol, sont gravés par Claude Jumelet (2 F et 3 F) et Jacky Larrivière (4 F et 5 F).

► **Vente anticipée les 6 et 7 octobre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « *premier jour* » ouvert au ministère de l'environnement, 14, boulevard du Général-Leclerc, à Neuilly-sur-Seine *(Hauts-de-Seine)* ; le 6 octobre, de 8 heures à 12 heures, aux bureaux de poste de Neuilly Ppal et Neuilly-Sablons (boîtes aux lettres spéciales).**

► **Souvenirs philatéliques : quatre cartes illustrées par Huguette Sainson, timbrées et oblitérées « *premier jour* », 63 F port compris, auprès de J.-P. Bureau, Parc floral d'Orléans, 45072 Orléans. Cedex 02.**

Rubrique réalisée par la rédaction du *Monde des philatélistes* 5, rue Antoine-Bourdelle Tél. : 40-65-29-27

En filigrane

● **Catalogue.** – Le premier numéro de *Collections, « le catalogue des philatélistes et des numismates »,* est paru, édité par la Numismatique française. Quarante-quatre pages, en couleurs, qui donnent la mesure des activités de cette entreprise de vente de timbres, d'enveloppes « premier jour », de monnaies et *médailles (dont une toute nouvelle* série sur les grands vins de France). Une affiche numérotée, signée Jean-Paul Véret-Lemarinier (qui illustre la couverture de ce catalogue), est proposée aux cinq cents premières commandes. Renseignements : la Numismatique française, 11, route de Chantilly, 60271 Gouvieux Cedex.

● **Pierre Béquet au Luxembourg.** – *La Poste du Luxembourg* a procédé à l'émission, le 24 septembre, de deux timbres dessinés et gravés par Pierre Béquet (auteur de nombreux timbres français) consacrés aux villes de Mondercange et Schifflange. Par ailleurs, à la même date, trois timbres sont parus reproduisant des fontaines artistiques décorant des places publiques à Luxembourg *et Mondorf-les-Bains* (Office des timbres, L-2020 Luxembourg).

● **Réunification allemande.** – A l'occasion de la réunification de l'Allemagne, la Poste allemande émettra, le 3 octobre, deux timbres commémoratifs de l'événement. La Fédération des groupements sociaux du personnel des PTT du Rhône éditera un docu*ment philatélique souvenir* à tirage limité. Renseignements : FGS-PTT du Rhône, 18, quai Gailleton, 69267 Lyon Cedex 02 (tél. : 78-38-11-21).

● **Ventes.** – Soluphil (Paris, tél. : (1) 42-47-13-41) organise une vente à prix nets par correspondance. Au catalogue, bien décrits et illustrés, plus de sept cents lots de France, Europe et outre-mer. Quelques bonnes dates pour le 20 c noir *Cérès* : 1er janvier 1849, Caraman, sur fragment (8 000 F) ; 12 janvier 1849, Coligny, sur enveloppe Valentine (15 000 F) ; 2 janvier 1849, Brest, sur lettre (12 000 F).

Jacques Robineau diffuse le catalogue de sa cent quarante-cinquième vente sur offres (Paris, tél. : (1) 47-70-16-90). Clôture des offres le jeudi 11 octobre. *Près de trois mille lots de qualité.* Bonne rubrique classique avec un bloc de quatre du 20 c noir *Cérès*, détaché, oblitéré Amiens 8 janvier 1849 (prix de départ 16 000 F), un no 7b 1 F vermillon terne, oblitéré, détaché (cote *260 000 F, prix de départ* 150 000 F), collection spécialisée des 20 c et 40 c du siège de Paris.

Pierre Mayer (4, rue Drouot, 75009 Paris) organise sa cent quatre-vingt-dix-neuvième vente sur offres (ordres reçus jusqu'au lundi 8 octobre). Au catalogue, près de mille lots de France toutes époques.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 26 septembre 1990 :

DES DÉCRETS

– No 90-846 du 21 septembre 1990 modifiant le décret no 82-970 du 16 novembre 1982 pris pour l'application de la loi no 82-595 du 10 juillet 1982 relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes.

– No 90-847 du 24 septembre 1990 interdisant la fabrication, l'importation, l'exportation et la vente de textiles et vêtements traités à l'oxyde de triaziridinylphosphine ou au polybromobiphényle.

– No 90-849 du 20 septembre 1990 portant répartition de la dotation globale d'équipement des communes pour l'année 1990.

– No 90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels.

– No 90-851 du 25 septembre 1990 portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs-pompiers professionnels non officiers.

– No 90-852 du 25 septembre 1990 portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels.

– No 90-853 du 25 septembre 1990 portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels.

– No 90-856 du 24 septembre 1990 modifiant le décret no 70-1042 du 6 novembre 1970 modifié portant création du diplôme d'Etat d'ergothérapeute.

DES ARRÊTÉS

– Du 14 septembre 1990 relatif à la terminologie de la télédétection aérospatiale.

– Du 14 septembre 1990 relatif à la terminologie des composants électroniques.

– Du 14 septembre 1990 relatif à la terminologie du génie génétique.

– Du 24 septembre 1990 relatif aux études préparatoires au diplôme d'Etat d'ergothérapeute.

UN AVIS

– Relatif à l'extension et à l'élargissement d'un accord national relatif à l'indemnité de fin de contrat à durée déterminée en agriculture.

∴

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 27 septembre 1990 :

UN DÉCRET

– No 90-859 du 25 septembre 1990 relatif à la certification de conformité des denrées alimentaires et des produits agricoles non alimentaires et non transformés.

DES ARRÊTÉS

– Du 29 août 1990 relatif à la répartition des sièges au comité technique paritaire central de la police nationale.

– Du 30 août 1990 pris pour l'application de l'article R. 235-11 du code de travail et relatif à la correction acoustique des locaux de travail.

UNE CIRCULAIRE

– Du 29 août 1990 relative à l'immatriculation et à l'armement des navires dans le territoire des Terres australes et antarctiques françaises.

CARNET DU *Monde*

Mariages

– M. et Mme Daniel BONIN,
M. et Mme Joël GUILLAUME,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Sylvie et Jean-Marc,

célébré le 15 septembre 1990, à Marseille.

Les Roches d'Or, Darnelle 1,
Boulevard des Alisiers,
13009 Marseille.

Décès

– Mme Olivier André,
Mme Georges André,
M. et Mme Pascal Bouvier,
et leurs filles Adeline, Virginie, Marine et Charlotte,
Les familles Poupinel, Denis-Peraldi, André,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Olivier ANDRÉ,

le 19 août 1990, à l'âge de quarante-sept ans.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation au cimetière de Préaux-Saint-Sébastien a eu lieu dans l'intimité familiale.

Un service religieux sera célébré, le jeudi 4 octobre, à 18 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue *Cortambert*, Paris (16e).

« L'Éternel est celui qui te garde ».
Ps. 121.

Cet avis tient lieu de faire-part.

29, rue de l'Est,
92100 Boulogne.
8, rue Alphonse-XIII,
75016 Paris.

– Marie-Claude Baffaut,
son épouse,
Ses enfants et sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Bernard BAFFAUT,

le 26 septembre 1990.

6, rue *Paul-Langevin*,
94120 Fontenay-sous-Bois.

– Angers, Paris.

Mme Maurice Cormier,
son épouse,
M. et Mme Michel Cormier,
Mlle Danielle Cormier,
Mme Joëlle Jonca,
ses enfants,
Coralie, Nicolas, Chrystèle et Ludovic,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice CORMIER,
ancien député de la Mayenne,
ancien conseiller municipal à Angers,
ancien combattant et résistant,
président de l'UFAC de Maine-et-Loire
et membre du bureau national,
secrétaire national de la FOPAC,
membre du comité directeur
de la SFIO
pendant vingt-cinq ans,
membre fondateur des foyers
Léo-Lagrange,
président d'honneur
de la Ligue des droits de l'homme
de Maine-et-Loire,
trésorier de la Maison internationale
des jeunes à Paris,
membres de diverses
autres associations.

survenu à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques civiles auront lieu, le lundi 1er octobre 1990, à 10 h 30, au Centre funéraire, avenue des Poiriers, à Montreuil-Juigné (Maine-et-Loire), où l'on se réunira.

Le corps repose à la Chambre funéraire, 21, rue Roger-Groizeleau, à Angers.

35, rue Marcel-Chuteaux,
49100 Angers.

[Né le 13 octobre 1918 à Angers (Maine-et-Loire), Maurice Cormier fut député (SFIO) de la Mayenne de 1956 à 1968, date à laquelle il fut battu par Robert Buron (MRP). Ancien résistant, il a été membre du comité directeur de la SFIO et conseiller municipal d'Angers.]

– Paris, Sens,

Jean, Colette, Odile et Jacques Gossot,
ses frères et sœurs,
Et leurs familles,
ont la peine de faire part du rappel à Dieu de

Marie-Solange GOSSOT,

survenu le 26 septembre 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris (6e).
L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Sens, à 14 h 15.

1, rue Haxaire,
89100 Sens.
30, rue Berthollet,
75005 Paris.
27, rue des Vignes,
75016 Paris.

– L'agence Reuter
a le regret de faire part du décès de

Harold KING,
journaliste,
ancien directeur de l'agence Reuter
pour la France,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 24 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-douzième année, à Nogent-sur-Marne.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Séverin, 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Nogent-sur-Marne, dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

101, rue Réaumur,
75002 Paris.

(*Le Monde* du 26 septembre.)

– Guy Raffi,
président,
Le conseil de fondation,
Véra Levy,
directrice générale de l'Institut de travail social de Montrouge,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 24 août 1990, de

Mme Arlette MATHIEU,
directrice de l'Institut de 1974 à 1982.

– Mme Simone Le Berre,
Et toute sa famille,
Mme Planche
et ses filles,
Catherine et Audrey,
ont la tristesse de faire part du décès subit du

docteur capitaine
Jacques PINELLI,

survenu le 18 septembre 1990, dans sa quarante-huitième année.

L'inhumation a eu lieu le 25 septembre, dans l'intimité, à Lyon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jacqueline Reinhard,
Claude, Philippe, Alain et Martine Merle,
ses enfants,
François, Franklin, Olivier, Delphine-Charlotte, *Guillaume*, Anne-Sophie, Emilie,
ses petits-enfants,
M. et Mme Frank Reinhard,
Catherine et Hannah,
ont la douleur de faire part de la disparition de

Mario REINHARD,

survenu le 21 septembre 1990.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Martin de Louveciennes, suivie de l'inhumation au cimetière de La Baule, dans le caveau de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

6, rue des Fossés-Saint-Bernard,
75006 Paris.
121, avenue des Lilas,
44500 La Baule.

– Mme Hélène Zarader,
son épouse,
M. et Mme Robert Zarader,
et leurs fils,
M. et Mme Jérôme Montagne,
et leur fils,
M. et Mme J.-Marc Lacoste,
et leurs fils,
M. et Mme J.-Luc Zarader,
et leur fils,
M. David Zarader,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René ZARADER,

survenu, dans sa soixante-neuvième année, le 27 septembre 1990.

Levée du corps à 11 heures, le *28 septembre 1990, à son domicile*, 51, avenue Jacques-Demolin, 93150 Le Blanc-Mesnil.
L'inhumation aura lieu à 11 h 30 au cimetière du Blanc-Mesnil.

Erratum

– **Monique FARAUT,**

sténo-rédactrice de presse à Europe 1,

et non **Monique PARAUT,**

nous a quittés le jeudi 6 septembre 1990.

(*Le Monde* du 26 septembre 1990.)

Anniversaires

– Il y a dix ans, le 29 septembre 1980,

V.-L. SAULNIER

nous quittait.

Que sa mémoire reste vivante parmi nous.

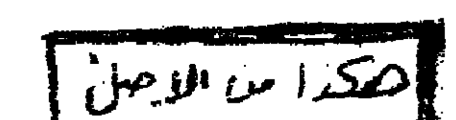
Remerciements

– M. et Mme Bruno Besozzi,
leurs enfants et petit-fils,
très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de leur fils, frère et père,

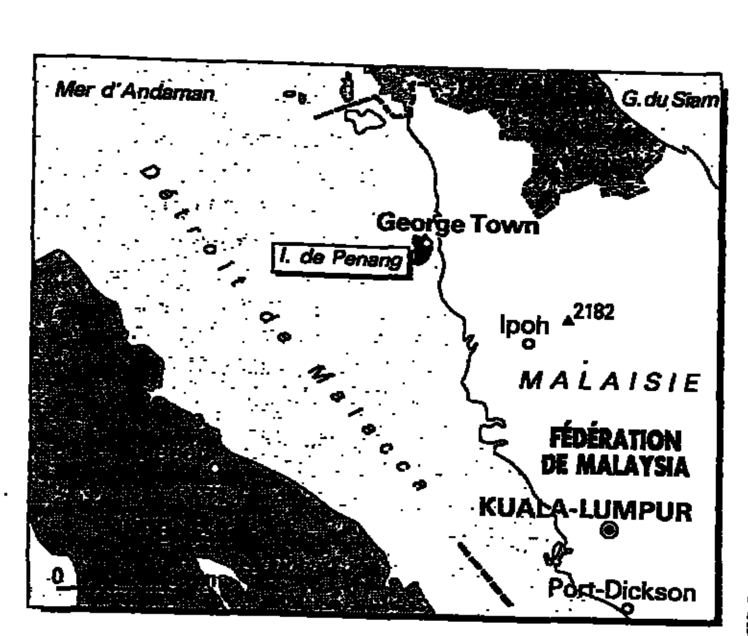
Jean-Marc BESOZZI,

survenu lors de la course du Bol d'Or, le samedi 22 septembre 1990, prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.





SANS VISA



Les fantômes de Penang

C'est à Penang, au large de la côte ouest de la Malaisie, que les Britanniques écrivirent, en 1786, la première page de leur saga coloniale en Extrême-Orient. Est-ce pour cela que l'île, plus qu'ailleurs en Asie, garde l'empreinte du passé ?

LA pluie s'est mise à tomber sur Penang, presque sans prévenir, libérant avec elle les parfums doux, lourds et fleuris de toute l'Asie : des odeurs d'épices, de terre, de fruits trop mûrs, de poussière, de riz frit et d'ail. A l'abri des arcades centenaires, les vieux assoupis sur le sol de mosaïque ne se sont même pas retournés, écrasés par la chaleur humide de ce début de mousson sur les côtes malaises et sur l'île qui fut longtemps « la Perle de l'Orient ». Mais Penang, ce soir, avec ses montagnes noyées dans la brume, et ses palmiers froissés par le vent, a l'humeur mélancolique de ces lieux chargés de passé qui abritent trop de souvenirs et de secrets trop lourds à porter. Comme si s'était inscrite sur chaque pierre une page de la folle épopée coloniale britannique en Extrême-Orient. Car c'est ici, sur ce bout de terre de 24 kilomètres de long sur 14 de large, à quelques encablures de la côte nord-ouest de la Malaisie, que tout commença.

Dans George Town, la capitale, les traces de l'ancien temps s'effacent lentement sur les façades lézardées aux couleurs pastel de la ville chinoise, comme sur les frontons de ces manoirs à la splendeur toute victorienne. Mais tous ces murs un peu vieillis racontent au promeneur leur passé turbulent et romantique peuplé de voyageurs intrépides poussés par le démon du commerce, de guerres secrètes et sanglantes entre les clans chinois, et de rêves de grandeur.

L'histoire même de Penang (l'île de la noix de bétel, en malais) commence comme un conte, au dix-huitième siècle. Avec, dans le rôle du héros, le capitaine Francis Light, un aventurier qui bourlinguait dans la région pour le compte de la très honorable Compagnie anglaise des Indes orientales et rêvait de damer le pion à ses rivaux hollandais, les maîtres du commerce sur les mers. Couverte de hautes montagnes et de forêt vierge, l'île n'abritait jusque-là que quelques villages de pêcheurs. Mais aux yeux de Francis Light, en 1786, Penang offrait tous les charmes et toute la grandeur d'une escale stratégique entre l'Inde et la Chine pour les navires anglais chargés d'opium et de thé. Sa conviction ébranla la Couronne qui acheta l'île au sultan de Perak pour que la Compagnie des Indes, qui comptait déjà plusieurs milliers d'employés à Londres, Bombay, Madras ou Calcutta, y établisse son premier comptoir à l'est du golfe du Bengale...

La « Porte de l'Orient »

Restait à s'installer dans cette nouvelle possession qui portait désormais les espoirs commerciaux britanniques en Asie du Sud-Est. Mais les pêcheurs malais installés sur le rivage ne semblaient guère pressés de partager ces ambitions. Découragé par leur nonchalance, le bouillant capitaine fit charger un canon de pièces d'argent et tira à plusieurs reprises vers l'intérieur des terres, dispersant dans la jungle une petite fortune. Une heure plus tard, le débroussaillement était en bonne voie... Les premières maisons de George Town allaient bientôt sortir de terre.

Très vite, comme Light l'avait prédit, Penang devint un port florissant et la « Porte de l'Orient » à qui Londres avait même accordé le statut de port franc. En 1800, la population était passée à 10 000 habitants. Elle n'allait cesser de grossir au fil des ans, avec l'arrivée massive d'immigrants chinois, attirés par le commerce – puis, plus tard, par les perspectives d'emploi dans les mines d'étain – et celle de Tamouls, la principale main-d'œuvre des plantations d'hévéas. Des Arabes, des Siamois, des Birmans et des Bugis des Célèbes s'y fixèrent à leur tour. Le visage de Penang changeait. Les Britanniques, eux, y installèrent leurs entreprises et construisirent de majestueux bâtiments éclatant de blancheur, tout en arches, en porches et en colonnades, pour abriter leur administration. *« Arriver à Penang, c'était un peu se retrouver chez soi »*, affirmaient tous les vieux routiers de l'Orient, qui renouaient ici avec un bout d'Angleterre sous les tropiques et le confort d'une ville à la prospérité établie.

Avec la création, en 1819, de Singapour, par Sir Stamford Raffles, puis le contrôle de Malacca en 1824, les trois « Etablissements du Détroit » (The Straits Settlements) devinrent les fleurons du commerce britannique en Asie du Sud-Est. A tel point que Londres en fit, en 1867, une seule colonie. L'influence de la Couronne s'étendit ensuite progressivement aux autres Etats qui passèrent, les uns après les autres, sous protectorat. En 1914, toute la péninsule était sous contrôle britannique.

Les cliquetis du mah-jong

Dans la chaleur suffocante, et à la lisière de la jungle, la vie coloniale s'installa peu à peu, avec ses rythmes, ses habitudes et ses codes. C'est dans les années 20 et 30 qu'elle connut son apogée. Chaque mois, de jeunes hommes ambitieux, décidés à faire carrière dans le caoutchouc, l'étain, ou le corps administratif de Malaisie débarquaient à Penang à l'issue d'un périple d'un mois sur un paquebot de la P & O. Leur première image de l'Asie, c'était Swettenham Pier, avec ses quais grouillants de coolies chinois embarquant les cargaisons d'étain ou de caoutchouc à bord des cargos, et les rickshaws attendant les passagers. Etait-ce le plaisir ou l'appréhension qui faisait battre leur cœur, après toutes ces nuits passées à bord, à rêver de l'escale finale ? L'Extrême-Orient, avec tous ses mythes, son romantisme nourri par Kipling et son mystère, commençait là, avec le grouillement de la foule, ces effluves inconnues et les rues fiévreuses et trépidantes de George Town, Lebuh Chulia ou Lebuh Campbell, que l'on arpente encore aujourd'hui avec le même étonnement.

A-t-elle seulement changé, cette ville, depuis le début du siècle ? Bien sûr, on a construit quelques immeubles modernes, et surtout, une tour de 76 étages qui s'élève comme un anachronisme au-dessus d'une ville aux toits de tuile, uniformément basse. Mais à George Town, l'horloge semble s'être arrêtée il y a plus de cinquante ans, résistant obstinément à toutes les modes et à tous les changements. Et le décor semble être resté le même que celui que découvraient, dans les années 30, les jeunes colons britanniques éblouis par l'éclat d'une île magnifique baignée par des eaux turquoise.

Débordante de vie, effervescente à toute heure, George Town l'est tout autant aujourd'hui avec son armada de cyclo-pousse colorés qu'une ombrelle protège du soleil comme des caprices de la mousson, sa forêt d'idéogrammes, ses échoppes sombres dégorgeant jusque sur les trottoirs leurs sacs de riz et d'épices ou les ballots de tissus des tailleurs, et ses restaurants ambulants composés de deux tables et quelques tabourets. Ça crie, ça klaxonne et ça discute sous les stores de bambou délabrés, au milieu du cliquetis du mah-jong. Le thé vert brûlant attend dans des thermos rouges en aluminium bien alignés sur le comptoir des cafés, surveillés d'un œil par un vieux Chinois assoupi derrière un ventilateur, tandis que, à côté, un barbier installé sur le trottoir rase consciencieusement devant un miroir ébréché un homme en maillot de corps assis dans un vieux fauteuil rouge.

Aujourd'hui, plus que jamais, George Town est une cité chinoise. Et si les Fils du ciel ne représentent que 35 % de la population malaisienne (1), ils sont devenus ici largement majoritaires, tout comme parmi les 580 0000 habitants que compte l'île. Mais d'une rue à l'autre, les enseignes passent du chinois à l'hindi et de l'hindi au malais. Et un temple dédié à Krishna ou Vishnou n'est jamais très éloigné d'une mosquée. Avec cette cohabitation tranquille de communautés, de couleurs de peau et de cultures – héritage de la colonisation, – la ville a gardé ce charme qui déjà, au début du siècle, fascinait les nouveaux arrivants.

Une halte mythique

Les quais, bien sûr, ont perdu l'atmosphère si particulière des grands ports du début du siècle qui vivaient de la sueur des hommes et vibraient avec ces cargos qui partaient aux quatre coins du monde, ou y faisaient escale sur le chemin de Java, de l'Indochine, de Hongkong ou de Shanghai. Et les fumées des vapeurs, qui faisaient ici une halte mythique, ont disparu pour toujours de l'horizon, emportées par l'avènement des voyages aériens... En guise de consolation, il ne reste sur les panneaux de bois du wharf que des invitations au départ pour Medan, la capitale de Sumatra, et le va-et-vient des ferries pour traverser les 3 kilomètres qui séparent l'île de la côte. Et même si Penang reste le deuxième port du pays, dépassé, aujourd'hui, par Port-Dickson à l'ouest de Kuala-Lumpur, il a perdu depuis 1977 son statut de port franc.

Et s'il fallait poursuivre l'image de ce passé révolu, c'est à l'Eastern and Oriental qu'il faudrait la chercher. Ouvert dès 1884 par trois frères arméniens, les Sarkies, l'hôtel se présentait comme « le plus grand à l'est de Suez », et constitua, dès son ouverture, le centre de la vie sociale des Britanniques à Penang. Comme au Raffles de Singapour ou au Strand de Rangoon, les deux autres hôtels de légende des frères Sarkies, on s'y rassemblait sous le souffle d'un grand ventilateur pour commenter les dernières arrivées de la colonie tout en analysant les cours du caoutchouc et les résultats du dernier match de cricket. On s'y mariait, on venait y oublier la vie solitaire des plantations en dansant le charleston ou le black bottom, et l'on s'y arrêtait immanquablement avant de repartir pour l'Angleterre.

PASCALE WATTIER

Lire la suite page 19

(1) La Malaysia est aujourd'hui un pays multiracial. Les Malais représentent 49 % de la population, les Chinois 35 % et les Indiens 11 %, le reste est composé d'Eurasiens ou de tribus comme les Dayaks ou les Ibans qui vivent dans la jungle.

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1404

LE PLAISIR DU SACRIFICE

(23e Festival de Bielle, Open Maîtres, 1990)

Blancs : S. SMAGIN (URSS)
Noirs : D. SAHOVIC (Yougoslavie)

Début Nimzovitch

1. é4	Cç6(a)	13. Cxé6	Db8(j)
2. d4(b)	d5(c)	14. Cxg7+	Rd8(k)
3. é5(d)	Ff5(é)	15. Rxd1(l)	b5
4. ç3	é6	16. Cé6+	Rç8
5. Cd2	f6	17. Cf5!(m)	Ff8
6. f4	fxé5	18. Tf1	Rb7(n)
7. fxé5	Ch6(f)	19. Fh6!(o)	Fxh6(p)
8. Cd-f3	Cf7	20. Cç5+	Rç8(q)
9. Cé2!!	Fé7(g)	21. Cxh6	Cé7
10. Cg3	Fg4	22. Fé2!(r)	Cg6(s)
11. Fd3	Cg5(h)	23. Cf7!(t) abandon(u)	
12. Cxg5!!(i)	Fxd1		

NOTES

a) Une réponse d'un usage rarissime. Le grand Nimzovitch en fit son cheval de bataille entre 1907 et 1930 mais les théoriciens modernes font peu de cas de ce début baroque que seuls quelques grands *maîtres frondeurs comme Miles et Larsen* acceptent dans leur répertoire.

b) 2. Cf3 et 2. Fç4 sont également jouables mais sont moins logiques que la *prise immédiate de possession du centre.* Après 2.f4, d5 les Noirs égalisent ; sur 3.é5, intéressant est 3..., g5.

c) 2..., é5 est une autre possibilité : 3. *dxé5, Cxé5 ; 4. Cf3! (ou 4. f4, Cç6 ; 5.* Fç4, Fb4+ ; 6. Fd2, Dh4+ ; 7. g3, Dé7 ; 8. Dé2, b5 ; 9. Fd3, Fxd2+ ; 10. Cxd2, Cb4 ; 11. Cg-f3 comme dans la partie Hübner-Hort, 1985), Fb4+ ; 5. ç3, Fd6 ; 6. Cb-d2, Cxf3+ ; 7. Cxf3, Cé7 ; 8. é5 (Kudrin-Miles, championnat des USA, 1989).

d) Les experts préfèrent 3. Cç3, dxé4 ; 4. d5, Cé5 ; 5. Dd4, Cg6 ; 6. Dxé4, Cf6 ; 7. Da4+, Fd7 ; 8. Db3, Dç8 ; 9. Fg5, b6 ; 10. Fé3, é5 ; 11. 0-0-0, Cg4 avec égalité ou 11..., Fd6 ; 12. f3, 0-0 ; 13. g4, Té8 ; 14. Fd3, Cf4 comme dans la partie Z. Polgar-I. Rogers, 1989. Une autre suite complexe consiste en 3. Cç3, é5 ; 4. Fb5, dxé4! ; 5. d5, a6 ; 6. Fa4, b5 ; 7. Cxb5, axb5 ; 8. Fxb5, Cé7 ; 9. dxç6, Dxd1+ ; 10. Rxd1, Cf5! (Karklins-Grasis, URSS, 1988). A noter aussi le traitement scandinave *: 3. éxd5, Dxd5 ; 4. Cf3,* Fg4 ; 5. Fé2, 0-0-0 comme dans la belle partie Sixtensson-West, Bielle, 1985 : 6. ç4, Dh5 ; 7. 0-0, Cf6 ; 8. Fé3, é5 ; 9. d5, *é4 ; 10. Cd4, Cxd4 ; 11. Fxg4, Cxg4 ; 12.* h3, Cf3+ ; 13. gxf3, Dxh3 ; 14. fxg4, Fd6 ; 15. Té1,Fh2+ ; 16. Rh1, Td6 ; 17. Dç2, Df3+! ; 18. Rxh2, g5!! ; 19. Fxg5, h5 ; 20. Dç3, Dxf2+ ; 21. Rh1, f6 ; 22. Dé3, hxg4+ ; 23. abandon (si 23. Fh6, Txh6 ; 24. Dxh6, Dé1+ ; 25. Rg2, Dé2+ ; 26. Rg1, Dxb2+). L'avance du pion é donne à la partie un caractère fermé qui pose de nombreux problèmes aux Noirs.

e) Etonnamment, Nimzovitch commit une grosse faute positionnelle en 1927 contre Spielmann en enfermant son F-D par 3...,é6. Après 4. Cf3, b6 ; 5. ç3, Cç-é7 ; 6. Fd3, a5 ; 7. Dé2, Cf5 ; 8. h4, h5 ; 9. Cg5, g6 ; 10. Cd2!, Cg-é7 ; 11. Cf1, ç5 ; 12. f3 les Blancs *obtinrent* un net avantage.

f) Ce développement du C-R est probablement inférieur à la manœuvre Dd7 *et 0-0-0, même si le roque du grand côté* n'est pas sans danger. L'intention de défendre via f7 la case g5 semble quelque peu artificielle.

g) Peut-être fallait-il maintenant s'orienter vers le petit roque ?

h) Renforcer un clouage est souvent excellent mais, dans le cas précis, il valait *mieux reprendre la stratégie du grand* roque par 11..., Dd7. Si 11...,0-0 ; 12. Dç2.

i) Un grand moment esthétique dans *ce sacrifice de D qui mêle plaisir et émotion.*

j) Une réponse forcée : si 13..., Dd7(Dç8) ; 14. Ff5!

k) Le grand maître yougoslave préfère mettre son R en sécurité sur l'aile-D, 14...,Rf7 lui paraissant trop dangereux ; en effet, après 15. Fh6, Fg4 ; 16. 0-0+, *Rg8 ; 17. Tf4, Fd7 ; 18. Ta-f1, Ff8 ; 19.* Tf7 (ou 19. é6, Fxg7 ; 20. Tg4), Fé8 ; 20. Cg3-h5! les Noirs sont perdus. Ou 14..., Rf7 ; 15. Fh6, Tg8 ; 16. 0-0+ suivi du mat. Ou 14..., Rf7 ; 15. Fh6, Ff8 ; 16. 0-0+, Rg8 ; 17. Cg3-h5.

l) Avec F+C+deux pions pour la D, face aux forces ennemies dispersées (Db8-Ta8-Th8), les Blancs dominent tout l'échiquier.

m) Menace 18. Cxé7+, Cxé7 ; 19. Fg5, Cg6 ; 20. Ff5!

n) Enfin, à l'abri !

o) A la conquête de la case ç5!

p) Le R noir peut-il s'enfuir ? Si 19... Rb6 ; 20. Cé3!, Fxh6 ; 21. Cxd5+, Ra5 (et *non* 21..., Rb7 ; 22. Cç5+, Rç8 ; 23. Tf7! suivi de Ff5+ et du mat) ; 22. b4+, Ra4 ; 23. a3, Rb3 (sinon suit 24. Fç2 mat) ; 24. Cç5+, Rb2 ; 25. Tf2+, Rxa1 ; 26. Cb3 mat. Amusant.

q) Si 20..., Rb6 ; 21. Cd7+, Rb7 ; 22. Cxb8, Txb8 ; 23. Cxh6.

r) Ou 22. Tf7.

s) Ou 22..., ç6 ; 23. Tf7 et 24. Fg4+.

t) Menace 24. Fg4 mat.

u) Si 23..., ç6 ; 24. Cxh8, Cxh8 ; 25. Tf8+, Rç7 ; 26. Ca6+, etc.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1403 M. MATOUS (1987)

(Blancs : Rd8, Ca8 et ç4, Fg4, Pg5. Noirs : Rd3, Fç1, Ch4.)

1. Cé5+, Ré4 ; 2. g6, Fh6 ; 3. Cf7.

A) 3..., Fg7 ; 4. Fd1, Rf5 ; 5. Fç2+, Rf6 ; 6. Cb6!, Cxg6 ; 7. Cd7+, Rxf7 ; 8. Fb3 mat.

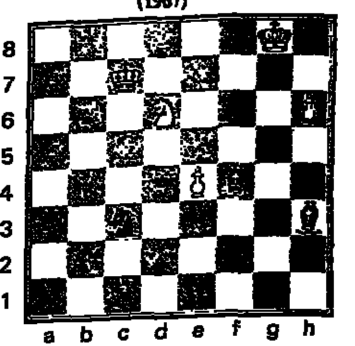
B) 3... Ff8 ; 4. Fd1, Rf5 ; 5. Fç2+, Rf6 ; 6. Cç7!, Cxg6 ; 7. Cé8+, Rxf7 ; 8. Fb3 mat.

Si 1..., Rd4 ; 2. g6, Fh6 ; 3. Cf7, Fg7 ; 4. Fh5, Ré4 ; 5. Cç7, Rf5 ; 6. Cé8, Cxg6 ; 7. Cxg7+, Rf6 ; 8. Cé8+, Rxf7 ; 9. Rd7 avec gain.

Si 2.Cf7?, Fxg5+ ; 3. Cxg5, Rf4 nulle.

Si 4...Rd3 ; 5. Fh5.

ÉTUDE N° 1404 V. VLASSENKO (1967)



Blancs (4) : Rg8, Cd6, Pé4 et h6.
Noirs (4) : Rç7, Ff4 et h3, Cç3.
Les Blancs jouent et font nulle.

CLAUDE LEMOINE

bridge

N° 1402

LES DEGRÉS DE LA RUSE

Dans la donne suivante d'un tournoi par paires à Aix-les-Bains le contrat de 3 SA qui était infaisable a été réussi par deux champions, Cohen et Romanet, grâce à deux stratagèmes différents. Mais celui de Romanet n'était vraiment pas *facile à imaginer.*

Nord : ♠ 2 ♡ 6 2 ♢ A 10 6 ♣ D V 10 8 7 5 4
Ouest : ♠ R D 9 7 ♡ 7 ♢ V 9 8 4 3 2 ♣ 6 3
Est : ♠ V 10 6 5 ♡ R D 10 9 5 ♢ R 5 ♣ 9 2
Sud : ♠ A 8 4 3 ♡ A V 8 4 3 ♢ D 7 ♣ A R

Ann : N. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
–	3 ♣	passe	3 SA
passe	passe	passe	–

1° Ouest ayant entamé le 4 de Carreau pour le 6 du mort, *comment le coup s'est-il déroulé* pour que Gilles Cohen, en Sud, gagne *TROIS SANS ATOUT et réussisse* même deux levées de mieux ?

RÉPONSE

Est a bien entendu pris avec le Roi de Carreau, mais Gilles Cohen *a jeté instantanément la Dame de Carreau* comme si elle était sèche. Est, *pour ne pas donner deux levées* à Carreau au déclarant, a alors contre-attaqué Pique. Cohen a mis l'As de Pique, puis il a tiré As et Roi de *Trèfle et il n'a plus donné qu'une* levée à la fin...

2° Après avoir fait le Roi de Carreau sur lequel Sud a fourni le 7, *Est a rejoué le 5 de Carreau. Comment Bertrand Romanet a-t-il ensuite joué* pour gagner ce même contrat de TROIS SANS ATOUT ?

RÉPONSE

Romanet, après avoir fait la Dame de Carreau, *a tiré l'As de Trèfle*, puis s'est arrêté de jouer Trèfle comme si son As était sec ! Ensuite il a joué le... 3 de Cœur pour le 7, le 2 du mort et le... 5 d'Est qui n'a pas jugé utile de prendre *le 7* de Cœur d'Ouest.

Resté en main avec son singleton à Cœur, Ouest a pensé que *Est avait certainement le Roi de Trèfle* et qu'il n'y avait donc aucun risque à continuer Carreau afin d'affranchir les Carreaux. Alors Romanet s'empressa de *défausser son Roi de Trèfle sur l'As de Carreau*, et il fit tous les Trèfles et ses deux derniers As *pour onze levées !*

HAUTE ÉCOLE

Il y a trente ans, le célèbre champion et écrivain Terence Reese faisait paraître un de ses meilleurs livres *The Expert Game*. Sous le titre *Bridge de haute école* il a été traduit en français par un autre champion, le Suisse Jean Besse. L'ouvrage, *qui traite des aspects les plus* délicats du jeu de la carte, vient d'être réédité par Belfond. Il est en vente au prix de 120 F et n'a pas pris une ride.

Voici une donne tirée du chapitre sur les communications. Elle illustre *de façon spectaculaire une intéressante* défense. Cachez les mains d'Ouest (votre partenaire) et de Sud (le déclarant) et mettez-vous en Est.

Nord : ♠ A D 8 4 2 ♡ A D 9 8 4 ♢ V 9 5 ♣ – – –
Ouest : ♠ V 9 7 ♡ 7 6 ♢ D 10 6 3 ♣ 10 7 3 2
Est : ♠ R 10 5 ♡ R V 5 2 ♢ 8 4 2 ♣ 9 6 5
Sud : ♠ 6 3 ♡ 10 3 ♢ A R 7 ♣ A R D V 8 4

Les annonces Nord donneur ont été les suivantes :

Ouest	Nord	Est	Sud
–	1 ♠	passe	3 ♣
passe	3 ♡	passe	4 ♣
passe	4 ♡	passe	4 SA
passe	5 ♡	passe	6 ♣...

Ouest entame le 7 de Cœur pour le 4 du mort. Est prend avec le Valet de Cœur sur lequel Sud fournit le 10. *Comment Est doit-il jouer* pour faire chuter ce PETIT CHELEM A TRÈFLE ?

COURRIER DES LECTEURS

Aux âmes bien nées (1284)

Quelques lecteurs (Bismut, Maillard, Delpech) ont signalé que Ouest aurait pu faire chuter le jeune Richie Pavlicek en prenant au premier tour à Cœur *pour rejouer Pique* et ouvrir la surcoupe dans cette couleur.

C'est une brillante défense et qu'il n'est pas exclu de trouver à la table.

scrabble®

N° 355

PAPA COUD ET MAMAN PIQUE

Au dix-septième coup d'une partie *récemment jouée au club parisien* de l'Etoile, les joueurs ont été confrontés à une alternative douloureuse : trouver, s'il en existe, un mot singulier en -EUR avec les huit lettres suivantes : joker ELOMRUU : 131 points ou zéro ?

Les mots nouveaux en -EUR et/ou *-EUSE approchent les 200. Nous* allons en évoquer certains, qui, perfides jusqu'à présent, sont devenus salvateurs.

Deux professions féminines seulement s'ouvrent aux hommes : celles de COUSEUR et d'ENTOLEUR (anagramme LOUÈRENT), mais *beaucoup de mots « nouveaux » en* -EUR correspondent à d'« anciennes » machines en -EUSE : ainsi la BINEUSE a maintenant son BINEUR. *Cf.* DÉFILEUR (DÉFLEURI), ÉCRÉMEUR, ÉTIREUR, LISSEUR, PONCEUR (PUCERON), RINCEUR et TORDEUR (dans le textile). D'autres mots en -EUR font pendant à des féminins de mots en -EUX. Ainsi BOUEUR, DOUTEUR, FERREUR, GATEUR (d'enfants), PÉTEUR et PLUMEUR. Des anagrammes jusqu'ici fictives sont intronisées : FAUFILER se transforme désormais en AFFILEUR. *Cf.* GOUTERAI, AGIOTEUR (AUTOGIRE) – MACROURE, AMORCEUR – AUBIERS, BAISEUR avec en prime, pour l'année 1990, BAISURE et BUSERAI – BLEUIRAS, BALISEUR – *DRUPACÉE, DÉCAPEUR* – MULATRE, MALTEUR – REMUEURS, MESUREUR – TOURBIER, ORBITEUR (ROBURITE) – *RUPICOLE, PICOLEUR* – GUÊPIER, PIÉGEUR – NUANCER, CANNEUR (RANCUNE) – PATURÉE, ÉPATEUR – PRIEURS, PRISEUR – URÉTÉRAL, RATELEUR (URÉTRALE) – PUÉRILE, ÉPILEUR – SERINGUA, SAIGNEUR (INSURGEA) – TULLIER, TILLEUR (ILLUTER) – MEURTRI (TRIMEUR). Quant à la question à 131 points, une seule réponse : ÉMOULEUR, aiguiseur.

MICHEL CHARLEMAGNE

La FFSc propose une *semaine portes ouvertes* du 30 septembre au 8 octobre. Profitez-en pour vous initier au Scrabble Duplicate dans un de ses clubs (adresses communiquées au 43-80-40-36).

Tournoi de Rennes
27 janvier 1990. 1re manche
Parties à la Maison du Champ de Mars, mardi 14 h 30, 48, rue d'Antrain, mercredi 20 heures et vendredi 17 h 30

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la *référence* d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de *voyelles ou de consonnes.* Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	DUTAPIN			
2	-NXSSJEI	PANDIT	H 4	24
3	JS+UMEEC	NIXES	10 D	44
4	J+EGTEQN	MUSACEE (a)	5 E	40
5	NGQ+ALIO	JETE	4 K	31
6	-ALSIEEW	AGONI	11 B	29
7	EI+MNEAR	AWALES	B 9	70
8	FUKHURB	MARINEE	O 2	90
9	-AEGSBFR	KURU (b)	6 B	36
10	-ZOLPCSU	FERA	1 L	60
11	CZ+OLEER	PLOUKS	B 2	34
12	ESDVLIS	RECOLEZ	N 8	100
13	DLS+ADNO	IVES	A 12	34
14	ANL+UBEI	DODUS	F 2	29
15	TQOVYTO	BANLIEUE	13 G	78
16	YOTQ+HAL	VOLT	12 L	28
17	QTHLO+T?	AY	C 8	42
18	HLTO+IGN	QAT (S)	H 12	54
19	LINTG+IR	HO	M 9	22
20	TIGNL+B?	RIZ	14 L	21
21	NTB+EMAR	LEGIFERA	1 H	33
22	AEFHTU	AMBRAIENT	8 C	64
23	EF	HUAT	6 J	38
		NEF	J 8	14
			TOTAL	1015

(a) JACEES, 5 G, 30. (b) encéphalite. BEURK !, 13 A, 32.
1. Lamour, 1003. 2. Francaz, 985. 3. Guyader, 978.
Résultats finals : 1. Lamour. 2. Carre. 3. Onillon.

mots croisés

N° 631

HORIZONTALEMENT

I. Margot y pleure et elle y rit. – II. Ils ont eu un nouveau lifting. Sur le tambour. – III. Toujours positive. Dans le cartable. Saint *inversé. – IV. Lie. Dans l'opposition.* – V. Ils rechantent ? – VI. Utilise l'essuie-glace. Prenait parti. Prise. – VII. Ses filles lui *prirent la vie. Un don peu réaliste.* – VIII. Mène toujours quelque part. Possessif. Dans le temps. – IX. A fuir. Son utilité *n'est plus à démontrer.* – X. Elle nous donne une bonne secousse.

VERTICALEMENT

1. Quand c'est le cœur, il faut le mettre en lieu sûr. – 2. Faire tout de même. – 3. Fleuve ou sujet de romans-fleuve. Fera un papier. – 4. Fera l'élégant. – 5. Poisson. Article inversé. Possessif en désordre. – 6. Démonstratif. Là, on *ne peut guère s'y exprimer.* Possessif. – 7. Dans la Baltique. Atteint en plein cœur. – 8. Pour trouver le fil. – 9. Ils en restent cois. – 10. C'est haut, là-dessus. – 11. Garde la forme. Se rencontre parfois à la ville. En campagne. – 12. En France, pourtant. Ne dit mot. – 13. En religion.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

I II III IV V VI VII VIII IX X

SOLUTION DU N° 630

Horizontalement

I. Conflagration. – II. Laurée. Epiera. – *III.* Esse. Rappelés. – IV. Mi. Gaillard. – V. Escale. Ers. Al. – VI. Etendue. Pli. – VII. Calés. Etirais. – VIII. ECE. EDF. Levée. – IX. Aunera. Pleine. – X. Ultramodernes.

Verticalement

1. Clemenceau. – 2. Oasis. Acul. – 3. Nus. Célent. – 4. Frégate. Er. – 5. Le. Alèsera. – 6. Aérien. Dam. – 7. Al. Def. – 8. Repleut. Pd. – 9. Appareille. – *10.* Tiers. Réer. – 11. IeId. Pavin. – 12. Ore. Aliéné. – 13. Nasalisées.

FRANÇOIS DORLET

anacroisés®

N° 633

HORIZONTALEMENT

1. AEEGLLR (+1). – 2. DEEMOORT. – 3. ACEEIRRT (+8). – 4. AABEIRST (+8). – 5. EEKNSTU. – 6. AEIORRT (+1). – 7. AEFIILNS (+2). – 8. AFILNST. – 9. AEEJLNOR. – 10. EEENST. – 11. AEIILLRT (+2). – 12. AACLMST. – 13. AAEINU. – 14. ACEILNOR (+3). – 15. BEEPRTU. – 16. DEENORX. – 17. AAIILRSZ. – 18. AFIIRSSU (+1). – 19. EEEMNRT.

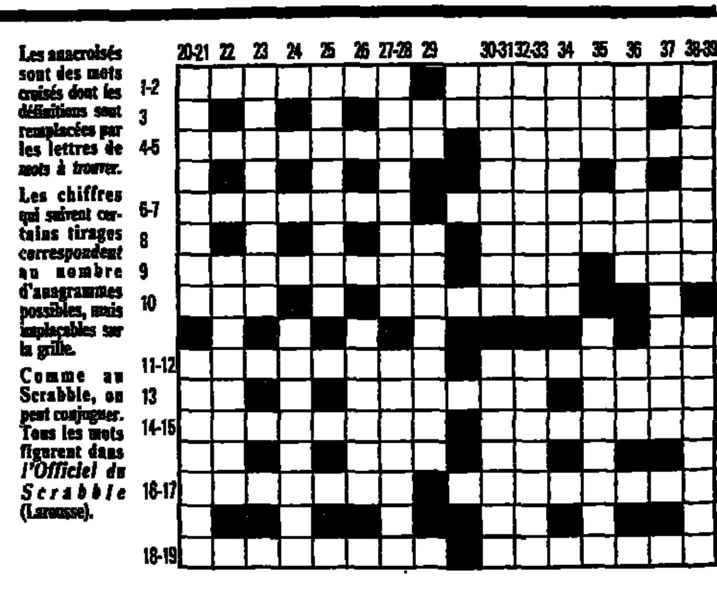
VERTICALEMENT

20. AEINRSTU (+10). – 21. CEENRRU (+1). – 22. AINPTUUX. – 23. AGIJLNOR. – 24. EILNORST (+2). – 25. AEEGLLOR. – 26. AEILNP (+5). – 27. AEERRSTU (+1). – 28. AAEINRU. – 29. AEINNTTT (+2). – 30. DEEFIINS (+1). – 31. CIILNOP. – 32. ACDEEINO. – 33. CEEILNU. – 34. AEILMRST (+1). – 35. AAEEGMPR. – 36. AEINRTU (+3). – 37. AIQSTTUU. – 38. EEEERSX. – 39. EEERSSST (+2).

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inplaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).

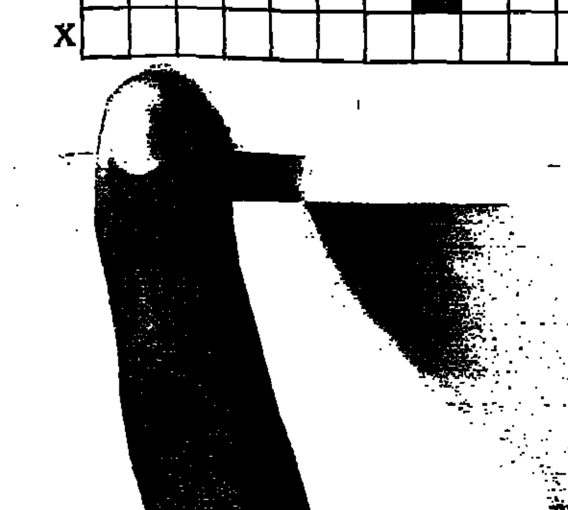


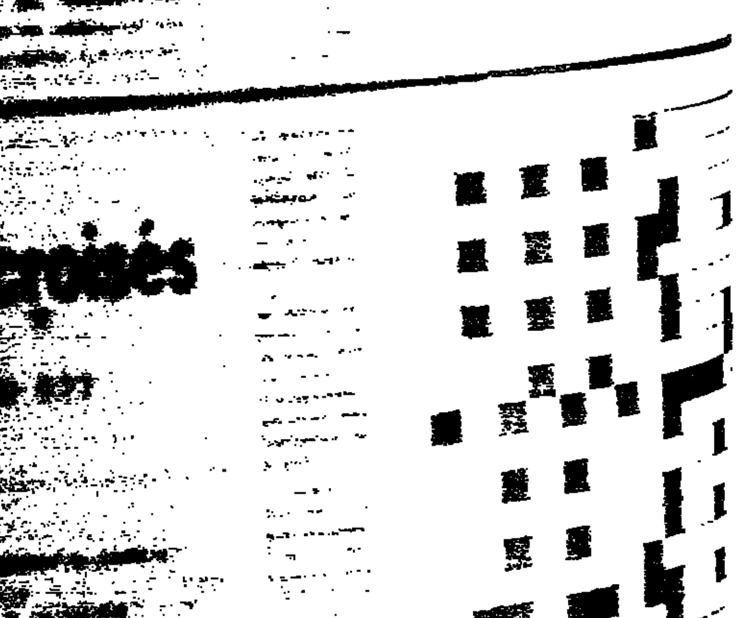
SOLUTION DU N° 632

1. GABARIT. – 2. COLLYRE. – 3. AMORALES. – 4. LYRAMES pleurnichâmes. – 5. TOULADI, grande truite au Québec. – 6. PASCALE (CAPELAS PALACES). – 7. ASSENANT (TANNASSE). – 8. TELEXES. – 9. ISOTONIE. – 10. ANEMONES. – 11. MELOPEE. 12. EBOUEUR. – 13. STELLITE (SITTELLE). – 14. MOISISSE. – 15. EGEENNE. – 16. DISETTE. 17. COIFFEE. – 18. ENLAIDI. – 19. AUBINONS, fermons un signal de ch. de f. – 20. STUPRES. – 21. URINEUSE (RUINEUSE). – 22. GALIPOT. – 23. MEMOIRES (MEMORISE MOMERIES). – 24. AMYLACE. – 25. EBOULENT. – 26. COEPOUSE. – 27. RAMEAUX. – 28. PEIGNOIR. – 29. LIEGEUSE. – 30. TESTEE. – 31. AUBAINES. – 32. COULISSE (OSSICULE). – 33. TIEDEUR (EDITEUR ERUDITE ETUDIER REDUITE). – 34. ASSOMMER (SOMMERAS). – 35. ETOILEES (ETIOLEES). – 36. LUMIGNON. – 37. ANEMIANT (ANNAMITE). – 38. RABONNIS. – 39. TRITONS (TITRONS). – 40. ENSUITE (NUITEES SUINTEE). – 41. PESTEUSE (PETEUSES).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

Merci aux nombreux lecteurs qui, au lieu de nous accabler pour la « mauvaise » grille n° 624, se sont ingéniés à recréer la bonne.





SEMAINE GOURMANDE

Pierre, au Palais-Royal

Grâce à Nicole et André Dez, la tradition ici demeure, dans une évolution (cadre et cuisine) si dosée, si habile, que l'on a l'impression de s'y régaler d'éternité, au milieu des toujours mêmes heureux clients. La galette de boudin aux oignons, les œufs meurette, l'estofinado rouergate, le coq au vin, le petit salé « maison » aux choux voisinent et régalent tout autant que le foie gras (et son verre de sauternes), l'émincé de saumon à l'huile de noix, le rognon à l'échalote confite et ainsi jusqu'aux desserts (Paris-Brest, Tatin, gâteau de riz crème anglaise, glaces et sorbets « maison »). Excellents vins à prix honnêtes comme le beaujolais domaine de Vissoux (95 F) ou le morgon 1989 (120 F). Service féminin attentif et souriant. Qu'on ne s'y trompe point : il ne s'agit pas ici du « Pierre » de la place Gaillon mais de la sincère maison du Palais-Royal, aux soirées paisibles, aux déjeuners décontractants. Compter 300 F/400 F.

► *PIERRE,*
10, rue de Richelieu
et 7, rue de Montpensier,
75001 Paris.
Tél. 42-96-09-17.
Fermé samedi et dimanche.
Parking : Pyramides.
A.E. - D.C. - C.B.
Chiens acceptés.

La Fontaine d'Auteuil

Excellent cuisinier, Xavier Grégoire est maintenant bien installé dans ce coquet restaurant tout fleuri, clair et paisible et où sa cuisine inventive fait merveille (millefeuilles de crabe, saumon mi-fumé aux lentilles vertes, aigre-doux de ris de veau, gelée de joues de porc piment doux, avant les poissons du jour, un rôti de selle d'agneau, la pièce du boucher au vin de graves et à la moelle, le ris de veau au sel de Guérande, etc. Fromages de chez Quatrehonne et superbes desserts (ah ! ce fondant au chocolat mi-amer et sa quenelle aux fruits exotiques !). Belle cave et excellents whiskies de malt. Un menu déjeuner à 160 F : deux plats, fromage et dessert. Un menu dégustation à 300 F et carte : compter 250 F/350 F.

► *LA FONTAINE D'AUTEUIL,*
35 bis, rue La Fontaine,
75016 Paris.
Tél. 42-88-04-47.
Fermé samedi midi et dimanche.
D.C. - C.B. Chiens acceptés.

Clémentine

Deux petites salles confortables (et une terrasse sur l'avenue). Une cuisine sagement méditée (œufs cocotte à l'oseille, moules au muscadet, jambon de pays grillé échalotes, saumon froid compote d'oignons, langue de veau ravigote, blanc de poulet grillé gros sel, confit de canard froid pommes sautées au thym ou petit salé de canard. Bons desserts. Vins honnêtes. Il paraît que les inspecteurs du Michelin ont trouvé tout cela « nul ». Nul ne saurait partager cet avis, surtout point ceux qui choisissent le menu à 163 F, café compris. Service souriant de l'efficace Geneviève et sous l'œil attentif de la patronne (le patron, en cuisine, préfère mettre tout son cœur au « piano » que sa toque à faire l'esbroufe en salle). Compter, à la carte, 250 F/300 F.

► *CLÉMENTINE,*
62, av. Bosquet, 75007 Paris.
Tél. 45-51-41-16.
Fermé samedi midi et dimanche.
Salon : 25 couverts. C.B.
Chiens acceptés.

Le Relais des Gardes, à Meudon

J.-C. Cahagnet (il a travaillé avec Vié à Versailles) remplace l'ancien chef, malade. Mais la carte est plus que jamais attrayante tout comme le charme de cette maison historique, dont il est inutile de citer toutes les merveilles, du gâteau de foies blonds bressan au baba au rhum Stanislas. Des menus (180 F et 240 F, très variés) au « gala » (à partir de dix convives, 290 F, vin et café compris), ou à la carte (350 F-400 F). En ces encore beaux jours ce mini-voyage gourmand est une détente que l'accueil de Mme Simone Oudina rend plus sensible encore. Mon menu préféré : terrine de homard et son coulis, râble de lapin aux girolles, fromage, baba.

► *LE RELAIS DES GARDES,*
42, av. Gallieni, 92190 Meudon.
Fermé samedi et dimanche soir.
Parking : avenue du Château.
A.E. - D.C. - C.B.
Chiens acceptés.

Le Bice (Hôtel Balzac)

L'Hôtel Balzac (notons, entre parenthèses, l'ouverture voisine, aux numéros 9 et 11 de la rue, et sous la même direction, de l'Hôtel de Vigny, sans restaurant mais avec un bar anglais remarquable), l'hôtel Balzac donc, a transformé son restaurant. Le nouveau s'appelle *Le Bice* (lisez Béatrice en italien) et sachez que ce prénom est celui de la maman des frères Ruggeri. Très classique décor clair et cossu, une cuisinière native de Modène (patrie des tortellini) qui propose une carte riche en « pasticciata » (fraîches et du matin), en salades, en poissons et viandes surtout grillés, en glaces enfin. Avec une cave extraordinaire de vins italiens. Compter 250 F-350 F.

► *LE BICE,*
6, rue Balzac, 75008 Paris.
Tél. : 42-25-24-82.
Tous les jours.
Parking : George-V.
C.B.-D.C.-A.E.

LA TABLE

« R » comme huîtres

Elles arrivent, et souvenons-nous qu'on peut les dévorer de multiples manières

SEPTEMBRE, premier mois en « R », c'est encore les vacances... Mais octobre doit être le temps des retrouvailles pour les amateurs d'huîtres. Plates (gravettes d'Arcachon, marennes, belons, cancales, ostendes, etc.) ou creuses (dites portugaises) et qui, à dire vrai, ne sont point des huîtres *(Ostrea edulis)* mais des gryphées *(Gryphea angulata)*. Les plates sont plus iodées, les creuses moins coûteuses, mais toutes bien appréciées des amateurs.

Crues, bien évidemment, penserez-vous, même si, de plus en plus, des restaurants, des cuisiniers, nous proposent celles-ci « chauffées » de multiples façons. Mais savez-vous que, d'abord (je veux dire dès que la cuisine devint un art), on ne servait les huîtres que chaudes ? En 1742, un ouvrage baptisé *la Nouvelle Cuisine* (mais oui !) nous propose les huîtres à la minute, en ragoût, au parmesan, farcies, à la bonne femme.

On en avait perdu l'habitude. Ou le goût ! Je crois bien que c'est le chef Bernard, après la dernière guerre, qui, en son *Petit Bedon*, proposa et lança les huîtres au champagne que l'on retrouve un peu partout. Les Anglais servent depuis des siècles les « anges à cheval » (en brochettes avec bacon), qui font merveille avec une pinte de stout. Et je pense que l'ami Daguin, le mousquetaire d'Armagnac d'Auch en Gascogne, ne le cédera à personne en l'art de servir des brochettes d'huîtres et foie gras.

Crues, en tout cas, on saura les déguster à l'épicurienne, accompagnées de tranches minces de pain de campagne tartinées de foie gras. Et juste, en conclusion, une gorgée d'un frais sauternes, une merveille !

Une nouvelle future grande petite adresse

Car les huîtres fraîches et de bonne qualité sont *« un aliment savoureux, facile à digérer et sain »*, notait-on déjà dans le *Dictionnaire portatif de cuisine* (1770), qui ajoutait cependant : *« On voit souvent des maladies aiguës et chroniques qui doivent leur origine à la quantité extrême d'huîtres mangées pour satisfaire son goût ou gagner un pari !»*

A Paris, les bonnes maisons de dégustation d'huîtres vous sont connues. Et bien des restaurants en proposent cuisinées. En province, j'ai encore en bouche le goût délicat des huîtres au champagne de l'ami Barrier (101, av. de la Tranchée, à Tours – Tél. : 47-54-20-39), celui des huîtres chaudes au blanc de poireaux de J.-C. Rigolet *(Au Plaisir Gourmand*, 2, rue Parmentier, à Chinon – Tél. : 47-93-20-48) rivalisant avec celles, quelque peu comparables, des Frères Godard, les bons restaurateurs de Joigny (17, av. R.-Petit – Tél. : 86-62-16-28). Je n'oublierai jamais les huîtres à la coque au jus de truffes de Jean-Jacques Jouteux (2, av. D.-Semaria à Saint-Jean-Cap-Ferrat – Tél. : 93-76-03-97). Je voudrais citer aussi les huîtres chaudes aux trois saveurs de François Clerc (*la Vieille Fontaine*, 8, av. Grétry, à Maisons-Laffitte – Tél. : 39-62-01-78).

Il en est bien d'autres mais voici, pour les « dénicheurs », une nouvelle future grande petite adresse. On a connu, proche Montparnasse, un jeune excellent cuisinier, Didier Bondu. Mais le quartier est trop partagé entre les belles brasseries célèbres (*la Coupole* en tête) et les gargotes. Didier s'est découvert une vieille ferme briarde à quelques kilomètres de Melun, à l'ombre du château historique de Vaux-le-Pénil. Il en a fait un restaurant bien agréable, fauteuils autour de tables rondes, tons crème des rideaux, moquette, verrerie de cristal, plantes vertes et toujours d'admirables frais bouquets que Colette Bondu soigne avec amour. La cuisine de Didier (et de son second, ami et associé, Daniel Janin) fait plaisir (et non seulement ses huîtres chaudes en feuilleté). Vous vous régalerez du gratin de filets de rougets aux herbes, du foie gras au naturel sur sa gelée blonde, de la sole et homard beurre blanc, du pigeon à la purée de lentilles du Puy, de la blanquette de Bresse sauce foie gras, etc. Savoureux desserts, bonne cave. Et, s'il faut compter à la carte 350 F/400 F pour la fête, on notera un menu du marché (180 F) et un menu dégustation à 280 F, intelligents en diable. Ai-je dis que le pain était maison ? Un bon pain est indispensable avec les huîtres bien cuisinées !

LA REYNIÈRE

► La Table Saint-Just, rue de la Libération, 77 000 Vaux-le-Pénil. Tél. : 64-09-37-21. Parking. Fermé samedi midi et dimanche.

Les fantômes de Penang

Suite de la page 17

Un siècle plus tard, l'E & O est toujours là, avec sa façade jaune pâle, massive et monumentale comme une institution, et le jardin ouvert sur le détroit de Malacca, où viennent se réfugier les merles des Moluques, inspire toujours le même goût du voyage et de l'aventure. Bien sûr, le bâtiment a perdu beaucoup du lustre de son âge d'or, une aile a même dû être détruite, et une partie du terrain a été revendue pour éponger les dettes. Quant aux ventilateurs, ils ont été sacrifiés aux exigences de la climatisation. Mais dans les couloirs dallés de mosaïque semble encore résonner la musique des fêtes grandioses qu'y donnait Arshak Sarkies, le plus jeune et le plus extravagant des trois frères, qui valsait d'un bout à l'autre de l'immense salle de bal avec un whisky-soda posé en équilibre sur sa tête, sous les vivats de l'assistance. Fier de voir défiler sous son toit toutes les célébrités de l'époque – Douglas Fairbanks, Mary Pickford, Charlie Chaplin et bien sûr Somerset Maugham, – cet excentrique au cœur d'or n'en oubliait pas pour autant les planteurs ruinés par la crise du caoutchouc de 1920, dont il effaçait régulièrement les ardoises...

Les cadences oubliées d'un empire disparu

Aujourd'hui, sur les murs du grand hall de marbre blanc un peu triste s'alignent les photos sépia de cette page d'histoire. A regarder ces visages confiants, on imagine sans peine les colons britanniques, vêtus de lin grège, se réunissant tous les soirs à 18 heures tapantes pour siroter un *stengah* (un whisky arrosé d'eau de Seltz) ou un *ginpahit* (un gin rose), confortablement installés dans des fauteuils de rotin.

Faut-il s'étonner que Somerset Maugham, fasciné par le destin de ses compatriotes sous les tropiques, ait ici puisé son inspiration, faisant de l'Asie du Sud-Est, de Singapour à Bornéo, son empire littéraire, comme Kipling avait fait le sien de l'Inde ? Les Anglais les plus ordinaires prenaient ici une dimension dramatique, et ses nouvelles malaises des années 20 racontent toutes la torpeur des après-midi tropicaux, le mystère de la jungle et le calme du soleil couchant, avec des personnages délicieusement anachroniques, officiers coloniaux, épouses neurasthéniques ou planteurs ruinés. Mais aussi l'ennui, les jalousies et les haines exacerbées par la chaleur. Ses histoires où Malais, Chinois et Indiens ne sont jamais que des ombres reléguées au rang de boys ou de coolies portent toutes les certitudes de la vie coloniale et les cadences oubliées d'un empire disparu. Mais la Malaisie se montrait aussi souvent fatale à ceux qui avaient voulu en faire leur seconde patrie ; et bon nombre de Britanniques succombèrent au climat équatorial. Comme Francis Light, emporté par la malaria. Enterré à l'ombre des frangipaniers du petit cimetière chrétien de George Town, au pied de l'église Saint-Georges, celui qui, le premier, avait été conquis par la beauté de Penang et de ses plages de sable blanc sourirait aujourd'hui : son île, sauvage et hostile, séduit désormais des millions de touristes du monde entier. Et son économie est l'une des plus dynamiques d'Asie. La prédiction s'est accomplie.

PASCALE WATTIER

هكذا من الأصل

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans *le Monde radio-télévision* ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 28 septembre

TF 1

20.35 **Variétés : Tous à la Une.** Avec Mireille Darc, Charles D. Lewis, Pascal Danel, Gilbert Montagné...
22.35 **Magazine : Et si on se disait tout ?** Avec Anne Zamberlin, Michel Delepine, Koffi Yamgnane, Elsa, Pierre Palmade...
23.35 **Série : Madame SOS.**
0.40 **Journal.**

A 2

20.40 **Divertissement : Vous avez dit Bigard ?**
21.55 **Caractères.** Magazine littéraire. Noir c'est noir. Invités : Robin Cook (*J'étais Dora Suarez*), Nadine Diamant (*Melmoth*), Bruno Bayon (*les Animals*), Jacqueline Harpman (*la Fille démantelée*), Félicie Dubois (*le Livre de Boz*), Christophe Donner (*les Sentiments*).
23.10 **Journal et Météo.**
23.30 **Cinéma : Anny Hall.** ■■■ Film américain de Woody Allen (1977) (v.o.).
2.00 **Magnétosport : Volley-ball.**

FR 3

20.30 **Magazine : Thalassa.**
Patates connection. *Braconniers de la mer...*
21.35 **Feuilleton : Le roi de Patagonie** (3e épisode).
22.30 **Journal et Météo.**
22.50 **Magazine : Mille Bravo.**
23.50 **Magazine : Musicales.** Echos des festivals : La Roque-d'Anthéron (2e partie, rediff.).

CANAL PLUS

20.30 **Sport : Football.** Championnat de France (11e journée) en direct du stade Louis-II, Monaco-Marseille.
22.40 **Flash d'informations.**
22.45 **Magazine : Exploits.**
23.00 **Cinéma : Moonraker.** ■ Film franco-britannique de Lewis Gilbert (1979).

LA 5

20.40 **Téléfilm : Chassé-croisé mortel.**
22.25 **Série : L'inspecteur Derrick.**
23.35 **Série : Thriller.**
0.00 **Journal de minuit.**

M 6

20.35 **Téléfilm : Bill Dragon se venge.** De Harry Falk.
22.15 **Téléfilm : Coupable d'innocence.** De T. Heffron.
23.55 **Magazine : Avec ou sans rock.**
0.25 **Six minutes d'informations.**

LA SEPT

20.50 **Série : Grafic** (Alain Prost).
21.00 ▶ **Téléfilm : Adieu mes jolis !**
22.25 **Court métrage : Matin de mariage.**
22.30 **Série : Grafic.**
22.45 **Série : Portraits.**
23.00 **Théâtre : L'hypothèse.** Pièce de Robert Pinget.
23.50 **Musique : Nocturne.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Radio-archives.** Spécial Charles Dullin (1re partie).
21.30 **Black and blue.** Les voix qu'on aime.
22.40 **Nuits magnétiques.** Le Canard enchaîné.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 27 mai à Sarrebruck) : Jeux vénitiens, de Lutoslawski ; Concerto pour piano et orchestre no 24 en ut mineur, K 491, de Mozart ; Aus Italien, fantaisie symphonique, op. 16, de R. Strauss, par l'Orchestre radiosymphonique de Sarrebruck.
22.20 **Cycle acousmatique.**
23.05 **Poussière d'étoiles.**

Samedi 29 septembre

TF 1

15.45 **Tiercé à Evry.**
15.55 **La Une est à vous.**
16.00 **Série : Joëlle Mazart.**
17.05 **Divertissement : Mondo Dingo.**
17.35 **Magazine : Trente millions d'amis.**
18.10 **Série : Paire d'as.**
18.55 **Série : Marc et Sophie.**
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.50 **Tirage du Loto.**
20.00 **Journal, Tapis vert, Météo et Loto.**
20.40 **Variétés : Sébastien, c'est fou !**
22.20 **Série : Columbo.**
23.40 **Magazine : Formule sport.**
0.35 **Journal et Météo.**

A 2

14.50 **Magazine : Sports passion.** Basket : Championnat de France ; Automobile : Essais de Grand Prix de Formule 1 à Jérez.
17.00 **Club Sandwich.**
18.50 **Magazine : Télé-zèbre.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Jeu : Les clés de Fort Boyard.** De Jacques Antoine.
21.55 **Variétés : Etoile-palace.** Spécial Nicole Garcia. Avec Jean-Pierre Marielle, Jean-Michel Ribes, Nathalie Baye, Warren Beatty, Patrice Leconte, Françoise Hardy.
23.25 **Journal et Météo.**
23.45 **Série : Disparitions.**
2.00 **Magnétosport : Tennis de table.** Championnat d'Europe des Nations : Yougoslavie-France (90 min).

FR 3

14.00 **Magazine : Rencontres.**
— *De 15.00 à 19.00 La SEPT* —
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
— *De 20.00 à 0.00 La SEPT* —
0.00 **Série : Grafic.** Piranese.
0.05 **Série rose : Le demi-mariage.**

CANAL PLUS

15.05 **Surprises.**
15.25 **Série : Deux solistes en duo.**
16.15 **Cinéma dans les salles.**
16.40 **Série : Zorro.**
17.05 **Les superstars du catch.**
— *En clair jusqu'à 20.30* —
18.00 **Dessins animés : Décode pas Bunny.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Top 50.** Présenté par Marc Toesca.
20.30 **Téléfilm : Le complot du renard.** De Charles Jarrott, avec George Peppard, Michael York.
22.10 **Documentaire : Kumari, l'enfant dieu.** De Sylvie Joset-Ségur. *Au Népal, la vie d'une petite fille cloîtrée, véritable déesse vivante.*
22.50 **Flash d'informations.**
23.00 **Cinéma : Nosferatu à Venise.** ■ Film italien d'Augusto Caminito (1987). Avec Klaus Kinski, Christopher Plummer, Donald Pleasence.
0.30 **Cinéma : Faux témoin.** ■ Film américain de Curtis Hanson (1986) (v.o.).

LA 5

14.30 **Sport : Tennis.** Tournoi ATP de Bâle, demi-finale.
16.05 **Série : Chasseurs d'ombres.**
17.00 **Série : La cinquième dimension.**
17.30 **Série : Supercopter.**
18.30 **Jeu : Télé-contact.**
19.00 **Journal images.**
19.05 **Divertissement : Les mordus de la vidéo.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm : Un mort à zéro.** De Hajo Gies, avec Götz George, Eberhard Feik. *Schimanski mène l'enquête dans un club de foot.*
22.20 **Sport : Football.** Résultats du championnat de France.
22.25 **Série : Deux flics à Miami.**
23.20 **Magazine : Désir.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Sport : Football.** Résultats du championnat de France.
0.15 **Série : Thriller.**

M 6

14.45 **Série : Laramie.**
15.30 **Série : Poigne de fer et séduction.**
16.00 **Documentaire : Chasseurs d'images.** Samburu.
16.15 **Série : Le saint.**
17.10 **Série : L'homme de fer.**
18.00 **Six minutes d' informations.**
18.05 **Variétés : Multitop.**
19.20 **Magazine : Turbo.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Magazine : Sport 6.**
20.35 **Téléfilm : Coup de grisou.** De Walter Doniger, avec Sheryl Ladd, Ned Beaty. *Une femme dans la mine.*
22.20 **Téléfilm : L'enquête de Monseigneur Logan.** De Harry Falk, avec Robert Wagner, E.-G. Marshall. *Sainte ou sorcière ?*
23.40 **Six minutes d'informations.**
23.45 **Musique : Rap line.** Emission présentée par Olivier Cachin.
00.35 **Musique : Boulevard des clips**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

14.45 **Court métrage : Matin de mariage.**
15.00 **Dynamo.**
15.35 **Documentaire : La lutte libre.**
16.15 **Documentaire : Kid Chocolate.**
16.35 **Grafic**
16.50 **Portrait (L'orangère).**
17.05 **Steve Lacy, lift the bandstand.**
17.50 **Danse.**
18.00 **Megamix.**
19.00 **Boulez XXe siècle.**
19.50 **Grafic.**
20.00 **Histoire parallèle.**
21.00 **Tours du monde, tours du ciel** (9).
21.55 **Soir 3.**
22.10 **Théâtre : L'hypothèse.**
23.00 **Documentaire : Torgvai blanc.**
23.15 **Moyen métrage : La rencontre.**
23.45 **Court métrage : Un médecin de campagne.**

FRANCE-MUSIQUE

20.05 **Opéra.** A 20.15, en direct du Théâtre royal de Glasgow, Les Troyens (2e partie), de Berlioz, par le Chœur et l'Opéra d'Ecosse, dir. John Mauceri ; sol. : Kathryn Harries, Seppo Ruohonan, Patricia Bardon, Peter Rose, Alasdair Elliott, Andrea Bolton, David Marsh, Mark Curtis, David Morrison, Glenville Hargreaves, Jonathan Hawkins, Fiona Hebenton, David Gwynne, Tom McVeigh, William Peel.
0.00 **Poussières d'étoiles.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Photo-portrait.** Patrick Bongers, directeur de la galerie Louis Carré.
20.45 **Festival d'Avignon 1990.** Le dernier quatuor d'un homme sourd, de Francine Ruel et François Cervantes.
22.35 **Musique : Opus.** Eliahu Inbal.
0.05 **Clair de nuit.**

Dimanche 30 septembre

TF 1

10.50 **Magazine : Les animaux de mon cœur.**
11.20 **Magazine : Auto-moto.**
11.50 **Jeu : Tournez... manège.**
12.25 **Jeu : Le juste prix.**
12.55 **Météo et Journal.**
13.20 **Divertissement : Les meilleurs moments du bêtisier.**
13.50 **Sport : Automobile.** Grand Prix de formule 1 d'Espagne, en direct de Jerez.
16.00 **Tiercé à Auteuil.**
16.05 **Divertissement : Vidéo gag.**
16.40 **Dessins animés : Disney parade.**
18.00 **Magazine : Téléfoot.**
19.00 **Magazine : 7/7.** Présenté par Anne Sinclair. Invité : Kirk Douglas.
19.50 **Loto sportif.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.35 **Cinéma : La piscine** ■ Film français de Jacques Deray (1968). Avec Alain Delon, Romy Schneider, Maurice Ronet.
22.45 **Magazine : Ciné dimanche.**
22.50 **Cinéma : Chobizenesse.** □ Film français de Jean Yanne (1975).
0.40 **Journal et Météo.**

A 2

11.00 **Messe,** célébrée en l'église Saint-Corneille/Saint-Cyprien aux Essarts.
12.05 **Dimanche Martin.** Ainsi font font font...
13.00 **Journal et Météo.**
13.20 **Dimanche Martin** (suite). Le monde est à vous, avec Mireille Mathieu.
14.55 **Série : Mac Gyver.**
15.45 **Dimanche Martin** (suite). L'école des fans, avec Carlos.
16.35 **Série : Cantara.** *Dernier numéro.*
17.35 **Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.** Les requins, de Jacques-Yves et Philippe Cousteau.
18.25 **Magazine : Stade 2.** Athlétisme : Paris-Versailles ; Cyclisme (L'espoir Moncassin) ; Football : Championnat de France ; Rugby : Championnat de France ; Jeu à XIII (Portrait d'Alain Carminati) ; Basket : Championnat de France ; Parachutisme : Coupe d'Europe.
19.30 **Série : Maguy.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Série : Meurtre avec préméditation.** Coma dépassé, de Roger Pigaut.
22.10 **Magazine : Musiques au cœur.** D'Eve Ruggieri. Les ténors. Avec José Carreras, Placido Domingo, Luciano Pavarotti.
23.30 **Journal et Météo.**
23.45 **Du côté de chez Fred** Hommage à l'écrivain italien Alberto Moravia.

FR 3

10.30 **Magazine : Mascarines.** Présenté par Gladys Say.
12.00 **Flash d'informations.**
12.05 **Télévision régionale.**
12.45 **Journal.**
13.00 **Magazine : D'un soleil à l'autre.** De Jean-Claude Widemann.
13.30 **Magazine : Musicales.** D'Alain Duault. Cycle nouvelle vague (1re partie).
14.30 **Expression directe.** CFTC ; PS.
14.50 **Magazine : Sports 3 dimanche.** Cyclisme : Le trophée des grimpeurs ; Tennis : Finale de l'Open Whirlpool.
17.30 ▶ **Magazine : Montagne.** Le butin de la Reine, de Pierre-Yves Moulin et Christian Chabalier.
18.00 **Amuse 3.** Babar ; Jeu ; Les tortues ; Jeu.
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 **Série : Benny Hill.**
20.35 **Théâtre : L'hôtel du libre échange.** Pièce de Georges Feydeau, mise en scène de Guy Seligman, avec Jean Poiret, Marthe Mercadier, Danielle Volle. *Adultères croisés et quiproquos.*
22.20 **Magazine : Le divan.** D'Henry Chapier. Invité : John Boorman.
22.35 **Journal et Météo.**
22.50 **Cinéma : Rendez-vous avec la peur.** ■■ Film américain de Jacques Tourneur (1957) (v.o.).

CANAL PLUS

10.25 **Cinéma : Moonraker.** ■ Film franco-britannique de Lewis Gilbert (1979). Avec Roger Moore, Loïs Chiles, Michael Lonsdale.
— *En clair jusqu'à 14.00* —
12.30 **Flash d'informations.**
12.35 **Magazine : Cinémode automne 90.**
13.30 **Magazine : Rapido.** Présenté par Antoine de Caunes.
14.00 **Téléfilm : Strip-tease fatal.**
15.30 **Magazine : 24 heures** (rediff.).
16.30 **Série : Zorro.**
16.55 **Télé maisons.**
18.00 **Cinéma : Rouge Venise.** □ Film franco-italien d'Etienne Périer (1989). Avec Vincent Spano, Vojteck Pszoniak, Isabel Russinova.
— *En clair jusqu'à 20.40* —
19.45 **Flash d'informations.**
19.50 **Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana.
20.35 **Magazine : L'équipe du dimanche.** Présentation du sommaire.
20.40 **Cinéma : Trop belle pour toi.** ■■■ Film français de Bertrand Blier (1989).
22.05 **Flash d'informations.**
22.15 **Magazine : L'équipe du dimanche.** Présenté par Pierre Sled. Football ; Flash sport ; L'événement ; Football américain.

LA 5

11.05 **Série : Shérif, fais-moi peur.**
12.05 **Série : Wonder Woman.**
13.00 **Journal.**
13.35 **Série : K 2000.**
14.30 **Sport : Tennis.** Tournoi ATP de Bâle, finale.
16.00 **Sport : Motonautisme** Grand Prix Inshore de Chalon-sur-Saône, F 3000 et F 1.
16.15 **Téléfilm : Docteur Teyran** (3e partie.).
17.55 **Série : La loi de Los Angeles.**
18.45 **Journal images.**
18.50 **Série : L'enfer du devoir.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Cinéma : Il était une fois dans l'Ouest.** ■ Film italien de Sergio Leone (1969).
23.30 **Magazine : Ciné cinq.**
23.40 **Magazine : Désir.**
0.00 **Le minuit pile.**

M 6

11.55 **Infoconsommation.**
12.00 **Informations : M 6 express.**
12.05 **Magazine : Sport 6.**
12.15 **Série : Mon ami Ben.**
12.40 **Série : L'ami des bêtes.**
13.30 **Série : Madame est servie** (rediff.).
13.55 **Série : Dynastie.**
15.25 **Série : Sam et Sally** (rediff.).
16.15 **Série : Médecins de nuit** (rediff.).
17.10 **Série : L'homme de fer.**
18.00 **Informations : M 6 express.**
18.05 **Série : Clair de lune.**
18.55 **Magazine : Culture pub.**
19.25 **Série : Les années coup de cœur.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Magazine : Sport 6.**
20.35 **Téléfilm : Le prix de l'amour.**
22.20 **Six minutes d'informations.**
22.25 **Capital.**
22.30 **Cinéma : La marge.** ■ Film français de Walerian Borowczyk (1976).
0.10 **Six minutes d'informations.**

LA SEPT

12.30 **Cours d'italien** (19).
13.00 **Série : Objectif amateur** (4).
13.30 **Histoire parallèle.**
14.30 **Documentaire : La Saintonge entre deux vignes.**
15.30 **Documentaire : Lettre d'enfance.**
16.05 **Téléfilm : Bleu marine.** De Jean-Claude Riga.
17.15 **Court métrage : Le miracle.**
18.25 **Danse : Une soirée avec Martha Graham.**
20.00 **Histoire de la bande dessinée** (4).
20.30 **Cinéma : 27 heures.** ■■ Film espagnol de Montxo Armendariz (1986).
21.50 **Cinéma d'animation : Les têtards à la recherche de leur mère.**
22.05 **Court métrage : La famille heureuse.**
22.20 **Cinéma : Champ d'honneur.** ■■ Film français de Jean-Pierre Denis (1987).
23.45 **Court métrage : Blackwater summer.** (v.o.).

FRANCE-CULTURE

20.30 **Atelier de création radiophonique.** Songs-sounds (trois œuvres musicales dont la voix humaine est l'instrument principal).
22.35 **Musique : Le concert.** Tryptique au couchant, opéra de Gérard Pesson, par l'ensemble Fa.
0.05 **Clair de nuit.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en léger différé de Vienne) : Symphonie no 9 en ré mineur, op. 125 (avec chœur), de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Vienne et le Chœur du Staatsoper de Vienne, dir. Carlo Maria Giulini ; sol. : Gabriela Benackova-Cap, Marjana Lipovsek, Keith Lewis, Brian Terfel.
23.05 **Poussières d'étoiles.** Autour de Busoni.

Du lundi au vendredi à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPINGE »
Une émission de radio qui parle de la télévision. Présentée par GILBERT DENOYAN et ANNICK COJEAN avec la collaboration du « Monde ».

Audience TV du 27 septembre 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	48,1	Roue fortune 12,1	McGyver 11,8	Actu. rég. 17,8	Nulle part 1,4	Je compte... 1,4	Fête maison 3,0
19 h 45	52,6	Roue fortune 22,7	Drôles... 8,2	19-20 Info 12,4	Nulle part 2,1	Journal 3,0	Roseanne 3,7
20 h 16	66,6	Journal 26,8	Journal 16,2	La classe 9,8	Nulle part 2,5	Journal 4,6	Mad. servie 5,8
20 h 55	70,3	Paparoff 22,5	Envoyé spécial 15,6	La déchirure 20,5	Tolérance 0,7	Consentement 9,4	Filles... 3,3
22 h 08	57,9	Paparoff 21,8	Pub 7,0	La déchirure 17,0	Tolérance 0,6	Consentement 7,6	Filles... 4,0
22 h 44	40,2	Ex Libris 7,6	Les mots... 7,9	La déchirure 19,3	Randonnée 0,4	Reporters 2,3	Patrouille... 2,4

AGENDA

VENDREDI 28 SEPTEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Les Prairies de l'honneur (1965, v.o. s.t.f.), d'Andrew V. McLaglen, 16 h ; *Du sang dans le désert* (1957, v.o. s.t.f.), d'Anthony Mann, 19 h ; *la Rivière sans retour* (1954, v.o.), de Otto Preminger, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Passages de l'image : les Photos d'Alix (1980), de Jean Eustache, le Salon de musique (1958, v.o. s.t.f.), de Satyajit Ray, 14 h 30 ; India Song (1974), de Marguerite Duras, 17 h 30 ; Dog Star Man (1961, v.o. s.t.f.), de Stan Brackhage, Terre en transe (1967, v.o. s.t.f.), de Glauber Rocha, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

En voiture, Paris ! : Ville moderne : l'Auto tamponneuse (1985) d'Alain Pancrasi, les Accidents de la cirulation (1988) d'Henri de Turenne et Jean-Noël Delamarre, 14 h 30 : Actualités Gaumont . Eclair journal, Autofolies : Panique dans la ville (1990) de Christophe de Ponfilly et Frédéric Laffont, 14 h 30 ; Exploit sportif : Actualités Gaumont : Eclair journal, Fantômas (1932) de Paul Fejos, 16 h 30 ; Aventure-évasion : l'Automobile et les Femmes (1988) d'Henri de Turenne, Arsène Lupin contre Arsène Lupin (1962) d'Edouard Molinaro, 18 h 30 : Statut social : Ah les femmes (1990) de Jean Yanne, Week-End (1967) de Jean-Luc Godard, 20 h 30

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

L'AUTRICHIENNE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

BAD INFLUENCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) , Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) : Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BIENVENUE AU PARADIS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) , Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) : Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

COMME UN OISEAU SUR LA BRANCHE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) : Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

CRY BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DADDY NOSTALGIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASSET (Fr.-Alg., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOCTEUR PETIOT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FAUX ET USAGE DE FAUX (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FULL CONTACT (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

ILS VONT TOUS BIEN (It., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE (Fr.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

LE PRÉDESTINÉ (Isr., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

ROBOCOP 2 (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

S'EN FOUT LA MORT (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LE SYNDROME DE L'ESPION (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

TOUT POUR RÉUSSIR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

TROIS ANNÉES (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES FILMS NOUVEAUX

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE. Film soviétique de Vitali Kanevski, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

DICK TRACY. Film américain de Warren Beatty, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HALFAOUINE. Film franco-tunisien de Férid Boughedir, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

NON OU LA VAINE GLOIRE DE COMMANDER. Film portugais de Manœl de Oliveira, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

PLEIN FER. Film français de Josée Dayan : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE SIXIÈME DOIGT. Film franco-ivoirien d'Henri Duparc : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

VOIR L'ÉLÉPHANT. Film français de Jean Marbœuf : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

AU SECOURS... TOUT VA MIEUX. Théâtre de Paris (48-78-52-22) (dim., lun.), 20 h 45 ; 17 h et 21 h, sam. (26).

AU SPLENDID C'EST VALÉRIE LEMERCIER. Splendid Saint-Martin (42-08-21-93) (dim., lun.), 20 h 30 (26).

C.A. VINCENNES. Théâtre Daniel-Sorano (48-08-60-83) (dim. soir, lun., mar.), 21 h mer., jeu., ven. ; 18 h, dim. (26).

LA COMÉDIE DU PARADOXE. Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.), 20 h (26).

LA TEMPÊTE. Bouffes du Nord (42-39-34-50) (dim., lun.), 20 h 30 ; 15 h, sam. (27).

OH ! ELLE EST MA-GNI-FI-QUE : ANDY WARHOL. Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.), 20 h (27).

DANS LA NUIT. Arcane (43-38-19-70) (dim. soir, jeu), 20 h 30 ; 17 h, dim. (28).

ELLE. Théâtre de Gennevilliers, salle I (47-93-26-30) (dim. soir, lun.), 21 h ; 16 h, dim. (28).

L'HUMOUR EN COIN. Deux Anes (46-06-10-26) (dim. soir, lun.), 21 h, ven., sam., mar ; 15 h 30, dim. (28).

JOJO. Paris-Villette (42-02-02-68) (dim. soir, lun.), 21 h ; 16 h 30, dim. (29).

JOURNAL ET IL ÉTAIT UNE FOIS A LA GARE. Nouveau Théâtre Espace Acteur (42-62-35-00), 20 h 30, lun. (1).

ALICE OU DE L'AUTRE COTÉ DU MIROIR. Le Plessis-Robinson. Amphithéâtre Pablo-Picasso (46-30-45-29), 21 h, jeu., ven., sam. ; 17 h, mer., dim. (2).

BÉRÉNICE. Théâtre de l'Est parisien (43-64-80-80) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 19 h, jeu. ; 15 h, dim. (2).

LE CANAPÉ BLEU. Théâtre du Tambour royal (48-06-72-34) (dim. soir, lun.), 19 h 45 ; 16 h, dim. (2).

CATHERINE ZARCATE RACONTE BAZAR DE NUIT. Petit Montparnasse (43-22-77-30), 21 h, mar. (2).

LA DOUBLE INCONSTANCE. Cité internationale universitaire (45-89-38-69) (dim., lun.), 20 h 30 (2).

DRACULA-ROCK. Bateau-théâtre « Docteur Paradis » (42-08-68-89) (dim. soir, lun.), 21 h ; 16 h, sam., dim. (2).

ECCHYMOSES. Vincennes. International visual théâtre (43-65-63-63), 21 h, mar. (2).

LA FARCE ENFANTINE DE LA TETE DU DRAGON. Théâtre en actes (43-57-35-13) (dim.), 20 h 30 (2).

LA FONCTION. Studio des Champs-Elysées (47-23-35-10) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 17 h, sam. ; 15 h, dim. (2).

LES FOURBERIES DE SCAPIN. Théâtre des Amandiers de Nanterre (47-21-18-81) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 16 h, dim. (2).

LIEBELEI. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 16 h, dim. (2).

LILIOM. Cartoucherie Théâtre de la Tempête, salle II (43-28-36-36) (dim. soir, lun.), 21 h ; 16 h 30, dim. (2).

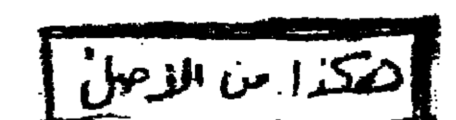
LA NONNA. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 15 h 30, dim. (2).

LES PALMES DE M. SCHUTZ. Mathurins (42-65-90-90) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 17 h, sam. ; 15 h, dim. (2).

SÉQUENCES DE VIES SUSPENDUES « SUSPENDED LIFE ». Amandiers de Paris (43-66-42-17), 20 h 30, mar. (2).

THÉATRE YIDDISH EN LANGUE FRANÇAISE. Athénée-Louis Jouvet, salle C. Bérard (47-42-67-27) (dim., lun.), 20 h 30, mer., jeu., ven., sam. ; 18 h 30, mar. (2).

UNE HISTOIRE DE LA MAGIE. Métamorphosis, Canal Saint-Martin (42-61-33-70) (dim. soir, lun.), 21 h ; 15 h, mer., sam., dim. (2).



مكبرا من الاصل

CINÉMA

Mort du « X » aux Etats-Unis

Le système de cotation des films tente d'échapper à la logique de la censure

NEW-YORK

correspondance

M. Jack Valenti, président de la Motion Picture of America Association (MPAA), a annoncé mercredi 26 septembre l'élimination de la catégorie « X » du système de classification des films mis en place par son association.

Depuis le début de l'année, les *ratings* étaient la cible d'attaques de plus en plus virulentes (*le Monde* du 30 août). Le X sera remplacé par la catégorie NC-17 (*No children below 17*, interdit aux moins de dix-sept ans). La mesure prend effet immédiatement et le premier film à en bénéficier, le 5 octobre prochain, sera *Henry et June* de Philip Kaufman, présenté au dernier Festival de Venise et distribué aux Etats-Unis par une *major company*, Universal.

« Un sein que l'on caresse »

Bien que, dans les premiers temps, le « X » ait eu un caractère de prestige et affecté des films « audacieux » (*Macadam Cow-boy*, *le Dernier Tango à Paris*), il fut très vite accaparé par le cinéma pornographique. Les médias refusaient désormais de faire état des films X, la majeure partie des salles refusaient de les distribuer, les cinéastes se voyaient tenus par contrat de livrer aux studios des films relevant de la catégorie immédiatement inférieure : « R ».

Les récentes controverses provoquées par *le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*, de Peter Greenaway ou *Attache-moi*, de Pedro Almodovar ont incité l'industrie (en particulier les cinéastes et les distributeurs indépendants) à exiger, entre « R » (*Restricted*) et « X », la création d'une nouvelle catégorie : « A » pour Adultes (lisez : sérieux, audacieux, mais pas porno). Jack Valenti s'y opposait avec véhémence. La nouvelle appellation NC-17 remplace le X, mais n'ajoute aucune catégorie. Un point pour M. Valenti, qui refuse de faire le tri dans les films pour adultes mais reconnaît, dans son communiqué officiel *« qu'au fil des ans, certains ont doté le X d'une connotation qu'il n'avait pas au départ et qui ne correspondait pas à l'idée des fondateurs du système »*.

Il affirme que l'objectif du NC-17 *« est de renouer avec cette intention initiale, qui est de signaler aux parents un film que la plupart d'entre eux ne souhaiteraient pas autoriser à leurs enfants âgés de moins de dix-sept ans. »*

Conscient d'une autre polémique en gestation (*« Un sein qu'on carrresse se voit coller un X, un sein qu'on arrache décroche un R »*), Jack Valenti et la MPAA ont décidé de réformer également le « R ». Désormais, les critiques et les directeurs de salle recevront un résumé des attendus qui ont conduit le *Ratings Board* à attribuer un R à tel ou tel film (drogue, violence, langage profane, etc.) Les critiques pourront en faire état dans leurs articles, les exploitants les afficher dans leurs salles. Aucune explication ne sera donnée pour l'attribution d'un NC-17.

En revanche – et la réforme est de taille – contrairement à l'X, l'appellation NC-17 sera déposée, ce qui devrait empêcher les producteurs de films pornographiques de l'utiliser comme argument publicitaire.

Mais deux questions restent posées : les grands studios qui, jusqu'ici, exigeaient par contrat des réalisateurs qu'ils livrent un film R accepteront-ils un film NC-17 ? D'autre part, les médias et les propriétaires de salles seront ils plus tolérants à l'égard du NC-17 qu'à l'égard du X ?

HENRI BÉHAR

La tendresse des marginaux

Avec « Voir l'éléphant », Jean Marbœuf a réalisé une fable douce-amère sur une certaine façon de donner le bonheur

Ils sont trois. Trois clochards qui tiennent leur quartier général sur le quai de la station de métro Liberté. Crasseux, mal vêtus, truculents, mais dignes. La Fringale (Jean-Marc Thibault) est un paresseux congénital. Fantasio (Bernard Menez) tient, sans illusions, des propos libertaires ; Célestin (Michel Duchaussoy), d'origine aristocratique, affiche de belles manières. Très porté sur les femmes, il s'éprend d'Augusta (Françoise Arnoul), femme de ménage dans un peep-show et fille galante à domicile. Il lui donne le droit d'utiliser son titre de noblesse, en échange de ses faveurs. Aux trois clochards, elle apparaît comme une reine.

Etat de grâce

Et puis, ils découvrent Zoé (Julie Marbœuf), qui vend du poisson dans un supermarché, n'est pas heureuse et tombe à l'eau. A-t-elle voulu se suicider ? Nos clochards décident de lui faire *« voir l'éléphant »*, c'est-à-dire de faire son bonheur, en l'envoyant en Amérique, où elle deviendra danseuse. Mais comment faire le bonheur d'une jeune fille quand on est pauvre et marginal ?

Dans l'univers cinématographique de Jean Marbœuf, les marginaux ne sont pas des personnages de contes roses, mais le ton doux-amer convient particulièrement à cet auteur obstiné, qui tourne en dépit des difficultés de production et du peu de soutien qu'il trouve auprès de la critique.

La tendresse met en état de grâce la fable impossible de *Voir l'éléphant* ; le même état de grâce que dans *T'es heureuse ?... moi toujours*, qui réinventait, au début des années 80, un réalisme poétique contemporain. Ici, nos clochards ne sont pas des pantins mais des êtres mélancoliques et altruistes. Rois mages ou pères pélicans offrant leurs entrailles ? La mise en scène oscille – chez Marbœuf, on est toujours entre deux eaux – entre l'humour et l'émotion.

La grandeur morale de ces chevaliers de la cloche et de cette femme revenue des faux-semblants de l'amour, vénal ou non, est poignante. Et si les trois interprètes masculins de Marboeuf sont souvent inattendus, si sa propre fille a du charme en « princesse » moderne que rien ne surprend, on doit à Françoise Arnoul, auréolée de nostalgie, l'insolite douceur d'une femme mûre et sans artifices de rajeunissement, drapant dans les oripeaux d'une splendeur passée, le mal de vivre d'Augusta, sa pudeur et sa générosité foncière.

JACQUES SICLIER

□ **Cours d'histoire de l'art.** – Les cours d'histoire de l'art publics et gratuits financés par la donation Lannelongue reprennent le lundi 1er octobre. Ils auront lieu le lundi à 18 h 45 au lycée Edgar-Quinet, 63, rue des Martyrs à Paris (9è) et au CEASIL 4, rue Vigée-Lebrun (15e) ; le mardi à 18 heures au collège Saint-Michel, 62, rue de Picpus (12e) et à 20 h 30 au FJT Didot, 41, rue Didot (14e) ; le jeudi à 18 h 45 au collège Pierre-Alviset, 88, rue Monge (5e) et à 19 heures à la salle Saint-Denis, 68 *bis*, rue de Turenne (3e).

ARTS

Fragments d'un discours amoureux

Le Louvre redécouvre Euphronios, peintre de vases grecs à travers une soixantaine d'œuvres

« Bois avec moi, joue avec moi, aime avec moi, porte avec moi une couronne ; avec moi, quand je suis fou sois fou, et sage avec moi quand je le suis. » Ce fragment de chanson à boire cité naguère pour illustrer l'esprit du banquet grec (1) donne le ton, c'est-à-dire la joie de l'exposition Euphronios, dans les nouvelles salles du Grand Louvre. Euphronios lui-même a un nom significatif : quelque chose comme « l'esprit joyeux », ou « le bon esprit ». Le bel esprit, auraient résumé les Classiques.

Ce sont aussi de beaux esprits, qui nous ont peaufiné cette exposition, la première du genre depuis que le Metropolitan Museum de New-York a, en 1985, remis à l'honneur les vases antiques, à travers l'œuvre du peintre d'Amasis – un quasi contemporain d'Euphronios. Pour bien comprendre l'importance d'un tel travail, il faut se rappeler dans quelle triste situation se trouvaient, naguère, au moins en Europe, ces collections en théorie fameuses. C'était véritablement pitié que de voir ces cratères et ces coupes emprisonnés par dizaines, voire par centaines, dans des vitrines poussiéreuses. Les tentatives les plus abouties de pédagogie s'arrêtaient à d'hermétiques numéros, à préciser parfois que tel *pélikè* à col, tel *psykter*, tel *stamnos* ou tel cratère à volutes, provenait de la collection Campana. Quant aux scènes d'amour, elles étaient de préférence tournées vers le fond des vitrines pour ne présenter aux visiteurs que les combats des dieux, des jeunes filles à la fontaine ou la pudique offrande d'un lièvre au gagnant d'une course...

Archéologues de l'archéologie

Et puis quelques savants de Paris ou d'Oxford, de New-York, ou même d'Athènes, se sont mis à reconsidérer ces vases et ces tessons, à décoller les reconstitutions incertaines, à en proposer de plus scientifiques, et surtout à relire les peintures.

D'où sont sorties de nouvelles significations, des informations parfois sur la vie quotidienne de dieux et une connaissance rénovée des styles. Pour communiquer un peu de passion au public, il faut soi-même faire preuve d'enthousiasme, et c'est ce qu'ont su montrer ces archéologues de l'archéologie, ces fouilleurs de vitrines enkystées.

En France, c'est à Euphronios qu'est revenu le soin d'inaugurer cette renaissance de l'art grec dans l'ordre des musées. Le peintre qui naît vers – 535 au temps de Pisistrate et qui serait mort au plus tôt après – 480 (sac de l'Acropole par les Perses, mais victoire de Salamine) passe pour le plus grand des peintres de vases, de la période la plus fertile. Une de ces périodes fastes, qui voit naître en l'occurrence Eschyle, Sophocle, Hérodote et Pindare, et aussi Périclès. Lorsqu'il naît, quelques « pionniers » parmi les peintres de céramique inaugurent précisément la technique des figures rouges, qui, sur les figures noires des temps anciens, apportent toutes les richesses de la netteté, de la souplesse, d'une émotion qui peut être charnelle, de l'expressivité en somme. Euphronios pousse cette technique et son art à un niveau de perfection que reconnaissent ses contemporains. Il n'est pas seulement un peintre grec, il est tôt le célèbre Euphronios et, que ce soit pour son art ou pour sa conversation, il est admis dans les banquets, les fêtes et les plaisirs de l'aristocratie. Il en peint les héros et les éphèbes, et il le fait si bien qu'il accède à la confrérie des potiers, une profession théoriquement plus élevée dans l'échelle sociale que celle de peintre de vases.

PHOTO RMN

« La mort de Sarpédon », cratère en calice d'Euphronios

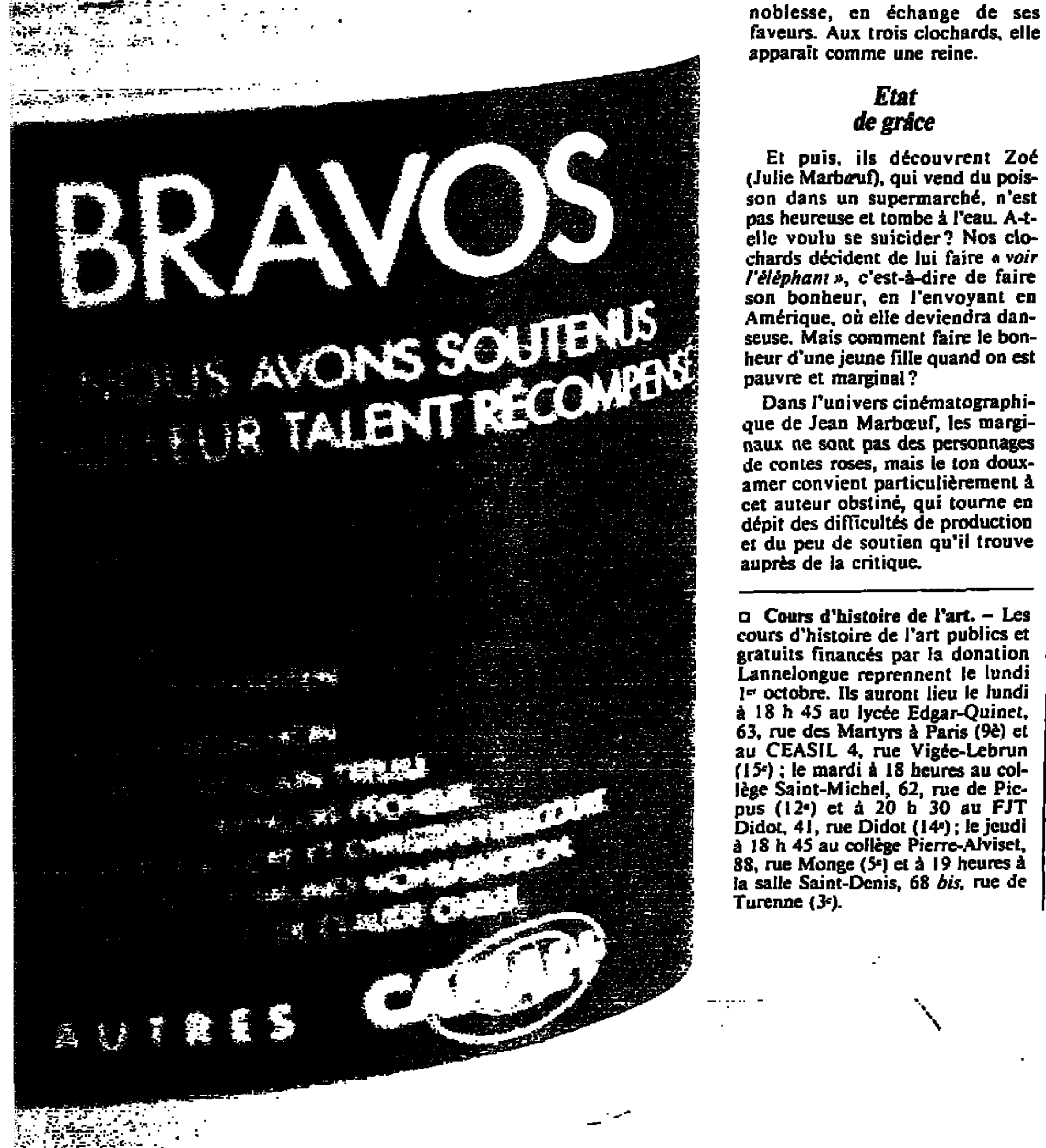
D'autres racontent que sa conversion professionnelle serait due à l'affaiblissement de sa vue. Mais tout cela n'a guère d'importance : nous avons ici la chance de pouvoir juger un artiste sur son œuvre, sans être troublé par sa biographie. Juger, ou plus simplement admirer, dans une mise en scène pas vraiment légère – elle est due à Gae Aulenti – mais efficace, et qui donne une volubile chaleur à ces objets de céramique souvent rafistolés, perçus par l'habitude comme ennuyeux et froids. La décoratrice italienne, maître-d'œuvre notamment des aménagements du Musée d'Orsay, a installé les quelque soixante pièces de l'exposition dans de solides vitrines. Les murs des salles sont recouverts de grands motifs découpés et peints, rappelant ceux des vases exposés et leurs couleurs caractéristiques, noir et rouge cuivré.

Si le grand public avait oublié Euphronios, tel n'est pas le cas du marché. En juin dernier, un vase signé de sa main s'est vendu à New-York au prix record de 1,76 million de dollars (10 millions de francs), confirmant, à la hausse, les faveurs dont le maître grec bénéficiait déjà depuis longtemps. Dans la foulée, les assurances des pièces venant de New-York, du Musée Getty à Malibu, de Leningrad ou de Londres, ont subi de plein fouet cette envolée des prix. Le Louvre a donc dû faire appel au mécénat – le groupe Fiat – pour financer cette entreprise d'un intérêt notable pour l'histoire, pour l'art, et finalement pour son marché.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) François Lissarague, *Un flot d'images, une esthétique du banquet grec*, Adam Biro, 1987.

▶ **Musée du Louvre, jusqu'au 31 décembre. Catalogue : 270 p., 320 F.**



CULTURE

ARTS

La revanche de l'art kanak

Après Nouméa, au Musée national des arts africains et océaniens

Le premier ministre devait inaugurer, *vendredi 28 septembre, en* compagnie de Marie-Claude Tjibaou, présidente de l'Agence de développement de la culture kanake, au Musée national des arts africains et océaniens, une exposition consacrée au patrimoine artistique kanak.

Que Jean-Marie Tjibaou aurait été heureux d'inaugurer lui-même cette exposition ! Il en avait tellement rêvé avant son assassinat, en 1989... Même aux pires moments de son combat politique pour l'émancipation de son peuple, l'ancien maire de Hienghène cherchait les moyens de vulgariser la culture de ses ancêtres, perpétuée aujourd'hui encore dans la vie quotidienne des verdoyantes vallées calédoniennes.

Pour s'être nourri lui-même tout autant de la culture occidentale que de celle de ses pères, il savait mieux que quiconque qu'il n'existe pas de meilleure initiation à l'univers du Kanak que l'immersion dans le monde de ses objets usuels, ce monde où la matière n'est toujours que *la face visible de forces* invisibles, le réceptacle des pensées et du sang des ancêtres, le support *physique de l'histoire des clans*, la forme extérieure de la mémoire collective. Là où les visiteurs de *cette exposition* « De jade et de nacre », rassemblant deux cents objets empruntés pour la plupart aux collections des musées de province, ne verront que de belles séries de flèches faîtières, de masques, de haches cérémonielles, de bambous gravés, de monnaies, de coquillages et d'émouvantes reliques historiques du temps pas très *lointain des premiers explorateurs* du territoire, la veuve de l'ancien président du FLNKS, Mme Marie-Claude Tjibaou, elle, verra les siens. Comme dans un miroir.

Le problème de la restitution des objets

« Derrière les vitrines, disait-elle lorsque cette exposition a été présentée à Nouméa, en mars dernier, *on peut percevoir des hommes et des femmes qui ont une culture, une identité, et qui essaient de construire leur pays au prix du sang. Car, comme le disait Jean-Marie, les Kanaks ne sont pas des objets de musée, les «* derniers des Mohicans. »

Que cette exposition ait déjà pu être organisée à Nouméa constitue *en soi un premier événement*. La perspective de voir revenir pour la première fois sur le territoire des *objets disparus depuis fort* longtemps, parfois même depuis les voyages du capitaine Cook, n'alla pas sans provoquer un certain remue-ménage. La communauté mélanésienne ayant mis au nombre de ses revendications la restitution de son patrimoine artistique dispersé au-delà de l'océan Pacifique, il fallut de nombreux palabres à travers la Grande-Terre pour faire admettre aux clans concernés que, au terme de l'exposition, la plupart des objets présentés repartiraient d'où ils étaient venus. Mais le problème de la restitution fait désor*mais partie des préoccupations de* l'Agence culturelle, placée sous la présidence de Mme Tjibaou.

L'organisation de cette même exposition au Musée national des arts africains et océaniens constitue un autre événement. *En effet*, la dernière exposition parisienne consacrée au patrimoine artistique *mélanésien s'est tenue au Musée de* l'Homme en... 1934 ! A l'époque, les indigènes de Nouvelle-Calédonie n'étaient pas encore considérés comme des citoyens. Ils n'avaient même pas le droit de voter. Aujourd'hui, c'est la République française qui leur rend solennellement hommage par l'intermédiaire de son premier ministre. Et qu'elle le fasse dans un ancien temple de l'art colonial ne manque pas de saveur... Voilà pourquoi, ces jours-ci, entre les murs de ce palais suranné qui offre une si belle revanche à l'art kanak, chaque visiteur sera assuré d'entendre le rire communicatif du fantôme de Jean-Marie Tjibaou, rendu guilleret par ce magnifique pied de nez à l'Histoire.

ALAIN ROLLAT

► *« De jade et de nacre », Musée des arts africains et océaniens*, 293, *avenue Daumesnil*, 75012. Jusqu'au 31 décembre. Tél. : 43-43-14-54.

Grave crise financière à l'Institut du monde arabe

L'Institut du monde arabe (IMA) traverse actuellement une grave crise financière qui a conduit sa direction à annoncer le licenciement du quart de son personnel, soit cinquante personnes.

Née de l'accumulation des dettes de la plupart des pays arabes fondateurs, qui devaient assumer ensemble 40 % du budget de fonctionnement de l'IMA (la France se chargeant du reste), la crise s'est encore aggravée à la suite des événements du Golfe, qui ont empêché le Koweït, l'un des rares pays à payer régulièrement sa contribution (6 millions de francs par an), de s'en acquitter cette année. Sur un budget de fonctionnement annuel de 100 millions de francs, la dette globale accumulée par les pays arabes s'élève actuellement à 140 millions de francs. Parmi les principaux débiteurs de l'IMA, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Egypte, les Emirats arabes unis, la Libye.

THÉATRE

« Tu es, donc je suis »

Trois couples marquent la rentrée des théâtres parisiens

« Tu es, donc je suis. Je suis, donc tu es. » Formule définitive du couple, par Paul Valéry qui avait l'instinct des phrases courtes et *bonnes. Pour lui, une femme, un* homme ne peuvent prétendre vivre qu'à partir du jour où l'« autre » se *trouve là. Non sans* l'éventualité du désastre, contrecoup du désaccord, de la jalousie, de la haine : *« Tu es, donc je ne suis pas »*, mais c'est une autre histoire.

En cet automne 1990, trois cou*ples marquent la rentrée des* théâtres parisiens : ceux d'*Avec ou sans arbres*, de Jeannine Worms, de *Love Letters*, de A. R. Gurney, de *l'Officier de la garde*, de Ferenc Molnar.

Marie-José Nat et Henri Garcin, dans *Avec ou sans arbres*, jouent deux êtres qui vont leur route, *main dans la main, depuis long*temps, avec des éclipses aussi. Un jour d'anniversaire, ils retournent dans un coin de campagne où ils avaient pique-niqué, un dimanche d'autrefois. Ils n'ont pas les mêmes souvenirs, plutôt leurs deux mémoires ne se rencontrent que sur des choses de rien : le vin qu'ils avaient apporté, le chandail qu'elle avait mis. A quoi cela tient-il donc, le partage des vies ? A quelles imaginations ?

La pièce de Jeannine Worms serait assez plan-plan s'il n'était évident que l'auteur, qu'elle le sache ou non, a eu l'esprit sans cesse occupé par des événements qu'elle *n'a pas*, dans sa pièce, exprimés. Drôle de situation : il y a deux pièces, celle qui est effectivement jouée là, qui existe peu, et celle qui, effectivement, n'est pas là, qui existe bien plus : l'absence de la guerre, des camps de déportation, la sous-nutrition des gosses des déserts. Le massacre de la nature, aussi. Comme si la mémoire de Jeannine Worms était plutôt vindicative, en tout cas pas guérie. Dès lors, son couple est isolement, égoïsme. Mais l'art de *Marie-José* Nat a toujours exprimé l'indulgence, l'encouragement, et celui d'Henri Garcin une circonspection pince-sans-rire : la soirée n'est pas triste.

Un paradoxe amusant

L'auteur américain A. R. Gurney a choisi une femme et un homme qui, depuis l'enfance, pensent beaucoup l'un à l'autre, mais qui ne se sont pas rejoints. Lui est d'une famille sévère, il se fera militaire, puis avocat, puis sénateur. Elle est d'un monde fortuné, elle aura des libertés, puis ce sera l'alcool, les cliniques. Des dizaines d'années l'un sans l'autre, mariés plusieurs fois, chacun de son côté, et ils ne cessent pas de s'écrire. La prose de Gurney accuse un encéphalogramme plat : du tout venant, gentil, facile, attendu. La traduction française d'Anne Tognatti et Claude Baignères est peu aisée, les équivalences de ton n'ont pas été trouvées, semble-t-il, d'habitude ces deux adaptateurs font bien mieux. La mise en scène de Lars Schmidt est un paradoxe amusant : asseoir deux acteurs l'un à côté de l'autre, sans plus, et leur faire lire leur texte, c'est court.

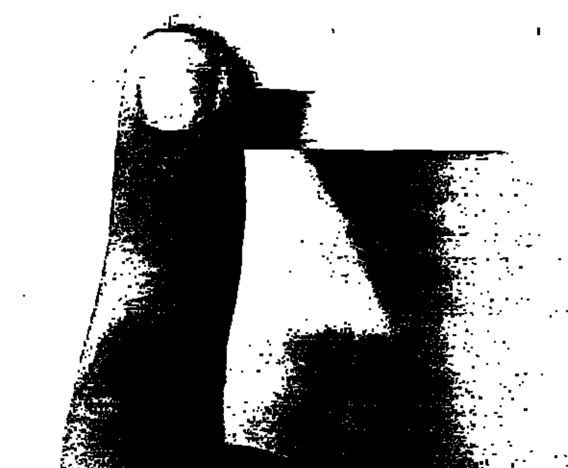
Une heure néanmoins passionnante, drôle, parfois poignante, tout cela est dû aux deux acteurs. Deux monstres sacrés. Ils avaient joué, sur les théâtres, de grands rôles. Mais ce sont plutôt leurs images que tout le monde a en soi, Anouk Aimée surtout dans *Lola*, de Jacques Demy, et *Un homme et une femme*, de Claude Lelouch, Bruno Cremer surtout dans le sous-officier de *la 317e section*, de Pierre Schöndorffer. Ici, dans ce *Love Letters*, ils jouent comme pour des prunes, en toute liberté, avec une classe superbe, en toute vérité. Comme lorsque, par exemple Matisse, à main levée, avec du papier et une paire de ciseaux, découpe dans l'air une feuille de figuier. C'est très beau.

Le Hongrois Ferenc Molnar, dans *l'Officier de la garde*, qu'il écrivit en 1910, dresse l'un contre l'autre deux malades, mariés depuis six mois, qui déjà ne peuvent plus se sentir. Tous deux comédiens, assez connus. Elle, très provocante. Lui, très jaloux. Il se déguise en officier, pour séduire sa femme sous l'aspect d'un autre, puis lui en faire un drame... Molnar aimait beaucoup le théâtre français, il a voulu peut-être, avec cette pièce, additionner un vaudeville de Feydeau et un drame de Bernstein. Avec une touche de *Marivaux, pour le travestissement*. C'est un petit peu toc, comme ces bouteilles de vin de Médoc qui ne *sont ni du Narbonne ni de l'Algé*rie. Ludmila Mikael et Robin Renucci, qui avaient joué ensemble *le Soulier de satin*, de Claudel, ont cette fois la portion congrue, se trouvent chaussés un peu juste. Comment leur en vouloir d'être plus pâlichons ?

Le public, pourtant, ne s'ennuie pas une seconde, au contraire, tant il est suspendu aux moindres gestes, aux moindres changements de ton, d'un troisième acteur, Jacques Toja. Il joue un homme étrange, ami du couple, un modèle de calme, de courtoisie, d'altruisme, d'intégrité, il trouve le mot qui apaise, c'est au point que le public est pris d'un doute, parce que c'est trop beau, un homme comme ça, ce n'est pas possible, jusqu'au moment où tout s'éclaire : cet homme est, de son métier, critique dramatique.

MICHEL COURNOT

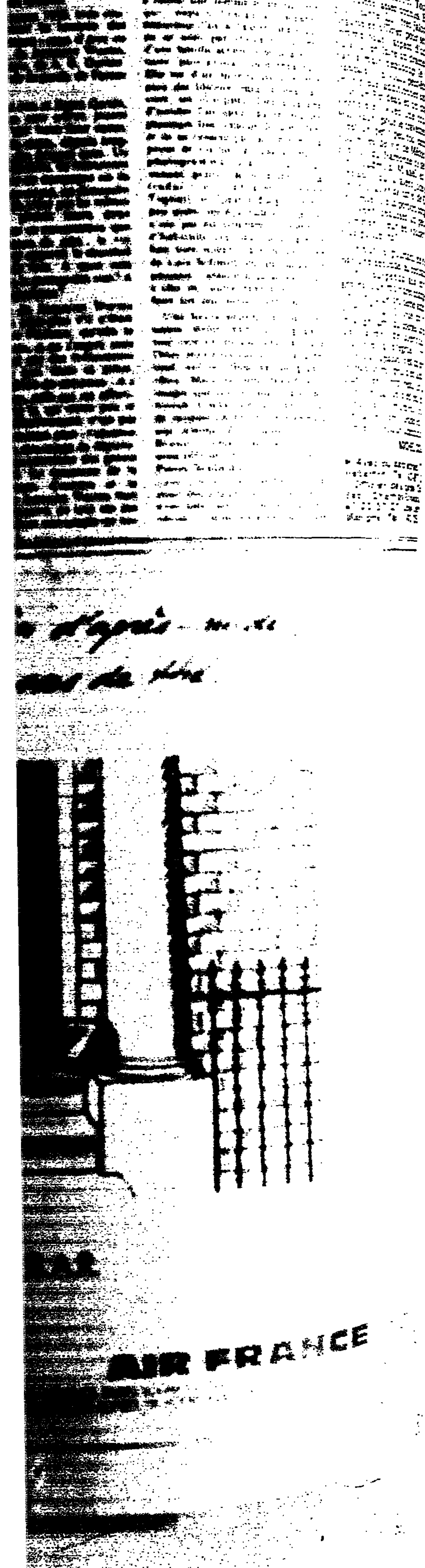
► *Avec ou sans arbres*, Théâtre Hébertot. Tél. : 43-87-23-23. *L'Officier de la garde*, Comédie des Champs-Elysées. Tél. : 47-23-37-21. *Love Letters*, Petit Marigny. Tél. : 42-25-20-74.



Le Monde

ÉCONOMIE

43 Lutte pour le pouvoir à la tête des Wagons-Lits
– Les privatisations en Tchécoslovaquie
44 La Communauté va financer trois projets en RDA
– Le boycottage des produits de luxe étrangers en Corée
46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris



BILLET

Divisions automobiles

Jusqu'où faut-il se montrer libéral ? La Commission européenne est divisée sur les conditions d'une ouverture progressive du marché des Douze aux importations de voitures japonaises. Jour après jour, des personnalités parlant « off » donnent du projet d'accord avec Tokyo des versions différentes, ce qui, s'ajoutant aux querelles internes ayant trait à l'agriculture dans l'Urugay round, entretient la confusion et ne rehausse guère le prestige de l'institution bruxelloise.

Au stade actuel, l'accord porte sur deux chiffres, le niveau prévisible de la demande dans la CEE, soit 15,1 millions de voitures et camions en 1998, dernière année de la période de transition avant l'ouverture complète du marché et les importations directes en provenance du Japon : 1 320 000 véhicules, soit 8,7 % de ce marché. Le second a été établi en tenant compte des « transplants » (les voitures de marques japonaises sorties d'usines installées en Europe) qui découlent des investissements des constructeurs japonais dans la CEE programmés pour les années à venir.

Mais c'est précisément à propos des transplants que surgissent des divergences d'estimation peu innocentes. Il semble acquis qu'aucune restriction les concernant ne figurera explicitement dans l'accord : Tokyo comme Londres s'y opposent. Mais, selon certains, soucieux de rassurer les Français et les Italiens, la Commission ferait clairement savoir aux Japonais qu'au-delà d'un plafond se situant autour de 800 000 transplants mis sur le marché, la CEE appliquerait la clause de sauvegarde, autrement dit réduirait les importations directes.

« Ce n'est pas pensable, l'idée de lier clairement les deux modes de pénétration du marché européen est idéaliste », réplique un champion de ce qu'il faut bien appeler l'autre camp, celui du libéralisme, ajoutant que les calculs de la Commission ont été faits en ayant en tête un montant maximum de 1 500 000 transplants. C'est uniquement dans le cas où ce seuil serait atteint que la Commission commencerait à présenter ses remarques aux Japonais à l'occasion d'un des deux rendez-vous annuels prévus pour la surveillance de l'accord ! C'est ainsi (1 320 000 + 1 500 000 = 2 820 000) qu'on pourrait théoriquement atteindre le total dénoncé par Mme Edith Cresson de 18,7 % du marché occupé par les Japonais. Mais, corrige notre éminence bruxelloise, *« il n'y aura pas un droit reconnu aux Japonais d'occuper une telle fraction du marché, ce sont de simples hypothèses de travail qu'avec un ou deux modèles réussis par gamme les constructeurs européens peuvent réduire à néant »*.

Ph. L.

□ RECTIFICATIF. – Le titre de l'article de Paul Fabra commentant l'assemblée générale annuelle du FMI et de la Banque mondiale (*le Monde* du 28 septembre) laissait penser que les deux institutions avaient formellement créé un comité chargé d'assister financièrement les pays les plus touchés par la crise du Golfe. En réalité, c'est sur l'initiative des Etats-Unis qu'un comité informel de coordination de l'aide a été formé (regroupant les principaux pays industrialisés et les Etats du Golfe) et s'est réuni mercredi 26 septembre à Washington. Le FMI et la Banque mondiale, pour leur part, étudient les moyens de permettre aux Etats touchés par la crise d'accéder plus facilement, et à des conditions plus avantageuses, à leur concours.

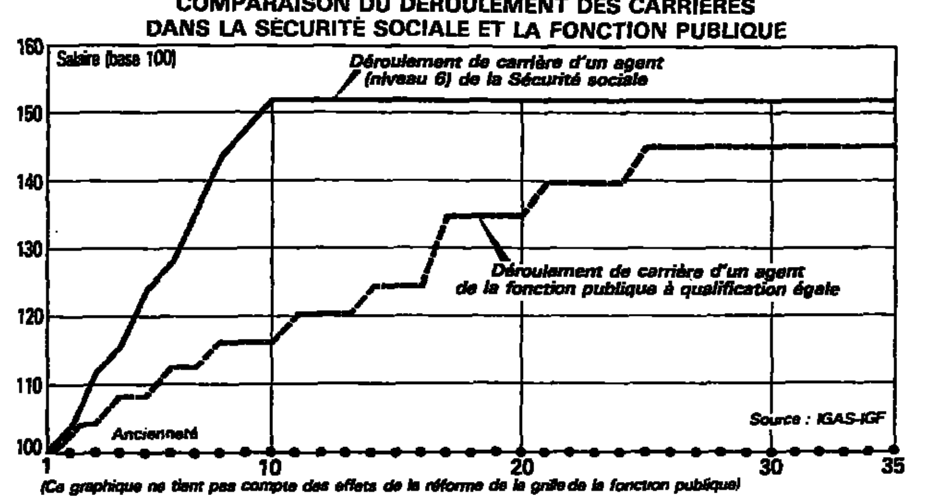
Après la journée d'action intersyndicale

La gestion du personnel de la Sécurité sociale en accusation

La journée d'action organisée jeudi 27 septembre par tous les syndicats des organismes de Sécurité sociale a rencontré un succès mitigé. Selon la direction, 36,15 % du personnel a observé des arrêts de travail et la manifestation régionale organisée à Paris a rassemblé 2 000 personnes selon la police, 7 000 à 8 000 selon les syndicats.

Dans le cadre de sa mission de concertation, M. Jean Lavergne a par ailleurs proposé aux partenaires sociaux de rétablir le paritarisme au sein de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS) qui assure la gestion des 180 000 salariés de la « Sécu », en accordant trois sièges supplémentaires au patronat. Il suggère également un « comité de directeurs » des caisses nationales.

COMPARAISON DU DÉROULEMENT DES CARRIÈRES DANS LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LA FONCTION PUBLIQUE



(Ce graphique ne tient pas compte des effets de la réforme de la grille de la fonction publique)

« Il n'existe plus aujourd'hui à la Sécurité sociale d'outil de gestion des ressources humaines », constate un rapport réalisé conjointement par l'inspection générale des finances (IGF) et l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) à la demande du gouvernement. Pour les auteurs de cette étude, l'analyse de l'actuelle *« situation de crise »* conduit d'abord à instruire le procès des mécanismes qui président au déroulement des carrières.

Compte tenu de la généralisation de l'avancement automatique (4 % d'augmentation de salaire tous les deux ans) et de la généralisation de fait des promotions au mérite, la situation est devenue absurde. Ne pouvant dépasser 40 % du salaire, ces diverses mesures de promotion permettent certes de gravir les échelons en dix ans mais, au-delà, un agent de la Sécurité sociale n'a plus rien à attendre *(voir graphique)*. *« Près de 80 % des personnels d'exécution ont aujourd'hui terminé leur carrière »*, soulignent l'IGF et l'IGAS, qui jugent ce phénomène d'autant plus *« malsain »* qu'il concerne des salariés âgés de trente à trente-cinq ans.

Privée de « sang neuf » en raison du blocage des embauches, la « Sécu » souffre d'une faible mobilité. Elle distribue des primes comparables à celles accordées dans la fonction publique, et son personnel, précise l'étude, a bénéficié – en moyenne – de gains de pouvoir d'achat entre 1986 et 1989 (1,60 % la dernière année, 1,50 % en 1988).

On relève également de fortes variations de la charge de travail selon les caisses. L'IGAS et l'IGF regrettent l'inexistence de primes permettant de *« récompenser les gains de productivité »* tout en s'interrogeant sur le *« professionnalisme »* de certains directeurs en matière de gestion des ressources humaines. Conséquence : *« L'image que les agents ont d'eux-mêmes est plus mauvaise que celle qui prévaut parmi les usagers »*, qui ont bénéficié d'une *« notable amélioration du service rendu »*.

La solution, conclut l'étude, passe tout autant par une amélioration de la gestion des carrières que par *« une réforme des mécanismes institutionnels »* permettant à la tutelle de l'Etat de sortir de son *« impuissance »* et de mettre en sourdine *« le jeu politique et syndical »* qui *« constitue bien souvent un obstacle à la recherche et à l'aboutissement de solutions, sauf à formuler des propositions que l'Etat, garant des intérêts de la collectivité, ne peut avaliser »*.

Autant de conclusions qui apportent de l'eau au moulin du gouvernement et devraient embarrasser les partenaires sociaux, à commencer par le CNPF et Force ouvrière qui, pour l'essentiel, ont assuré la gestion du personnel des organismes sociaux. On pourra néanmoins regretter que cette étude, conduite par les services de l'Etat, n'ait pas davantage analysé l'attitude des pouvoirs publics, qui se sont contentés de vetos successifs aux décisions de l'UCANSS.

JEAN-MICHEL NORMAND

Stabilité du chômage dans la CEE en juillet

Selon les dernières statistiques publiées par Eurostat, les douze pays de la Communauté comptaient 13,5 millions de chômeurs en juin dernier, en données brutes. A la fin du mois de juillet, le taux de chômage par rapport à la population active s'établissait à 8,6 %, sans changement depuis le mois de mars.

Seuls l'Espagne (- 0,4 %) et le Portugal (- 0,1 %) ont vu baisser le nombre de demandeurs d'emploi tandis que les hausses sont enregistrées en Grande-Bretagne et en Belgique (+ 0,2 %).

Standardisé afin de permettre les comparaisons, le taux de chômage par pays est le suivant : Irlande, 16,7 % ; Espagne, 15,4 % ; Italie, 11,3 % ; France, 9,4 % ; Pays-Bas, 8,7 % ; Belgique, 8,2 % ; Danemark, 7,1 % ; Grande-Bretagne, 6,1 % ; RFA, 5,3 % ; Portugal, 5 % et Luxembourg, 1,6 %.

Après les prises de participation des AGF et de la BNP chez Pechiney

L'Etat va remodeler le capital de plusieurs entreprises publiques

Le remodelage du capital des groupes industriels publics, avec l'aide des banques et compagnies d'assurances nationalisées, sous contrainte de « ni-ni » (ni privatisation ni nationalisation), va s'intensifier. L'entrée des AGF et de la BNP dans le capital de Pechiney, opération dont les modalités ont été révélées jeudi 27 septembre, devrait être suivie par d'autres opérations similaires dans les semaines à venir. La liste des entreprises industrielles concernées n'a pas encore été arrêtée, précise-t-on du côté du ministère de l'économie et des finances. La BNP devrait y jouer un rôle actif.

L'Etat a visiblement trouvé le modèle à sa convenance pour recapitaliser les entreprises industrielles publiques, avides de financement, et renforcer les fonds propres des banques nationalisées et compagnies d'assurances sous la double contrainte du budget et de la fameuse règle du ni-ni (« ni privatisation ni nationalisation »).

Cette recette miracle vient d'être appliquée pour Pechiney. Le principe en est simple. L'Etat va céder 10 % du capital votant et 7,5 % des droits de vote du groupe d'aluminium et d'emballage, respectivement aux AGF et à la BNP. Pour rémunérer cet apport, la compagnie d'assurances et la banque, toutes deux nationalisées, vont procéder à une émission d'actions nouvelles qui seront détenues par l'Etat.

Ce donnant-donnant présente un triple avantage. Pechiney fait entrer dans son capital deux partenaires capables de l'épauler dans ses développements futurs. La BNP peut espérer de son côté augmenter de 1 milliard de francs ses fonds propres, ce qui lui permet d'élever son « ratio Cooke » (rapport fonds propres/ engagements). Les AGF, enfin, se donnent les moyens de faire appel au marché financier à hauteur de 25 % de leur capital, en consolidant préalablement la participation de l'Etat. Elles détiendront, en outre, 70 % du capital de la nouvelle banque née de la fusion du Crédit chimique, établissement de crédit de Pechiney, et de la Banque générale du Phoenix, leur propre institution.

Le choix des AGF et de la BNP pour participer à ce subtil montage s'explique, indique-t-on Quai de Bercy comme chez Pechiney, par les liens existant de longue date entre les deux institutions financières et le groupe de M. Jean Gandois. Les AGF comme la BNP font en effet partie du tour de table du projet d'usine d'aluminium de Pechiney à Dunkerque. La BNP a en outre appuyé Pechiney dans son rachat d'American National Can. D'aucuns y voient toutefois la volonté des pouvoirs publics d'impliquer davantage la banque nationalisée dans les grandes manœuvres qui se dessinent. Des discussions devraient se dérouler dans les semaines à venir entre le président de la BNP, M. René Thomas, et le cabinet de M. Bérégovoy. Au programme : de nouvelles prises de participation dans le capital d'entreprises industrielles publiques.

Du côté de Pechiney, on se félicite de l'arrivée de ses nouveaux partenaires. Le groupe français d'aluminium, qui a enregistré un bénéfice net de 1,249 milliard de francs au premier semestre 1990, en progression de 6 % par rapport au premier semestre 1989 grâce aux bonnes performances de sa branche emballage, n'entend pas remiser ses projets d'investissement en raison des événements du Golfe. Pechiney a ainsi annoncé la construction d'une nouvelle usine d'emballage à Dunkerque, soit une mise de fonds de 340 millions de francs. Cette usine, spécialisée dans la fabrication de boîtes boisson en fer blanc, emploiera 125 personnes.

CAROLINE MONNOT

France Télécom échange du Bull contre du TDF

France Télécom, en tant qu'administration, portait jusqu'à présent pour le compte de l'Etat plus de la moitié du capital de Bull et 17 % de celui de Thomson. Comme l'opérateur n'était jamais intervenu dans la gestion de l'informaticien (en perte aujourd'hui), il était entendu que sa participation serait abaissée à l'occasion de la réforme sur le statut des PTT *(le Monde* du 1er février).

Les pouvoirs publics ont donc imaginé un montage au terme duquel les PTT échangent 32,8 % du capital de Bull contre 49 % du capital de TDF détenus par l'Etat au titre du budget général. France Télécom, qui détenait déjà 51 % du capital de TDF, en sera donc actionnaire à 100 %. Dans un deuxième temps, sa filiale Cogecom en portera 49,9 %, 50,1 % restant directement entre les mains de l'opérateur public. Le personnel de TDF, précise le ministère des P et T, *« reste régi par la convention collective de l'audiovisuel »*.

Les conséquences de la crise du Golfe

M. Bérégovoy prêt à baisser l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués

La crise du Golfe aura eu cette conséquence de rapprocher les positions des membres du Parti socialiste de celles du ministre de l'économie et des finances. Jeudi 27 septembre, devant les parlementaires socialistes réunis à Nantes, M. Bérégovoy a déclaré qu'il était prêt, *« si les socialistes l'entraînaient sur cette voie »*, à baisser l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués.

Cette déclaration est une surprise pour au moins deux raisons. La première est que, depuis la « Lettre à tous les Français » du président de la République publiée en avril 1988, l'idée était que les allégements de fiscalité consentis aux entreprises pour se consolider et résister à la concurrence internationale ne concerneraient que les bénéfices non distribués. *« Pour nos entreprises qui ont à se muscler d'ici à 1992, j'envisage une aide fiscale à l'investissement sous forme, par exemple, de crédit d'impôt, à moins que ne soient préférées des réductions d'impôt sur les sociétés lorsque les bénéfices sont réinvestis sur place. »*

Il y avait dans cette démarche la volonté de privilégier l'investissement au détriment des distributions de dividendes aux actionnaires. Malgré les critiques qui avaient été adressées à cette démarche défavorable aux épargnants, M. Bérégovoy n'a cessé – depuis son retour au ministère de l'économie et des finances – de réduire le taux de l'impôt sur les sociétés pour les seuls bénéfices réinvestis. Ce faisant, il a creusé un peu plus à chaque nouvelle étape de baisse l'écart entre les deux régimes : taux de 37 %, qui va passer à 34 % contre 42 % pour les bénéfices distribués. Le second motif de surprise est l'attitude du Parti socialiste – ou de quelques-uns de ses membres les plus éminents – qui, au cours du mois de septembre, avait attaqué M. Bérégovoy lorsque fut connue son intention de réduire de trois points le taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis. *Grosso modo*, il était reproché au ministre d'en faire trop pour les entreprises et de grossir les effets de la crise du Golfe. Peu nombreux étaient les socialistes qui, en août et septembre, jugeaient importantes et durables les conséquences de la flambée des prix pétroliers sur notre économie en général, sur nos entreprises en particulier.

Cette vision des choses semble s'être beaucoup modifiée. Est-ce pour démontrer que leur prise de conscience de la gravité de la situation est pleine et entière ? Toujours est-il que plusieurs membres éminents du Parti socialiste (MM. Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici, Alain Richard, François Hollande...) ont proposé d'aller plus loin et de réduire le taux de l'IS, y compris quand les bénéfices sont distribués... M. Bérégovoy enregistre l'idée et doit se demander pourquoi ses propositions de septembre avaient soulevé de tels tollés.

La crise du Golfe ne modifie pas seulement les prix du pétrole...

ALAIN VERNHOLES

La Banque mondiale pourrait manquer de ressources

L'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale s'est terminée le jeudi 27 septembre à Washington. Les conséquences économiques de la crise du Golfe ont été au centre de tous les débats.

Si la croissance du monde industriel devait se trouver ralentie par la flambée des cours du brut, les pays en voie de développement non exportateurs de pétrole et ceux d'Europe de l'Est seront les plus durement touchés par la crise du Golfe. Jeudi 27 septembre, le président de la Banque mondiale, M. Barber Conable, a évoqué la nécessité d'une assistance exceptionnelle aux pays les plus affectés par la crise : la Turquie, la Jordanie, l'Egypte, mais aussi parmi les plus pauvres, le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan, les Philippines, Sri Lanka ou le Soudan.

Selon M. Conable, si la crise se prolonge, les ressources de la Banque seront insuffisantes pour financer l'aide aux pays en développement, et les Etats industrialisés pourraient être incités à apporter des contributions volontaires. De son côté, le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus a affirmé sa volonté de permettre aux Etats en difficulté de bénéficier d'un *« usage souple »* des facilités financières du fonds. Un fonds spécial chargé de subventionner les taux d'intérêt des emprunts contractés par certains pays pourrait voir le jour.

Du bon usage des stocks

Suite de la première page

Le problème reste donc entier. Il devient de plus en plus urgent à mesure que l'hiver approche et que les menaces de rupture d'approvisionnement se précisent. Jusqu'ici le blocus n'a pas encore provoqué de pénurie à proprement parler. C'est le déséquilibre qualitatif des approvisionnements et l'anticipation d'une crise plus rude qui ont poussé les cours au plus haut. Qu'en sera-t-il lorsque le déficit sera réel ?

L'échec de l'initiative de M. Bush testant les réserves stratégiques pour impressionner le marché et décourager la spéculation *(le Monde* du 28 septembre) montre bien les difficultés de l'exercice. Loin de rassurer les opérateurs, l'annonce du « test » américain les a au contraire convaincus que l'utilisation desdits stocks stratégiques n'était pas aussi facile qu'on le croyait. La qualité des bruts, entreposés depuis plus de dix ans dans quatre énormes mines de sel désaffectées en Louisiane et au Texas, leur transport et surtout les modalités de vente – il ne faudrait pas que ces quantités aillent grossir les stocks des spéculateurs ! – posent à l'évidence problème.

Ce test a aussi renforcé les craintes d'un conflit militaire imminent, la plupart des analystes estimant que les Etats-Unis n'utiliseront leurs stocks, constitués à grand prix (16 milliards de dollars) qu'en cas de guerre et de vraie pénurie... Résultat : les cours après une brève rechute sont repartis de plus belle à la hausse dépassant de nouveau 40 dollars, à Londres et même pour la première fois à New-York. La preuve est désormais faite : il faudrait pour calmer réellement la fièvre des marchés pétroliers décider de relâcher durablement tous les stocks stratégiques. Or les gouvernements, pas plus à Tokyo qu'à Bonn ou à New-York n'y sont pas prêts. Du moins tant que les stocks commerciaux demeurent élevés partout ailleurs.

En dehors de ces trois pays et de l'Italie pour une faible quantité, les stocks *« stratégiques »* sont en effet dans la plupart des pays consommateurs gérés par les compagnies elles-mêmes, par le biais d'obligations de stockage calculées en jours de consommation : 90 jours en France et aux Pays-Bas, 76,5 jours au Royaume-Uni par exemple. Mais aucun de ces autres pays, sauf la France grâce à la célèbre « loi de 1928 », ne dispose des moyens législatifs ou réglementaires leur permettant de contraindre les compagnies à obéir.

Le problème concrètement posé à l'AIE est donc double : dans un premier temps, trouver les moyens de pousser les compagnies à puiser d'abord dans leurs stocks excédentaires. Puis, le cas échéant, si le besoin d'utiliser les stocks stratégiques se fait sentir, de coordonner les actions de tous les pays. Les Etats-Unis pas plus que l'Allemagne ou le Japon, ne sont en effet prêts à faire seuls les frais du rééquilibrage...

VÉRONIQUE MAURUS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNION FINANCIÈRE DE FRANCE BANQUE

L'activité de l'Union Financière de France s'est maintenue au 1er semestre 1990 au niveau élevé atteint l'an dernier.

Les capitaux souscrits se sont élevés à 3 682 millions contre 3 716 millions au 1er semestre 1989. Les capitaux recueillis ont marqué la même évolution : 2 987 millions contre 2 980 millions.

Le résultat net consolidé semestriel s'élève à 98 millions, soit un montant sensiblement égal à celui du 1er septembre 1989 (97,9 millions), qui avait enregistré une hausse de 23,7 % sur l'année précédente. Les efforts commerciaux du Groupe, qui se sont traduits par le renforcement et le redéploiement de son réseau commercial, doivent lui permettre de faire face aux conséquences de la conjoncture mondiale.

DELALANDE S.A.

Le Groupe Delalande, dans le cadre de sa politique de développement externe en Europe, par l'intermédiaire de sa filiale de Turin, vient de prendre le contrôle majoritaire du Laboratoire Isnardi SpA situé à Imperia en Italie.

Par cette acquisition, le chiffre d'affaires du Groupe en Italie dépassera les 100 millions de francs par an.



société nationale elf aquitaine

POUR UNE PLUS GRANDE LIQUIDITÉ, ELF AQUITAINE DIVISE SON TITRE A COMPTER DU 23 NOVEMBRE 1990

ELF AQUITAINE divise le nominal de son action par deux. Ainsi, une personne qui possédait 10 actions ELF AQUITAINE avant cette division en détiendra désormais 20 pour une même valeur globale de portefeuille, dès le 23 novembre 1990, jour de la division.

Le prix de chaque nouvelle action devrait donc être lui aussi divisé par deux, toutes choses égales par ailleurs.

Ceci permettra aux épargnants d'acquérir plus facilement le titre ELF AQUITAINE et de gérer leur portefeuille avec une souplesse accrue.

N.B. Les détenteurs des bons de souscription ne sont pas concernés par cette opération, puisque les bons arrivent à échéance le 19 octobre 1990. Nous leur rappelons que pour pouvoir exercer ces bons, les documents doivent impérativement être parvenus avant le vendredi 19 octobre 1990 à la Banque PARIBAS Luxembourg, 10A boulevard Royal - BP 51 - 2449 Luxembourg.

BABCOCK Entreprise (Groupe [illegible])

REPRISE DES ACTIVITÉS CHAUDIÈRES ÉLECTRIQUES D'ALFA LAVAL

Babcok Entreprise, filiale du Groupe CNIM, vient d'acquérir la branche Chaudières électriques d'Alfa Laval Industrie.

Cette acquisition est complétée par la signature d'un accord de licence avec Zander et Ingestrüm (Groupe Alfa Laval) dont Alfa Laval Industrie exploitait la technologie en France.

Babcok Entreprise, qui disposait avant cette acquisition de sa propre expérience dans le domaine des chaudières électriques, devient ainsi leader pour la réalisation des chaudières à électrodes.

Valeo : résultats et perspectives

Le Conseil d'Administration de Valeo au cours de sa réunion du 26 septembre 1990 a examiné les résultats du premier semestre 1990 et les perspectives de fin d'année dans le nouvel environnement économique.

Résultats du premier semestre 1990

En millions de francs	1er semest. 1990	1er semest. 1989	
Chiffre d'affaires	11.650	10.065	+16 %
Bénéfice net du Groupe	531	607	−13 %
Marge brute d'autofinancement*	1.102	1.023	+ 8 %
Investissements	943	928	+ 3 %
Effectifs (nombre)	33.500	30.900	+ 8 %

*bénéfice net du Groupe + amortissements.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Valeo a progressé de 16 % au premier semestre 1990, pour atteindre 11,7 milliards de francs, la part internationale du chiffre d'affaires représentant 54 % du total, contre 49 % un an plus tôt. Cette augmentation est due principalement à l'apport des sociétés récemment acquises et à la bonne tenue des marchés français, allemand et italien. L'activité de Valeo sur les marchés nord-américain et brésilien a par contre été affectée par la chute du dollar et par la crise économique et monétaire du Brésil ; Valeo ne réalise toutefois dans cette zone que 10 % de son chiffre d'affaires consolidé.

Le bénéfice net du Groupe de 531 millions de francs représente 4,6 % du chiffre d'affaires du premier semestre 1990, contre 6,0 % au premier semestre 1989. L'écart de résultat de 1,4 % est d'abord dû à l'intégration des nouvelles acquisitions (Delanair, Blackstone, G. Cartier Systèmes, Fort Worth), qui pèsent pour les deux tiers dans le tassement du résultat. Le solde de l'écart correspond à l'augmentation des amortissements, qui traduit la progression des investissements depuis trois ans pour moderniser et développer l'outil industriel du Groupe.

Les frais commerciaux, et les frais de recherche et développement sont restés en ligne avec la croissance du chiffre d'affaires.

Les frais financiers ont sensiblement augmenté (+ 162 MF) en fonction de l'endettement lié aux nouvelles acquisitions. Leur accroissement a cependant été compensé par la baisse des charges exceptionnelles (− 159 MF), les frais de restructuration du Groupe ayant déjà été provisionnés.

Si l'on analyse les résultats dans le nouveau périmètre de consolidation 1990, on notera que :

- à structure comparable, et à taux de change constants, le chiffre d'affaires de Valeo a progressé de + 1 % du premier semestre 1989 au premier semestre 1990, dans un marché automobile globalement stable en Europe et en forte baisse aux États-Unis et au Brésil ;
- à même périmètre 1990, la marge brute a augmenté, en passant de 19,8 % du chiffre d'affaires au dernier semestre 1989 à 21,3 % au premier semestre 1990 ;
- les effectifs totaux, à même périmètre 1990, ont baissé de 7 % entre le premier semestre 1989 et le premier semestre 1990.

Le bilan du Groupe s'est amélioré grâce à la progression de la marge brute d'auto-financement (+ 8 %) : le désendettement a atteint 378 millions de francs sur le premier semestre 1990. Le ratio dettes/fonds propres est ainsi passé de 0,73 au 31 décembre 1989 à 0,63 au 30 juin 1990.

Perspectives 1990/1991

Le second semestre 1990 devrait être une période d'ajustement à l'évolution de la demande automobile. La politique de consolidation engagée par Valeo depuis 1989 est adaptée à ce nouvel environnement économique. Le Groupe poursuit la rationalisation de ses activités, en renforçant ses domaines leaders.

La croissance cumulée du chiffre d'affaires Valeo à fin septembre 1990 est en ligne avec celle du premier semestre. Elle pourrait cependant être freinée par l'évolution du marché sur la fin de l'année. Dans ces conditions Valeo ajuste sa prévision de chiffre d'affaires de l'exercice à 21,5 milliards de francs au lieu des 22 milliards initialement visés, à comparer aux 19,5 milliards de francs de l'exercice 1989.

Au-delà de l'acquis des neuf premiers mois, qui s'inscrit à plus de 4 % du chiffre d'affaires, le résultat net de Valeo pour l'exercice 1990 pourrait être affecté par l'effet de la conjoncture du dernier trimestre.

La politique industrielle et financière suivie par le Groupe lui permettra d'aborder l'année 1991 avec un bilan renforcé, après une réduction accentuée de son endettement. Valeo pourra ainsi tenir le cap de sa stratégie d'innovation technique et de développement international.

Valeo L'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE



INFORMATIQUE PÉTROLIÈRE SCIENTIFIQUE

SSII de 40 ingénieurs spécialisés en informatique pétrolière et chimique recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Haut niveau

Pour commercialiser des prestations intellectuelles auprès des industries pétrolières :

- Ingénieur de formation grandes écoles (X, Mines, Centrale, ENSPM...) ou universitaires (doctorat) avec si possible de bonnes connaissances en géophysique.
- Première expérience informatique d'au moins deux ans.
- Bonne maîtrise de l'anglais.

Poste basé à Puteaux.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V détaillé et photo) à notre service recrutement :

IPS, 35, rue Eichenberger - 92800 Puteaux

PARIS 1er
Société Crédit immobilier recherche
RESPONSABLES
chargés d'animer une équipe de correspondants.
Env. C.V. + photo à SMO, 219, r. St-Honoré, Paris 1er

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

Mº ARTS-ET-MÉTIERS
Calme, baigné de soleil, en duplex, gd living dble + 1 chbre + s.d.bs.
46-22-03-80
43-59-68-04, p. 22.

5e arrdt

5e - RARE
Près Maubert, neuf, jamais habité. Ancien imm. XVIIe réhab. Appt ht de gamme, env. 116 m², living 50 m² + 2 chbres, s.d.b., s. d'eau.
46-22-03-80
43-59-68-07, p. 22.

Mº SAINT-MICHEL
10, PLACE SAINT-MICHEL
Pierre de t., tt cft s/arbres, liv., 2 ch., 2 bns, 100 m².
Samedi, dim., 14 h-17 h.

8e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche)
Idéal prof. lib. 210 m² env. Bcp de charme. Entr., dble living + burx + 3 chbres, 2 bains. Travaux à prévoir.
46-22-03-80
43-59-68-04, p. 22.

CONDORCET
Imm. p. de t., 65 m², 4e, cheminée, moulures, cuis. luxe, original. 42-58-14-17.

9e arrdt

100 M. GALERIES LAFAYETTE
2/3 pièces de bel immeuble, asc., 1 960 000 F.
42-58-14-17.

16e arrdt

TROCADÉRO (proche)
clair, aéré, dégagé, très b. appt env. 200 m², 3 récpt + 3/4 chbres, étage élevé.
46-22-03-80
43-59-68-04, p. 22.

17e arrdt

17e
PLACE PEREIRE (près)
Appt env. 125 m². Récept. 40 m² + 3 chambres, 1 s. de bns, 1 s. de douche.
5.250.000 F.
46-22-03-80
43-59-68-04, p. 22.

Proche 17e, Neuilly ou Pte Maillot, clair, aéré, 5e ét., appt. env. 133 m², living dble 45 m² + 2 chbres, cuis., salle de bs, chambre service, ascenseur, très bon plan.
46-22-03-80
43-59-68-04, p. 22.

18e arrdt

MONTMARTRE
3-4 pièces, 75 m² de imm. standing, hautes prestations, clair, calme, 5e, asc.
42-58-14-17.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT SUR PARC
rez-de-jard., GD 2 P + terrasse stand., box.
58-60, RUE BOTZARIS
samedi, dim., 14 h à 17 h.
42-08-50-19 les matins.

FACE PARC
Mº BUTTES-CHAUMONT
Bon imm. tt cft. 4e ét.
2 p., entrée, cuis., bains.
15, RUE MANIN
Sam., dimanche, 14 h-17 h.

Province

Part. vend appt F3 65 m², entièrement rénové
PLEIN CENTRE
ELBEUF (76500)
R.D.C. - 2 parkings.
Conviendrait à profession libérale.
PRIX : 240.000 F.
Tél. : (16) 32-36-77-44.

SÈTE La Corniche
2 PIÈCES 30 m² + terrasse et loggia de 36 m², au 3e et dern. ét. Etat impecc. Vue mer et Mont-Saint-Clair.
Prix 360.000 F.
Tél.; 68-01-08-05.

appartements achats

CABINET KESSLER
78, Champs-Elysées, 8e
Recherche de toute urgence
BEAUX APPTS DE STANDING
petites et grandes surfaces
ÉVALUATION GRATUITE
sur demande
46-22-03-80
43-59-68-04 poste 22.

RECH. URGENT 110 à 140 m² PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, 9e.
PAIE COMPTANT.
Tél. (1) 48-73-35-43.

Très urgent pour banque recherche appt standing 3 réceptions + 3 à 5 chbres 16e N, 8e, 7e, 5e, 17e.
46-22-03-80
43-59-68-04 p. 22.

locations non meublées offres

Paris

SANS COMMISS. Résidence
MANIN-CHANTECOQ
139, rue Manin, 19e, imm. NEUF, libre de suite.
2 p., 55 m², loyer 4720 + charges 497 F.
3 p., 63 m², loyer 5030 + charges 566 F.
Cave + box inclus.
Chauff. individuel électriq.
Appartement témoin ouvert : lundi, mercredi et samedi, de 10 à 12 h et de 14 à 17 h.
Rens. 45-65-37-02, hres de b.

immeubles

MARCHÉ NOTAIRES
136, r. L.-M.-NORDMANN, 13e
Maison sur 343 m² env. de 3 nivx sur cave + grenier. SDHOP 311 m². Libre. Mise à prix 5 500 000 F. Visite les 27 sept., 4 et 11 oct. de 17 h 30 à 19 h 30 et 29 sept., 6 et 13 oct. de 9 h à 11 h.
Mº JAMAR, 42-33-21-18.

hôtels particuliers

17e PEREIRE (proche)
H. part. R + 3, petit jardin, terrasse, possibilité prof. libérale, sur. env. 350 m², 3 récept. + 8/9 ch. 20 M.
46-22-03-80
43-59-68-04, p. 22.

pavillons

NORMANDIE A BERNAY (27)
Part. vd pavillon 1950
Plain-pied, rue calme, 3 ch., séj ensoleillé, cuisine, s. de bs, w.-c., gar., jard., centre ville et commerces à 3 mn.
480 000 F.
Tél. : 45-75-77-18.
Tél. bureau : 45-63-84-40.
W.-E. : (16) 32-44-36-44.

FOSSES (95)
30 mn Châtelet-Les Halles par RER, 15 mn Roissy par la route. Quartier calme, proche RER et lycée, pavillon F5, 3 chambres, dressing + mezzanine, séjour double 32 m² avec grande cheminée, cuisine équipée, 2 salles de bains, 2 w.-c., sous-sol total, garage 2 voitures. Terrain clos de 280 m², 117 m² habitables. 800 000 F
(1) 34-72-24-06 et/ou
(1) 34-72-99-50.

villas

TOULON CAP BRUN (Var)
Rés. prox. plage et commerces., exc. confort. villa 103 m² + gar. Vérit. T5.
Frais réduits. 980 000 F.
ACTIMER (16) 94-31-01-01.

bureaux

Locations

GROUPE ASPAC
1er RÉSEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES
propose : BUREAUX ÉQUIPÉS et salles de réunions, minibars, services complets, domiciliations, SIÈGES SOCIAUX, *démarches, formalités* et CRÉATION immédiates de toutes ENTREPRISES.
Fax, permanence tél., secrét. TTX, assurance, imprimerie, financements... et tous services personnalisés.
ÉTOILE 16e. 47-23-61-61
GRENELLE 15e. 47-23-61-58
ST-LAZARE 9e. 42-93-50-54
LAFAYETTE 9e. 47-23-61-61
BOULOGNE 92. 46-20-22-25
+ 25 Centres en France.
Prix compét., délais rapides.
Depuis 1978 à votre service.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

Cause santé, vends fonds de commerce spécialisé (cycles), sud Sarthe.
Tél. : 43-44-07-00 hres bur. ou 43-44-12-73 apr. 20 h.

Mº POISSONNIÈRE
proche rue La Fayette
Hôtel 2 étoiles
Superficie envi. 850 m² + ss-sol, R + 4 avec asc., 32 chbres avec s.d.b.
46-22-03-80
43-59-68-04, p. 22.

propriétés

A vendre, MAISON EN VIEILLES PIERRES, entièrement restaurée, avec 80 ha, 20 km à l'ouest de Galway, possibilité de chasse et pêche à proximité
FAX IRL/091/71 148

MONFLANQUIN (47) vd maison de maître 19e s., 8 P., 200 m² hab. + 100 m² cave + 100 m² grenier aménageable, 630 m² dépend. sur 13 400 m² (parc boisé, cour, pré) 780 000 F, possible acheter jusqu'à 19 ha.
53-36-53-25

Particulier cherche
DOMAINE VITICOLE
OU EXPLOITATION SIMILAIRE,
bon rendement,
France, Italie, Autriche.
Offres à HAVAS
Régies Nº 1263
4, rue des Iris 98000 Monaco

L'AGENDA

Offres de particuliers

VENDS collection reliée SÉLECT. HEBDOMADAIRE DU MONDE 1956 à mars 1984. Tél. : 85-91-58-11.

A VENDRE
UN SUPER CORNET BENGE, très bon état. 2.500 F.
Remorque auto 120 sur 90 cm, châssis neuf. Très solide, 1.000 F.
Poêle à bois norvégien Jotul, bûches de 43 cm. Quasi neuf, 1.500 F.
Cheminée inox Selkirk 3 m, 1.500 F.
Deux stères de bois coupé pour 200 F.
Tél. : 46-70-88-04 le midi.

Animaux

VENDS JOLIS CHIOTS
SHAR-PEI
MALES ET FEMELLES
née le 18 août 1990
A RETENIR
(16) 86-88-49-10
(après 20 heures)

Vidéo

A VENDRE URGENT
cause double emploi
LECTEUR VIDEO DISC PAL
3 mois, état neuf. 3.000 F.
Laisser message sur répond. : 46-24-06-81.

Vacances Tourisme Loisirs

Home d'enfants à la montag.
(Jura, 900 m alt., près frontière suisse)

TOUSSAINT, NOËL
Agrém. Jeunesse et Sports
Yves et Liliane accueill. vos enfts ds anc. ferme XVIIe s. confortabl. rénovée, chbres 2 ou 3 avec s. de bns, w.-c. Sit. au mil. des pâtur. et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfts. Idéal en cas 1re séparat. Amb. famil. et chaleur. Activ. : VTT, jeux collect., peint. sur bois, initiat. échecs, fabric. du pain.
1 800 F sem./enft.
Tél. (16) 81-38-12-51.

ASSOCIATIONS

Session et Stages

CÒURS D'ARABE
Journée, soir, samedi
AFAC 42-72-20-88.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING
Documentation sur demande.
W.E. init. à part. 15 septembre.
5, rue du Pont-de-Lodi 75006 Paris. Tél. : 46-34-11-65

Anglais à partir de 35 F/H. en mini groupe, hor. la carte.
Tél. : 43-79-65-05

Écrire correctement grammaire, orthographe tous niveaux, 35 F.
43-87-06-05

HÉBREU עברית
Initiation sérieuse, profs univers., 1er cours : 23/10/90.
INSTITUT MEGUILA
Tél. : (1) 42-62-25-91

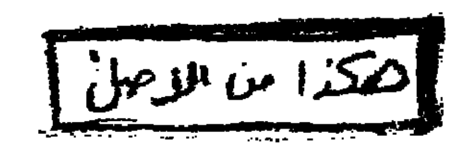
COURS DE CORSE A PARIS,
LYCÉENS, ADULTES
Tél. : 43-07-23-67
CULTURA VIVA.

LE CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EUROPÉENNE propose séminaires pour jeunes à MARLY (Paris) 22-27 octobre : L'EUROPE SANS FRONTIÈRES et 12-17 novembre : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE EN EUROPE.
Séjour gratuit.
Remb. 70 % voyage.
Rens. CIFE, 4, bd Carabacel 06 NICE. Tél. 93-85-85-57.

- Prix de la ligne 47 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au *J.O.*
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, et adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi daté samedi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.





هكذا من الاهل

Le Monde Cadres

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

L'IMMOBILIER

ÉCONOMIE

Les restructurations dans l'industrie européenne du tourisme

Lutte pour le pouvoir à la tête des Wagons-Lits

L'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie internationale des Wagons-Lits (CIWLT) s'est réunie vendredi 28 septembre à Bruxelles pour ratifier les changements intervenus dans l'actionnariat et la direction du groupe.

Selon le président, M. Jean-Marc Simon, le club des « grands actionnaires » de la CIWLT s'est *« reconstitué pour diriger le groupe de manière industrielle et non financière »*.

Le premier acte fut la reprise des parts (26,75 % au total) du Groupe Bruxelles-Lambert par la Société générale de Belgique, qui constituait une société holding associant la Compagnie financière de Suez et le groupe hôtelier français Accor (*le Monde* des 28 et 29 juin). Le deuxième vit l'entrée des deux présidents du groupe Accor au sein du comité permanent des Wagons-Lits, ainsi que les nominations de M. Jean-Marc Simon, venu de la Caisse des dépôts, comme président de la CIWLT et de M. Robert Zoladz, issu du groupe Accor, comme administrateur délégué, à côté des deux « anciens », MM. Pierre Bellon et François Boyaux (*le Monde* du 27 juillet).

Entré par effraction, à la fin de 1988, dans le capital des Wagons-Lits (dont il a acquis progressivement 18,6 %), succédant comme administrateur délégué à M. Antoine Veil, le PDG de la Sodexho, M. Bellon, première entreprise française de restauration collective, s'est prioritairement intéressé à ce dernier secteur.

S'il n'a pas négligé le tourisme, il s'est surtout préoccupé de constituer un groupe de restauration de taille mondiale, en réunissant sa société et Eurest, la filiale spécialisée des Wagons-Lits, dans une holding commune à 50/50, baptisée HR (Hôtellerie et Restauration).

Mais, en juin dernier, cette construction était encore inachevée, notamment sur les plans juridique et financier, à cause de la question de l'évaluation des apports. M. Jean-Marc Simon a donc pu obtenir la dissolution des deux directions (finances et relations humaines) déjà constituées – la communauté n'ayant été maintenue que pour les achats – et le retour de leurs directeurs à la Sodexho. Ainsi s'est affaiblie encore la position de M. Bellon, qui, depuis la vente des parts de Bruxelles-Lambert, a perdu son principal soutien parmi les actionnaires.

Le PDG de la Sodexho n'est sans doute pas encore prêt à céder la place : au cours de l'été, il a lancé une contre-offensive psychologique en portant à 20,1 % sa participation dans le capital des Wagons-Lits. Mais il doit affronter aujourd'hui l'autorité montante de M. Jean-Marc Simon, soutenu par les principaux actionnaires, la Caisse des dépôts et l'alliance Suez-Accor-Générale de Belgique.

GUY HERZLICH

L'obstination de la Caisse

par Alain Faujas

M. ROBERT LION, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, peut se montrer maladroit, mais il a beaucoup de chance et de l'obstination à revendre. Ces considérations en apparence purement personnelles expliquent en grande partie les remous qui ballottent depuis cinq ans la vénérable Compagnie internationale des Wagons-Lits et du tourisme (CIWLT), pourtant société de droit belge, et le remue-ménage qui affecte l'ensemble du secteur touristique français.

Lorsqu'il arrive, en 1982, à la tête de la Caisse, force financière des pouvoirs publics, M. Lion trouve dans ses tiroirs une foule de participations dans le tourisme, depuis le Club Méditerranée, jusqu'à la station de sports d'hiver des Ménuires en passant par l'hôtelier Accor, Havas tourisme, VVF... et les Wagons-Lits. Il se persuade peu à peu que ces atouts lui permettent d'abandonner la position d'actionnaire « dormant » et de tenter une modernisation, une industrialisation d'un secteur trop artisanal, et il se lance dans la création d'un grand pôle du tourisme français.

Il choisit les Wagons-Lits, poussiéreux mais encore bénéficiaires, dont la Caisse détient 28 %, comme tête de pont dans l'hôtellerie, l'agence de voyages, la restauration ferroviaire et la restauration publique. Il sort, en 1985, trois jokers : M. Gilbert Trigano, le patron du Club, qu'il fait entrer dans le capital des Wagons-Lits pour y infuser son dynamisme, M. Georges Pébereau, l'ancien PDG de la CGE reconverti dans la finance, qui a une idée à la minute, et M. Antoine Veil, nouvel administrateur délégué de la CIWLT, qui reçoit mission de moderniser celle-ci.

Malheureusement, M. Lion commet trois erreurs d'appréciation. La première est de ne pas voir qu'au moment où il monte à l'assaut des Wagons-Lits la banque Bruxelles-Lambert tente la même manœuvre avec un autre financier remarquable, M. Gérard Ezkénazi. La deuxième est d'avoir claironné ses intentions, ce qui a eu pour résultat d'exaspérer les « Belges », désireux de conserver outre-Quiévrain le pouvoir au sein des Wagons-Lits. Enfin, les trois hommes de M. Lion se révèle inadaptés : M. Trigano est trop individualiste pour se marier avec quiconque ; M. Pébereau s'empêtre dans la malheureuse affaire de la Société générale ; M. Veil agace les « Belges » en réinvestissant dans l'hôtellerie et en mettant en œuvre une stratégie de diversification qu'ils réprouvent.

M. Robert Lion ne voit pas le coup venir et se trouve contraint d'accepter, en 1989, l'arrivée dans le tour de table de M. Pierre Bellon, président de la Sodexho, société de restauration collective. Celui-ci est l'allié de M. Ezkénazi et des « Belges ». En échange d'un début de mainmise sur la filiale restauration Eurest des Wagons-Lits, il fait le ménage et chasse M. Antoine Veil.

Au printemps 1990, le directeur général de la Caisse des dépôts a tout raté. S'il a pu empêcher la vente pure et simple des hôtels Pullman au groupe Accor qu'il n'aime pas, il a vu avorter son projet de mariage entre les réseaux d'agences de voyages Havas tourisme et Wagons-Lits. Il est hors jeu à la CIWLT et devient spectateur impuissant des stratégies belges.

Divine surprise, la brouille entre M. Albert Frère, le puissant patron de Bruxelles-Lambert, et M. Gérard Ezkénazi bouleverse, à la fin du mois de juin, le champ de bataille. La Générale de Belgique, Suez et le groupe Accor reprennent les parts du clan « belge » dans les Wagons-Lits et s'entendent avec la Caisse des dépôts pour ramener le pouvoir en France.

Difficiles mariages

M. Lion retrouve d'autant plus la main qu'il s'accorde avec Suez et surtout qu'il change d'avis à propos des talentueux responsables d'Accor, MM. Paul Dubrule et Gérard Pélisson. Désormais tous les scénarios sont possibles et, par exemple, une répartition harmonieuse de l'hôtellerie française entre Accor et Pullman, des croisements dans la restauration publique entre la Générale de restauration du groupe Accor, Eurest des Wagons-Lits et, à titre de consolation, la Sodexho. Pourquoi la Caisse des dépôts n'augmenterait-elle pas sa participation dans Accor pour s'assurer qu'il restera arrimé en France lorsque ses deux fondateurs prendront leur retraite ?

Ainsi, maîtresse des Wagons-Lits que préside en son nom M. Jean-Marc Simon, la Caisse conserverait les clés d'Accor, un brelan chez Havas tourisme, des jetons dans les remontées mécaniques alpines, dans les golfs, la thalassothérapie, la location de voitures, les charters, l'immobilier de loisirs, les réseaux de vente. De quoi tenir la mer et la montagne, la production et la vente, l'informatique et les transports, le luxe et le tourisme social.

Ce beau scénario demeure soumis à quelques aléas, à commencer par l'inconnue que représentent les intentions des dirigeants d'Accor. Accepteront-ils la tutelle, même douce, même future, de M. Lion ? D'autre part, ne se marie pas qui veut. Les échecs des rapprochements entre le Club et Nouvelles Frontières ou entre Havas et Wagons-Lits, les difficultés des fusions entre Aquarius, Fnac voyages, Go voyages, Nouvelles Frontières sous la houlette de la GMF sont là pour rappeler les écueils d'une telle entreprise. Sans oublier que les concentrations verticales qui associent plusieurs types d'activités se révèlent fragiles et délicates à faire fonctionner. On ne peut exceller dans plusieurs métiers.

M. Robert Lion persiste à vouloir fédérer le tourisme français. Il dispose, depuis quelques semaines, d'atouts maîtres pour y parvenir et n'a plus à se méfier que de lui-même.

TGV en Corée ?

Le ministre sud-coréen des transports a déclaré jeudi 27 septembre qu'une société étrangère sera choisie pour la construction d'une ligne de chemin de fer à grande vitesse. Il a appelé les entreprises à poser leur candidature avant la fin d'octobre, indiquant que la décision sera prise au cours du premier semestre de 1991. Mme Edith Cresson, ministre français des affaires européennes, a visité Séoul du 23 au 25 septembre pour défendre le dossier du TGV français, en concurrence avec le Shinkansen japonais et l'ICE allemand. Au cours de sa visite, elle s'est également entretenue avec le président Roh Tae-woo de la situation dans le Golfe et de la position de la France dans le conflit avec l'Irak.

Lire également page 44 l'article de PHILIPPE PONS sur le boycott des produits de luxe étrangers par les magasins coréens.

ÉTRANGER

Nouveau projet de loi sur les privatisations en Tchécoslovaquie

PRAGUE

correspondance

Au cours de leur réunion avec le gouvernement fédéral tchécoslovaque, les gouvernements nationaux tchèque et slovaque sont parvenus, jeudi 27 septembre, à modifier le premier projet de loi sur la privatisation du petit commerce d'Etat, afin de rendre plus aisé le rachat des boutiques, restaurants, hôtels et autres petites entreprises par leurs employés.

La veille et l'avant-veille, des grèves d'une heure dans différentes régions du pays ont montré l'inquiétude des employés qui craignent de ne pas pouvoir rassembler les sommes considérables nécessaires au rachat de leurs entreprises.

Selon ce nouveau projet de loi, qui devrait être examiné en première lecture lundi 1er octobre à l'Assemblée fédérale, les entreprises seront vendues aux enchères publiques. Les employés désirant les racheter devront ensemble payer 50 % du prix au moment de la vente, au lieu de 70 % dans la proposition initiale. Ils disposeront de cinq ans pour régler le solde. Afin d'éviter des licenciements massifs, M. Petr Pithart, premier ministre de la République tchèque, a indiqué que, selon la loi, les entreprises seraient contraintes de conserver leurs activités antérieures.

Ces « petites » privatisations, qui doivent être engagées début 1991, sont le premier pas d'un mouvement de désétatisation, reprivatisations et restitutions de biens immobiliers saisis par les différents régimes, destinées à faire des Tchèques une nation de propriétaires.

PETER GREEN

ÉCONOMIE

Pour un montant de 35 millions d'écus

La Commission européenne va financer trois projets en RDA

BRUXELLES

de notre correspondant

A une semaine de la date prévue pour la réunification de l'Allemagne (le 3 octobre), la Commission européenne vient de décider de financer trois projets en RDA pour un montant total de 35 millions d'écus, soit 245 millions de francs. Le premier, le plus important, qui porte sur 20 millions d'écus (140 millions de francs), prévoit une série d'actions en vue de l'environnement, particulièrement dégradé en Allemagne de l'Est. La Communauté aidera les Lander orientaux à renforcer leurs moyens de surveillance de la qualité de l'air et de l'eau. En outre, divers programmes, visant à réduire les émissions polluantes, à assainir les rivières et à traiter les déchets, bénéficieront de ce financement du budget européen.

Le second projet prévoit d'affecter 14 millions d'écus (98 millions de francs) à la mise en place d'administrations régionales, et en particulier de services chargés du développement industriel et commercial des Lander. Le troisième, beaucoup plus modeste (1 million d'écus, soit 7 millions de francs), permettra d'assurer la participation de l'Allemagne de l'Est au programme « Tempus » d'échange de professeurs et d'étudiants.

Sans signification politique

Ce train de projets, décidé *in extremis* à la veille de la disparition de la RDA, n'a évidemment pas la moindre connotation nostalgique, ni d'ailleurs une quelconque signification politique. L'an dernier, les Douze avaient décidé d'affecter 300 millions d'écus (2,1 milliards de francs) du budget de la Communauté en 1990 à la modernisation de la Pologne et de la Hongrie. Aujourd'hui, ces crédits, déployés dans le cadre de l'opération « Phare », de manière concertée avec les autres pays de l'OCDE, sont presque complètement engagés.

Dès le début de 1990, la Communauté a envisagé d'étendre ce programme aux autres pays de l'Est, à savoir la Bulgarie, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, et d'accroître l'enveloppe de 200 millions d'écus (1,4 milliard de francs). La Roumanie en a été provisoirement exclue, afin de protester contre la manière jugée trop musclée dont le gouvernement a traité l'opposition. A cette époque, on ignorait quand interviendrait la réunification allemande, et Berlin-Est, comme les autres capitales concernées, a transmis des projets à Bruxelles, qui les a normalement instruits. La Commission estimait qu'il n'y avait pas de raison de ne pas mener la procédure jusqu'à son terme.

PHILIPPE LEMAITRE

A l'appel « spontané » de mouvements de consommateurs

Les magasins coréens boycottent les produits de luxe étrangers

A en croire les autorités, les grands magasins coréens feraient preuve d'un sens civique exemplaire : ce serait en réaction contre la consommation *excessive de produits de luxe de* fabrication étrangère qu'ils auraient, alors que le pays accuse un déficit commercial important, décidé de supprimer de la vente.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Une telle explication n'arrive à convaincre ni les Européens ni désormais les Américains : si le gouvernement n'est pas à l'origine de cette campagne, comme il l'affirme, c'est en tout cas sa responsabilité de la faire cesser, estime-t-on dans les chancelleries à Séoul. Américains et Européens avaient pensé soulever la question de cette campagne aussi sournoise que xénophobe devant le GATT, mais ils y ont momentanément renoncé devant les difficultés d'apporter la preuve qu'elle est effectivement d'origine gouvernementale. Pour les autorités, ce mouvement civique est « spontané » et mené par des mouvements de consommateurs.

Le boycottage s'est révélé efficace : début septembre, au grand magasin Hyundai du quartier à la mode de Apkujong-dong, l'étage consacré antérieurement aux produits étrangers a complètement disparu, et, chez son concurrent, Lotte Shopping Center, la surface qui leur est consacrée a été réduite de moitié. Quant au grand magasin Shinsegae, il a suspendu ses réassortiments.

La campagne avait commencé en mai dernier : parfums, produits de cuir, cravates et foulards de marque étrangère avaient inopinément disparu des vitrines. Les Européens manifestèrent leur émotion. Puis, ce furent les réfrigérateurs fabriqués aux Etats-Unis qui devinrent introuvables. Depuis peu, Ford a aussi des problèmes : son modèle Mercury Sable, le seul véhicule importé qui soit en compétition directe avec les modèles coréens en termes de prix, et qui connaît un grand succès depuis son entrée sur le marché en 1989, est de plus en plus rarement exposé. Kia, l'importateur, commandait 350 véhicules par mois au début de l'année. En avril, les commandes sont tombées à zéro et la publicité a disparu.

Formidable coup de fouet

Au cours de ces trois dernières années, le vent de démocratisation, l'ouverture du marché et le développement de la consommation ont donné un formidable coup de fouet aux importations (+17 % pour les produits de consommation au cours des cinq premiers mois). Les Coréens ont pu fumer des cigarettes étrangères, voyager à travers le monde et, pour les nouveaux riches, se livrer à une consommation parfois extravagante pour un pays habitué au rigorisme confucéen.

La détérioration de la balance commerciale, le ralentissement de la croissance, les tensions sociales provoquées par un décalage de plus en plus vivement ressenti entre une nouvelle classe de nantis et les petits revenus (qui ne trouvent plus à se loger en raison de la spéculation), ont alarmé les autorités. Elles ont cherché à juguler les mécontentements en brandissant le spectre de la crise et en agissant sur le facteur de mécontentement populaire le plus voyant : la consommation ostentatoire.

Les pressions indirectes sur les importateurs pour qu'ils fassent preuve de civisme (et évitent par exemple ainsi un contrôle fiscal) ont fait le reste : les produits étrangers ont disparu des vitrines, les tracasseries des douanes ou du ministère de la santé publique ayant par ailleurs un effet dissuasif sur les importations.

Un dirigisme aussi zélé qu'inefficace : le boycottage des produits étrangers de luxe (5 % du total des importations) ne peut remédier que marginalement au déficit de la balance commerciale coréenne (dans laquelle les importations de biens de consommation comptent pour moins de 9 % du total des importations). Il a en revanche des conséquences négatives pour certaines sociétés évincées du jour au lendemain du marché et affecte notamment les fabricants français et italiens de produits de consommation de luxe.

Ces procédés risquent surtout d'endommager l'image d'un pays se réclamant du libre échange et qui aspire à entrer à l'OCDE. Ils ne peuvent qu'aggraver le malaise entre la Corée et la CEE, aucun progrès ne semblant en vue sur les dossiers litigieux, qu'il s'agisse de la question de la propriété intellectuelle, des taxations discriminatoires des alcools ou du report d'un an des abaissements des droits de douane.

PHILIPPE PONS

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

L'avenir des satellites de télévision

Les héritiers de TDF 1 devront se plier au marché

A peine la première génération de satellites de télévision directe lancée, il faut songer à la remplacer. Dans un marché qui a complètement changé, les pouvoirs publics cherchent les moyens d'adapter le droit aux réalités commerciales et d'assurer la continuité des services aux utilisateurs.

Depuis 1962 et les premières transmissions transatlantiques, l'image s'est imposée comme un des premiers clients des satellites civils. Aujourd'hui, les directs avec le monde entier sont devenus monnaie courante. Et les progrès technologiques rendent possible la réception de la télévision directement dans les foyers, sur de petites antennes paraboliques. Ajoutées au mouvement général en Europe vers les télévisions privées, ces raisons ont bouleversé le marché des satellites de télécommunications, et rendu obsolètes certaines réglementations.

Dans la dernière décennie, le monopole de fait d'Intelsat sur les satellites civils capables de transmettre des images a éclaté en Europe. Aujourd'hui, on estime que soixante-dix chaînes de télévision occupent plus de cent «canaux» de satellites au-dessus de l'Europe (chaque satellite a plusieurs canaux et certaines chaînes sont diffusées sur deux, trois, voire cinq satellites simultanément).

Une première génération de satellites de faible puissance (environ 20 watts par canal) a été lancée par Eutelsat, l'organisation européenne de satellites, suivie par des Etats comme la France (avec les trois satellites Telecom 1) ou l'Allemagne (avec les DFS-Kopernikus). Conçus au début des années 80 en prévision des transmissions téléphoniques et de nouveaux services, ces engins servent aujourd'hui pour l'essentiel à véhiculer des images (75 % des clients d'Eutelsat), vers des têtes de réseaux câblés par exemple, car ils nécessitent des antennes de diamètre important. Ils commencent également à atteindre la fin de leur vie utile et doivent être remplacés. Eutelsat vient ainsi de lancer le premier des six satellites Eutelsat 2, la France suivra bientôt avec les Télécom 2. De moyenne puissance (50 à 60 watts par canal), ces satellites opèrent dans des bandes de fréquences qui sont théoriquement réservées aux télécommunications.

La télévision directe par satellite relève, elle, en théorie, d'un autre monde, celui mis en place à Genève en 1977 par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (*le Monde* du 15 février 1977). A Genève, les Etats participants se sont partagé fréquences et positions orbitales, ces places sur l'orbite géostationnaire qui permettent aux satellites de rester en permanence au-dessus d'une même région. Chaque Etat européen a reçu cinq fréquences. Les satellites conçus pour occuper ces positions sont de forte puissance (230 watts par canal), ce qui permet leur réception par de très petites antennes. Retardés par de nombreuses péripéties techniques et politiques, ces satellites – les TDF1-2 français, TV Sat 2 allemand, Télé-X scandinave ou BSB britannique – n'ont finalement pris leur envol que récemment. Mais leur limitation à cinq canaux rend quasi impossible leur rentabilité. Comme si le défi n'était pas suffisant, ils ont reçu de surcroît la lourde tâche de hérauts des nouvelles normes de télévision (le D2 MAC). Aussi manquent-ils encore pour l'essentiel de programmes à diffuser et de matériels spécifiques pour les recevoir. Seul un effort volontariste des Etats propriétaires leur permet de démarcher des clients (à l'exception de BSB, aventure privée).

Oublier Genève

Car entre leur conception et leur mise en service, le marché et les technologies ont changé. Certains concurrents ont su s'engouffrer dans les brèches légales et coller au marché. Ainsi la société privée luxembourgeoise Astra a remis en question le partage de l'espace décidé à Genève. En utilisant un satellite de moyenne puissance, elle a mis sur orbite seize, puis trente-deux canaux de télévision sans s'embarrasser des limites territoriales ou des querelles de normes. Son succès commercial auprès des chaînes privées – et même publiques – du continent n'est plus à démontrer. Assurée de ces bases, elle peut songer à un troisième satellite de puissance accrue.

Personne ne doute d'ailleurs d'une demande croissante de capacité satellitaire pour les télévisions. La diversité des langues et des stratégies des opérateurs de télévision, la période de coexistence entre normes qui va souvent imposer la duplication des chaînes sur plusieurs satellites, l'apparition de nouveaux besoins comme les chaînes thématiques payantes ou les télévisions d'entreprises en seront les moteurs.

Mais sous quelle forme répondre à cette demande ? La question posée aux responsables politiques, notamment en France, est donc celle de la deuxième génération des satellites de télévision directe, qui doit tenir le choc d'un marché concurrentiel et non plus vivre de subsides publics. Elle doit à la fois assurer aux spectateurs qui se seront équipés pour la première génération la continuité du service et assurer la transition vers la télévision haute définition.

Un rapport sur ce thème a été demandé à M. Gérard Eymery par le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace.

M. Paul Quilès en a indiqué les grandes lignes, mercredi 26 septembre, lors d'un colloque organisé à Paris par la société Satel Conseil. Selon lui, la demande solvable va croître au-delà des cinq canaux attribués par la France à Genève, notamment pour assurer la duplication (dans la nouvelle norme D2 MAC, et plus tard en TVHD) des chaînes terrestres actuellement diffusées en SECA M. La relève de TDF1 et TDF2, avant la fin de leur durée de vie théorique (1996), implique des satellites à plus de dix canaux. Deuxième révolution : la puissance d'émission de chaque émetteur devrait être réduite de 250 à 130 watts pour éviter les risques de panne des tubes à forte puissance constatés sur TDF 1. Cette réduction limitera sans doute l'étendue des territoires couverts au sol. Mais les grands rêves de télévision paneuropéenne sont aujourd'hui abandonnés par tous les opérateurs, qui s'intéressent davantage à des chaînes couvrant des bassins linguistiques.

Les solutions doivent être recherchées au niveau international, en priorité en coopération avec les Allemands. En fait, les deux Etats cherchent à s'accorder avant novembre, date à laquelle Eutelsat compte faire approuver son système futur Europesat. Il s'agit pour eux de redistribuer les fréquences du plan rigide de 1977, d'oublier Genève en somme, et d'assurer ainsi que la deuxième génération occupe des positions orbitales compatibles avec la première.

En même temps, il faut convaincre le téléspectateur de s'équiper aux nouvelles normes dont ces satellites sont les vecteurs (*le Monde* du 27 septembre). Ce sera le rôle d'une structure commune aux opérateurs de télévision, de satellites (France Télécom et TDF) et aux industriels de la télévision, qui doit voir le jour d'ici peu.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

La Cinq reporte son augmentation de capital

Le conseil d'administration de la Cinq a décidé, jeudi 27 septembre, de reporter d'un mois environ l'augmentation de capital de 500 millions de francs prévue pour le lendemain. Les administrateurs ont jugé préférable d'attendre que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) donne ou non son feu vert à l'éventuelle prise de contrôle de la chaîne par le groupe Hachette. Le verdict est attendu dans une quinzaine de jours (*le Monde* du 28 sept.).

Tous les actionnaires de la Cinq, dans sa configuration actuelle dominée par MM. Robert Hersant et Jean-Marc Vernes – qui souhaitent tous deux sensiblement se désengager, – avaient accepté de souscrire à cette nouvelle augmentation. Mais les incertitudes pesant sur le devenir, la stratégie, le contrôle et la programmation de la chaîne sont telles que les actionnaires ont préféré annuler l'opération en cours et convoquer, le 15 octobre prochain, un autre conseil chargé de lancer une nouvelle souscription d'un montant équivalent. A cette date, en effet, devraient être levées et l'hypothèque du CSA et celle du rôle et de la place exacte au sein de la chaîne du groupe Berlusconi, détenteur depuis le départ de 25 % du capital.

Au « Monde »

Le départ du docteur Osty

Après vingt-deux ans passés dans cette maison, le docteur Jean Osty, vieil ami d'Hubert Beuve-Méry et médecin du travail du *Monde*, prend sa retraite. Nous nous sommes retrouvés autour de lui, le 27 septembre, dans le bâtiment Sirius d'Ivry, pour lui dire au revoir et le remercier du dévouement dont il n'a cessé de faire preuve.

Comme il l'a fait remarquer lui-même, personne sans doute ne nous connaissait aussi bien que lui. Personne en tout cas n'aura pu mieux mesurer l'impact nerveux et physiologique des déménagements et des grandes mutations technologiques qui ont marqué la période la plus récente de l'histoire du journal. Heureusement, ce spécialiste du cœur est aussi un homme de cœur. Il sait que le meilleur médicament est bien souvent l'attention que l'on est capable de porter aux autres. Nous sommes trop nombreux à avoir bénéficié de son aide et de sa générosité pour ne pas le voir partir avec mélancolie.

A. F.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 29 SEPTEMBRE

«La Cour des comptes et son fonctionnement», 10 heures, 13, rue Cambon (E. Romann).

«Le Louvre, du château médiéval à la Pyramide et ses nouveaux aménagements», 11 heures, place du Palais-Royal, devant les grilles du Conseil d'Etat (Arts et caetera).

«L'étrange quartier Saint-Sulpice», 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

«La nouvelle dation Picasso», 11 h 30, Grand Palais, entrée Georges-Clemenceau (G. Marbeau-Canen).

«Euphronios, peintre de l'Antiquité», 14 h 30, Musée du Louvre, espace «accueil des groupes» (Art pour tous).

«Le Val-de-Grâce, souvenirs d'Anne d'Autriche», 14 h 30, 277 *bis*, rue Saint-Jacques (Tourisme culturel).

«Promenade d'hier et d'aujourd'hui à travers Beaubourg, Saint-Merry, les Halles», 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, devant la poste (D. Fleuriot).

«Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque», 14 h 30, sortie au sommet du funiculaire (Paris autrefois).

«Un coin de campagne à Paris», 14 h 30, église, 4, place Saint-Blaise (Paris historique).

«Belles demeures du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Salé», 14 h 30, métro Chemin-Vert, sortie place des Vosges (Arts et caetera).

«La Salpêtrière et Manon Lescaut, la fuite de Mme de Lamotte», 14 h 30, 47, boulevard de l'Hôpital (Tourisme culturel).

«Le temple bouddhique du bois de Vincennes», 15 heures, métro Liberté, sortie rue de Paris (P.-Y. Jaslet).

DIMANCHE 30 SEPTEMBRE

«Versailles : le potager du roi», 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Office de tourisme).

«Louvre médiéval et appartements royaux», 11 heures, sortie métro Louvre (D. Bouchard).

«Mouffetard et ses secrets. De la maison du Père Goriot aux convulsionnaires de Saint-Médard et aux arènes de Lutèce», 11 heures et 15 heures, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«Saint-Etienne du Mont et l'histoire de la montagne Sainte-Geneviève», 15 heures, devant l'entrée principale, place Sainte-Geneviève (Connaissance de Paris).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 30 SEPTEMBRE

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : «L'Inde, le quotidien et l'histoire» ; 16 h 30 : «Le Népal» ; 18 h 30 : «La Roumanie d'hier et de demain», par M. Brumfeld (Rencontre des peuples).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : «La guerre du renseignement germano-alliés, 1939-1945», par B. Czamy ; «Pèlerinages inconnus des environs de Paris», par Natya.

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : «La découverte mythologique et symbolique du château et des jardins de Versailles» (diapositives), par M. Lorin (Usfipes).

MARCHÉS FINANCIERS

M. Bérégovoy souhaite que les clients soient rapidement indemnisés

Le parquet ouvre une information judiciaire contre Tuffier

Le Parquet de Paris a ouvert jeudi 27 septembre une information contre X... pour abus de confiance, escroquerie et abus de biens sociaux dans l'affaire de la société de Bourse Tuffier-Ravier-Py qui avait déposé son *bilan à la mi-juillet*. Le dossier a été confié à Mme Monique Radenne, juge d'instruction déjà chargée de celui du raid avorté sur la Société générale.

L'ouverture d'une procédure judiciaire fait suite à la décision prise, le 18 septembre, par la Commission des opérations de Bourse (COB) de remettre au procureur de la République son rapport d'enquête sur les modalités de gestion de trois OPCVM, organismes de placement collectif en valeurs mobilières, deux Sicav (Pact Plus et Pact Arbitrage) et un fonds commun de placement (Sécurité Plus), dont la société Tuffier était dépositaire. Selon ce rapport, la société de Bourse, en difficulté, aurait mis en pension, à hauteur de 101 millions de francs et contre obligations assimilables du Trésor (OAT), les trois OPCVM, alors qu'elle ne pouvait, à cette date, disposer librement que d'une faible partie de ces titres.

Jeudi également, à l'occasion de la remise des Corbeilles décernées par le mensuel *Mieux Vivre* aux meilleurs gestionnaires d'OPCVM, cette année la BRED et l'UAP, le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, a critiqué les pratiques des responsables de la société de Bourse Tuffier relevées par la COB. Il a souhaité que les clients et les créanciers Tuffier soient rapidement indemnisés. Il a indiqué qu'il avait pris des dispositions *« pour que la priorité soit donnée à l'indemnisation des épargnants »*. En soulignant que l'indemnisation finale serait supérieure à 95 %, M. Bérégovoy a souhaité que les montants *« soient très rapidement versés »*, sans que *« des difficultés techniques »* rallongent les délais.

□ **Le Syndicat unifié des impôts contre le prélèvement à la source.** – *« Une source d'inégalités et d'anesthésie de la citoyenneté »* : c'est en ces termes que le Syndicat unifié des impôts juge le prélèvement à la source, dont les avantages et les inconvénients sont analysés dans le dernier rapport du Conseil des impôts. Le SNUI note qu'avec un impôt *« indolore » « la tentation pourrait être grande pour un gouvernement de profiter de la situation pour prélever une contribution sur les revenus les plus modestes »*.

REPÈRES

EMPLOI

Hausse de 0,4 % des effectifs salariés au deuxième trimestre

Selon les résultats définitifs de l'enquête trimestrielle sur les conditions d'emploi, les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles ont augmenté de 0,4 % au deuxième trimestre de 1990, et de 2,1 % au cours des douze derniers mois. Le mouvement de création d'emplois se ralentit, la hausse ayant été de 0,6 % au premier trimestre 1990 et de 0,8 % au quatrième trimestre 1989.

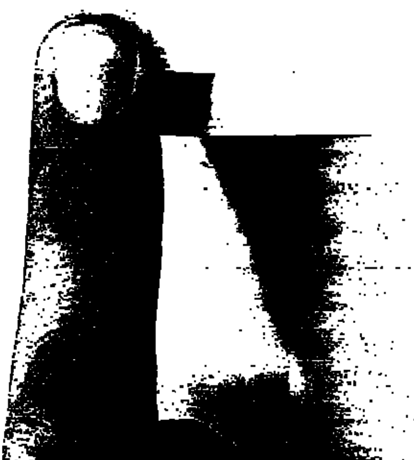
Ce coup de frein est dû à l'industrie (+ 0,1 % contre + 0,3 % au premier trimestre), qui subit notamment l'influence du secteur agro-alimentaire (– 0,2 %), et au bâtiment qui passe de + 0,5 % au premier trimestre à + 0,1 %. En revanche, le tertiaire maintient son rythme (+ 0,6 %) grâce aux services marchands (+ 0,9 %).

SALAIRES OUVRIERS

+ 1,3 % au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre, l'indice du taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 1,3 %, selon les résultats définitifs de l'enquête trimestrielle sur les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Sur un an, l'augmentation est de 5,2 %, alors que les prix ont connu une hausse de 3,0 % pendant la même période. Relevé de 2,5 % au 1er juillet, le SMIC croît de 4,6 %.

Après 0,7 point au premier trimestre, le salaire horaire des ouvriers gagne 0,7 point de pouvoir d'achat au deuxième trimestre. Régulière jusqu'au troisième trimestre de 1989, la croissance du pouvoir d'achat s'est accélérée en 1990. Les salaires mensuels de base des salariés non ouvriers ont augmenté de 0,9 % à 1,4 %, selon les cas. En un an, la hausse est de 5,2 % mais les employés qualifiés ont obtenu 5,3 %.



NEW-YORK, 27 septembre ↓

Poursuite de la baisse

Wall Street a accentué ses pertes jeudi, sous la pression de la remontée de près d'un dollar des cours du pétrole qui a fait échouer la reprise du début de séance. En hausse de plus de 15 points à l'ouverture, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2 427,47 en baisse de 32,18 points (– 1,31 %).

Quelque 185 millions d'actions ont changé de mains. Le nombre des valeurs en baisse a été trois fois supérieur à celui des hausses : 1 187 contre 397. 403 titres sont restés inchangés. La baisse des cours du pétrole à l'ouverture, après la décision par le président américain George Bush de puiser dans la réserve stratégique de pétrole, et le recul des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis, ont encouragé une reprise de courte durée à la Bourse new-yorkaise. Celle-ci est toutefois rapidement repartie à la baisse, après que les investisseurs eurent estimé que les quantités de pétrole concernées par la décision de M. Bush (5 millions de barils) étaient *« très minimes, comparées aux besoins américains en pétrole »*, a indiqué M. Marc Chandler, analyste chez IDEA. Le secteur bancaire continue par ailleurs à faire l'objet de liquidations, ce qui pèse sur le reste du marché.

VALEURS	Cours du 26 sept.	Cours du 27 sept.
Alcoa	62 3/4	62 1/2
ATT	31 1/2	31 1/8
Boeing	40 3/4	39 5/8
Chase Manhattan Bank	11 1/4	10 3/4
Du Pont de Nemours	33 7/8	33 7/8
Eastman Kodak	39	38 3/4
Exxon	49 7/8	49 3/4
Ford	32 1/2	31 3/4
General Electric	55	51 1/2
General Motors	36 5/8	36 3/8
Goodyear	17 5/8	18 3/4
IBM	105 3/8	104 3/8
ITT	46 3/4	44 3/4
Mobil Oil	65 1/8	63 1/2
Pfizer	69 3/4	68 7/8
Schlumberger	62	60 3/8
Texaco	62 5/8	61 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	92 1/4	90 5/8
Union Carbide	14 1/4	14 7/8
USX	31 5/8	31 3/8
Westinghouse	27 3/4	27 3/8
Xerox Corp.	32 5/8	33 1/4

LONDRES, 27 septembre =

Stable

Les cours des valeurs ont fortement réduit leurs gains en fin de séance jeudi au London Stock Exchange, affaiblis par le revirement à la baisse du Dow Jones au cours des premiers échanges. L'indice Footsie des cent principales valeurs a terminé en léger progrès de 9,1 points, à 2 009,1, soit une hausse de 0,4 % par rapport à la veille, après avoir gagné jusqu'à 1,3 % en milieu de séance, stimulé par l'effritement initial des cours du pétrole et l'expiration des contrats à terme et d'options sur indice du mois de septembre. De nombreux secteurs ont gagné du terrain, notamment les chimiques, les assurances, les magasins et les compagnies d'eau. En revanche les pétrolières se sont effritées suite à des prises de bénéfice et en raison du retrait des cours du brut. La compagnie de construction Redland a grimpé après l'annonce de résultats semestriels conformes aux prévisions. Le groupe d'hôtels Trusthouse Forte a terminé en hausse, après les pertes enregistrées suite à la publication d'un bénéfice intermédiaire inchangé.

PARIS, 28 septembre ↓

Vive baisse

Après deux séances de reprise qualifiée de *« technique »* ayant permis à l'indice CAC 40 de se ressaisir en s'appréciant de 2,6 %, la descente aux enfers reprenait pour les valeurs françaises. Dans le sillage des chutes de Wall Street la veille (– 1,31 %) et de Tokyo quelques heures auparavant (– 3,62 %), l'indice CAC 40 plongeait dès l'ouverture. Le baromètre de la place parisienne perdait 2 % trois minutes après le début des transactions et se maintenait à ce niveau en début d'après-midi peu avant le début de la séance à New-York. Cette dépression était générale sur l'ensemble des marchés européens, à commencer par Londres (– 1,2 %) et Francfort (– 2,5 %).

A l'origine de ce nouvel accès de faiblesse : une fois encore l'évolution à la hausse des prix du pétrole. Au terme d'une séance très nerveuse jeudi les cours du baril ont grimpé jusqu'à 40,10 dollars à New-York. L'annonce par la Maison Blanche que les Etats-Unis allaient puiser dans leur réserves stratégiques pour freiner la hausse des cours a eu un effet modérateur très bref sur les marchés. L'or confirmait sa vocation de valeur refuge, s'échangeant à 403,75 dollars l'once contre 401,75 F à Londres. Toutefois sa progression était modérée. A Paris le lingot se traitait à 68 650 francs (+ 0,6 %). Sur le marché à règlement mensuel les échanges étaient extrêmement ténus. Pas plus de 30 titres négociés pour Euromarché, l'une des principales progressions de la séance, et 10 pour le titre participatif Thomson. Du côté des baisses figuraient CCMC, Concept et Sextant Avionique. Au chapitre des plus fortes chutes depuis le début de l'année, figurent, avec plus de 65 % de recul, La Rochette, CCMC, Métaleurop et Valeo.

TOKYO, 28 septembre ↓

Deux ans et demi de hausse effacés

La Bourse de Tokyo a encore perdu vendredi 3,62 % dans un marché très nerveux. L'indice Nikkei a enfoncé un nouveau seuil (celui des 21 000 yens) en abandonnant 788,41 yens pour clôturer à 20 983,50 yens. Le célèbre baromètre nippon se retrouve ainsi avec des niveaux jamais vus depuis mars 1987. Avec 46 % abandonnés depuis le début de l'année, ce sont deux ans et demi de hausse qui se retrouvent ainsi effacés. Le volume d'actions, comme les autres jours, est resté modéré, à 450 millions d'actions (contre 430 millions jeudi). Des rumeurs de déclenchement des hostilités dans le Golfe conjuguées à la poursuite de ventes de quasi-panique des particuliers et des petites entreprises ont amplifié un mouvement de baisse qui semble ne pas pouvoir s'arrêter, déclarent les intervenants.

VALEURS	Cours du 27 septembre	Cours du 28 septembre
Akai	496	465
Bridgestone	1 030	998
Canon	1 390	1 360
Fuji Bank	1 670	1 640
Honda Motors	1 320	1 300
Matsushita Electric	1 590	1 550
Mitsubishi Heavy	674	637
Sony Corp.	5 700	5 600
Toyota Motors	1 800	1 800

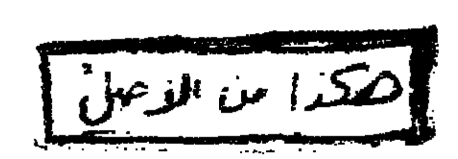
FAITS ET RÉSULTATS

□ **Ciment : OPA du suisse Holderbank (numéro un mondial) sur l'australien Queensland Cement.** – Holderbank Financière Glaris SA, le holding du plus important producteur mondial de ciment, a lancé le 28 septembre une offre publique d'achat sur Queensland *Cement Ltd (QCL), l'un des trois grands* du ciment australien. Selon le communiqué du groupe suisse, cette OPA a été lancée par l'intermédiaire de Holset, sa filiale australienne, qui a offert 3,80 dollars australiens (16,6 F) par action ou obligation convertible.

□ **Billets de trésorerie Salomon : arrêt de la notation par SP-ADEF.** – L'Agence d'évaluation financière Standard and Poor's-ADEF a annoncé jeudi 27 septembre qu'elle ne notera plus les billets de trésorerie du groupe français Salomon SA, qu'elle avait mis *« sous surveillance »* fin juin en raison des difficultés du fabricant d'équipements sportifs. L'agence explique brièvement qu'elle a décidé de retirer la notation de cette firme *« faute d'éléments d'information suffisants »*. Mais chez Salomon, on s'indignait de cette explication. La notation s'arrête, expliquait-on à la direction générale, simplement parce que Salomon a décidé de ne pas renouveler son contrat avec SP-ADEF, qui arrive à échéance début novembre, par *« mesure d'économie »*. Ce contrat coûtait à l'entreprise savoyarde quelque 150 000 francs annuels.

□ **Bon premier semestre pour la Compagnie générale d'électricité.** – Le chiffre d'affaires de la Compagnie générale d'électricité (CGE) a progressé de 2 % au premier semestre à structures réelles, et de 5 % à structures comparables, pour s'établir à 68,55 milliards de francs. Le résultat opérationnel, à 5,18 milliards de francs, progresse de 20 %, et le résultat courant avant impôt de 12 % à 3,74 milliards. Enfin, le net consolidé ressort à 2,797 milliards, mais n'est pas comparable à celui de l'an passé (1,975 milliard) compte tenu du changement de comptabilisation lié à la fusion l'an passé avec Alsthom. Hors changement, l'accroissement serait de 23 %. La part revenant à la CGE (1,923 milliard) est en hausse de 21 %, le bénéfice par action en circulation s'accroît de 17 % à 19,70 F. Les actionnaires ayant accepté de percevoir le dividende de 1989 en actions, 1,5 million de titres ont été créés. A la suite de conversions d'obligations et de levées d'options pour les salariés, le capital est majoré de 4 523 285 actions, soit une augmentation de 181 millions de francs assorti d'une prime de 1 661 millions. Le capital social est ainsi porté de 4 102 millions de francs au 1er janvier 1990 à 4 283 millions au 31 août. Il est composé de 107,1 millions d'actions ayant jouissance du 1er janvier 1990.

□ **L'Immobilière Phénix : augmentation de capital et diversification.** – La Compagnie immobilière Phénix, filiale de la Générale des eaux, va procéder à une augmentation de capital de 180 millions de francs par émission d'environ 9 millions d'actions nouvelles. De son côté, la Générale des eaux va augmenter sa participation jusqu'à détenir la majorité absolue. Les nouveaux actionnaires détiendraient de 20 % à 25 % du capital, tandis que la part de M. Jacques Ribourel et de Mme Catherine Mamet serait ramenée de 20 % à 10 %. M. Jean-Marc Oury, PDG de l'Immobilière Phénix, a annoncé que la société, qui va se diversifier dans l'hôtellerie et dans le cinéma, devrait réaliser en 1990 un bénéfice net (part du groupe) supérieur à 100 millions de francs, contre 15 millions en 1989. Le chiffre d'affaires devrait dépasser 2,7 milliards de francs.



PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	395	395	Idianova	128	126 10
Asystel	105	....	I.M.S.	1000	1000
B.A.C.	190	....	IN2	280	280
B.I.C.M.	800	805	I.P.B.M.	127	127
Boiron (Ly)	355	365 60	Loca investis.	304	298 10
Boisset (Lyon)	205	....	Locamic	98	....
Câbles de Lyon	2885	2805	Matra Comm.	125	128
C.A.L.-de-Fr. (C.C.I.)	869	860	Molex	178	178
Calberson	427	427	Olivetti Logabax	590	589
C.E.G.E.P.	195	195	Presbourg	90	90
C.F.P.I.	250	250	Publ.Filipacchi	483	470
Ciments d'Origny	482	480	Razel	592	580
C.N.I.M.	970	970	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	310	297 60
Codetour	240	240	St-H. Matignon	209	208
Comareg	298	289 10	Select Invest (Ly)	96	93 10
Conforama	815	814	Serbo	444 90	444
Creeks	306	300	S.M.T. Goupil	187	185
Dafsa	210 50	....	Sopra	179 50	....
Dauphin	415	402	Supra	175 30	176 30
Delmas	675	655	Thermador H. (Ly)	228	....
Demachy Worms Cie	540	540	Unilog	165	160
Desquenne et Giral	240	236	Union Fin. de Fr.	385	380
Devanlay	839	....	Viel et Cie	129 50	129 50
Deville	474	474	Y. St-Laurent Groupe	819	800
Dollfus	172	172			
Editions Belfond	245	223 50 o			
Europ. Propulsion	364 20	362			
Finacor	150	136 90 o			
GFF (group.fon.f.)	346	349 90			
Grand Livre	428	430			
Gravograph	170	166			
Guintoli	767	757			
I.C.C.	225	224			
IDIA	303 50	301			

Marché des options négociables le 27 sept. 1990

Nombre de contrats : 20 400

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	480	–	–	99	–
CGE	520	–	23,80	37	50
Elf-Aquitaine	680	1	37	9	31
Eurotunnel SA-PLC	50	0,01	1,30	11,51	13
Euro Disneyland SC	80	–	–	2	7
Havas	525	–	19	69	–
Lafarge-Coppée	320	–	–	0,30	14,50
Michelin	70	–	3,10	8,50	10
Midi	880	1	60	20	–
Paribas	480	1	28	20	–
Pernod-Ricard	1 000	33	–	7	–
Peugeot SA	560	0,01	33,50	41	55
Rhône-Poulenc CI	300	–	–	104	–
Saint-Gobain	380	–	16,50	39	42,75
Source Perrier	1 200	–	40	95	–
Société générale	440	–	–	38	–
Suez Financière	300	–	13,50	22	28,10
Thomson-CSF	100	1,20	9	2	8

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 27 sept. 1990
Nombre de contrats : 49 688

COURS	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91	ÉCHÉANCES Juin 91
Dernier	96,32	96,30	96,30
Précédent	96,28	96,12	95,86

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS D'ACHAT Mars 91	OPTIONS DE VENTE Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Mars 91
100	0,27	0,64	3,77	4,20

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,23 F ↓

Le dollar s'inscrivait en légère baisse vendredi 28 septembre en Europe dans un marché très étroit. La devise américaine était légèrement déprimée par la poursuite de la hausse du brut et la baisse des cours des actions. A Paris, elle s'échangeait à 5,2365 F contre 5,2485 F jeudi à la cotation officielle.

FRANCFORT	27 sept.	28 sept.
Dollar (en DM)	1,5690	1,5640
TOKYO	27 sept.	28 sept.
Dollar (en yens)	137,50	137,95

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (28 sept.) .... 9 3/4 -9 7/8 %
New-York (27 sept.) .... 8-/8 1/8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	26 sept.	27 sept.
Valeurs françaises	70,8	71,8
Valeurs étrangères	80	79,6
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	410,18	413,09
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 499,17	1 523,95

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	26 sept.	27 sept.
Industrielles	2 459,65	2 427,48

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	26 sept.	27 sept.
Industrielles	1 532,60	1 548,1
Mines d'or	197,50	198,1
Fonds d'Etat	78,13	77,98

TOKYO

	27 sept.	28 sept.
Nikkei Dow Jones	21 771,91	20 983,50
Indice général	1 620,26	1 570,95

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,2360	5,2380	+ 73	+ 83	+ 162	+ 182	+ 530	+ 590
$ can.	4,5235	4,5292	– 108	– 69	– 191	– 135	– 444	– 352
Yen (100)	3,7920	3,7970	+ 45	+ 68	+ 104	+ 135	+ 306	+ 372
DM	3,3459	3,3487	+ 40	+ 53	+ 84	+ 106	+ 235	+ 291
Florin	2,9674	2,9702	+ 36	+ 47	+ 78	+ 96	+ 217	+ 267
FB (100)	16,2457	16,2620	+ 126	+ 207	+ 301	+ 464	+ 909	+ 1297
FS	4,0308	4,0354	+ 56	+ 80	+ 125	+ 156	+ 367	+ 445
L (1 000)	4,4714	4,4769	+ 17	+ 46	+ 24	+ 67	– 166	– 84
£	9,8175	9,8265	– 429	– 374	– 794	– 720	– 2005	– 1844

TAUX DES EUROMONNAIES

$E-U.	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 3/8
Yen	8 1/4	8 1/2	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 9/16	8 11/16
DM	8 1/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 3/8	8 1/2	8 3/4	8 7/8
Florin	8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 11/16	8 13/16
F.B.(100)	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 3/8
F.S.	7 1/2	7 3/4	7 13/16	7 15/16	7 15/16	8 1/16	8 5/16	8 7/16
L(1000)	2 3/4	3 3/4	8 3/4	9 1/4	9 3/8	9 7/8	10 7/8	11 3/8
£	14 3/4	15	14 7/8	15	14 7/8	15	14 7/8	15
Franç.	9 5/8	9 7/8	9 7/8	10	10 1/8	10 1/4	10 7/16	10 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 30

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3740	C.N.E 3%	3765	3760	3750	-0 40
980	B.N.P. T.P.	970	970	970	....
1130	C.C.F. T.P.	1150	....	....	....
1090	Cr.Lyon. T.P.	1080	....	....	....
1580	Renault T.P.	1405	1383	1398	-0 50
1650	Rhone Poul. T.P.	1600	1615	1649	+3 06
1083	Saint Gobain T.P.	1101	1100	1101	....
1135	Thomson T.P.	1095	1133	1133	+3 47

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
685	ACCOR	690	685	691	+0 14
610	Air Liquide	607	605	596	-1 81
1340	Als.Superm.	1430	1400	1380	-3 50
380	A.L.S.P.I.	336	327	330	-1 49
1570	Arjom. Prioux	1635	1685	1595	-2 45
950	AGF Sté Centrale	890	920	893	+0 34
820	Aux. Entrepr.	810	790	787	-2 84
240	Avenir H. Média	227 50	220	217	-4 62
163	Axa Midi Ass.	163	163	162 10	-0 55
247	Bafip	238 10	235	236	-0 04
180	Bail-Equipem.	175	170	170	-2 86
755	Bail Investiss.	760	782	750	-1 32
380	Bancaire	347	358	340	-2 02
585	Bazar H.-V.	539	540	540	+0 18
795	Beghin-Say	730	731	741	+1 51
1120	Berger (M)	1110	1089	1089	-1 89
540	Bic	620	606	581	-6 29
740	B.I.P.	720	725	725	+0 69
315	BIS	332 50	350	337	+1 35
310	B N P (CI)	286	280	271	-5 24
910	Bolloré Tech.	823	823	799	-2 92
2830	Bongrain	2320	2322	2380	+2 58
645	Bon-Marché	680	679	643	-5 44
425	Bouygues	380	385	371	-2 37
113	BP France	117	115 50	115 50	-1 28
735	B S N	727	726	720	-0 96
890	Canal Plus	861	870	841	-2 32
395	Cap Gem.S.	358	349	342 40	-4 36
3220	Carrefour	3165	3199	3165	....
123	Casino	118	117	117 90	-0 08
98	Casino ADP	97 20	97 20	97 10	-0 10
940	Castorama D.L.	852	859	852	....
180	C.C.F.	153	151	150	-1 96
65	CCMC Ly.	53	49 60	48	-9 43
335	C.D.M.E.	330	325	325 10	-1 48
425	C.E.G.I.D.	445	445	450	+1 12
230	Centrest (Ny)	230	230	230	....
475	C.E.P. Comm.	479	479	473	-1 25
181	Cerus	170 50	163 10	167	-2 06
340	Cetelem	355	327	345	-2 82
380	C.F.A.O.	378	361 10	362	-4 23
380	CF Int.	360	355	355	-1 39
490	C.G.E.	483 90	473	476 50	-1 53
280	CGI Info.	284	280	280	-1 41
925	C.G.I.P.	832	848	826	-0 72
500	CGP	495	495	495	....
780	Chargeurs S.A.	768	745	750	-2 34
585	C.I.C.A. (M)	580	560	560	....
1140	Ciments franç.	1063	1049	1041	-2 07
405	Club Méditer.	396	397	396	....
120	CMB Packa.	105	102	101 80	-3 05
104	Codetel	97 80	97 50	97	-0 82
475	Colas	440	450	436 10	-0 89

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
250	Cpt. Entrep.	254	237	245	-3 54
995	Compt Mod.	1000	1000	1000	....
147	Concepr S.A.	158	148	147 50	-6 65
370	CPR (Paris Rés.)	339	335	336 90	-0 62
960	Créd. Foncier	890	920	877	-1 46
830	Cr Lyon.(CI)	545	544	530	-2 75
1060	Crédit Nat.	1026	1026	1020	-0 58
215	CSEE	206	209	210	+1 94
2260	Damart	2149	2160	2130	-0 88
485	Dassault Aviation	441	441	440	-0 23
270	Dassault Electr.	284	284	281 90	-0 74
1400	De Dietrich	1224	1225	1268	+3 59
200	Dév.P.d.C.(Li)	189	200 10	200 10	+5 87
255	Dév.R.Sud-Est	260	252	250 30	-3 73
380	D.M.C.	368	364	351	-4 62
3110	Docks France	3489	3380	3350	-3 98
600	Dumez	588	578	582	-1 02
2070	Eaux (Gle)	2050	2016	2000	-2 44
320	Ecco	310	310	311	+0 32
695	Elf Aquitaine	672	678	660	-1 79
490	- (Certific.)	476 10	460	466	-2 12
895	Epeda B.-F.	945	960	940	-0 53
365	Essilor	273	260	257	-5 86
190	Essil.Int.(DP)	165 10	168	162	-1 88
730	Esso	676	656	643	-4 88
1400	Eurafrance	1400	1380	1357	-3 07
1510	Eurocom	1505	1480	1500	-0 33
81	Eurodisneyland	78 25	78 75	76 10	-2 75
3020	Euromarché	2940	3050	3050	+3 74
930	Europe 1	965	930	921	-4 56
40	Eurotunnel	37 50	37 80	37 40	-0 27
1360	Exor	1340	1331	1328	-0 90
1220	Facom	1223	1220	1245	+1 80
135	Financ.	132	130	130	-1 52
225	Fives Lille	227 50	220	218	-4 18
1820	Fromager. Bel	1735	1701	1686	-2 82
1750	Gal.Lafayette	1710	1681	1650	-3 51
1780	G.A.N.	1720	1700	1683	-2 15
320	Gascogne (B)	353	369	346	-1 98
1220	Gaz et Eaux	1177	1178	1165	-1 02
1410	Géophysique	1200	1206	1150	-4 17
400	Gerland Ly.	379	361	363	-4 22
695	Groupe Cité	620	607	615	-0 81
1340	GTM-Entrep.	1319	1280	1301	-1 36
920	Guyenne-Gas.	865	860	865	-1 16
188	Hachette	180 10	185	177	-1 72
485	Havas	449	449	437	-2 67
490	Hénin (La)	518	511	516	-0 39
710	Hutchinson	889	880	891	+0 22
230	Imétal	224	220	222	-0 89
90	Immob. Phénix	89 10	85	90 40	+1 46
94	Ingénico	75	79 90	76	+1 33
2910	Inst. Mérieux	2910	3000	2950	+1 37
370	Interbail	385	391	381	-1 04
1000	Intertechnique	990	976	940	-2 89
655	J. Lefebvre	660	660	649	-1 67
765	Labinal	810	810	790	-2 47
2260	Lab. Bellon	2300	2300	2320	+0 87

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
345	Lafarge	330 60	327	330	-0 18
1041	Lebon	333 80	336	336	+0 66
3300	Legrand	3250	3200	3190	-1 85
1810	Legrand (DP)	1870	1919	1820	-2 67
525	Legris Industries	520	517	515	-0 96
700	Locabail Imm.	679	675	663	-2 36
405	Locafrance	403	395	396 10	-1 71
620	Locindus	610	602	610	....
380	Lucheire	315	315	310	-1 59
3320	L.V.M.H.	3195	3180	3145	-1 56
470	Lyonn. Eaux	445	439 90	442 90	-1 36
220	Majorette Ly.	205	210	205	....
310	Mar. Wendel	274	295	276	+0 73
230	Marne	210 90	209	204	-3 27
490	Merlin-Gerin	480	490	468 50	-2 40
92	Metaleurop	89 50	88	85 20	-4 80
120	Métrologie In.	116	115	111 10	-4 22
65	Michelin	61	60 20	59 90	-1 80
850	Midi (Cie)	855	845	832	-2 69
95	Midl. Bk Sa *	94	94 95	93	-1 06
340	Min. Salsig (Ms)	378	362	375 50	-0 65
102	MMB	93 20	92 50	92	-1 29
80	Moulinex	75 50	75	75 60	+0 13
1390	Navig. Mixte	1344	1330	1308	-2 68
132	Nord-Est	134	134 40	134 60	+0 45
460	Norbion (Ny)	426	425	425	-0 23
590	Nouv Galeries	535	536	535	....
545	Occid. (Gle)	580	580	575	+3 98
1330	Omn. f. Paris	1320	1340	1340	+1 52
310	Olipar	286	286	285	-0 35
480	Oréal	452	442	440	-2 65
465	Paribas	457	443	440 50	-3 61
1390	Pechelbronn	1379	1375	1373	-0 44
107	Pechiney Int.	106 50	103	104	-2 35
250	Pechiney (CIP)	240	240	263	+9 58
450	Penhoet	478	....	....	....
1020	Pernod Ricard	1036	1020	995	-3 96
530	Peugeot	522	524	518	-0 77
430	Pinault	316	320	312	-1 27
270	Plastic-Omn.	278	278	270	-2 88
390	Poliet	400	415	399	-0 25
855	Présbail-Sic.	950	930	928	-2 32
600	Primagaz	605	605	601	-0 66
420	Printemps	475	476 10	471 10	-0 82
1850	Promodès	1840	1820	1859	+1 03
410	Radiotechn.	367	367	356	-3 00
300	Raff. D.Total	300	....	....	....
2300	Redoute (La)	2680	2640	2710	+1 12
245	Rémy et Associés	239 80	238	235	-2 00
215	R. Poulenc CIP	195 10	194	193 50	-0 82
325	Rober Franc.	338	330	323	-4 44
47	Rochefort (La)	48	48	47 30	-1 46
1670	Roussel Uclaf	1715	1701	1701	-0 82
2850	R. Impér.Ly *	2865	2855	2820	-1 23
183	Sade (Ny)	179	179	179	....
1450	Sagem	1450	1500	1408	-2 90
365	Saint Gobain	347 50	345	338 60	-2 56
1130	Saint Louis	1150	1130	1116	-2 96

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1250	Salomon Ly.	1150	1130	1149	-0 09
410	Salvepar (Ny)	425	398 50	390	-5 22
715	Sanofi	738	737	725	-1 76
1720	S.A.T.	1720	1700	1700	-1 16
245	Saul. Chât.	230	226	230	....
1080	Saupiquet (Ns)	1245	1240	1230	-1 20
755	Schneider	645	648	626	-2 95
15	SCOA	15	15	14 90	-0 67
1000	S.E.B.	1040	1020	1020	-1 92
430	Sefimeg	383	395	383	....
525	Sextant A.	565	560	533	-5 66
1100	S.F.I.M.	1080	1041	1041	-3 61
172	S.G.E.	164	164	160 10	-2 38
550	Simco	502	515	506	+0 80
920	Sk. Rossignol	890	898	880	-1 12
900	Sligos	850	841	836	-1 65
435	Société Géné.	398	398	384 20	-3 47
115	Sodexo(B)	118	115	115	-2 54
160	Sodero(Ns)	148	147 40	147 40	-0 41
395	Sodexho	403 90	400	395	-2 20
86	Sogenal(Ny)	84	83 90	83 90	-0 12
410	Sogerap	416	420	415	-0 24
1120	Som.-Allib.	1021	1045	1015	-0 59
1190	Source Perrier	1104	1080	1081	-2 08
470	Sovac	480	472	475	-1 04
430	SPEP	425	400	403	-5 18
465	Spie-Batignol	467	459	451 50	-3 32
980	Strafor	984	980	950	-3 46
300	Suez	278 50	278	272 60	-2 12
490	Synthelabo	505	482 10	486	-3 78
90	Thomson	100 80	97	99 80	-0 99
690	Total	701	700	696	-0 71
120	- (certif.)	118 10	116	117	-0 93
270	Truffaut Fin.	244 50	238	231	-5 52
490	U.A.P.	466 50	466	455	-2 47
210	U.F.B Locab.	192 50	190	191	-0 78
900	U.I.C.	850	849	826	-2 82
575	U.I.F.	570	551	551	-3 33
745	U.I.S.	731	750	748	+2 33
730	Unibail	760	740	740	-2 63
158	U.C.B.	146	143 10	143 20	-1 92
305	Valéo	308 80	290 10	296 50	-3 98
285	Vallourec	262	260	257	-1 91
385	Via Banque	384 90	385	380	-1 27
945	Zodiac	885	865	850	-3 95
1890	Elf Gabon	1770	1780	1775	+0 28
136	Amax	120 50	119	119	-1 24
119	Amer. Express	111 80	106 80	106 80	-4 47
160	A.T.T.	164 20	161 50	161 50	-1 64
124	Anglo Amer.C.	134 30	132 60	133	-0 97
415	Amgold	432	434	434	+0 46
200	Banco Santander	196 30	195	195	-0 15
710	B.A.S.F.	677	652	652	-3 69
725	Bayer	682	663	668	-2 05
77	Buffelsfont.	85 60	85 05	84 85	-0 78
74	Chase Manh.	56	55 90	56	....
93	De Beers	96 50	94	95	-1 55
2080	Deutsche Bank	1976	1918	1900	-3 80

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1290	Dresdner Bank	1170	1124	1117	-4 53
61	Driefontein	64 10	64 70	64 70	+0 94
183	Du Pont-Nem.	177 50	179 90	179 90	+1 35
220	Eastman Kodak	210	202 90	202 90	-3 38
21	East Rand	25	25 90	25 90	+3 60
68	Echo Bay	73	72	73 50	+0 68
150	Electrolux	149	148	148	-0 67
880	Ericsson	864	838	838	-3 01
270	Exxon Corp.	262 40	259	259	-1 30
191	Ford Motor	170 50	164	164	-3 81
48	Freegold	53 05	54	53 90	+1 60
11	Gencor	12 15	12	11 95	-1 65
295	Gén. Elect.	284	270 30	270	-4 93
194	Gén. Motors	191	191	191	....
365	Gén. Belgique	344	330	330	-4 07
54	Gd. Metropol.	52 90	52	52 10	-1 51
69	Guinness	67 10	66 20	66 20	-1 34
18	Hanson PLC	18 80	18 40	18 40	-2 13
42	Harmony Gold	50	49 70	49 80	-0 40
174	Hewlett Packard	160	154	154	-3 75
45	Hitachi	44 90	43 55	43 55	-3 01
710	Hoechst	665	636	636	-4 36
105	Homestak	116 90	117	116 90	....
82	Imp. Chemical	84	81	81	-3 57
570	I.B.M.	559	543	543	-2 86
265	I.T.T.	247	234 10	234 10	-5 22
118	Ito Yokado	120	116 20	116 30	-3 08
61	Matsushita	59 50	61 20	62 60	+5 04
16 50	Maxwell	14 80	14 40	14 40	-2 70
136	Mc Donald's	137	133 50	133 50	-2 55
405	Merck	394 50	385	385	-2 41
415	Minnesota M.	412	401 50	402	-2 43
350	Mobil corp.	340	331	331	-2 65
173	Morgan J.P.	162	162 10	162 10	+0 06
29200	Nestlé	28600	28350	28350	-0 87
890	Nedorf	795	780	780	-1 89
210	Norsk Hydro	194 90	192	192 10	-1 44
113	OFSI	123	123 40	123 40	+0 33
1690	Pétrofina	1610	1619	1620	+0 62
240	Philip Morris	238 50	231 50	231 50	-2 94
68	Philips	64 05	63 20	63 20	-1 33
89	Placer Dome	95 05	95	95	-0 05
260	Quilmès	263	265	265	+0 76
24	Randfontein	28 20	28 15	28 15	-0 18
430	Royal Dutch	408	402 10	401 50	-1 59
40	R.T.Z.	41	40	40 30	-1 71
3 60	Saat.& Saatchi	2 93	3 20	3 20	+9 22
49	St Helena	52 50	52 65	52 65	+0 29
365	Schlumberger	322	318 10	318 10	-1 21
48	Shell transp.	44 85	44	44	-1 90
1850	Siemens	1780	1728	1723	-3 20
260	Sony	223 50	214	216	-3 36
65	Sumitomo Bank	60 95	59 10	59 10	-3 04
190	T.D.K.	186	184	184	-1 08
44	Telefonica	42 30	42	42	-0 71
32	Toshiba	30 40	28 20	28 20	-7 24
415	Unilever	405	401 60	401 10	-0 96
250	Unit. Techn.	229 50	219 90	219 90	-4 18
375	Vaal Reefs	392	395	395	+0 77
280	Volvo	270	252	252	-6 67
175	West. Deep	189 50	192 50	192 50	+1 58
205	Xerox Corp.	177 10	174 80	174 80	-1 30
97	Yamanouchi	95	88 80	88 80	-6 53
1 77	Zambia Cop.	1 98	1 95	1 95	-1 52

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	117 80	3 08
Emp.Etat 9,8%78	99 19	2 09
10,80% 79/94	100 60	0 71
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83.	101 48	8 76
Emp.Etat 13,4%83.	107 72	10 31
Emp.Etat 12,2% 84.	....	11 86
Emp.Etat 11% 85	102 85	6 60
10,26% mars 86	98 80	5 62
OAT 10% 5/2000	96 90	3 39
OAT 9,9% 12/1997	98 40	7 83
OAT 9,8% 1/1996	97 60	6 47
PTT 11,2% 85	101 55	8 47
CFF 10,30% 88	95 50	6 37
CNB Bques 5000F	100 30	2 36
CNB Paribas 5000F	100 20	2 36
CNB Suez 5000F	100 20	2 36
CNE 11,5% 85	101 20	3 31
CNI 1/82 5000F	100 20	2 36
CNT 9 % 88	90 20	3 88
CRH 10,90% déc.86	99 85	7 31
CHARB FCE 3% 100	139	....
CNCA	1065 50	....
Cons	1920	....
CSE 6 janv. 89/99	480	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	940	922
Applications Hydr.	1310	....
Arbel	836	826
Astorg	291	....
Bains C.Monaco	920	915
B.Hypoth.Europ.	351 80	....
B.N.P. Intercont.	248	242 50
Beghin-Say (C I)	595	....
Bénédictine	3800	....
Blanzy Ouest	2750	2810
B T P	77	75
Cambodge	640	....
Carbone Lorraine	690	672
Case Poclain	19 50	15 80
C.E.G.F (Frigor.)	369	....
Centenaire Blanzy	499	500
Cerabati	100	101
Champex Ny	137	138 30
CIC (CIP)	159 10	155 10
C.I.M.	700	690
C.I.T.R.A.M. (B)	2200	....
Clause	386 40	400
Cofimeg	256	256

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cofradel	1161	....
Cogif	380	371
Comiphos	519	510
Cie Industrielle	4860	4370
Cpt Lyon Alemand	450	440
Concorde	711	705
Constr.Mét.Prov.	26 80	24 90c
Crédit Gén.Ind.	400	400
Cr Universel (Cie)	620	620
Créditel	105 50	107
Darblay	657	660
Degremont	1135	1100
Delalande	1895	1913
Delmas Vieljeux	3470	3450
Didot Bottin	1045	....
Eaux Bassin Vichy	1779	1744
Eaux Vittel	789	782
Ecia	193 10	190
Electro-Finan.	774	....
Electro-Banque	310	310
E.L.M. Leblanc	655	658
Ent. Bretagne	550	550
Ent.Mag. Paris	4005	....
Etex (ex. Eternit)	1694	1641
Europ Soures Ind.	54	35 70c
Finalens	265	250
F.I.P.P.	163 60	153
F.M.A.C.	1919	1900
Foncière (Cie)	693	682
Fonc.Lyonnaise	618	615
Foncina	475 10	475
Fougerolle	860	842
France I.A.R.D.	841	840
France SA (La)	1389	1333 o
From. Paul-Renard	2500	....
Gaumont	904	890
Genefim	249	250
Gévelot	480	480
G.F.C.	385	384
G.F.I.I.	290	290
Grds Moulins Paris	1400	1400
Groupe Victoire	1430	1405
G.T.I (Transport)	493	493
Immobail	340	336
Immobanque	665	672
Im.Marseillaise	6900	5740
Imm. Plaine-Monceau	425	426
Immofice	440	434
Invest.(Ste Cie.)	3400	3280
Jaeger	65 30	65 10
Lambert Frères	255	....
Lille Bonnières	1560	1535
Loca-Expansion	273	267 50
Localfinancière	485	482
Locatel	307	300
Louis Vuitton	546	524
Louvre	3910	3875
Lucia	1780	1820
Machines Bull	45 30	44 80
Mag.Uniprix	157	158
Magnant	660	660

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Métal Déployé	500	....
Mors	146	143 10
Navigation (Nle)	247	....
Optorg	316	315
Oréal (CI)	225	220
Origny-Desvroise	1300	1300
Palais Nouveauté	928	955
Paluel Marmont	620	600
Parfinance	186	184
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	190	184 30
Paris Orléans	241	245
Parthena Invest.	350	319 40c
Pathé Cinéma	1014	....
Piper Heidsieck	2150	2150
PLM	258	260
Porcher	598	587
Promodès (CI)	834	834
Publicis	670	644
Rochefortaise	160	....
Rosario	295	295
Rougier	385	384
S.A.C.E.R.	387	....
S.A.F.A.A.	465	....
S.A.F.I.C. Alcan	350	....
SAFT	1409	1371
Saga	190	197 60
Salins du Midi	595	591
Satam	100	....
Savoisienne M.	159 90	....
S.C.A.C.	770	....
Secelle Maubeuge	440	427
S.Emd.Part. (M)	159 40	153
Silic	591	613
Sinvim	283 20	288 70
S.I.P.H.	303 60	305
Soliel	676	660
Soffo	465	462
Soficai	1100	1080
Soficomi	685	....
S O F I P (M)	450	400
Sofragi	1480	1442
Sophia-Bail	400	400
Sopagyi	174 50	174 50
Soudure Autogène	805	800
Sovabail	380	370
Stemi	728	....
Suez (CIP)	238 10	238
Taittinger	3525	3399
Télémécanique Elect.	4009	4000
Testut-Aequitas	840	835
Tour Eiffel	248	248
Ufiner	905	920
U.T.A.	2217	2129
Vicat	374	385
Viniprix	1792	1750
Virax	165	160
Maroc Sté Brasserie	250	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	780	....
Akzo Nv Sico	257	251
Alcan Aluminium	107	107
Algemene B.Ned.	91	84
American Brands	325 50	350
Arbed	808	547 o
Asturienne Mines	176	178 o
Banco Popular Espa.	395	....
Banque Ottomane	1890	1892
B.Règlements Int.	27600	27000
Can.Pacifique	80 50	79 20
Chrysler Corp.	52 60	50
C.I.R.	13 60	12 30
Commerzbank	754	718
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	198	197
GBL (Brux Lamb.)	521	519
Gevaert	1125	....
Glaxo Holdings Ltd	72	....
Goodyear Tire	95	90
Grace and Co (WR)	112 50	114
GTE Corp	131	....
Honeywell Inc.	460	....
Johannesburg	1445	....
Kubota	25 10	....
Latonia	310	310
Midland Bank	21	20 25
Noranda Mines	74 10	74 30
Olivetti priv.	12	12 20
pakhoed hold	531	515
Pfizer Inc	362	....
Procter Gamble	370 10	371
Ricoh	30	....
Robeco	246	243
Rodamco NV	181 10	173 50
Rolinco	231 80	229
Saipem	7 50	8 o
Sema Group	52 50	52
SKF Aktiebolaget	87 10	....
Tenneco Inc	285	270
Thorn Electrical	58	57
Toray Ind.	21 30	21
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1350	1360
West Rand Cons.	14 45	13 65

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	280	....
Buitoni	815	....
Calciphos	157	152
C G H Cogenhor	85	84
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	740	749
Drouot Assurances	175	....
Elf Antargaz	1901	....
Europ. Accum.	68	....
Gachot S.A.	68	73 50
Guy Degrenne	436	410
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lectures du Monde	310 10	....
Media Imm.	240	....
Nicolas	960	....
Paramelle RD	850	....
Particip. Percier	382	....
Rorento N.V.	174 20	174 10
St-Gobain-Emballage	2010	....
Sama Metra	262	261
S.E.P.R.	1720	1769
S.P.R. act. B.	323	....
Ufimeg	390	....
Waterman	1500	....
Whitman Corp.	95 50	....
Wonder	969	755 o

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 28/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 248	5 236	5 040	5 490
Ecu	6 914	6 903	....	....
Allemagne (100 dm)	334 820	334 700	324 500	345 500
Belgique (100 F)	16 254	16 250	15 750	16 850
Pays-Bas (100 fl)	296 910	296 800	286 500	306 500
Italie (1000 lires)	4 473	4 474	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 610	87 630	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 825	9 818	9 350	10 150
Grèce (100 drachmes)	3 397	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	400 820	403 400	391	416
Suède (100 krs)	91	90 900	87	95
Norvège (100 k)	86 470	86 300	82 500	90 500
Autriche (100 sch)	47 592	47 575	46 050	49 150
Espagne (100 pes)	5 345	5 346	5 100	5 650
Portugal (100 esc)	3 767	3 765	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 538	4 542	4 360	4 760
Japon (100 yens)	3 802	3 786	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/9
Or fin (kilo en barre)	68200	68900
Or fin (en lingot)	68250	68650
Napoléon (20F)	421	418
Pièce Fr (10 f)	395	.....
Pièce Suisse (20 f)	464	467
Pièce Latine (20 f)	405	400
Souverain	504	508
Pièce 20 dollars	2470	2360
Pièce 10 dollars	1310	1330
Pièce 5 dollars	875	.....
Pièce 50 pesos	2575	2610
Pièce 10 florins	411	413

SICAV (sélection) 27/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	924 23	901 69
Actilion	197 08	191 81
Agepargne	680 25	660 53
Agéplacement	6926 77	6926 77
Agepremière	105 18	104 87
AGF Actions ex CP.	1014 36	989 82
A.G.F. 5000	572 57	558 60
AGF ECU	1007 04	997 07
AGF Foncier	107 18	104 57
AGF Invest Sicav	100 41	97 96
AGF Interfonds	405 11	385 23
AGF Oblig.	1087 99	1062 68
AGF Sécurité Sicav	10918 07	10916 07
A.G.F.I.M.O.	587 85	573 51
AMERI-GAN	5539 73	5326 66
Amplitude	567 11	550 59
Arbitrages Court.T.	6186 69	6154 27
Associc.	1119 06	1119 06
Atout Futur	321 68	313 74
Aurecic	1246 87	1210 55
Avenir Alizes	1516 46	1486 73
Avenir CIC	98 62	95 75
Axa Capital	139 04	133 05
Axa Europe	115 03	110 08
Axa Investissements	108 24	103 58
Axa NPI	96 78	92 61
Axa Valeurs PER	111 96	107 14
Capimonétaire	5453 67	5448 22
Capioblig	5567 45	5485 17
Capiracic	1107 95	1091 58
Capital-Monde	341 31	332 99
Cardan Pierre	28 22	27 53
Corvis	1127 90	1100 39
Compavalor	6029 35	6020 32
Convertimmo	358 52	342 81
Credinter	429 11	416 61
Crédit Mutuel Capital	1099 84	1078 27
C.T.A. Plus	5011 60	5011 60♦
Dieme	1103 77	1076 86
Drouot France	739 41	701 83
Drouot Investiss.	889 19	860 90
Drouot Sécurité	229 40	219 62
Drouot Sélection	133 94	128 17
Ecucic	1052 42	1036 87♦
Ecuper	118 09	113
Ecureuil Capitalisation	2156 48	2135 13
Ecureuil Invest.	347 17	337 06
Ecureuil Monepremière	57320 21	57320 21
Ecureuil Monétaire	33780 70	33780 70
Ecureuil Trésorerie	2095 95	2095 95
Ecureuil Trimestr.	1944 15	1924 90
Elcash	385045 09	385045 09
Energie	269 48	257 26
Eparcic	3082 25	3082 25
Eparcourt-Sicav	4294 57	4283 86
Epargne Associat.	24927 22	24889 89
Epargne Capital	8902 76	8814 60
Epargne Court Terme	581 88	581 88
Epargne Croissance	1453 79	1414 88
Epargne Industrie	83 73	81 49
Epargne J.	60000 13	60000 13
Epargne Long Terme	181 12	176 27
Epargne Monde	1153 76	1122 87
Epargne Oblig.	183 34	178 43
Epargne Première	12456 45	12363 72
Epargne Quatre	1073 71	1044 97
Epargne-Unie	1202 67	1173 34
Epargne Valeurs	405 73	394 87
Epsilon	1149 83	1138 25
Eufinvest	563 13	546 73♦
Eurocic Leaders	911 81	865 25
Eurodyn	1036 07	1010 80
Euro Gan	6505 03	6254 84
Euronat	26 33	25 94
Fonsicav	12286 81	12286 81
FRANCE-GAN	8451 73	8128 66
France Garantie	259 42	258 90♦
France Investiss.	439 69	428 97♦
France Oblig.	449 72	445 27
Francic	384 43	373 23
Francic Pierre	101 56	98 60
Franco-Régions	1150 35	1116 84

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Association	30 64	30 64
Fructi-Capi	35 06	34 54
Fructi Court	121916 09	121916 09
Fructidor	229 02	225 64
Fructi-Ecu	550	541 87♦
Fructi-Epargne	28 06	27 38
Fructifrance	759 83	741 30
Fructimmo	26 99	26 33
Fructi-Première	10199 56	10048 83
Fructivar	4679 30	4657 63
Futuroblig	1200 76	1171 47
Gestilion	12525 63	12494 39
Gest Associations	148 57	145 40
Gest. F. Sécur.	10096 45	10046 22
Horizon	1072 78	1041 51
Interepar	100182 73	97264 79
Interoblig	11763 64	11311 10
Interselection Fce	475 97	462 11
Japacic	140 28	136 19
Jeunepargne	246 31	242 67
Laffitte Amérique	186 42	177 97
Laffitte Europe	241 85	230 88
Laffitte Expan.	243 34	232 31
Laffitte France	292 49	279 23
Laffitte Immobil.	224 15	213 99
Laffitte Japon	390 81	373 08
Laffitte Oblig.	135 21	129 08
Laffitte Rendement	177 49	169 44
Laffitte Tokyo	338 92	323 55
Latitude	5827 71	5818 98
Leumi C.T.	10865 85	10865 85
Leumi L.T.	5897 87	5728 09
Lion Association	11352 07	11352 07
Lion Institution	24717 94	24656 30
Lionplus	827 06	810 84
Lion Trésor	2092 08	2071 38
Lion 20 000	22732 19	22732 19
Livret Bourse Inv.	473 30	459 51
Livret Portefeuil.	617 86	589 86
Méditerranée	164 51	157 43
Mensuel CIC	10093 33	9992 40
Mondial Investissem.	377 41	360 30
Monecic	5408 10	5408 10
Monedem	57980 32	57980 32
Mone.J	62594 70	62594 70
Monévalor	70404 91	70404 91
Mutualité dépôts	11605 40	11582 24
Mutuelle Unie Sél.	139 49	133 48
Natio Court Terme	243202 00	243202
Natio-Epargne	14972 32	14824 08
Natio-Ep. Ret.	110	107 06
Natio Eparg.Trésor	6633 61	6620 37
Natio-Imm.	1105 54	1075 85
Natio-Inter	1152 80	1121 95
Natio-Monétaire	21924 19	21924 19
Natio Obligations	498 82	485 47
Natio-Patrimoine	1340 47	1304 59
Natio-Placements	65486 98	65486 98
Natio-Revenu	985 50	975 74
Natio Sécurité	12179 99	12179 99
Natio-Valeurs	732 54	712 93
Nippon-Gan	5398 22	5190 60
Nord Sud Dévelop.	1275 22	1272 67
Obli-Associations	124 22	122 99
Oblicic-Mondial	2297 38	2263 43
Oblicic-Régions	1004 39	989 55
Oblig. tres cati	152 25	150
Oblilion	1120 71	1109 61
Oblisécurité	11044 46	11044 46
Optimat	31624 02	30702 93
Oracion	1049 04	1023 45
Orvalor	6040 21	5821 89
Paribas Epargne	17816 48	17780 92
Paribas Opportunités	112 01	107 44
Paribas Patrimoine	506 28	485 64
Paribas Revenus	88 92	88 04
Patrimoine Retraite	189 26	185 56
Pervalor	598 79	582 32
Phenix Placement	286 17	276 86
Pierre Investissements	696 60	679 81
Placement A	1170 89	1147 93
Placements C.T.	7695 16	7689 82

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement J.	6202 65	6190 27
Placement Premier	5627 78	5616 55
Pléiade	115 11	112 03
Poste Gestion	56210 21	56210 21
Première Oblig.	10779 18	10768 41
Prév. Ecureuil	105 73	104 68
Privassociation	25283 83	25283 83
Proficic	1049 06	1023 47
Quartz	116 12	113 29
Réalvalor	820 51	796 61
Rentacic	157 82	156 59
Revenus Trimestr.	5225 35	5173 61
Revenu-Vert	1129 48	1112 79
St Honoré Bio-Alim.	823 68	786 23♦
St Honoré Global	233 03	222 46♦
St Honoré Mat Plac.	192 79	184 05♦
St Honoré Pacifique	545 86	521 11♦
St Honoré PME	478 82	457 11♦
St Honoré Real	12886 83	12835 49♦
St Honoré Services	452 29	434 89♦
St Honoré Techno	691 21	659 87♦
Sécuricic	1510 94	1510 94
Sécuri-Gan	13130 49	12873 03
Sécuri-Taux	1201 45	1201 45
Sicasden	685 89	676 75
Sicav Associations	1597 50	1595 11
S.F.I. fr. et étr.	598 20	580 78
Sicav 5.000	366 82	357
S.I. Est	1291 96	1236 33
Silvafrance	584 24	578 34
Silvam	381 71	371 49
Silvarente	202 03	198 07
Silvinter	391 18	380 71
S.N.I.	1068 50	1037 38
Sogépargne	340 09	327 80
Sogéroc	53256 55	51707 33
Sogevar	957 58	914 16
Sogiever	1168 49	1115 50
Soleil Investissements	491 37	472 47
Solsice	2089 95	2063 79
Stratégie Actions	806 07	776 99
Stratégie Rendements	1203 62	1165 64
Technocic	945 65	918 11
Techno-Gan	5362 32	5156 08
Thesora	556 40	548 90
Transplus	129 78	124 19
Trésor Avenir	103 21	102 19
Trésor Plus	1089 22	1078 44
Trésor Real.	12341 82	12341 82
Trésoricic	110770 86	110770 86
Talion	5001 96	4952 43
U.A.P Investiss.	416 72	401 66
U.A.P. Act. F.	514 47	495 87
U.A.P. Act. Sél.	572 70	552
U.A.P. Audit	575 53	564 73
U.A.P. Abeil.	198 13	190 97
U.A.P Alto	162 21	156 35
UAP Moyen Terme	117 93	113 67
Uni-Associations	117 82	117 82
Uni-Foncier	1243 80	1213 46
Unifrance	505 97	493 63
Uni-Garantie	1308 11	1284 98
Uni Régions	1386 65	1352 83
Unirente	2412 35	2353 51
Univar	206 21	206 21
Univers Actions	1140 50	1112 68
Univers-Obligation	1623 29	1583 70
Valorem	479 96	468 25
Valorg	1789 57	1787 79
Valrest	45876 37	45853 44
Vauban	24890 56	24865 87

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

La querelle du siège du Parlement européen

Des sessions extraordinaires pourront avoir lieu à Bruxelles

STRASBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Jeudi 27 septembre, à Bruxelles, le bureau élargi du Parlement européen – composé du président de l'Assemblée, des quatorze vice-présidents et des présidents des groupes parlementaires – a décidé que la capitale belge pourrait accueillir des séances ouvertes à tous les députés européens qui le souhaiteraient *« pour entendre dans des situations particulières les déclarations de la Commission de Bruxelles et du conseil des ministres de la CEE »*.

En d'autres termes, le Parlement pourra tenir session à Bruxelles, mais il ne pourra pas, en principe, y voter. Cette formule – uniquement cautionnée, parmi les représentants français, par M. Jean-Pierre Cot (PS), président du groupe socialiste – a été trouvée pour contourner les réticences à l'idée initiale de réunir la plénière dans la capitale belge pour procéder à *« l'heure des questions »* au conseil et à la Commission.

Les autres membres français du bureau n'entendent pas en rester là. Pour Mme Nicole Fontaine (groupe démocrate-chrétien) les députés français devraient envisager de boycotter ce genre de réunions. Mme Nicole Pery (PS) en appelle aussi à une action commune des Français. Estimant que la décision du bureau élargi relève du *« n'importe quoi »*, M. Valéry Giscard d'Estaing, président du groupe libéral, songe à saisir la commission parlementaire du règlement pour démontrer le caractère illégal de la position prise par la majorité du bureau élargi.

Strasbourg persiste

Même si l'on est en droit de déplorer les finasseries imaginées par les partisans de Bruxelles, il est un fait que ceux-ci engrangent des points. Jeudi, le bureau du Parlement – qui regroupe le président et les vice-présidents de l'Assemblée – a donné son accord pour l'occupation de *l'« espace Léopold »*. La réalisation de ce projet *« somptueux »*, selon Mme Pery, va coûter la bagatelle de 1 milliard d'écus (7 milliards de francs). Le prix élevé de la location annuelle – 57 millions d'écus – a conduit le Parlement à envisager son acquisition. L'Assemblée s'est donné jusqu'à la fin de l'année pour se décider sur la formule (location ou achat en leasing).

Cette décision va à l'encontre d'une lettre de M. Roland Dumas, adressée, le 21 septembre, à M. Enrique Baron Crespo. Dans son courrier, le ministre français des affaires étrangères indiquait au président de l'Assemblée que *« le gouvernement français ne saurait admettre que se développent à nouveau des tentatives insidieuses visant à remettre en cause le rôle de Strasbourg comme siège du Parlement européen »*. M. Dumas ajoutait : *« Je suis convaincu que vous vous attacherez à ce que les décisions que le bureau pourrait être amené à prendre n'aient pas d'implications financières et ne préjugent pas la décision définitive sur le siège que les chefs d'Etat et de gouvernement sont appelés à arrêter. »* Quelques jours auparavant, M. Wilfried Martens, premier ministre belge, affirmait que la Belgique mettrait son veto au conseil européen si Strasbourg devait être désignée.

La bataille diplomatique n'empêche pas les travaux d'avancer à Bruxelles. L'hémicycle de sept cent cinquante places devrait être achevé d'ici deux ans et l'ensemble de l'espace Léopold en 1996. Pour faire bonne mesure, le bureau de l'Assemblée a engagé Strasbourg à réaliser son projet : la construction d'un hémicycle de la même taille et trois cents bureaux supplémentaires. Au total, la capitale alsacienne en disposera de mille quatre cents, soit près de la moitié de ce qui est prévu à Bruxelles.

Mme Catherine Trautmann attend de toute façon la garantie de l'Etat pour lancer une opération qui coûtera 1,1 milliard de francs, la ville de Strasbourg n'ayant pas les moyens financiers de donner sa caution. Afin d'occuper le terrain, le maire de Strasbourg a ouvert mardi un concours d'architectes pour réaliser son projet.

La tâche de M. Giulio Andreotti, président du conseil italien, qui doit formuler des propositions sur le siège du Parlement au conseil européen du 27 octobre à Rome, paraît bien ardue au vu de l'imbroglio actuel !

MARCEL SCOTTO

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Gros lot

Ce matin au café-tabac du *coin, je rencontre un* copain. Il est d'une humeur de chien. Qu'est-ce que t'as ?

– J'arrête pas de jouer le carré d'as au tapis vert, il sort jamais. Je prends tout un tas de billets... Rien au grattage, rien au tirage. Dimanche aux courses, je me suis encore ramassé. Enfin, c'est la cata !

– Allez, console-toi. Malheureux au jeu, heureux en...

– Oui, oui, je sais... Une chance de cocu. Ben, j'aimerais bien, parce que j'en ai pas et je le suis, figure-toi !

– *Ah bon !* Avec Colette...

– Oui, terminé. Elle en avait ras le bol de mon F 3, de Sergy-les-Gonesse, du RER, du métro. Elle est retournée chez son ex. Un loft à la Bastille, un job dans la pub, une BMW décapotable... Avec mon salaire à la con, moi, je peux pas lutter. C'est pour ça que j'essaye de...

– Oui ben, au lieu de jouer petit, tu ferais mieux de tenter le gros lot.

– *Ah !* ça non, jamais. Non mais pour qui ils nous prennent, ces détrousseurs du Loto ?

– Je comprends pas. Ils viennent de multiplier tes chances. Ça t'en fait quatre au lieu de deux, le mercredi et le samedi.

– Enfin, voyons, ma pauvre chérie, c'est une formidable escroquerie. Avant, avec 70 balles, tu t'offrais un abonnement de dix tirages sur deux jours pendant cinq semaines. Et *maintenant* pour avoir le double tu payes le triple, 210 francs. Une entourloupe qui leur a permis d'augmenter de 40 % le prix du billet. Ni vu ni connu.

– Ouais, ben, en attendant, ton attrape-gogo, c'est un attrape pépètes. Tu sais à combien ils l'ont mise, la supercagnotte *demain samedi ? A 100 millions !* Un record pour l'Europe.

– Une supercarotte, oui. C'est complètement fou ! J'arrive *même* pas à imaginer ce que ça peut représenter.

– Entre la pierre, la Bourse et les SICAV, ils expliquaient ça hier dans « le Parisien », très exactement 250 000 balles par mois. Et ta Colette, crois-moi... Qu'est-ce que t'attends pour jouer son numéro de téléphone ?

– *Et s'il sort pas j'aurai perdu* 10 milliards de centimes ! Comment veux-tu que je m'offre ça ?

Les futures institutions paneuropéennes

Conflit entre Washington et le Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a l'ambition de se transformer en assemblée de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe). Dans cette perspective, les trente-cinq pays signataires de l'acte final d'Helsinki, à l'exception des Etats-Unis, ont envoyé des délégations parlementaires au forum organisé jeudi 27 septembre par l'institution regroupant les vingt-trois Etats de l'Europe occidentale.

STRASBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le sommet de l'OTAN en juillet avait recommandé l'institutionnalisation de la CSCE et notamment la création d'un organe parlementaire *« sur le modèle de l'assemblée du Conseil de l'Europe »*. Saisissant la balle au bond – de manière précipitée selon les Américains – le Conseil de l'Europe a voté une résolution qui lui est plus favorable puisqu'elle demande la création d'une assemblée établie *« sur la base »* du Conseil de l'Europe qui serait *« l'interlocuteur des gouvernements des pays de la CSCE et de toute institution intergouvernementale qui verrait le jour »*. Ce libellé va tout à fait dans la direction souhaitée par les Soviétiques.

La délégation canadienne a tenu à se démarquer de cette initiative. M. Terry Clifford, membre du Parlement d'Ottawa, a indiqué que *« son pays n'entendait pas être marginalisé dès qu'il était question de politique européenne »*.

Faisant écho aux réticences du Congrès américain, le député canadien a plaidé pour *« une entité juridique nouvelle afin d'éviter tout affaiblissement des liens entre l'Europe et l'Amérique du Nord »*. La volonté du Conseil de l'Europe de *« se placer »* dans l'agitation actuelle à propos d'une nouvelle architecture pour le Vieux Continent a été confirmée par le dépôt d'un deuxième texte, finalement retiré, qui disait que le Conseil de l'Europe tiendrait, avec la participation des parlementaires des trente-cinq, un débat annuel sur la sécurité.

M. Felipe Gonzalez était venu appuyer les délégations qui s'opposaient à une telle initiative. *« Dans la nouvelle configuration européenne, le Conseil de l'Europe doit jouer un rôle important mais dans ses domaines de compétence »*, a-t-il dit. Interrogé sur une éventuelle association de l'institution européenne aux débats sur la sécurité, M. Gonzalez a répondu tout net : *« Cette hypothèse est totalement exclue. Le Conseil de l'Europe n'est pas compétent en la matière »*.

M. S.

□ **M. Baker va rencontrer son homologue vietnamien.** – Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, rencontrera, samedi 29 septembre à New-York, son homologue vietnamien, M. Nguyen Co Thach. Ce sera la première rencontre officielle à ce niveau entre Américains et Vietnamiens depuis 1973. – *(AP, AFP.)*

□ **Marseille : des salariés de Lexmar bloquent la gare Saint-Charles.** – Plus d'une centaine de salariés de Lexmar-France ont paralysé jeudi 28 septembre dans la matinée la circulation ferroviaire à la gare Saint-Charles à Marseille. Des barricades ont été installées vers 7 heures sur l'ensemble des voies, interdisant ainsi le départ et l'arrivée de trains. Lexmar a obtenu une concession de trente ans pour l'exploitation du site des anciens chantiers navals de La Ciotat, mais n'a pu reprendre encore l'activité industrielle, en raison de négociations en cours sur le rachat de l'outillage. Depuis deux mois, ses salariés ne sont plus payés.

□ **Barclays va reprendre la deuxième banque privée de RFA.** – La *Barclays Bank* va *reprendre* 100 % de la deuxième banque privée de RFA, Merck Finck (groupe Merck Finck and Co) pour un montant non révélé, a annoncé vendredi 28 septembre la banque britannique.

Désarmement conventionnel

M. Baker et M. Chevardnadze font état de progrès vers la conclusion d'un accord

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a informé jeudi 27 septembre à New-York ses homologues de l'OTAN des progrès intervenus, lors de ses entretiens avec M. Edouard Chevardnadze, à propos du désarmement conventionnel en Europe. Un accord de principe sur la répartition du matériel militaire a été conclu et des progrès ont été enregistrés sur la question des avions de combat.

La question de la répartition du matériel offensif – chars, véhicules blindés de combat, artillerie et hélicoptères – avait été rouverte par les négociateurs soviétiques venus à New-York, a affirmé le responsable américain. Le paysage stratégique ayant totalement changé en Europe, avec l'unité allemande et la dislocation du pacte de Varsovie, les Soviétiques remettaient en question le principe selon lequel aucun pays de la zone ne pouvait disposer à lui seul de plus de 30 % de chaque catégorie de matériel et demandaient 40 %. M. Baker, sans révéler la nature du compromis intervenu, a indiqué qu'il n'était ni de 30 ni de 40 %. Des pourcentages différents pourraient s'appliquer aux différentes catégories d'armements.

M. Baker a précisé qu'une nouvelle rencontre avec M. Chevardnadze serait nécessaire dans les prochains jours à New-York. *« L'accord n'est pas parachevé »*, a-t-il dit. – *(AFP.)*

M. Chevènement invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, maire de Belfort, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury-RTL-*Le Monde* », dimanche 30 septembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le ministre, qui revient d'une tournée en Arabie et dans les émirats auprès des forces françaises, répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Isnard, du *Monde*, de *Dominique Pennequin* et de Paul Joly, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats
Contribution sociale : « La république bananière », par Jean-Jacques Dupeyroux ; Irak : « Chrétiens de Mésopotamie », par Joseph Yacoub 2

La crise du Golfe .... 3 et 4

La lutte contre la drogue au Pérou
M. Fujimori ne veut pas utiliser l'armée 6

Un appel de M. Rocard
Les socialistes invités à soutenir le gouvernement 9

Offensive du RPR
Une critique tous azimuts 10

Journal d'un amateur
« Comparaison », par Philippe Boucher 10

SECTION B

L'affaire Médecin
Le directeur de Nice-Opéra en garde à vue 14

SANS VISA

• Les fantômes de Penang • La table • Jeux .... 17 à 19

Cinéma : Hollywood supprime le « X »
Un nouveau système de classification des films américains pour sortir de la logique de la censure 23

Arts : Euphronios au Louvre
Euphronios, un des plus grands peintres de l'Antiquité grecque, est exposé sous la Pyramide 23

SECTION C

Les grèves à la Sécurité sociale
Un personnel mal géré 41

Lutte pour le pouvoir aux Wagons-Lits
La stratégie de la Caisse des dépôts 43

Services

Abonnements 2
Annonces classées 42
Carnet 16
Jeux 18
Loto 14
Marchés financiers 46-47
Météorologie 16
Paris en visites 45
Philatélie 16
Radio-Télévision 21
Spectacles 22
Week-end du chineur 14

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 septembre 1990 a été tiré à 544 664 exemplaires.

هكذا من الاصل

NUMÉRO 5 REVUE EUROPEENNE DES LIVRES OCTOBRE 1990

LIBER

Gilles Kepel,
Bernabé Lopez Garcia

Mythe et réalités de l'intégrisme

Constantino Bertolo,
Mario Fusco,
Massimo Onofri

Regards croisés sur Sciascia

Gian Giacomo Migone

Monseigneur de Cracovie

Jacques Derrida

L'autre cap

PANCHO

Frankfurter Allgemeine L'INDICE EL PAIS Le Monde

Supplément au n° 14206. Ne peut être vendu séparément. Samedi 29 septembre 1990

Gros lot

ÉCONOMI
MAGAZINE

QUAND LE CRIME PAIE

SOMMAIRE

Gian Giacomo Migone *Monseigneur de Cracovie* 2
Joseph Leo Koerner *Le culte des images* 3
M. Onofri, C. Bertolo, M. Fusco *Regards croisés sur Sciascia : en Italie, le sismographe sensible de la société : en Espagne, l'Italien par excellence ; en France, les combats d'un homme libre* 4-5
Alain Nadaud *Métaphores et métamorphoses* 6
Gilles Kepel, B.L. Garcia *Mythe et réalités de l'intégrisme : les mouvements de « réislamisation » ; laïcisation de l'islam ou islamisation de la politique ?* 8-9
Juan Arias *Pas de perestroïka pour le Vatican* 10
Jacques Derrida *L'autre cap* 11-13
Pierre Laszlo *Tableau de la variété du monde* 14-15
Librairie européenne 14

Dessin de couverture : Pancho

LIBER (Revue européenne des livres) est un supplément paraissant dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung, l'Indice, le Monde, El País.*

Comité éditorial : Pierre Bourdieu (président), Miguel Angel Bastenier, Thomas Ferenczi, Gian Giacomo Migone, Frank Schirrmacher.

Design : Enrico Maria Radaelli, Pirella Göttsche Lowe S.p.A., Milan.

Directeur artistique : Michel Gaffré, Paris.

Administrateur : Jean-Claude Gilbert, Paris.

Bureau central : 47, rue de Babylone, 75007 Paris. Tél. : 47-53-77-72.

Nous remercions pour leur aide et leur soutien : Pierre-Jean Gré et le Groupe 7, IPS Communications.

Directrice de la publicité, France : Sabrina Botbol, Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris. Tél. : 45-55-91-82. Télex : MONDPUB 206 136 F. La publicité qui apparaît dans *LIBER* est commune à toutes les éditions.

Editeur : SARL *Le Monde.*

Opinion

Monseigneur de Cracovie

Gian Giacomo Migone



(Dessin de Loredano)

PARMI les participants au Concile œcuménique Vatican II, les « experts conciliaires », *théologiens éminents*, contribuèrent, bien que dépourvus de la *dignité épiscopale*, à imprimer aux travaux la tendance qui correspondait au renouvellement ecclésial souhaité par Jean XXIII.

L'un de ces experts m'a raconté que *sa commission conciliaire comptait* parmi ses membres un obscur prélat polonais nommé Karol Wojtyla, que le cardinal Garrone, qui présidait la commission, appelait avec un soupçon de suffisance « Monseigneur de Cracovie » lorsqu'il lui donnait la parole ou se tournait vers lui, marquant par là sa position périphérique au sein de l'Église *romaine.*

L'élection de Wojtyla au pontificat, plusieurs années après, prit d'une certaine façon le sens d'un retournement, sinon d'une rupture par rapport à une Eglise *qui était traditionnellement* dominée, et souvent divisée, par une *Curie encore en majorité italienne* malgré la réforme de Paul VI. L'élection de l'archevêque polonais, encore jeune et vigoureux, qui succédait au bref pontificat d'Albino Luciani, parut marquer une volonté d'échapper à une opposition frontale entre le cardinal Benelli, *qui se présentait en* continuateur du réformisme prudent et parfois hésitant de Paul VI, et la voie du retour à une Église pré-conciliaire qu'incarnait le cardinal Siri.

En peu de temps, le « *pape étranger* » devint le « pape polonais », perçu comme porteur d'une expérience ecclésiale fortement marquée par un traditionalisme religieux qui avait également pris la forme d'une fière *opposition* à un régime communiste dont le faible *enracinement était à la mesure* de la direction que Moscou, de l'extérieur, *lui* imposait.

Devenu évêque de Rome, Karol Wojtyla n'a jamais quitté les atours de « *Monseigneur de Cracovie* ». *L'intransigeance* de son enseignement moral, l'accent mis sur le culte marial, son sens de la hiérarchie et sa méfiance vis-à-vis de toute innovation doctrinale ou disciplinaire l'ont conduit à pousser plus avant la polémique *contre la société et la culture* modernes (que l'on songe aux phrases *qu'il a consacrées aux* « *maîtres du* soupçon », Marx, Nietzsche et Freud), polémique qui renvoyait fortement à une expérience du catholicisme essentiellement rurale, périphérique, privée de *toute impulsion* extérieure, celle-ci ne pouvant clairement provenir d'une orthodoxie de régime importée s'opposant à la volonté dominante d'une population dont il avait été lui-même l'un des pasteurs.

Initiatives œcuméniques

Tandis que ces tendances mettaient le pontife romain en syntonie avec les mouvements catholiques *intégristes italiens*, le rapport qu'il établissait avec les autres *religions* fut en son temps très novateur et ambivalent à la fois. Rencontres et prières en commun avec les autres représentants des *religions monothéistes* sont allées bien au-delà des prudentes initiatives de dialogue prescrites par le Concile Vatican II et poursuivies par ses prédécesseurs. Le seul fait de se mettre côte à côte à l'occasion des *prières communes* a constitué une rupture historique par rapport à *une tradition* théologique qui, jusqu'à des temps rapprochés, considérait la foi chrétienne comme la seule salvatrice : en quelque sorte, ce fut une *leçon de pluralisme* et de tolérance.

Il est indubitable aussi que ces initiatives œcuméniques étaient motivées *par* une forte charge polémique face à la culture *séculière d'un* monde constamment accusé de matérialisme et d'indifférence envers la dimension spirituelle de la vie humaine. Ce pont jeté entre plusieurs expériences religieuses et entre les ethnies enracinées *dans celles-ci* marquait une fracture par rapport à une culture laïque qui a fortement influencé la pensée chrétienne elle-même et le monde *catholique*, surtout dans les pays industrialisés.

Rétrospectivement, le choix du pape polonais apparaît comme un *signe* prémonitoire des changements qui allaient, à *plus* de dix ans de distance, révolutionner le monde communiste et les pays de l'Est. De fait, Jean-Paul II a apporté à la cause *anticommuniste* une charge d'agressivité fondée sur une expérience vécue *plutôt* que sur une conviction doctrinaire orthodoxe. Il a *manifesté cette agressivité* non tant par de nouveaux anathèmes (déjà formulés, de manière plus nette, par Pie XII), *que par l'intransigeance dont il* a fait preuve envers les partisans de la Théologie de la libération, qui ont continué par ailleurs à *influer sur une part* importante de l'Église latino-américaine.

De plus, il est resté dominé par une *logique typique du mouvement* de contestation polonais, et pas seulement polonais, selon laquelle *« les ennemis de nos ennemis sont nos amis »*. Cette logique allait remplir les églises de foules en prière au moment de l'attentat contre Reagan, et *pousser le souverain* pontife, au cours d'un long voyage en Amérique centrale, à condamner publiquement le régime sandiniste (*en s'acharnant sur sa* composante catholique) et à se présenter au balcon du palais de la Monedad au côté du général Pinochet. De *cette façon*, ses déclarations en faveur de la défense et de *la* conquête des droits de l'homme, indubitablement, se sont *révélées objectivement* affaiblies.

Pourtant, il serait erroné de réduire la signification politique *du pontificat* de Jean-Paul II à une simple reprise de l'anticommunisme militant imposé en temps de guerre froide par Pie XII. *Son pontificat* comporte également une œuvre diplomatique qui est la continuation en droite ligne de celle de ses prédécesseurs *immédiats*, profitant avec persévérance de *toute ouverture ou* occasion de rencontre avec les régimes communistes, dans le but constant de permettre aux églises locales l'exercice d'une *action pastorale plus* incisive et restant d'une certaine manière sensibles aux tendances qui allaient finalement mettre en cause non seulement *ces* régimes mais aussi l'ensemble de l'équilibre *politique* mondial placé sous le signe de la guerre froide.

De l'Atlantique à l'Oural

Quelques mois après son élection, le cardinal Agostino Casaroli, son secrétaire d'Etat et le principal artisan de l'Ostpolitik vaticane, présidait une conférence *dont* la grande importance politique et programmatique échappa aux médias. Le Saint-Siège avait invité dans l'abbaye, reconstruite, de Monte-Cassino, le corps diplomatique accrédité auprès du Vatican mais aussi les diplomates accrédités auprès du Quirinal : *cette initiative*, en elle-même, était tout à fait inhabituelle, compte tenu de la jalousie avec laquelle les papes ont l'habitude de *souligner* leur propre souveraineté temporelle, mais avait pour but évident de s'adresser aux représentants des *Etats-Unis et de* l'URSS, qui n'avaient pas alors de relations diplomatiques directes avec le Saint-Siège. Le discours *que prononça* alors le cardinal Casaroli se révéla être une sorte de définition programmatique des futures initiatives *diplomatiques de* Jean-Paul II, même s'il dut paraître anachronique à une bonne part des diplomates présents.

En pleine phase de reprise de la guerre *froide* – c'était *l'époque* de la volte-face de la politique de Carter, qui devait mener à l'installation de missiles à *moyenne portée* en Europe et à une résistance active au brejnévisme, – les paroles du cardinal secrétaire d'État faisaient émerger la vision d'une *Europe* carolingienne, unie, selon la formule chère au *général de Gaulle*, de l'Atlantique à l'Oural, et remettant clairement en cause la domination bipolaire des Soviétiques mais aussi *des Américains. Se dessinait* ainsi, sur le plan diplomatique, une ligne tendant à la déstabilisation des blocs militaires en vigueur, fondée *sur* une polémique que le souverain pontife devait souvent *reprendre* et dirigée contre les matérialismes de signe contraire qui, en s'opposant *l'un* l'autre, avaient assujetti l'Europe et le monde *et avaient mis en* péril sa survie.

Lorsque, quelque temps après, le soutien offert par l'ex-archevêque *de Cracovie* au mouvement de libération polonais contribua *fortement* au déclenchement du processus de désagrégation du monde communiste, on vit d'une certaine manière *s'accomplir une crainte qu'avait* formulée Henry Kissinger et qui, dans la chronique politique contemporaine, est connue sous le *nom de « doctrine Sonnenfelt »* : toute forme de déstabilisation de la domination soviétique sur l'Est allait finir par miner les racines même de la domination américaine sur le reste du monde.

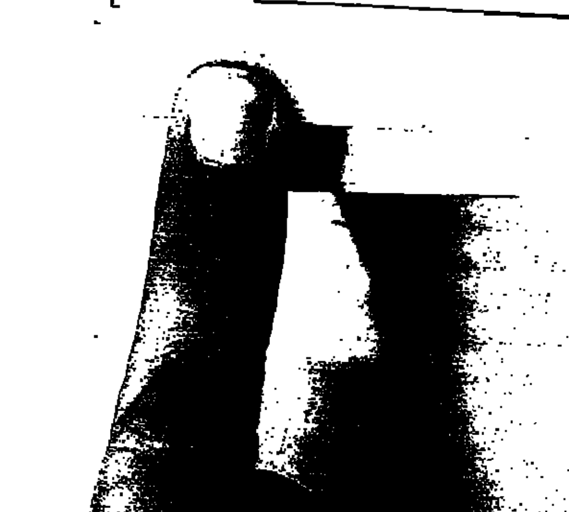
(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno.)

(Lire aussi page 10 le point de vue de Juan Arias « Pas de perestroïka pour le Vatican).

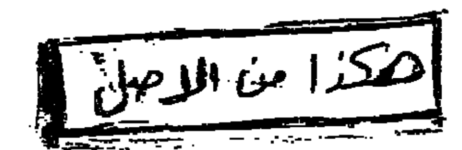
▶ Gian Giacomo Migone enseigne l'histoire de l'Amérique du Nord à la faculté de sciences politiques de l'université de Turin.

Appel aux lecteurs

Nous nous permettons d'appeler *nos lecteurs à nous adresser* leurs réflexions sur ce numéro de *Liber* (ou les précédents), et aussi leurs *suggestions à propos des* thèmes qu'ils voudraient voir traités, des rubriques (ethnographie européenne, *en bref, librairie* européenne, regards croisés, opinions, témoignages, etc.) qu'ils souhaiteraient *voir développées* ou créées et enfin, le cas échéant, des informations (polémiques, *colloques, etc.) sur les événements* de la vie intellectuelle dont ils souhaiteraient trouver un écho *dans Liber.*



هكذا من الأصل



n

de Cracovie



Le culte des images

Pour comprendre ce que les images religieuses signifiaient pour les chrétiens du Moyen Age, en Occident ou à Byzance, et la nature de la croyance qui leur était accordée, il faut sans doute s'affranchir aussi bien du discours esthétique moderne que du discours théologique des contemporains. Hans Belting procède à une enquête historique sur le statut des images entre le triomphe du christianisme et celui de la Renaissance.

Joseph Leo Koerner

★ Hans Belting, *Bild und Kult. Ein Geschichte des Bildes vor dem Zeitalter der Kunst.* München, Verlag, C. H. Beck, 1990, 700 p., 178 DM.

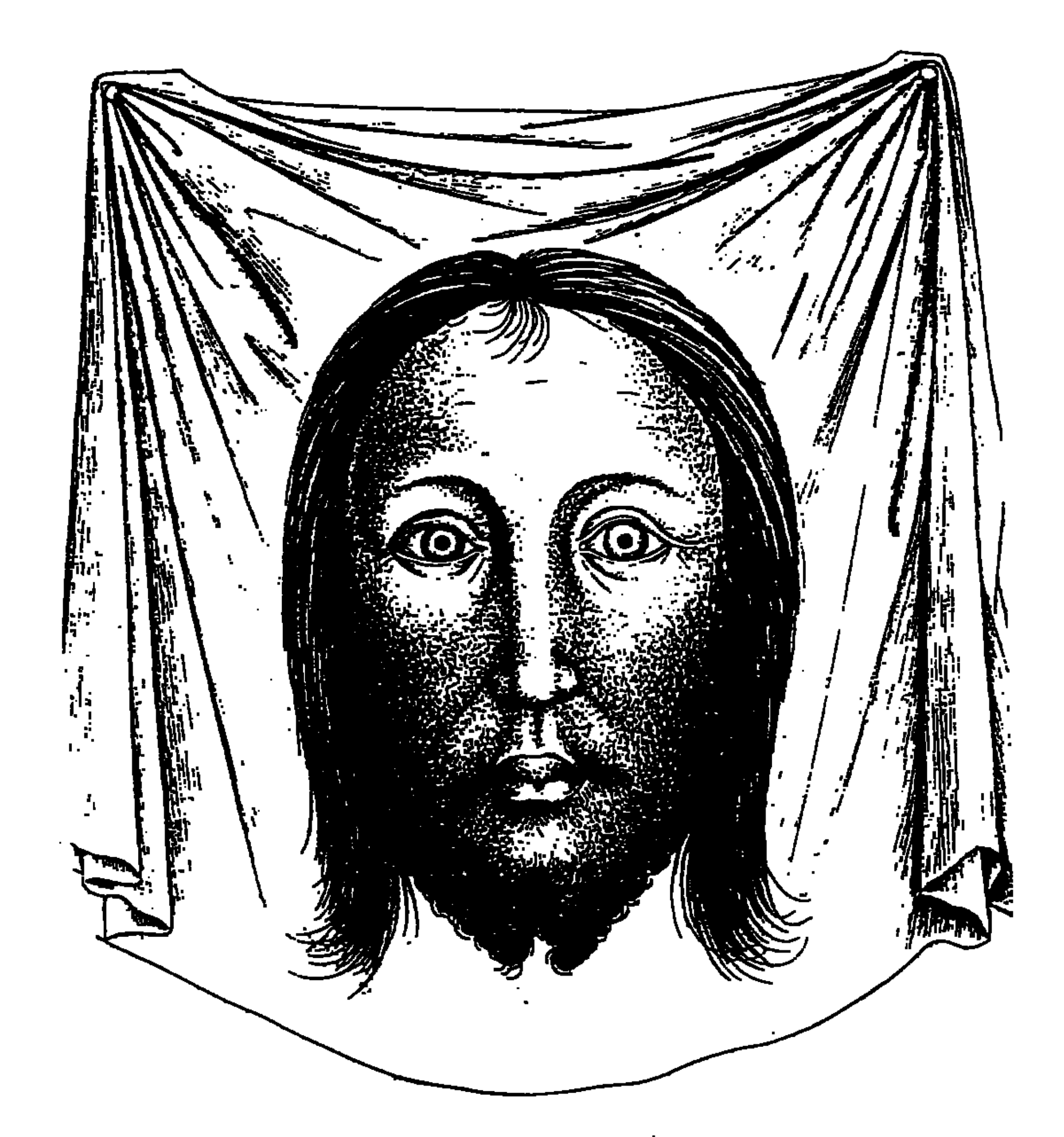
DANS l'Angleterre de la fin du XIVᵉ siècle, durant la sanglante répression de l'hérésie lollarde, l'Eglise punissait de mort le refus de soumission à son culte des images. Les Lollards, violemment iconoclastes, étaient brûlés sur le bûcher lorsqu'ils ne prêtaient pas serment : *« De ce jour, j'adorerai les images, les prierai et leur ferai offrande. »* Dans une Eglise assiégée, l'image représentait l'orthodoxie ; sa destruction touchait aux fondements mêmes de l'ordre chrétien.

Le christianisme s'affirme foi du Verbe, vérité révélée, appuyée par les Saintes Ecritures. Presque tout au long de son histoire, pourtant, les images furent, pour la multitude des croyants, au moins aussi importantes que les textes. Les peintures et les sculptures qui emplissaient les églises médiévales n'étaient pas simplement des *« Bibles pour les illettrés »*, comme le soutenait le pape Grégoire Iᵉʳ. Elles détenaient un pouvoir très particulier.

On savait que les effigies des saints bougeaient, pleuraient, saignaient et sécrétaient du lait à l'exemple de leur modèle ; elles pouvaient absoudre les péchés, accomplir des miracles et intercéder pour l'homme auprès de Dieu. Elles devinrent l'objet de cultes officiels et le but de pèlerinages déplaçant des foules : en 1350, plus d'un million de fidèles envahirent Rome pour voir une image miraculeuse du Christ.

Déjà au IXᵉ siècle, l'Eglise d'Orient déclarait ses icônes les égales des Ecritures, par le statut et le pouvoir. La doctrine ne fut formulée qu'après la période iconoclaste de Byzance au huitième siècle, qui divisa la chrétienté entre Eglises d'Orient et d'Occident. Les iconoclastes considéraient comme idoles les images du culte, et réclamaient un retour à la primauté du verbe ; ainsi s'inscrivaient-ils dans la continuité à la fois de l'Ancien Testament, qui refusait les images, et des premiers chrétiens, martyrisés pour avoir refusé d'adorer les idoles impériales de Rome.

Les iconoclastes de Byzance furent vaincus, mais leur discours refit surface tout au long du Moyen Age, dans des mouvements hérétiques comme celui des Lollards et dans la Réforme allemande qui fit éclater l'Eglise d'Occident. Qu'ils les vénèrent ou les détruisent, les chrétiens entretiennent un rapport complexe avec les images.



D.R.

Gravure de 1440.

Moments de rupture

Hans Belting a écrit l'histoire de cette relation dans un nouveau livre, puissant, savant, *Bild und Kult (image et culte)*. N'y sont pas étudiées toutes les images chrétiennes, mais une catégorie particulière : *« La représentation personnelle*, l'imago... *Elle représentait habituellement une personne et c'est pourquoi elle était aussi traitée comme une personne. »* L'histoire de Belting s'étend sur un millénaire, du cinquième siècle, au cours duquel les images du culte païen se transforment pour s'intégrer à la culture chrétienne, jusque vers 1500 quand les concepts d'art et d'artiste nés de la Renaissance, en même temps que la théologie de la Réforme, modifient totalement la production et l'usage de l'image. L'ouvrage traite l'Eglise d'Orient comme celle d'Occident, avec le rôle capital joué par Byzance jusqu'en 1204, date à laquelle la reddition de Constantinople aux croisés vénitiens fit connaître à l'Occident les images – et les artistes – d'Orient, et suscita l'apparition des peintures à volets en Italie et dans les pays du Nord.

Durant cette période et sur cet espace géographique, les « représentations personnelles » apparaissent sous une étonnante diversité de formes et de rôles. Elles se veulent parfois *acheiropoetai*, ou *« images non produites par la main de l'homme »*, miracles d'autogénération par lequel se trouve reproduite l'image unique d'un individu – ainsi le visage du Christ sur le linge de Véronique, conservé à Rome et vénéré comme la plus sacrée des reliques. Parfois, en particulier en Orient, elles reproduisent simplement, sous le banal pinceau du peintre, les traits canoniques d'un saint, de sorte qu'accrochées comme « icônes » à l'iconostase d'une église de campagne elles servent à la dévotion d'un jour précis du calendrier liturgique.

Plus tard, en Occident, on les retrouve, associées à des reliques, dans l'élaboration de riches retables décorant l'autel où la messe est dite ; ou, détenues à titre privé, chez des particuliers, où elles serviront à des dévotions, loin des rites officiels de l'Eglise. A la fin de cette période, délabrés, surchargés, ces objets deviennent de véritables reliques, non seulement des saints qu'ils représentaient, mais également d'une piété aujourd'hui perdue, celle d'une époque qui fabriquait et vénérait dûment ses images.

Même les passages en apparente continuité d'une forme à une autre de représentation, deviennent, sous le regard rigoureux de Belting, des moments de rupture. Ainsi, dans son magistral chapitre sur les icônes d'importation, Belting montre comment, dès 1204, l'Occident a mésinterprété l'essence même de l'image byzantine qu'il a convoitée. L'Eglise d'Orient, par sa métaphysique de la ressemblance, déclarait « authentique » tout portrait convenable d'un saint, partant de l'idée que toutes les images se trouvaient toujours déjà en latence dans le modèle ; quand l'Occident, qui considérait les icônes importées comme des reliques, ne frappait d'authenticité que les images singulières qui, de par leur apparente ancienneté ou la légende qui les accompagnait, suggéraient à travers le temps un lien miraculeux avec le personnage représenté.

Ces différences non formulées du contenu de l'image – qu'elle soit représentation autogénérée de l'essence du modèle, ou vestige physique et unique de son apparence – continuent d'habiter la conception que nous avons aujourd'hui de l'image. Par exemple, Belting dénonce le point de vue moderne qui fait des icônes byzantines de serviles copies d'une norme statique, quand les premières peintures à volets, en Occident, seraient des création libres et novatrices, inspirées des configurations orientales. Jusqu'en 1204, l'Orient, mal à l'aise, a en permanence révisé sa tradition de l'image, et l'idée même d'une image « authentique » – et par conséquent d'une « réplique » canonique – se révèle pour l'essentiel une invention de l'Occident du treizième siècle.

Belting dévoile nombre de ces fissures dans l'histoire qu'il raconte, ces moments où la « tradition » se forge à partir d'interprétations erronées d'objets venus de l'étranger ou du passé. Ces éléments remettent fondamentalement en cause nos idées sur la continuité de l'art européen ; ils soulèvent, dans le même temps, la question de la cohérence du propre sujet de Belting. L'image, même réduite à la *« représentation personnelle »*, correspond elle à une réalité *unique* à partir de laquelle peut s'écrire une histoire *unique* ? Ou la discontinuité du matériau est-elle si grande que le discours sur l'image pourrait se déplacer de l'histoire à, par exemple, l'anthropologie ?

Bild und Kult commence comme une expérimentation : *« La forme d'une « histoire de l'image » est en premier lieu un mode narratif concret pour introduire l'objet. Mais peut-être est-elle apte aussi à manifester une histoire véritable que l'on pourrait reconstituer narrativement. »* Une *« histoire véritable »* signifie, dès le départ, que le matériau ici assemblé est en effet cohérent, que son propre développement sera narratif, et qu'il a par conséquent un début, un milieu et une fin.

Belting ancre son histoire en lui donnant un nom : l'« ère de l'image », délimitée, d'un côté, par l'Antiquité et ses idoles, et de l'autre, par l'« ère de l'art », qui est aujourd'hui encore la nôtre. L'histoire devient à la fois méthode de travail et hypothèse, une hypothèse dont la preuve sera la cohérence du propre récit de Belting.

A un premier niveau, l'investissement de Belting dans l'histoire répond simplement à la nature de son objet : l'icône définie par opposition au récit, comme l'*imago* l'est à l'*historia* ou, plus généralemennt, le symbole à l'événement, l'être au devenir. Le culte chrétien embrasse, naturellement, les deux dimensions, à la fois commémorant l'histoire passée telle qu'elle est rapportée dans la Bible, et transmuant ce passé en un présent absolu dans les sacrements. Le récit de l'icône que retrace Belting scelle l'image visuelle dans le profond oxymoron de la foi religieuse.

A un autre niveau, l'histoire constitue l'une des deux grandes ascèses méthodologiques qui rendent possible *Bild und Kult*, en font, en réalité, un véritable monument. Le livre prend le contrepied d'autres approches plus attendues sur ce sujet aujourd'hui à la mode qu'est « le pouvoir des images » et qui, par le biais de la psychologie, de l'anthropologie ou de la déconstruction, discerne derrière les formes multiples de l'image la fonction absolue. Belting, en effet, écrit l'histoire plutôt qu'une *théorie* de l'image. Son matériau l'y conduit. Car l'un des thèmes omniprésents de *Bild und Kult* est la disparité qui existe entre le *sens* que les théoriciens – en l'occurrence les théologiens – donnent à l'image et l'*effet* qu'elle produit sur les croyants.

Dans un chapitre capital sur la théorie byzantine de l'icône, Belting démontre que la vaste machinerie spéculative à l'origine de la théologie de l'image au neuvième siècle, reconstruite comme elle l'a été sur la *tabula rasa* de l'iconoclastie, n'« explique pas » l'icône orientale ; elle n'a été, pour les théologiens qu'une manière de s'approprier, de réinventer et de diriger rétrospectivement un élément jusqu'alors extérieur à leur compétence.

La théologie, qu'elle soit iconophile ou iconophobe, tend à l'iconoclastie, car même se prononçant en faveur des images, son discours privilégie les mots. Dans la Réforme allemande, qui situait la religion dans la foi et l'intelligence intérieures, rejetant les objets et les pratiques extérieures, les théologiens se sont finalement emparés du pouvoir : l'image est offerte soit aux iconoclastes qui les détruisent comme idoles, soit aux collectionneurs qui les neutralisent comme objets d'art. Ces rapports conflictuels de l'image avec son interprétation entérinent le scepticisme de Belting à l'égard de la théorie. Ils contraignent *Bild und Kult* à renoncer à la question généralisatrice, *« Pourquoi les images ? »*, pour revenir aux objets eux-mêmes, sous leurs apparences physiques complexes, dans leurs usages de culte, aux faits et aux fables d'origine, aux histoires telles qu'elles sont devenues. Il en découle un livre d'une étonnante richesse empirique, où l'exégèse n'obscurcit jamais la vision, mais fait appel au propre pouvoir de l'image, mystérieux et équivoque dans sa primitivité.

En un sens, c'est un livre traditionnel. Par son ordre chronologique, par tout son appareil savant (dont un long appendice de textes primitifs, en traduction, sur l'histoire et l'usage des images), sa perfection en matière de citation et de terminologie, et son refus de la théorie, il trahit une foi allègre dans la méthode et les habitudes de l'érudition.

Cependant, venant de l'auteur du brillant et controversé *Das Ende der Kunstgeschichte (la Fin de l'histoire de l'art* – 1983), *Bild und Kult* représente ce que l'on pourrait appeler l'histoire de l'après-art, c'est-à-dire l'histoire de l'art telle qu'elle est pratiquée lorsqu'il a été fait table rase de nos conceptions héréditaires sur l' « art ». Plutôt, cependant, que de se joindre à la foule des théoriciens et prophètes postmodernes, Belting retourne au passé, pour écrire, comme il l'indique dans le sous-titre de son ouvrage, *« une histoire de l'image avant le siècle de l'art »*.

Là réside la seconde ascèse de Belting. Voir l'image en ce qu'autrefois elle *a été*, à savoir un objet efficace, que ce soit de miracle, de ressemblance ou d'ancienneté, plutôt que sous l'aspect de sa seule beauté et de ses seules qualités artistiques, c'est le purger de toute valeur esthétique rétrospectivement ajoutée. L'historien de l'art devra donc désapprendre son sujet. Regarder l'image, non comme le produit et le reflet de celui qui l'a fait, l'artiste en tant qu'individu, mais comme l'émanation de son modèle, le saint présent en effigie. Accepter la teneur du mythe qui commande à l'image : l'*acheiropoetai*, ce qui n'est pas produit par la main de l'homme, et qui s'oppose à l'art purement humain de la belle idole païenne.

Géographie de l'art

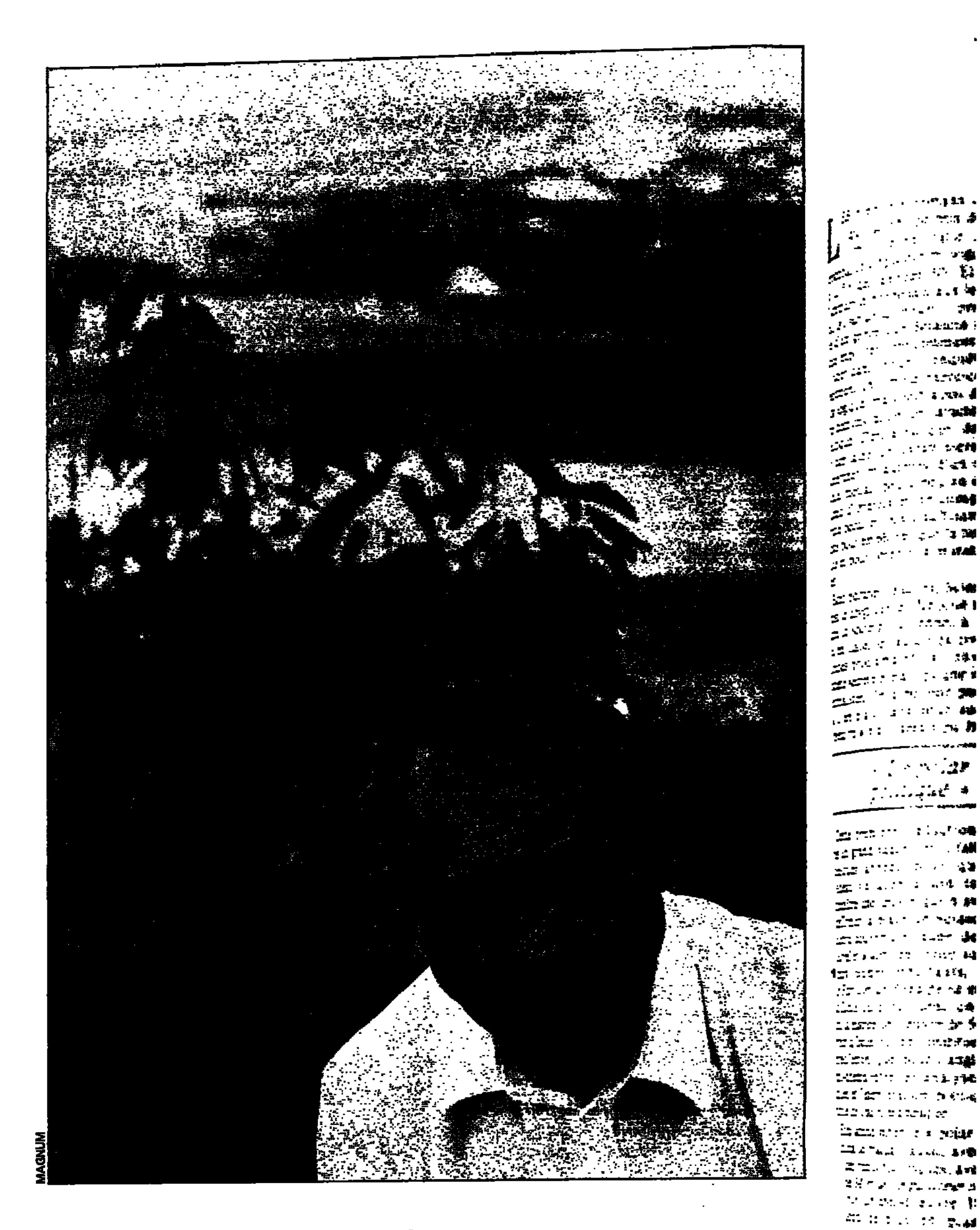
L'*acheiropoetai* arrive jusqu'à nous sous forme de légendes ou de vestiges – fragments usés, si souvent endommagés, réparés, remaniés que plus rien n'est visible de son art d'origine. Belting les reprend pour écrire *leur « histoire véritable »*, leur passage d'une époque à une autre, d'un monde à un autre. Ce faisant, il réoriente non seulement l'histoire de l'art, mais aussi sa géographie, ouvrant l' « Europe » à l'Orient en cette époque de frontières abolies qui est la nôtre aujourd'hui.

Bild und Kult s'achève sur un symbole de la séparation, dans l'époque moderne, entre l'image et l'art. En 1607, Pierre-Paul Rubens façonna pour le maître-autel de la Chiesa Nuova à Rome un grand portrait de la Madone de la Grâce. La Vierge et l'Enfant y sont comme un tableau dans le tableau : une icône ovale trônant dans son cadre, portée par des *putti* et décorée d'anges. L'icône elle-même est le fragment, sauvegardé mais fortement endommagé, d'une fresque miraculeuse détruite lors de la construction de la Chiesa Nuova. Pour intégrer ce vestige boiteux et sans art à sa composition, Rubens réalisa, dans son style tout personnel, une libre « copie » de l'icône, qui recouvre presque entièrement l'image d'origine. Comme le rideau du temple, l'art cache ici l'image de culte.

Quand le Moyen Age, par ses icônes, pénétrait les visions célestes réservées aux saints, l'époque actuelle reste à l'extérieur, de par le jeu des dissimulations et des camouflages. Notre accès à l'icône ne se fera donc plus désormais par l'intermédiaire des saints mais par celle des peuples du passé. Retrouver, recréer leur perception est le but que se fixe Belting en tant qu'historien. Il y a réussi, et avec cet ouvrage a écrit le plus beau monument de la *memoria* visuelle de notre temps. ■

Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize

► **Joseph Leo Koerner est professeur d'histoire de l'art à l'université Harvard. Ses derniers ouvrages sont *Caspar David Friedrich and the Subject of Landscape* (1990) et, avec Rainer Crone, *Legends of the Sign : Paul Klee* (à paraître).**


Leonardo Sciascia par Ferdinando Scianna

MAGNUM

Portrait

Regards croisés sur Sciascia

Le romancier italien Leonardo Sciascia est mort il y aura bientôt un an, le 20 novembre 1989. En guise de portrait, nous présentons trois visions de son œuvre et trois analyses de l'accueil qu'elle a reçue en Espagne, en France et en Italie.

Italie : le sismographe sensible de la société

Massimo Onofri

« ON *a dit*, écrivait Sciascia en 1967, *que* les Paroisses de Regalpetra *contenaient l'ensemble des thèmes que j'ai par la suite développés de manières diverses dans d'autres livres (...). Tous mes livres, en effet, n'en forment qu'un : un livre sur la Sicile, qui touche les points douloureux du passé comme du présent, et qui s'articule comme l'histoire d'une longue défaite de la Raison.* » Conçue sur le modèle de la ville natale de Sciascia, Racalmuto, la Regalpetra du roman assumait le rôle de métaphore de tous les lieux où, dans les éclipses de la Raison, ne reste d'autre possibilité que de faire le tort ou de le subir. L'histoire de ce village, ainsi, représentait le premier moment de l'ontologie du pouvoir qui devait régler la vaste foule des personnages sciasciens à venir, en en faisant les vis, les boulons et les chevilles des engrenages d'une grande machine inquisitoriale.

Les Paroisses avaient la force de l'archétype. Avec ce roman prenaient racine ces investigations historico-érudites, du *Conseil d'Egypte* à *la Sorcière et le Capitaine*, dans lesquelles Sciascia, reprenant la leçon de Manzoni, démasquait les atroces impostures d'un passé qui n'est jamais passé. Dans ces pages naissait aussi la lourde matière de ces romans policiers dans lesquels il disait avoir introduit le drame pirandellien, du *Jour de la chouette* à *Une histoire simple*, de ces histoires de maffia où un système d'intérêts illicites et criminels, initialement situé en Sicile, révèle l'extension de ses ramifications, remontant inexorablement au nord de la « ligne des palmiers » (1).

L'optimisme de l'écriture

A cette vision de l'Histoire comme lieu du mensonge et de l'injustice, Sciascia n'opposa que l'optimisme de l'écriture. Chez lui prenaient corps cette utopie de la littérature, appelée à mettre de l'ordre dans le chaos de la vie, et ce primat du style, qui tout de suite le distingua des épigones du néoréalisme et des intellectuels engagés dans la voie de l'essai dénonciateur. Un mode particulier de déchiffrement de la réalité se manifestait chez lui, sous la forme d'une longue divagation ou d'une intuition fulgurante, partant toujours, pour rejoindre le sol, d'une constellation de livres, dans la fréquentation de diverses planètes littéraires, de la Sicile de Pirandello et Brancati à la France de Voltaire, Courier et Stendhal, de l'Espagne de Cervantes et Unamuno aux Amériques de Borges et Hemingway.

Bientôt, la littérature devint pour Sciascia la forme la plus absolue que la vérité pût assumer. Le pamphlet s'enchâssa de plus en plus dans l'apologue, la reconstruction précise d'un épisode de chronique judiciaire révélait le dessin d'une plus ample parabole, et l'inquisiteur prenait le pas sur l'investigateur. Les livres de Sciascia, en somme, furent tout à la fois les chapitres d'une microphysique du Pouvoir, incarnation laïque du Malin, et l'allégorie très lucide de la vie politique nationale. Les Italiens se virent dans ce miroir et, non sans une grande réticence, s'y reconnurent, d'où les âpres polémiques et l'isolement douloureux que Sciascia connut parfois. Tout commença en 1971 avec *le Contexte*.

Ce roman, qui se déroule dans un pays sud-américain indéterminé mais assez semblable à l'Italie, égrenne une série de crimes parfaits ayant pour toile de fond une glaçante collusion entre partis de gouvernement et organisations révolutionnaires, visant tous au maintien du *statu quo*. Cette histoire, si elle valut à l'auteur l'accusation d'anticommunisme, parut, quelques années plus tard, n'avoir été qu'une inquiétante prophétie du « compromis historique ». La politique italienne dégénérant en un vaste gâchis, l'écriture tendue de Sciascia, à mesure que son pessimisme se faisait plus vif et substituait Montaigne et Pascal à Diderot, se chargea des reflets équivoques d'une réalité désormais bouleversée par le *système clientéliste et maffieux*. Ses romans policiers problématiques prirent la marque du jeu de vérités multiples et diverses qui était dans les choses.

Ce fut le temps de *Todo Modo*, un livre tressé d'une grande culture, procès implacable d'une Italie démocrate-chrétienne où la justice est impossible. Vint ensuite *Candido ou Un rêve en Sicile*, satire très amère d'un pays tenu par deux grandes Eglises, la catholique et la communiste, Sciascia constatant l'alarmante confluence des deux dogmes. Enfin, la poignante *Affaire Moro*, où il mène une méditation douloureuse sur la « Passion » du politicien démocrate-chrétien, symbole de toutes les victimes du monde, immolé sur l'autel de cet Etat fantasmagorique et inexistant, que les Brigades rouges attaquaient avec une férocité visionnaire et que les forces de gouvernement et les partisans de l'opposition défendaient avec un zèle stupide et quasi unanime.

Défense du droit

Au cours des dernières années, très loin du rouge et du noir des idéologies et confronté à une réalité se dissipant en vapeurs métaphysiques, Sciascia s'en tint à une défense infatigable et inflexible du droit. A côté de plusieurs *detective stories*, parcourues de sombres réflexions autobiographiques et de frissons religieux, parmi lesquelles *le Chevalier et la Mort*, il consacra les pages du récit *Portes ouvertes* au thème de la peine de mort. Toujours plus présents dans le débat politique national, ses réquisitoires moraux et civils enflammés brûlent encore dans les belles pages de son ultime ouvrage, *A futura memoria*.

Quel que soit le jugement qui sera porté sur Sciascia, il reste incontestable qu'à travers ses métaphores très lettrées, campant à chaque fois sur des positions n'appartenant qu'à lui, il fut le sismographe sensible de notre société. Depuis l'extrême pointe méridionale du continent, il fut, aux côtés de De Roberto, Pirandello, Borgese, Brancati, Lampedusa, l'un de ces écrivains qui surent conférer à leurs pages un sens, sinon *le* sens, d'une histoire de l'Italie. ■

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno.)

▶ Né en 1961, Massimo Onofri est critique littéraire. Il prépare une biographie de Sciascia pour les éditions Laterza.

(1) La « ligne des palmiers », délimitation peu usuelle en italien d'une ligne imaginaire coupant le Nord du Sud (NDT).

Un acteur de la vie politique

LEONARDO SCIASCIA est né le 8 janvier 1921 à Racamulto, dans la région des soufrières de l'hinterland sicilien. En 1935, il fréquente l'école normale de Caltanissetta, où enseigne l'écrivain Vitaliano Brancati, et y développe une conscience antifasciste précoce. De 1941 à 1948, il est employé aux services de stockage du blé. Marié en 1944, il enseigne dans le primaire à partir de 1949, jusqu'à sa retraite, en 1970.

En 1950, il prend la direction de la revue *Galleria*, début pour lui d'une longue carrière de journaliste qu'il n'abandonnera jamais et qui le conduira rapidement à collaborer aux revues littéraires les plus importantes et aux quotidiens et hebdomadaires les plus prestigieux : *Letteratura, Nuova Corrente, Il Contemporaneo, Officina, La Fiera letteraria, Il Ponte, la Gazzetta di Parma, Il Giornale di Sicilia, Il Corriere della Sera, La Stampa, L'Espresso*. Détaché en 1957 au ministère de l'instruction publique, il s'installe à Rome. Il retourne à Caltanissetta en 1958 et s'établit définitivement à Palerme en 1967.

S'il s'affirme comme un auteur à succès dans les années 60, c'est à partir de 1971, avec *le Contexte* et à la suite d'une mémorable polémique qui l'oppose à des personnalités influentes du Parti communiste italien, qu'il devient, un peu malgré lui, un *« opinion maker »*, presque toujours à contre-courant et protagoniste de nombreux moments décisifs de la vie politique italienne.

Contre les lois d'exception

Ainsi, il est parmi les premiers à gauche, en 1974, à affirmer que les Brigades rouges étaient bel et bien rouges. Partant, à l'occasion du procès mené contre celles-ci il prend le parti de ceux des jurés populaires qui choisissent de déserter.

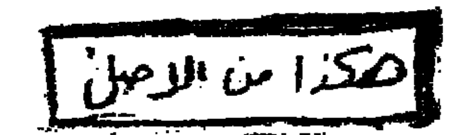
Lors de l'enlèvement d'Aldo Moro, il est de ceux qui jugent authentiques les lettres écrites en détention, qui accusent la classe politique démocrate-chrétienne. Durant les années 80, ses prises de position en faveur du droit sont toujours plus fréquentes et courroucées. Il dénonce les lois d'exception de l'« urgence antiterroriste », constatant douloureusement en elles la naissance d'une nouvelle mafia, et mène la polémique contre plusieurs organismes d'Etat, de la municipalité de Palerme au pool antimafia, dans la crainte que la lutte menée contre le crime organisé et les pouvoirs extraordinaires utilisés ne se transforment en occasions de rapides avancements de carrière.

Une active participation à la vie démocratique italienne confirme ce parcours très particulier de polémiste engagé. En 1975, Sciascia est élu sur les listes du PCI à la municipalité de Palerme, mais démissionne au bout de deux ans. En 1979, candidat du Parti radical, il est élu à la fois à la Chambre italienne et au Parlement européen, mais choisit le premier de ces sièges ; il devient membre de la commission d'enquête « Moro », activité qui cesse en 1983 avec la dissolution des Chambres.

Sa renommée, désormais internationale, est à son comble, consacrée par l'adhésion du grand public et de nombreux honneurs officiels, lorsqu'il meurt, à Palerme, le 20 novembre 1989. ■

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno.)





France : les combats d'un homme libre

Mario Fusco

LES premiers romans de Sciascia, qui lui ont permis de s'affirmer très vite en Italie comme une personnalité singulière et originale, datent de la fin des années 50. Et, dès 1961, Flammarion proposait aux lecteurs français *le Jour de la chouette*, premier exemple d'un genre que Sciascia allait par la suite exploiter fréquemment : le roman policier dans lequel l'enquête n'est pas seulement un simple exercice de déduction logique, mais sert aussi de prétexte à une démonstration de caractère social ou politique. C'est ainsi que, dans ce livre, un capitaine de carabiniers chargé de rechercher les auteurs d'un meurtre, en Sicile, mettait peu à peu en évidence un réseau d'intérêts et de complicités sans doute occultes, mais suffisamment puissants pour empêcher que la lumière ne fût faite et pour obtenir la mutation du policier.

Sans phrases inutiles, Sciascia mettait ainsi le doigt sur le rôle joué par la Mafia dans la société sicilienne, à un moment où, en Italie, les autorités civiles ou religieuses proclamaient à l'envi que cette société secrète n'était qu'une invention de journalistes. On a pu voir par la suite ce qu'il en était, sans pour autant que la « pieuvre » n'ait jamais pu être extirpée.

« Le polar politique »

Cette première traduction ne connut pas un grand succès, et il fallut attendre quelques années pour que Maurice Nadeau s'attache à son tour à faire connaître une œuvre qui n'avait fait que confirmer la place de Sciascia. Sous la célèbre couverture jaune des « Lettres nouvelles » sortirent coup sur coup plusieurs volumes importants, notamment *les Paroisses de Regalpetra* et *les Oncles de Sicile*, qui constituent, on l'a souvent dit, la matrice de l'œuvre de Sciascia, tant pour la Sicile, qui en constitue le cadre de prédilection, que pour l'angle de vue, à mi-chemin entre les analyses sociologiques et l'interprétation politique, sur une toile de fond romanesque.

Sans abandonner le « polar politique », Sciascia se risquait aussi, avec succès, du côté des récits historiques, avec des textes comme *Mort de l'inquisiteur* ou *le Conseil d'Egypte*, un chef-d'œuvre. Il y révélait, de façon de plus en plus évidente, l'intérêt profond qu'il portait aux questions de droit, celui des personnes comme celui sur lequel fonctionnent les sociétés civiles, avec une rigueur et une constance qui auraient pu faire craindre parfois une évolution vers une littérature de démonstration, d'autant plus qu'il s'appuyait souvent sur des faits divers ou sur des dossiers d'affaires judiciaires qu'il excellait à dénicher au fond des archives et qu'il reconstituait afin d'en mettre au jour les mécanismes pervers.

A la base de cette réflexion incessante, qui conduisit souvent Sciascia à doubler ses romans ou nouvelles par des séries d'essais qui en sont à la fois le prolongement et l'arrière-plan (c'est le cas du *Cliquet de la folie*, ou de *Mots croisés*), il y avait, certes, un ensemble de lectures remontant à l'adolescence de cet instituteur qui s'était formé, presque seul, sous le régime fasciste qu'il abhorrait, dans une petite ville du centre de la Sicile, en lisant pêle-mêle Diderot, *les Misérables*, Paul-Louis Courier ou Stevenson.

La leçon des encyclopédistes

Mais le fait est qu'il garda toujours la même admiration, et sans doute la même reconnaissance, aux encyclopédistes de notre dix-huitième siècle, pour lui avoir



montré que la littérature pouvait aussi être une arme contre l'injustice, l'oppression, et contre les intérêts ou les pouvoirs particuliers qui, au sein de la société, s'opposent au libre jeu d'un Etat fondé sur la raison et sur des valeurs *civiles*. Et c'est certainement pour cela que, dès le moment où ses livres commencèrent à être lus en France, il prit l'habitude d'y faire de longs séjours, à Paris principalement où il savait qu'il retrouverait un petit groupe d'amis et d'admirateurs : son éditeur, ses traducteurs et un photographe et journaliste sicilien, F. Scianna, avec lequel il réalisa plusieurs livres mémorables, des *Fêtes religieuses en Sicile* à ces *Heures d'Espagne* sorties l'an dernier et encore inédites en France.

De ces visites répétées, qui lui donnèrent l'occasion de rencontrer nombre d'écrivains et de journalistes et d'accorder des quantités d'interviews auxquelles il se prêtait volontiers, quoiqu'il refusât obstinément de parler français, date la place de premier plan qu'il occupe parmi les écrivains italiens connus et appréciés chez nous, auprès de Moravia, de Calvino ou de Pasolini. En effet, tous ses livres ont été pratiquement traduits en France, souvent assez vite après leur publication en Italie ; il y a obtenu plusieurs prix littéraires, un numéro spécial de revue lui a été consacré en 1979.

Il faut dire aussi que les adaptations cinématographiques d'un certain nombre de ses livres, et notamment de *Toto modo* et *Cadavres exquis*, ont beaucoup fait pour populariser son importance auprès du public français, qui, faut-il s'en étonner, semble avoir accueilli très favorablement les tout derniers livres de Sciascia : c'est le cas pour *le Chevalier et la Mort*, publié quelques semaines avant sa mort et qui est, sans doute, l'un de ses plus beaux livres dans ce genre policier qu'il affectionnait, mais avec une dimension métaphysique plus manifeste et une résonance autobiographique qui lui confère parfois une tonalité déchirante.

Peut-être faut-il voir dans le succès de ce dernier livre, quasi testamentaire, le contrecoup de l'émotion provoquée par la mort prématurée de Sciascia ; mais il serait juste de reconnaître que les qualités de l'écrivain y apparaissent avec une évidence et peut-être une liberté de ton qui, jusque-là, semblaient souvent un peu bridées par le souci de dire vrai et juste.

Polémiste redoutable

Il est bien clair que, commençant à publier à la fin de l'époque néoréaliste, Sciascia, plus soucieux de valeurs éthiques que de virtuosité formelle, ne montrait guère d'affinités avec les tenants de la néo-avant-garde, et que, prenant obstinément la Sicile pour terrain privilégié de son observation et de sa méditation, il ait fait de son île, à la fois viscéralement aimée et souvent exécrée, une métaphore des sociétés dans lesquelles nous vivons.

Sans doute les lecteurs français de Sciascia, qui sont nombreux comme le prouvent les multiples rééditions de ses livres en éditions de poche, ne sont-ils pas toujours à même de percevoir toutes les implications des combats politiques qui sous-tendent les livres de ce redoutable polémiste, qui ne se souciait guère de conformisme et qui, à ce titre, s'est parfois vu durement attaqué. Nul doute, en revanche, qu'ils aient perçu le sens profond des interprétations de cet homme libre qui, envers et contre tout, et malgré un pessimisme croissant, continuait de croire à la justice et à défendre l'idéal d'une société fondée sur le droit. ■

► Né en 1930, Mario Fusco est professeur de littérature italienne contemporaine à l'université Paris-III. Directeur de collection aux éditions P.O.L, il a traduit en français le dernier livre de Sciascia, *Une histoire simple*, à paraître prochainement aux éditions Fayard.

Espagne : l'Italien par excellence

Constantino Bertolo

COMMENT a été lu Leonardo Sciascia en Espagne ? Avant de formuler toute réponse, il est nécessaire de rappeler quelle fut la place de Sciascia parmi les écrivains qui ont le plus compté dans la culture littéraire espagnole de ces dernières décennies, c'est-à-dire Vittorini, Pratolini, Pavese, Svevo, Calvino, Eco, et actuellement, Tabucchi. Ces auteurs ont fait irruption à un *moment précis de notre passé* récent. Ils sont donc tous porteurs d'une signification particulière.

Vittorini et Pratolini représentent la *consécration, sur le plan proprement* littéraire, du courant réaliste, et, sur le plan de la morale politique, du compromis de l'écrivain et de la *société, de ses rapports avec* le parti et avec une idéologie fondée sur la transformation de la société.

Une figure significative

Bien qu'appartenant à cette même vague réaliste, Cesare Pavese bénéficie en Espagne d'un *accueil plus favorable* chez des écrivains que pouvait gêner un réalisme sacrifiant trop volontiers à la Cause la problématique existentielle. La génération du réalisme antifranquiste a exclusivement concentré son attention sur ces *trois noms – Vittorini, Pratolini*, Pavese. Plus significative est, cependant, pour l'Espagne la figure de Leonardo Sciascia.

« Nous avons le même âge. Nous nous connaissons assez bien. Vouvoyons-nous. » Si l'on en juge par ces quelques mots, l'auteur de *Toto modo* s'efforçait de couper court aux familiarités de mauvais aloi. Il se peut *qu'il y soit parvenu en* Italie ; en Espagne, rien n'est moins certain.

Pendant les années 50 et 60 les milieux les plus dynamiques de la culture espagnole, entraînant derrière eux la majorité des romanciers, prirent le train du Parti communiste, si *bien qu'il serait difficile de nos jours* de vouloir identifier chacun de ces compagnons de route. Une fois la route *commune abandonnée, l'heure* de l'adieu au réalisme critique venue, il est urgent de trouver un nouveau wagon à défaut d'un nouveau train.

Sciascia paraît à *ce moment-là en* Espagne. Et de tous côtés on ne voit plus que des voyageurs qui cherchent à faire route avec *lui*. En *réalité*, Sciascia – souvenons-nous de ses mots – n'avait aucun goût pour des camaraderies si faciles.

L'*œuvre de Sciascia a subi, en* Espagne, une lecture aussi partiale que réductrice. On prit connaissance, à travers *l'œuvre de Sciascia, d'une* littérature à forte inspiration sociale : l'auteur n'a jamais exclu de donner à l'œuvre *littéraire* un contenu politique. Cependant, la liberté de jugement de Sciascia, l'indépendance de *sa critique, ne furent qu'un instrument* entre les mains de ceux qui combattaient de vieux systèmes, jamais l'occasion d'un questionnement.

Vasquez-Montalban l'héritier

On appréciait chez lui ce style corrosif, jugé peu nocif pourtant – accu*sation dont Sciascia se défendit*. On loua en lui, par chauvinisme, le grand connaisseur, l'amateur, de la culture espagnole. Lorsqu'on évoque Sciascia en Espagne, *on pense à un intel*lectuel libéral, assez tiède et insipide. On oublie, sciemment, le libre penseur incisif qu'il sut être. Rien d'étonnant si sa littérature ne compte que peu d'héritiers parmi les Espagnols.

Seul le romancier Vasquez-Montalban *semble recueillir sa conception* éthique et esthétique du travail littéraire. Bien que déjà abondamment traduite en espagnol, l'œuvre de Sciascia *n'a pas porté de fruits*. Il est sans doute trop tôt pour se prononcer. En attendant, nous serons contraints *de le vouvoyer*. Avec *tout* le respect que nous lui devons. ■

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adan.)

► *Constantino* Bertolo est *critique* littéraire à *El Pais* et auteur de plusieurs livres de critique littéraire.

Bibliographie

Romans et nouvelles

- *Favole della dittatura*, Rome, Bardi 1950 *(Fables de la dictature*, trad. J.-N. Schifano, Pandora 1980).
- *Le parocchie di Regalpetra*, Bari, Laterza 1956 *(les Paroisses de Regalpetra*, trad. M. Fusco, Les lettres nouvelles/Denoël, 1970).
- *Gli zii di Sicilia*, Turin, Einaudi 1958 *(les Oncles de Sicile*, trad. M. Fusco, Les lettres nouvelles/Denoël, 1967).
- *Il giorno della civetta*, Turin, Einaudi 1961 *(le Jour de la chouette*, trad. J. Bertrand, Flammarion, 1964).
- *Il consiglio d'Egitto*, Turin, Einaudi 1963 *(le Conseil d'Egypte*, trad. J. de Pressac, Les lettres nouvelles/Denoël, 1965).
- *Morte dell'Inquisitore*, Bari, Laterza 1964 *(Mort de l'Inquisiteur*, publié à la suite des *Paroisses de Regalpetra*, trad. M. Fusco, Les lettres nouvelles/Denoël, 1970).
- *A ciascuno il suo*, Turin, Einaudi 1966 *(A Chacun son dû*, trad. J. de Pressac, Les lettres nouvelles/Denoël, 1967).
- *Il contesto*, Turin, Einaudi 1971 *(le Contexte*, trad. J. de Pressac, Les lettres nouvelles/Denoël, 1972).
- *Atti relativi alla morte di Raymond Roussel*, Palerme, Ecce 1971 *(Actes relatifs à la mort de Raymond Roussel*, trad. G. Jupollo et G.-J. Salvy, L'Herne, 1972).
- *Il mare colore del vino*, Turin, Einaudi 1973 *(la Mer couleur de vin*, trad. J. de Pressac, Les lettres nouvelles/Denoël, 1977).
- *Todo modo*, Turin, Einaudi 1974 *(Todo modo*, trad. R. Daillie, Les Lettres nouvelles/Denoël, 1976).
- *La scomparsa di Majorana*, Turin, Einaudi 1975, *(la Disparition de Majorana*, publié à la suite des *Poignardeurs*, trad. M. Fusco et J.-N. Schifano, Les lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1977).
- *I Pugnalatori*, Turin, Einaudi 1976 *(les Poignardeurs*, trad. M. Fusco et J.-N. Schifano, Les lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1977).
- *Candido o un sogno fatto in Sicilia*, Turin, Einaudi 1977 *(Candide ou Un rêve en Sicile*, trad. N. Frank, Les lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1978).
- *L'affare Moro*, Palerme, Sellerio 1979 *(l'Affaire Moro*, trad. J.-N. Schifano, Grasset, 1978).
- *Dalla parte degli infedeli*, Palerme, Sellerio 1979 *(Du côté des infidèles*, trad. J.-N. Schifano, Grasset, 1980).
- *Il teatro della memoria*, Turin, Einaudi 1981 (*le Théâtre de la mémoire*, trad. M. Fusco, Maurice Nadeau/Boréal Express 1984).
- *La sentenza memorabile*, Palerme, Sellerio 1982.
- *Occhio di capra*, Turin, Einaudi 1984 (*Œil de chèvre*, trad. M. Darmon, Fayard 1986).
- *Cronachette*, Palerme, Sellerio 1985 (*Petites chroniques*, trad. J.-N. Schifano et B. Visage, Fayard 1986).
- *Per un ritratto dello scrittore da giovane*, Palerme, Sellerio 1985.
- *La strega e il capitano*, Milan, Bompiani 1986 (*la Sorcière et le Capitaine*, trad. J.-M. Laclavetine, Fayard 1987).
- 1912 + 1, Milan, Adelphi 1987 (*1912 + 1*, trad. C. Ambroise, Fayard 1989).
- *Porte aperte*, Milan, Adelphi 1987 (*Portes ouvertes*, trad. C. Ambroise, Fayard 1989).
- *Il cavaliere e la morte*, Milan, Adelphi (*le Chevalier et la mort*, trad. M. Orcel et M. Fusco, Fayard 1989).
- *Una storia semplice*, Milan, Adelphi 1989.

Poésie

- *La Sicilia, il suo cuore*, Rome, Bardi 1952 (*la Sicile, son cœur*, publié à la suite de *Fables de la dictature*, trad. J.-N. Schifano, Pandora 1980).



Gian Maria Volonte dans Todo Modo.

Essais

- *Pirandello e il pirandellismo*, publié à compte d'auteur, Caltanissetta 1953.
- *Pirandello e la Sicilia*, publié à compte d'auteur, Caltanissetta-Rome 1961 (*Pirandello et la Sicile*, trad. J.-N. Schifano, Grasset 1980).
- *La corda pazza*, Turin, Einaudi 1970 (*le Cliquet de la folie*, trad. J. de Pressac, les Lettres nouvelles/Denoël 1975).
- *Nero su nero*, Turin, Einaudi 1979 (*Noir sur noir*, trad. N. Frank et C. Lucas, les Lettres nouvelles/Maurice nadeau 1980).
- *La Sicilia come metafora*, entretiens réalisés par Marcelle Padovani, Milan, Mondadori 1979 (*la Sicile comme métaphore*, Stock 1980).
- *Conversazione in una stanza chiusa*, entretiens réalisés par D. Lajolo, Milan, Sperling & Kupfer 1981.
- *La palma va a Nord*, Roma, Quaderni radicali 1981.
- *Cruciverba*, Turin, Einaudi 1983 (*Mots croisés*, trad. M. Orcel, M. Fusco et J.-N. Schifano, Fayard 1985).
- *Stendhal et la Sicile*, suivi de G.T. di Lampedusa, *Leçons sur Stendhal*, trad. M. Darmon, Maurice Nadeau 1985.
- *Ore di Spagna*, Marina di Patti, Pungitopo 1988.
- *Alfabeto pirandelliano*, Milan, Adelphi 1989 (*Pirandello de A à Z*, trad. M. Darmon, Nadeau 1988).
- *Fatti diversi di storia letteraria e civile*, Palerme, Sellerio 1989.
- *A futura memoria*, Milan, Bompiani 1989.

Théâtre

- *L'Onorevole*, Turin, Einaudi 1965 (*Monsieur le député*, suivi de *les Maffieux*, trad. M. Darmon, Fayard 1987).
- *Recitazione della controversia liparitania*, Turin, Einaudi 1969.

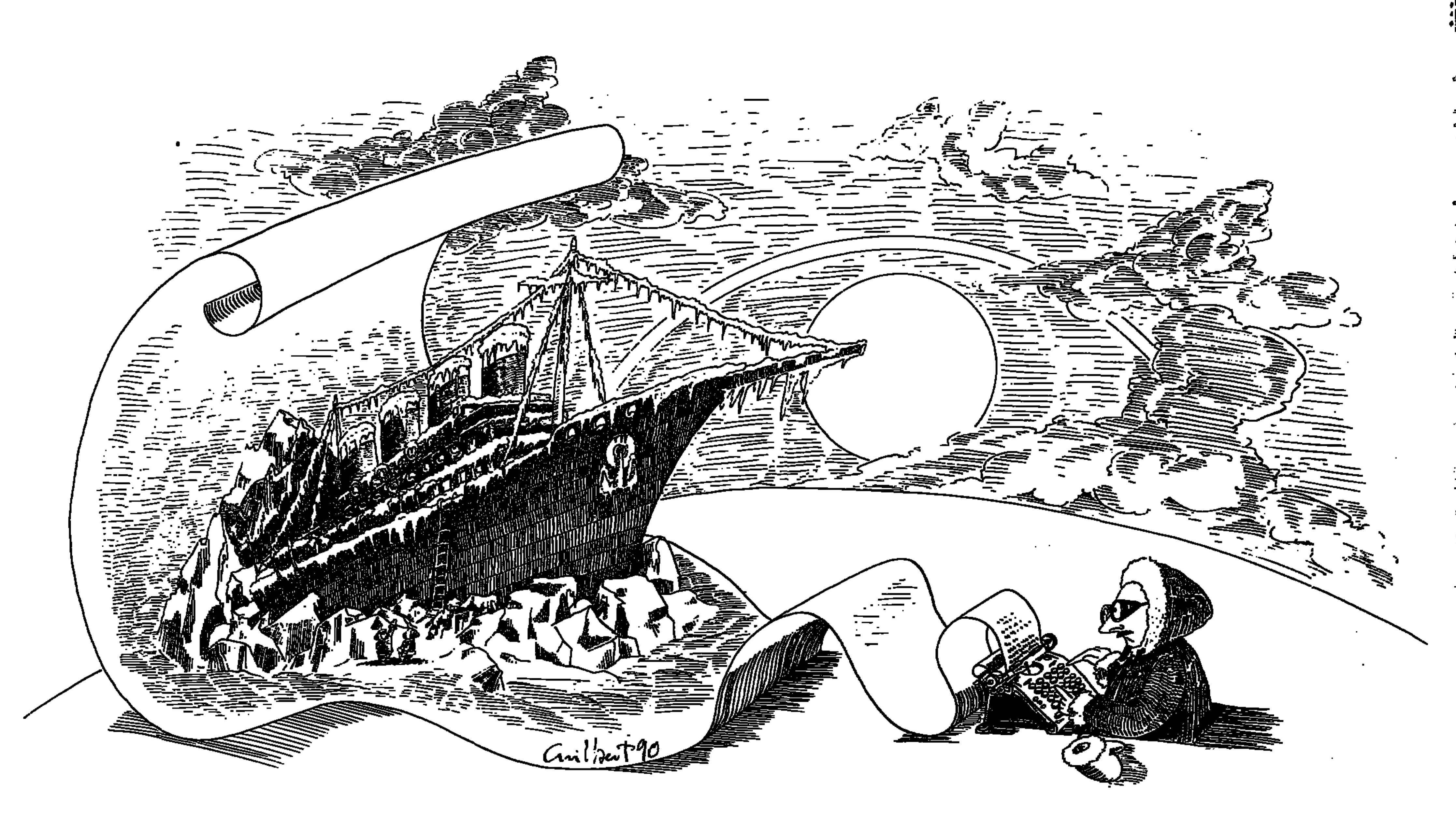
Cinéma

Ne sont mentionnés ici que les films directement adaptés des livres de Sciascia, sans compter ceux qui se sont inspirés plus ou moins directement de ses pages.

- *A ciascuno il suo* (*A chacun son dû*, 1967, réal. : Elio Petri).
- *Il giorno della civetta* (*la Maffia fait la loi*, 1968, réal. : Damiano Damiani).
- *Cadaveri eccelenti* (*Cadavres exquis*, 1976, réal. : Francesco Rosi d'après *le Contexte*).
- *Todo modo* (1976, réal. : Elio Petri).
- *Porte aperte* (*Portes ouvertes*, 1989, réal. : Gianni Amelio).

Affinités électives

Métaphores et métamorphoses



*Auteur de deux recueils de nouvelles (*la Tache aveugle *et* Voyage au pays des bords du gouffre*) et de quatre romans* (Désert physique, l'Envers du temps, Archéologie du zéro *et* l'Iconoclaste), *Alain Nadaud a pu se retrouver dans le projet littéraire de Christoph Ransmayr, qui, comme lui, explore en archéologue la frontière entre la fiction du réel et la réalité de la fiction.*

Alain Nadaud

★ Christoph Ransmayr : *les Effrois de la glace et des ténèbres*, Paris, éditions Maren Sell, 1989, 99 F, et *le Dernier des mondes*, Paris, Flammarion/P.O.L., 1989, 89 F.

LES rapports qu'entretiennent réalité et fiction se dissimulent souvent à l'abri de métaphores qui, même si elles ne nous apparaissent pas comme telles, forment pourtant le prétexte, la trame et l'espace propre à la plupart des romans que nous lisons. Parce qu'ils sont traversés par une dimension commune qui est celle de la *quête*, les deux ouvrages de Christoph Ransmayr posent la question de ces rapports avec une acuité renouvelée. En effet, une dynamique s'instaure – celle-là même qui invite le lecteur à arpenter à son tour ces territoires imaginaires – qui contribue à rendre plus lisible ce qui, d'habitude, reste à l'état d'énigme.

Dès le début des *Effrois de la glace et des ténèbres*, l'avertissement de l'auteur est des plus clairs : *« Personne ne saurait apprécier un tel récit imaginaire et tout un chacun croirait qu'on lui présente là un pur et simple rapport des faits. »* Ce qui signifie que ce livre est transparent et ambigu, en quelque sorte à double fond.

Transparent d'abord, puisqu'il permet l'emboîtement de deux récits qui pourraient n'être que de simples relations de voyages, même si dans le détail il s'agit d'explorations menées aux limites de l'extrême : le premier, celui de *« l'expédition Payer-Weyprecht, qui, bloquée dans la mer de glace pendant deux hivers, découvrit en août 1873, à plus de 79 degrés de latitude nord, une terre inconnue à laquelle on donna, en souvenir d'un lointain souverain, le nom de François-Joseph »* ; le second, la tentative de Joseph Mazzini qui, un siècle plus tard, voulut se remettre dans l'esprit de ceux qui participèrent à cette expédition légendaire.

« Les mains gelées sur ma machine à écrire »

Mais ces deux histoires entremêlées prennent finalement un tour ambigu, non seulement à cause de la complexité de leurs relations, mais surtout par la présence d'un narrateur dont les notations innombrables brouillent la vision qu'on pourrait avoir de l'ensemble.

Tout occupé qu'il est à nous raconter le plus *exactement* possible les faits et gestes des uns et des autres et à nous faire participer presque concrètement à leurs souffrances, il laisse entendre pourtant, par la mise de certains mots en italique ou par des incidences inattendues, que son projet n'est en rien réductible à la seule conquête de cette zone glaciaire, qu'il la dépasse, celle-ci n'étant au bout du compte qu'une vaste parabole.

Les indices ne manquent pas, qui creusent le fossé entre ces deux expéditions, l'une bien réelle, l'autre fictive, et cette troisième, plus improbable encore car purement littéraire, qui est l'écriture du livre lui-même, source comme les deux premières d'ailleurs de joies violentes mais aussi de cruelles insatisfactions : *« J'ai des souvenirs cristallins de ce paysage polaire que je n'ai jamais vu mais que mon imagination n'a cessé d'appeler durant des années. Les mains gelées sur ma machine à écrire, une mer blanche de papiers et documents entassés autour de moi, des bandes magnétiques reproduisant le sifflement du vent : je suis un chroniqueur à qui manque la consolation de la fin. »*

Il faudrait s'arrêter un instant, non seulement sur cette interaction entre réalité et fiction (le vent froid qui souffle de l'intérieur du récit vient geler les mains du narrateur et la blancheur du papier est identifiable à celle de la banquise), mais aussi sur cette impression de manque qu'éprouvent d'abord les membres de l'expédition de 1873 à n'avoir pu atteindre leur but, puis Joseph Mazzini dont la trace finira par se perdre dans les glaces, et enfin ce narrateur qui ne parvient pas à conclure et qui, de toute cette histoire, littéralement « n'en revient pas ». *« Je n'achèverai rien et ne ferai rien disparaître : ai-je craint que mes recherches n'aient d'autre issue ? »*

La dernière page achevée, cet autre monde continue de l'habiter, le laissant exclu, désemparé, avec au cœur cette écharde pareille au vaisseau demeuré là-bas, à jamais prisonnier de la banquise. *« C'est ma terre,* dis-je. *Mais les signes sur mes cartes signifient* zone interdite, *avertissant que l'on ne doit ni y pénétrer ni y voyager, que l'on ne doit pas la survoler. C'est une terre interdite ; plus déserte et plus inaccessible que jamais... »*

Mais de quelle terre s'agit-il au juste ? Cette question occupe, de façon lancinante, et en sous-main, tout le récit. Sous cette banquise, qu'y a-t-il au juste ? Rien que de l'eau... C'est ce dont s'apercevront avec terreur ceux qui sont partis trop au nord et qui, au moment du retour, alors que commence la fonte, voient le sol s'affaisser sous eux. Le pôle Nord n'est, en effet, *rien* en soi ; il n'est jamais qu'une pure métaphore, un continent éblouissant, impalpable et sans autre réalité que celle que lui confèrent les pouvoirs de la fiction. *« On nous a vus* (...) *nous diriger vers des objectifs toujours plus éloignés, en nous ou en dehors de nous. »* Ce territoire n'étant qu'intérieur, peut-on alors en revenir ?

La beauté sans limite

Les membres de l'expédition de 1873, à leur retour, ne seront plus que l'ombre d'eux-mêmes ; malgré les honneurs, ils finiront leur vie détachés de tout, comme si la contemplation de cet horizon leur avait brûlé l'existence. Joseph Mazzini, un peu plus tard, disparaît avec son traîneau, comme happé par cette immensité. Le narrateur, lui aussi, de son incursion dans ces territoires imaginaires, ne se remet pas. Il en reste hagard, *déboussolé*. Il en avait eu pourtant, dès le départ, la claire conscience : *« Dans ce type de récit, personne n'a encore survécu. »*

Le pôle Nord est bien l'image de cet endroit nu et désolé, déserté par les humains, éclatant de blancheur, où il est impossible de se tenir longtemps. Et c'est pourtant jusqu'à ce lieu inaccessible que cherche à parvenir l'écrivain. Là, tous les repères sont abolis ; à cause du blizzard, on ne distingue même plus le bout de son bras. Ainsi est-il soit plongé dans les ténèbres les plus effroyables, soit source des visions les plus extravagantes : ces aurores boréales, quand le soleil de l'été *« tourne pendant des mois autour du navigateur sans jamais se coucher »*. Ce *« froid indicible »* est bien celui de l'abandon : la nature et l'imagination s'y livrent alors à toutes les fantasmagories.

Le pôle Nord donne à voir la beauté sans limite, celle qui laisse l'équipage soudain sans voix et dont le spectacle abolit les souffrancs endurées jusque-là. Tel est l'endroit mythique auquel rêvaient les Anciens, le pays des Hyperboréens où Apollon, divinité de la lumière, se plaisait à séjourner. Ceux qui y parvenait accédaient à l'immortalité. Et non sans raison puisque, une fois qu'on l'avait atteint, on ne pouvait plus aller nulle part : impossible d'avancer plus encore vers le nord sans redescendre aussitôt vers le sud, et donc, en quelque sorte, de revenir sur ses pas.

Le pôle Nord représente donc à la fois l'absent de tout repère et le repère suprême : il est *« le point mathématique qui perce l'axe imaginaire de la rotation terrestre ; le point où se réunissent les méridiens ; le point où il n'y a plus de direction sud ; où le vent ne vient que du sud et ne souffle que vers le sud, et où la boussole montre toujours le sud ; le point où cesse la force centrifuge de la Terre et où les astres ne se lèvent ni ne se couchent »*. Bref, cette sorte de tache aveugle géographique a son parfait équivalent dans la fiction. Elle est ce point idéal vers lequel tout le réel converge pour se dissoudre et se transmuer en imaginaire. C'est donc cela : un pur espace littéraire. Le lieu même où l'écriture habite.

Le destin de l'écrivain

Ce qui, dans le premier roman, pouvait encore être laissé à l'état d'hypothèse trouve sa confirmation dans *le Dernier des mondes*, dont le titre en est comme l'écho. Car, cette fois-ci, l'exploration des rivages extrêmes de la mer Noire qui bordent l'empire de Rome au temps d'Auguste n'est pas une fin en soi, mais le prétexte permettant de partir à la recherche d'un autre homme. Ce pur espace littéraire dont il était question à l'instant, ce lieu où l'écriture habite, a pris la forme d'un écrivain banni et livré aux tourments de l'exil, s'est incarné dans le plus célèbre des poètes du temps : Publius Ovidius Naso.

Et c'est cette tension de la quête qui anime Cotta – dont la route est tout du long parsemée de mots gravés sur des roches ou tracés sur des bouts de chiffon, – qui réduit presque à rien l'espace habituellement compris entre le réel et la fiction, qui fait se confondre le quotidien et le mythe, aboutissant à une *« temporalité qui anéantit et transforme tout »* : ce dont se constitue la matière même du roman.

A savoir que la réalité contemporaine (le cinématographe, les boîtes de conserve, la machine à vapeur du vaisseau *Argo*, etc.) s'est infiltrée et diffusée à l'intérieur de la réalité antique (ou l'inverse). Et que tous ceux qui habitent ce monde hybride se découvrent être la démarque d'un de ces héros de la mythologie grecque (Jason, Hercule, Orphée, etc.) puisque la vie qu'ils mènent préfigure, répète ou parodie les exploits réalisés par ceux-ci. Ainsi du carnaval de Tomes, qui met en scène *« des figures de dieux ou de héros dont les exploits et les prodiges semblaient déjà à jamais oubliés (...), ce cortège de fous ne pouvant être bien sûr qu'un reflet pâli des mythes »*.

« Et mon nom sera impérissable »

Si Ovide a bien écrit *les Métamorphoses* et si Cotta, parti sur ses traces, côtoie les personnages dont le poète s'est inspiré ou auxquels il a donné naissance par ses récits, il n'en reste pas moins que ce dernier est introuvable ; il paraît s'être volatilisé, et son existence même se serait anéantie et comme dissoute dans la matière de ses fictions, pour ainsi dire « métamorphosée » en livre. Ultime transformation qu'exige la *fama* (la renommée) pour que l'ouvrage ait quelque chance de parvenir jusqu'à nous.

Prémonitoirement, c'est d'ailleurs par ces mots d'adieu que s'achève l'œuvre d'Ovide : *« Et maintenant, j'ai achevé une œuvre que ni la colère de Jupiter ni le feu ni le fer ni la dent du temps ne pourront détruire (...). Immortel par la meilleure partie de moi-même, je n'en serai pas moins transporté au-dessus des astres dans les cieux, et mon nom sera impérissable... »* Tel est le destin de l'écrivain : être plus que cette ombre que Cotta croit un instant apercevoir entre des pans de murs en ruine ; disparaître à la vie réelle pour ne plus se survivre que par la permanence d'un livre qui, pourtant, ne véhicule jamais que des récits imaginaires. A ce titre, n'être plus soi-même qu'un être de fiction, une vague légende... ■

▶ Alain Nadaud est né en 1948 à Paris. Il a fait de nombreux séjours en Inde, en Afrique et au Proche-Orient, où il a enseigné dans diverses universités.

هكذا من الأصل

norphoses

(Publicité)

RÉGION CAMPANIE

INSTITUT ITALIEN D'ÉTUDES PHILOSOPHIQUES

Naples - Palais Serra di Cassano - Année académique 1990-1991

SEMINARI SULLE FILOSOFIE DELL'INDIA

1-4 ottobre 1990 – CHARLES MALAMOUD (Ecole Pratique des Hautes Etudes) *« VERITE » ET « FAUSSETE » DANS LES SPECULATIONS DE L'INDE VEDIQUE SUR LE RITE ET LE MYTHE*

5-8 ottobre 1990 – ANDRE PADOUX (C.N.R.S., Paris) *LE TANTRISME HINDOU*

8-11 ottobre 1990 – MICHEL HULIN (Université de Paris-Sorbonne) *LA PENSEE INDIENNE CLASSIQUE*

11-13 ottobre 1990 – GUY BUGAULT (Université de Paris-Sorbonne) *BOUDDHISME ET PHILOSOPHIE GRECQUE*

SEMINARI SU SCIENZA E VITA CIVILE NEL RINASCIMENTO

in collaborazione con l'Istituto Nazionale di Studi sul Rinascimento e con l'Istituto e Museo di Storia della Scienza

4-7 marzo 1991 – MARTIN KEMP (The University of St. Andrews) *FROM OPTICS INTO ART: FROM ART INTO OPTICS: Brunelleschi, Alberti, Piero della Francesca, Guidobaldo*

11-13 marzo 1991 – CHRISTIAN BEC (Université de Paris - Sorbonne) *NICCOLO MACHIAVELLI*

25-28 marzo 1991 – PIERRE JODOGNE (Università di Liegi) *FRANCESCO GUICCIARDINI*

6-8 giugno 1991 – MICHEL LERNER (C.N.R.S.) *FILOSOFIA E COSMOLOGIA ALLA FINE DEL RINASCIMENTO*

3-5 giugno 1991 – THOMAS SEATTLE (Polytechnic University, New York) *SCIENZA E TECNICA NELL'ETÀ DI CRISTOFORO COLOMBO: L'astronomia - Paolo Dal Pozzo Toscanelli*

17-20 giugno 1991 – SEBASTIANO GENTILE (Scuola Normale Superiore, Pisa) *UMANESIMO E GEOGRAFIA NEL '400 FIORENTINO: La scoperta della geografia di Tolomeo - Il Concilio di Firenze*

SEMINARI SU MOMENTI E PROBLEMI DELLA STORIA DEL PENSIERO

1-5 ottobre 1990 – DOMENICO LOSURDO (Università di Urbino) *PAROLE CHIAVE DEL LESSICO POLITICO MODERNO: Tradizione liberale, Rivoluzione francese e filosofia tedesca*

8-11 ottobre 1990 – LEO LÖWENTHAL (Università di Berkeley) *PROBLEME DER LITERATURSOZIOLOGIE: Rezeptionsprobleme - Genre und Massenkultur - Ideologiekritik*

8-11 ottobre 1990 – FABRIZIO MONDADORI (Università di Milwaukee) *PROBLEMI DEL PENSIERO DI LEIBNIZ: Leibniz e la scolastica - Leibniz e Spinoza - L'armonia prestabilita*

15-18 ottobre 1990 – ITALO MANCINI (Università di Urbino) *L'ETHOS DELL'OCCIDENTE: L'ethos degli antichi - L'ethos dei moderni - L'ethos perenne - L'ethos del futuro*

22-26 ottobre 1990 – ALDO TRIONE (Università di Salerno) *L'IDEA DI BELLEZZA E LE REGULAE DELLA POESIA NELL'ESTETICA DEL SETTECENTO: L'estetica moderna e l'idea di bellezza (Baumgarten) - L'analisi della bellezza (Hogarth, Burke) - Il principio unico delle arti (Batteux)*

31 ottobre - 3 novembre 1990 – MANFRED BUHR (Akademie der Wissenschaften der DDR) *PHILOSOPHIE UND GESCHICHTE: Zur Herausbildung der geschichtlichen Denkens in der Philosophie*

5-8 novembre 1991 – M. LUISA PERNA (Università di Torino) - ELUGGERO PII (Università di Lecce) *ANTONIO GENOVESI TRA ECONOMIA E FILOSOFIA*

12-16 novembre 1990 – UMBERTO CERRONI (Università di Roma « La Sapienza ») *BILANCIO CRITICO DELL'OPERA DI MARX: Marx e i marxismi - Marx metodologo - Marx sociologo*

26-30 novembre 1990 – HANS GEORG GADAMER (Università di Heidelberg) *UT PICTURA POESIS. ARTI FIGURATIVE E ARTI POETICHE: Immagine, copia, archetipo - La parola: segno, essere, senso - Dialogo e poesia - Concetto e partecipazione*

19-22 novembre 1990 – IRING FETSCHER (Università di Francoforte) *AMBIVALENCES DU PROGRÈS DEPUIS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE À NOS JOURS: Jean-Jacques Rousseau, le revolutionnaire à intentions conservatrices - La dialectique du progrès dans la Révolution Française*

19-23 novembre 1990 – GIUSEPPE MARTANO (Università di Napoli) *IL NEOPLATONISMO E LA SUA FORTUNA COME CANONE STORIOGRAFICO: Alle origini del neoplatonismo - Plotino, La dottrina dell'Uno emanante - Il neoplatonismo nel suo ultimo cultore: Proclo d'Atene*

3-7 dicembre 1990 – RENATO LAURENTI (Istituto Universitario Orientale, Napoli) *INTRODUZIONE AL PENSIERO POLITICO DI ARISTOTELE: Motivi della meditazione politica prearistotelica - Le opere politiche di Aristotele - Le forme di governo rette e non rette. La cosiddetta forma 'ideale' di costituzione*

10-13 dicembre 1990 – GIACOMO MARRAMAO (Istituto Universitario Orientale, Napoli) *IL TEMPO: IMMAGINE E CONCETTO: Divenire e durata (Bergson) - La linea e il circolo (Platone, Aristotele, Agostino) - Diagrammi del tempo (Husserl) - L'evento tra essere e nulla (Heidegger)*

28-31 gennaio 1991 – GIROLAMO COTRONEO (Università di Messina) *IL CONCETTO DI « VERO » NELLA PREFAZIONE ALLA FENOMENOLOGIA DELLO SPIRITO DI HEGEL*

25-28 febbraio 1991 – ARMANDO BRISSONI (Cornell University) *EINSTEIN E L'IDEALISMO TEDESCO*

5-8 marzo 1991 – KARL POPPER (London School of Economics) *THE THEORY OF KNOWLEDGE: All Organisms are Problem Solvers - The Problem orientated Approach - The Problem of the origin of life - Criticism to the « Soup Theory » - The invention of the Genetic Code*

18-22 marzo 1991 – DIETRICH VON ENGELHARDT (Università di Lubecca) *LA NATURPHILOSOPHIE DI HEGEL E LE SCIENZE DELLA NATURA: Scienza e filosofia della natura intorno al 1800 - Empirismo e speculazione in Hegel - Filosofia della chimica - Il concetto filosofico di organismo*

18-20 marzo 1991 – ERNESTO GRASSI (Università di Monaco) *OVIDIO E LA PAROLA METAFORICA: Eco e Narciso - Il profeta di Delo - Fetonte: il cocchio divino*

18-21 marzo 1991 – EMILIO HIDALGO SERNA (Università di Braunschweig) *IL DON CHISCIOTTE E LA SVOLTA LETTERARIA, FILOSOFICA E POLITICA DI MIGUEL CERVANTES*

2-5 aprile 1991 – BIAGIO DE GIOVANNI (Istituto Universitario Orientale) *VICO PENSATORE DEL MODERNO*

2-5 aprile 1991 – EDGAR MORIN (Ecole Pratique des Hautes Etudes en Sciences Sociales) *RATIONALITÉ, RATIONALISME, RAISON: L'aventure de la raison occidentale - Crise de la rationalité*

8-12 aprile 1991 – PAUL RICOEUR (Università di Parigi X) *RESPONSABILITÀ E UTOPIA: La responsabilità verso il passato e verso il futuro - La fragilità della vita - La responsabilità secondo l'etica della comunicazione*

22-26 aprile 1991 – KARL-OTTO APEL (Università di Francoforte) *AUSEINANDERSETZUNGEN: WITTGENSTEIN, HEIDEGGER, DERRIDA UND HABERMAS IN DER SICHT EINER TRANSZENDENTALEN SPRACHPRAGMATIK*

15-18 aprile 1991 – CESARE CASES (Università di Torino) *VICENDE DELL'INTERPRETAZIONE DEL FAUST: Il Faust spengleriano - Tra Marx e Freud - Il Faust oggi*

22-26 aprile 1991 – JAN SPERNA WEILAND (Erasmus Universiteit, Rotterdam) *MAESTRI DELL'ANTROPOLOGIA FILOSOFICA DEL NOVECENTO: Buber - Scheler - Plessner - Gehlen*

13-17 maggio 1991 – ARBOGAST SCHMITT (Università di Magonza) *L'AUTORAPPRESENTAZIONE DEL PENSIERO MODERNO E LA SUA INTERPRETAZIONE DELL'ANTICHITÀ: Un confronto critico della fondazione ultima della conoscenza nel mondo antico e nel mondo moderno*

20-23 maggio 1991 – MANFRED RIEDEL (Università di Erlangen-Norimberga) *HEIDEGGER UND DIE GRIECHEN: Heideggers Rückgang auf den Anfang der abendländischen Philosophie*

27-31 maggio 1991 – LOUIS DUPRÉ (Yale University) *LA FORMA DELLA MODERNITÀ*

27-31 maggio 1991 – WOLDEMAR GÖRLER (Universität des Saarlandes) *VERITÀ E VEROSIMIGLIANZA NELL'ACCADEMIA SCETTICA: Arcesilao e la teoria dell'eulogon - Il verosimile: concetti e significati - Carneade - Filone di Larissa e l'« evidente » - Cicerone, scettico fiducioso*

20-24 maggio 1991 – SOSSIO GIAMETTA (Bruxelles) *LO ZARATHUSTRA DI NIETZSCHE: La conoscenza - La morale - Mondo e sopramondo - Filosofia e moralismo*

6-6 giugno 1991 – RAFFAELLO FRANCHINI (Università di Napoli) *QUATTRO CONCEZIONI DELL'ESPERIENZA: Bacone, Hegel, Husserl, Popper*

3-7 giugno 1991 – MARCO M. OLIVETTI (Università di Roma « La Sapienza ») *COMUNITÀ ETICA E CHIESA NELL'IDEALISMO TEDESCO: La « Comunità etica » come risposta alla domanda: « Cosa posso sperare? » - Kantismo e antikantismo - L'ecclesiologia filosofica dello Spätidealismus*

10-14 giugno 1991 – DOMENICO LOSURDO (Università di Urbino) *LA GUERRA E LA COLPA: LA CULTURA TEDESCA E IL BILANCIO DEI DUE CONFLITTI MONDIALI: Weber e la Schuldfrage - Il bilancio di Jaspers - Heidegger tra le due guerre - Carl Schmitt e la crisi dello jus publicum*

25-28 giugno 1991 – VINCENZO VITIELLO (Università di Salerno) *RELIGIONE E ARTE NELLA FENOMENOLOGIA DELLO SPIRITO: Destino e senso del tragico negli scritti teologici giovanili di Hegel - Il « luogo » della religione nella Fenomenologia dello spirito - Confronto con Schelling*

1-5 luglio 1991 – REMO BODEI (Università di Pisa) *IL MONDO E I SENSI: Accesso a « mondi » diversi attraverso i singoli sensi - L'esperienza mediata dai sensi*

SEMINARI DI STORIA MODERNA E CONTEMPORANEA

15-17 ottobre 1990 – CARLO GHISALBERTI (Università di Roma « La Sapienza ») *ISTITUZIONI E IDEE DELLO STATO LIBERALE: Le scelte dell'unificazione - Dalla Destra alla Sinistra storica*

19-23 novembre 1990 – ALDO BERSELLI (Università di Bologna) *PROBLEMI DEL PAESE E CLASSE DIRIGENTE LIBERALE DOPO L'UNITÀ. Accentramento e decentramento - Il trasformismo - Il declino del movimento liberale moderato*

26-30 novembre 1990 – GAETANO CINGARI (Università di Messina) *IL MEZZOGIORNO NEL PERIODO DEL DECOLLO INDUSTRIALE ITALIANO (1894-1913)*

3-7 dicembre 1990 – ELIO D'AURIA (Università di Salerno) *IL SISTEMA POLITICO NELL'ITALIA UNITA*

14-18 gennaio 1991 – FAUSTO FONZI (Università di Roma « La Sapienza ») *I CATTOLICI E STATO UNITARIO*

21-25 gennaio 1991 – MAURO FERRI (Giudice della Corte Costituzionale) *LA SINISTRA DALL'UNITÀ ALLA FINE DEL SECOLO: Dal '61 alla morte di Mazzini - Repubblicani e radicali - L'avvento dei socialisti sulla scena politica - La difesa delle libertà statutarie alla fine del secolo*

28 gennaio - 1 febbraio 1991 – MAURIZIO TORRINI (Università di Napoli) Coordinatore *LA SCIENZA ITALIANA E LA PRIMA GUERRA MONDIALE. L. Cava L'esercito; G. Mori L'economia; R. Giannetti La tecnologia; C. Lacaita L'organizzazione della ricerca; R. Maiocchi La fisica; A. Guerraggio - P. Nastasi Le matematiche; L. Canuti La chimica; P. Sorcinelli La medicina; A. Gibelli La psichiatria*

4-8 febbraio 1991 – VINCENZO CAIANIELLO (Giudice della Corte Costituzionale) *L'AMMINISTRAZIONE DELLO STATO LIBERALE: I progetti - L'amministrazione periferica - La magistratura*

11-15 febbraio 1991 – RAFFAELE ROMANELLI (Università di Pisa) *NOTABILI E DEPUTATI - LA RAPPRESENTANZA NELLA COSTITUZIONE LIBERALE: Leggi e procedure elettorali - Il dibattito sull'argomento del suffragio - Candidature, competizioni ingerenze - La Costituzione moderata*

18-21 febbraio 1991 – EDOARDO GRENDI (Università di Genova) *IL MODELLO LIGURE DI ANTICO REGIME*

11-15 marzo 1991 – PAOLO ALATRI (Università di Perugia) *LA CRISI DELLO STATO LIBERALE. DA GIOLITTI A MUSSOLINI: Giolitti e il giolittismo - Le correnti antigiolittiane - L'intervento e la guerra - D'Annunzio e l'impresa di Fiume - Le origini del fascismo e la sua ascesa al potere*

25-26 marzo 1991 – ROMAIN H. RAINERO (Università di Milano) *ASPETTI IDEALI E DRAMMI DEI RAPPORTI TRA EUROPEI E AFRICANI: La « Missio Antiqua » nel Congo*

15-16 aprile 1991 – GIORGIO SPINI (Università di Firenze) *CRISTIANESIMO LAICO E OPPOSIZIONE AL FASCISMO NELLA CULTURA ITALIANA DAL 1924 AL 1943*

8-12 luglio 1991 – ERICA JOY MANNUCCI (Università di Milano) *GLI ILLUMINATI DAL SEICENTO ALLA RESTAURAZIONE: Illuminati, millenaristi e alchimisti nel Seicento - Dalla massoneria a Saint-Martin - Il caso De Maistre - Pernety e gli illuminati di Avignone.*

SEMINARI SULLA CIVILTÀ IN ITALIA NELL'ANTICHITÀ E NEL MEDIOEVO

21-31 gennaio 1991 – FRANCESCO GABRIELI (Accademia Nazionale dei Lincei) *GLI ARABI IN ITALIA*

4-15 febbraio 1991 – GIOVANNI PUGLIESE CARRATELLI (Accademia Nazionale dei Lincei) *MEGALE HELLAS: STORIA E CIVILTÀ DELLA MAGNA GRAECIA. I, LA LEGISLAZIONE*

11-15 marzo 1991 – GIANFRANCO MADDOLI (Università di Perugia) - *I CULTI DELLE POLEIS*

2-4 aprile 1991 – GIOVANNI PUGLIESE CARRATELLI (Accademia Nazionale dei Lincei) *MEGALE HELLAS: STORIA E CIVILTÀ DELLA MAGNA GRAECIA. II. L'ORFISMO - LE SCUOLE MEDICHE*

SEMINARI SULLA STORIA E LA CIVILTÀ DELLA CAMPANIA

L'EVO ANTICO (fino alla formazione del regno Longobardo)

SEMINARI DI STORIA DELL'ARTE

21-24 gennaio 1991 – ARTURO FITTIPALDI (Università di Napoli) *LA NASCITA DI UN SISTEMA MUSEALE A NAPOLI FRA SETTECENTO E OTTOCENTO: Da Parma a Napoli: la concentrazione delle collezioni farnesiane - Capodimonte tra « sito reale » e museo, una storia difficile*

4-8 febbraio 1991 – ETTORE SPALLETTI (Soprintendenza per i Beni Artistici e Storici, Firenze) *ARTE E ISTITUZIONI ARTISTICHE NELLA TOSCANA DELL'OTTOCENTO: Le istituzioni artistiche nella Toscana granducale - Origini e sviluppi del Neoclassicismo toscano - La scultura toscana alle soglie del Decadentismo*

11-15 marzo 1991 – DANIELA DEL PESCO (Università di Roma « Tor Vergata ») *LA FOTOGRAFIA E L'IMMAGINE DI NAPOLI NELL'OTTOCENTO: La produzione fotografica tra artigianato e industria - Grand tour e fotografi stranieri a Napoli. Fotografi professionisti e pubblico dopo l'Unità*

25-28 marzo 1991 – MARIA ANTONIETTA PICONE (Università di Napoli) *LA PITTURA DI PAESAGGIO E IL CONTRIBUTO NAPOLETANO ALLA TEORIA DELLA MACCHIA NELL'ARTE DELL'OTTOCENTO: Il « genere » paesaggio nelle mostre borboniche e nelle Promotrici - I fratelli Palizzi*

8-11 aprile 1991 – FERDINANDO BOLOGNA (Università di Roma « Tor Vergata ») *TEOFILO PATINI E LA RIFONDAZIONE DELLA PITTURA VERISTICA DAL PROCESSO AL RISORGIMENTO ALLA PRESA DI COSCIENZA DELLA REALTÀ NELLE PROVINCE CONTINENTALI DELL'ITALIA MERIDIONALE*

13-17 maggio 1991 – ANDRÉ STOLL (Università di Bielefeld) *L'ARTE GRAFICA DI GOYA O IL 'DESCENSUS AD INFEROS' DELL'UMANITÀ MODERNA: Un manifesto della rottura, l'annuncio dei Caprichos nel Diario de Madrid, il 6 febbraio 1799 - La formula genetica dei Caprichos*

27-30 maggio 1991 – MARIA MIMITA LAMBERTI (Università di Milano) *ARTISTI, MERCANTI, PUBBLICO, NELLA SECONDA METÀ DELL'OTTOCENTO: Il passaggio dalle scuole regionali all'accentramento nazionale - La politica delle Esposizioni - Achille D'Orsi - Giuseppe Pelizza da Volpedo*

3-7 giugno 1991 – MARISA DALAI EMILIANI (Università di Genova) *RICERCHE SUL DIVISIONISMO: Per una storia della sfortuna e della fortuna critica del Divisionismo - Il verismo sociale di Emilio Longoni - Cultura ufficiale e stampa di classe di fronte all'esperienza del Futurismo milanese*

17-20 giugno 1991 – IRVING LAVIN (The Institute for Advanced Study, Princeton) *L'ARTE DELLA COMMEMORAZIONE NEL RINASCIMENTO: Il ritratto equestre. La cappella di famiglia*

SEMINARI DI ECONOMIA

5-8 novembre 1990 – ARTURO O'CONNELL (Istituto Torcuato Di Tella, Buenos Aires) *PROBLEMI DEL DEBITO ESTERO DEI PAESI IN VIA DI SVILUPPO: La crisi del debito e l'andamento dell'economia internazionale - Il sistema finanziario internazionale - La crisi del debito e lo sviluppo economico*

7-11 gennaio 1991 – GIUSEPPE LOJACONO (Università di Perugia) *ECONOMIA E SISTEMA SOCIO-SANITARIO: Introduzione. Che cos'è l'economia sanitaria. Cenni storici - La valutazione del sistema socio-sanitari - I sistemi socio-sanitari nei Paesi sviluppati. Esperienze e valutazioni*

4-25 marzo 1991 – GIOVANNI ZANETTI (CERIS, Istituto di Ricerca sull'Impresa e lo Sviluppo del CNR) *Una riconsiderazione delle funzioni di produzione e di costo in economia dell'impresa*

2-6 aprile 1991 – MICHIO MORISHIMA (London School of Economics) *THE JAPANESE ECONOMIC STRUCTURE* (in collaborazione col Dipartimento di Economia Politica dell'Università di Siena)

SERIE DI SEMINARI

27 ottobre - 1 dicembre 1990 – MARIA LUISA GIRELLI, ANGELA MARIA LA SALA, ANDREA BOCCONI, ANNA BALDINI, MASSIMO ROSSELLI *LA CREATIVITÀ (in collaborazione con l'Istituto Italiano di Psicosintesi)*

5 novembre - 7 dicembre 1990 – VITTORIO RUSSO (Università di Napoli) *IL PENSIERO POLITICO DI DANTE*

5 novembre - 15 dicembre 1990 - C. CILLO, U. DI PORZIO, M. D'URSO, C. MALVA, B. MARESCA *FRONTIERE DELLA BIOLOGIA III (in collaborazione con l'I.I.G.B. e con la Fondazione Vismarcondieci)*

14-18 gennaio 1991 – CLAUDIO RUGAFIORI (Parigi) - *ASPETTI DELLE LETTERE FRANCESI*

28 febbraio - 27 marzo 1991 – B. CHIARELLI, F. FEDELE, F. GIUSTI, A. TARATABINI, J. WOODBURN *FRONTIERE DELL'ANTROPOLOGIA (in collaborazione col Museo di Antropologia dell'Università di Napoli*

8-12 aprile 1991 – CONOR FAHY (Università di Cambridge) *IL LIBRO CINQUECENTESCO*

18-23 aprile 1991 – CHRISTIAN METZ (EPHSS) - *PROBLEMI DI UNA TEORIA DELL'ENUNCIAZIONE*

27-29 maggio 1991 – PAOLO VALESIO (Yale University) *RETORICA E SILENZIO IN LETTERATURA*

SEMINARI E CORSI ALL'ESTERO

RIFORMISMO SPAGNOLO E RIFORMISMO ITALIANO NEL '700
in collaborazione con l'Università di Valladolid
Valladolid, 2-7 luglio 1990

SCIENCE AND ECONOMIC GROWTH FROM THE 18TH CENTURY TO THE PRESENT
in collaborazione col Centre for Social History dell'università di Warwick
Warwick, 9-14 luglio 1990

HEGEL IM KONTEXT DER WIRKUNGSGESCHICHTE
in collaborazione con la Internationale Hegel-Gesellschaft
Wroclaw, 27-31 agosto 1990

GESCHICHTLICHKEIT DER PHILOSOPHIE.
Theorie, Methodologie und Methode der Historiographie der Philosophie
in collaborazione con: Societas Hegeliana, Leibniz Gesellschaft, Zentrum Philosophische Grundlagen der Wissenschaften
Brema, 24-28 settembre 1990

DIE BEDEUTUNG DES PHILOSOPHISCHEN SYSTEMGEDANKENS IN DER GEGENWART
in collaborazione con la Internationale Gesellschaft « System der Philosophie »
Vienna, 14-18 gennaio 1991

SCUOLA DI STUDI SUPERIORI

HISTORY, ANTHROPOLOGY AND THE RENAISSANCE TEXT
in collaborazione col Warburg Institute
Londra, 2-7 luglio

Relazioni di: I. Archer, J.C. Agnew, T. Cave, P. Du Bois, C.W. Hunter, E. Gombrich, P.M. Gouk, M. Le Doeuff, A. Jebrailov, S. Jed, E. Jansen, A. Jones, K. McLuskie, D. Norbrook, L. Roper, P. Stallybrass, Q. Skinner, J.B. Trapp.

Settembre 1990 - giugno 1991: *LA CULTURA DEL SEICENTO EUROPEO: PROBLEMI E PROSPETTIVE DI RICERCA*
I corsi di lezioni saranno tenuti da: EZIO RAIMONDI (Università di Bologna) su *LETTERATURA BAROCCA E SCIENZA DELL'UOMO*; BRUNO NEVEU (Université de Paris IV) su *LE CONFLIT DES THEOLOGIES AU XVIIe SIECLE*; GENEVIEVE RODIS-LEWIS (Ecole Pratique des Hautes Etudes) su *METAFISICA E SPIRITUALITÀ NEL PRIMO '600 FRANCESE*; CARLO OSSOLA (Università di Torino) su *MORFOLOGIE DEL BAROCCO*; VITTOR IVO COMPARATO (Università di Perugia) su *LA POLITICA NEL '600 ITALIANO*; MARC FUMAROLI (Université de Paris IV) su *RHETORIQUE ET PHILOSOPHIE DE L'OTIUM AU XVIIe SIECLE.*

PRESENTAZIONE DI VOLUMI DELL'ISTITUTO ITALIANO PER GLI STUDI FILOSOFICI

F.M. PAGANO, **Saggi politici** (a cura di Laura e Luigi Firpo)
G.B. VICO, **Scienza nuova** (traduzione tedesca a cura di Vittorio Hösle e Christoph Jermann)
P. MATHIAS e J.A. DAVIS (a cura di). **The First Industrial Revolutions**
Scritti sul Rinascimento in memoria di Charles Schmitt
Scritti sulla filosofia pratica in memoria di Karl-Heinz Ilting

RELAZIONI SULLE RICERCHE

15-27 luglio 1991 – Relazioni dei ricercatori dell'Istituto Italiano per gli Studi Filosofici sui seguenti programmi di ricerca:
La storia civile del vicino Oriente antico - Legislazione e diritto nel vicino Oriente antico e nella Grecia classica ed ellenistica - Religioni e filosofia del medio ed estremo Oriente - L'espansione della civiltà greca in Oriente e in Occidente dalla nascita della Polis alla formazione degli stati ellenistici - La scuola di Platone - La scuola di Epicuro - La trasmissione dei testi classici attraverso traduzioni in lingue orientali - La tradizione platonica in Oriente e in Occidente - Le opere di Giordano Bruno - Il Corpus reformatorum italicorum - I consulti di Paolo Sarpi - Le fonti per la storia delle relazioni diplomatiche tra Venezia e Napoli - Le corrispondenze diplomatiche tra Napoli e Milano - La storia della conquista del nuovo mondo e la crisi della coscienza storica europea - Le accademie scientifiche europee del XVII secolo - Le opere inedite di Pietro Giannone - Lessing in Italia: l'Italia di Lessing - Gli intellettuali napoletani dall'Illuminismo alla Repubblica del 1799 - Fonti e documenti del triennio giacobino - La filosofia classica tedesca - Gli economisti meridionali - Gli hegeliani di Napoli, il Risorgimento italiano e la costruzione dello Stato unitario.

CONVEGNI

ANALISI REALE E TEORIA DELLA MISURA
in collaborazione con il Dipartimento di Matematica e Applicazioni « Renato Caccioppoli » e col Dipartimento di Matematica e Statistica dell'Università di Napoli
Capri, 10-14 settembre

REGULATION OF HEAT SHOCK GENE EXPRESSION
in collaborazione con l'Istituto Internazionale di Genetica e Biofisica e con la Fondazione Vismarcondieci
Ravello, 17-20 settembre

METODI DI ANALISI REALE NELLE EQUAZIONI A DERIVATE PARZIALI
in collaborazione con il Dipartimento di Matematica e Applicazioni « Renato Caccioppoli » dell'Università di Napoli, con l'Università di Napoli « Federico II », con l'Accademia di Scienze Fisiche e Matematiche di Napoli, con il C.N.R. e con il Ministero per la Pubblica Istruzione
Capri, 17-20 settembre

FOLLA, MASSA, INDIVIDUO
in collaborazione con il Centro Culturale Polivalente del Comune di Cattolica
Cattolica, 27-29 settembre

SCENARI DELLA TERZA ETÀ:
SCIENZE UMANE E SCIENZE BIOLOGICHE A CONFRONTO
in collaborazione con l'ARFACID
Napoli, 2-4 ottobre

NEL CREPUSCOLO DELLA PROBABILITÀ: ETICA E POLITICA
in collaborazione con i Convegni di Locarno « Scienze e Società »
Locarno, 11-13 ottobre 1990

LA MATEMATICA ITALIANA DEL NOVECENTO
in collaborazione con Dipartimento di Matematica e Applicazioni « Renato Caccioppoli » dell'Università di Napoli e con il Progetto Ricerche Storiche e Metodologiche dell'Università « L. Bocconi » di Milano
Napoli, 15-16 ottobre 1990

ETICA E SVILUPPO
in collaborazione con la rivista « Mezzogiorno d'Europa » e con il Comitato Internazionale per il Mezzogiorno
Napoli, 20-22 ottobre

UN DECENNIO DI STORIOGRAFIA ITALIANA SUL SECOLO XVIII
in collaborazione con la Società Italiana di Studi sul Secolo XVIII
Vico Equense, 25-28 ottobre

L'IMMAGINE DELLA CITTÀ EUROPEA IN ETÀ DI ANTICO REGIME
in collaborazione con la Maison des Sciences de l'Homme
Napoli, 29-31 ottobre

THOMAS DE VIO-CAJETAN
RATIONALISME ANALOGIQUE ET HUMANISME THEOLOGIQUE
in collaborazione con il C.N.R.S. e con l'Institut Grenoble
Napoli, 2-3 novembre

ATTACCAMENTO E PSICANALISI
in collaborazione col Dipartimento di Psicologia dei Processi di Sviluppo e Socializzazione dell'Università di Roma e col Dipartimento di Scienze Relazionali dell'Università di Napoli
Napoli, 2-4 novembre

TESTI MEDICI GRECI IN VERSIONI ORIENTALI
in collaborazione col Dipartimento di Studi storico-religiosi dell'Università di Roma « La Sapienza »
Napoli, 5-9 novembre

LA STORIA URBANA NELL'ETÀ MODERNA E CONTEMPORANEA
in collaborazione con l'Ecole Française de Rome
Napoli, 9-10 novembre

LA FORTUNA DELL'ERMENEUTICA DI H.G. GADAMER IN ITALIA
Napoli, 12-13 novembre 1990

BENI CULTURALI: FORMAZIONE UNIVERSITARIA E NUOVE FIGURE PROFESSIONALI
in collaborazione con l'Associazione culturale « Muse e Musei »
Napoli, 15-16 novembre 1990

IL FUTURISMO A NAPOLI (1909-1944)
Napoli, 26-28 novembre

AZIONE SOCIALE E PLURALITÀ CULTURALE
in collaborazione con l'Associazione Italiana di Sociologia, Sezione Processi e Istituzioni Culturali
Napoli, 29 novembre - 1 dicembre

PEIRCE IN ITALIA
in collaborazione col Dipartimento di Filosofia e Politica dell'Istituto Universitario Orientale e con il Centro Napoletano di Semiotica
Napoli, 5-7 dicembre

NEOPLATONISMO E RINASCIMENTO
in collaborazione con l'Istituto dell'Enciclopedia Italiana, con l'Accademia Nazionale dei Lincei, con l'International Society for Neoplatonic Studies
Roma - Firenze, 12-15 dicembre 1990

IS THERE A FUTURE FOR PARTY GOVERNMENT?
in collaborazione col Dipartimento di Sociologia e Scienza della Politica dell'Università di Salerno
Salerno-Napoli, 13-15 dicembre

STORIA E PAURE
IMMAGINARIO COLLETTIVO, COMPORTAMENTI, RITI, RAPPRESENTAZIONI DELLA PAURA NELL'ETÀ MODERNA
in collaborazione col Dipartimento di Scienze Storiche e Sociali dell'Università di Salerno, col Dipartimento di Filosofia e Politica e col Dipartimento di Scienze Sociali dell'Istituto Universitario Orientale
Napoli, 13-15 dicembre

L'ORDINE NELL'ALGEBRA E NELLA LOGICA
in collaborazione con l'Istituto di Matematica della Facoltà di Architettura di Napoli e col Dipartimento di Scienze dell'Informazione dell'Università di Milano
Napoli, 5-8 febbraio 1991

OMAGGIO A JACQUES DERRIDA
Napoli, 12-13 marzo 1991

LE RAYONNEMENT DE LA PHILOSOPHIE EUROPEENNE
LA PHILOSOPHIE A NAPLES A TRAVERS LES AGES
in collaborazione con l'Università Libera di Bruxelles e con l'Asbl Belfagor
Bruxelles, 18-18 marzo 1991

EUROZENTRISMUS AL BÜRDE UND ALS CHANCE
PHILOSOPHIEUNTERRICHT IN EUROPA
Ischia, 25-27 marzo 1991

POPULAR CULTURE IN QUESTION
in collaborazione col Department of History dell'Università dell'Essex
Colchester, 5-7 aprile 1991

FILOSOFIA E LIBERAZIONE
in collaborazione col Dipartimento di Filosofia « A. Aliotta » dell'Università di Napoli
Napoli, 15-18 aprile 1991

LINEAR SPACES
in collaborazione con il C.N.R., con il Dipartimento di Matematica e Applicazioni « R. Caccioppoli » dell'Università di Napoli, con il Gruppo Nazionale di Ricerca del MURST « Strutture geometriche, combinatoria loro applicazioni »
Napoli-Capri, 26 maggio - 1 giugno 1991

IL COPERNICANESIMO IN ITALIA: 1543-1610
Napoli, 10-13 giugno 1991

LA METAFOROLOGIA POLITICA IN PROSPETTIVA STORICA
in collaborazione con la Herzog-August Bibliothek di Wolfenbüttel, con l'Università di Göttingen e con l'Istituto Storico Italo-Germanico in Trento
Vico Equense, 27-29 giugno 1991

MOSTRE E RASSEGNE

BESSARIONE E L'UMANESIMO
in collaborazione con la Direzione Generale per i Beni Librari e gli Istituti Culturali del Ministero per i Beni Culturali e Ambientali

LE COLLEZIONI DEL MUSEO NAZIONALE DI NAPOLI
FOTOGRAFIE DI ROCCO E LUCIANO PEDICINI
in collaborazione con la Soprintendenza Archeologica di Napoli e Caserta

FEDERICO CESI E LA FONDAZIONE DELL'ACCADEMIA DEI LINCEI
in collaborazione con l'Accademia Nazionale dei Lincei e il Ministero per i Beni Culturali e Ambientali, Ufficio Centrale per i Beni Librari e gli Istituti di Cultura

LA REPUBBLICA NAPOLETANA DEL 1799
in collaborazione con la Biblioteca Nazionale di Napoli

GLI HEGELIANI DI NAPOLI E LA COSTRUZIONE DELLO STATO UNITARIO
Con il patrocinio del Consiglio dei Ministri e dell'Accademia Nazionale dei Lincei

GAETANO FILANGIERI LO STATO SECONDO RAGIONE

FRANCESCO DE SANCTIS
DOCUMENTI PER UNA BIOGRAFIA INTELLETTUALE
in collaborazione con la Biblioteca Nazionale di Napoli

SILVIO SPAVENTA
POLITICO E STATISTA DELL'ITALIA UNITA NEI DOCUMENTI DELLA BIBLIOTECA CIVICA « A. MAI »
in collaborazione con l'Assessorato alla Cultura del Comune di Bergamo e con la Biblioteca Civica « A. Mai » di Bergamo

MICHELANGELO SCULTORE
FOTOGRAFIE DI MIMMO JODICE

GRAFICA CRITICA DELL'EPOCA WEIMARIANA
in collaborazione con il Goethe Institut Neapel

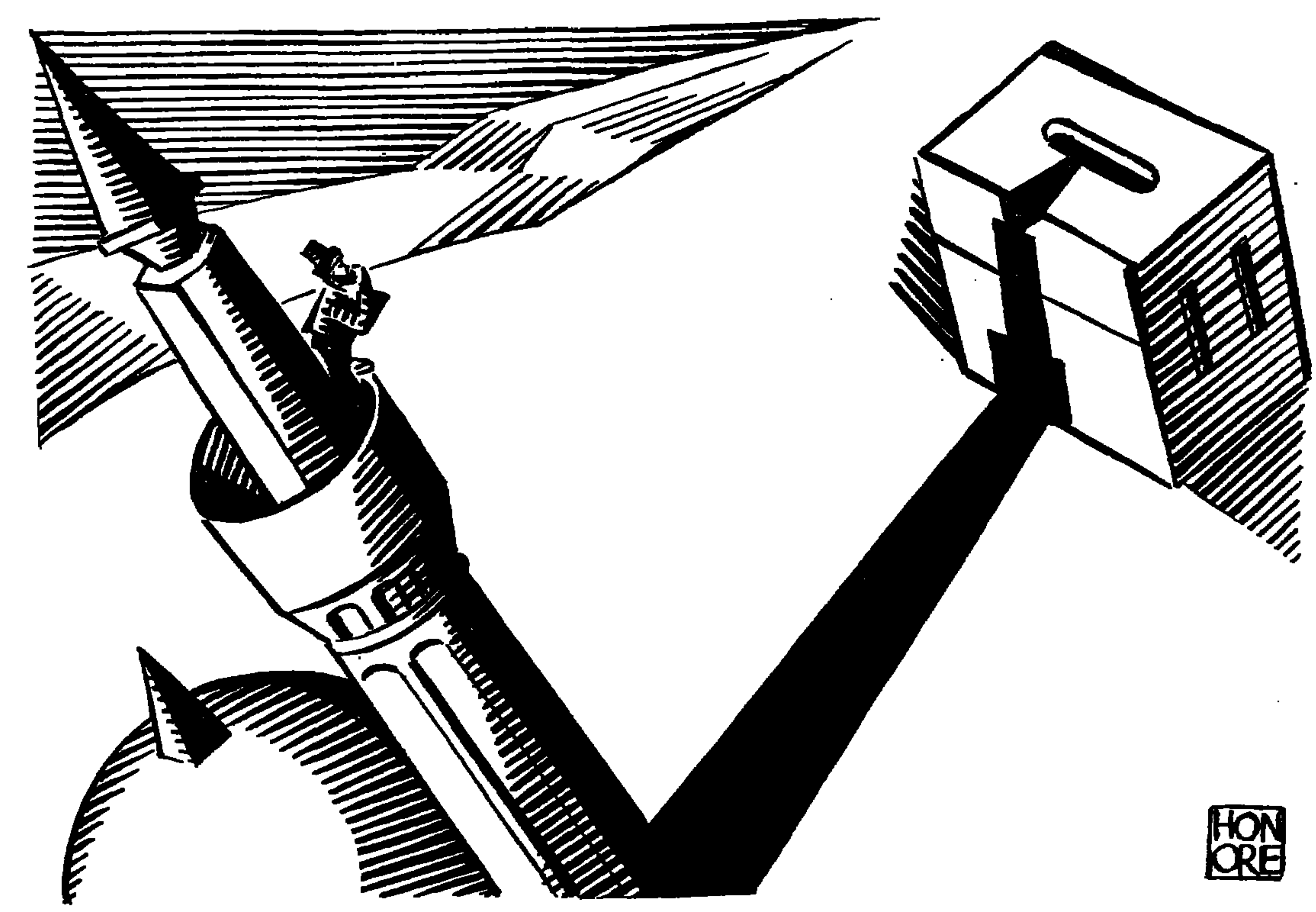
LESSING IN ITALIA, L'ITALIA DI LESSING
in collaborazione con la Herzog August Bibliothek di Wolfenbüttel e col Goethe Institut Neapel

IL LEGISLATORE E L'INTERPRETE NELLA NAPOLI DELL'ANTICO REGIME
in collaborazione con la Commissione Centrale di Coordinamento delle Biblioteche dell'Università di Napoli

L'Istituto Italiano per gli Studi Filosofici offre pour chaque séminaire deux bourses de 700.000 lires brutes reservées aux résidents hors d'Italie. Dans les quinze jours avant le début des séminaires, les personnes interessées doivent adresser au Président de l'Institut (via Monte di Dio, 14 - I - 80132 Naples - Italie) une demande accompagnée des attestations des titres universitaires et des langues connues, ainsi que toute autre piece jugée utile pour l'obtention de la bourse. Les papiers envoyées ne seront pas rendues.

Mythe et réalités de l'i

Comme en un autre temps le mot de « totalitarisme » a occulté la diversité des Etats et des nations auxquels on l'appliquait et la vérité des mouvements, aujourd'hui apparus au grand jour, qui les secouait souterrainement, de même, aujourd'hui, le mot d'« intégrisme » sert à couvrir des réalités très diverses et interdit de comprendre dans leur diversité et leur complexité les mouvements de réislamisation. Faut-il parler de laïcisation de l'islam ou d'islamisation de la politique ? Peut-on confondre l'activisme politique des mouvements de réislamisation par le haut (islamistes) et l'action caritative d'enveloppement des mouvements de réislamisation par le bas (piétistes) ? Ce sont ces questions occultées ou refoulées que les chercheurs en sciences sociales, et tout particulièrement les ethnologues, ont pu faire resurgir, souvent au prix de très grands risques (on pense ici à Michel Seurat, pris en otage au Liban, puis assassiné par l'Organisation du Jihad islamique).



Laïcisation de l'islam ou islamisation de la politique ?

Bernabé Lopez Garcia

Dans un article intitulé « Séisme », publié au lendemain du triomphe du Front islamique du salut (FIS), le directeur d'un prestigieux hebdomadaire tunisien, Omar S'habou, considère, non sans quelque exagération, l'Etat algérien comme le premier Etat arabe, depuis le temps des califes rasîdûn, à avoir intégré, de façon naturelle et loyale, le principe de l'alternance politique dans son gouvernement (*le Maghreb*, 25 juin 1990). Remonter aux califes rasîdûn (orthodoxes), dans l'islam, est en quelque sorte équivalent à une référence à Moïse pour la culture judaïque, ou à saint Pierre pour la culture chrétienne.

S'agissant des successeurs immédiats de Mahomet, Abou Bakr, Omar, Othman et Ali, cette évocation est, à l'évidence, disproportionnée. A certains elle semblera frôler le sacrilège, à d'autres elle paraîtra grotesque. Et pourtant, l'auteur de l'article fait appel à une comparaison qui n'est pas dépourvue de fondement. Pour les musulmans, en général, et pour les chiites en particulier, le gouvernement légitime, selon la théorie islamique, ne reconnaît que quatre titulaires incontestés du pouvoir, les compagnons du prophète cités. La succession d'Ali déclencha le premier schisme politique de l'islam, et la légitimité de ses successeurs n'a plus jamais rallié l'unanimité de la communauté des fidèles, l'*umma* musulmane.

Que laisse donc entendre Omar S'habou sous cette formule hyperbolique ? Un élément essentiel, depuis le dix-neuvième siècle, a contribué au débat sur la réforme dans le monde musulman : après la Déclaration universelle des droits de l'homme, le principe de la légitimité démocratique s'est imposé, par-dessus toute opinion ou croyance. Le monde occidental n'a pas le monopole de ce principe ; c'est pourtant l'Occident qui, au cours du vingtième siècle, s'en est emparé pour l'imposer comme modèle politique, en le confondant – circonstance aggravante – avec un système de domination coloniale, dans un premier temps, puis néocoloniale.

Les réformateurs islamiques, pour leur part, ont voulu redonner une vigueur nouvelle, depuis l'œuvre de Mohamed Abduh, à la fin du dix-neuvième siècle, à des concepts comme la consultation (*sûra*), l'opinion *(ra'i)*, l'intérêt public *(maslaha)*, le consensus *(ijmâ)*, l'effort personnel de connaissance *(ijtihad)*, qu'ils ont tenté d'incorporer dans un système de valeurs moderne, forgé en Occident, mais adapté au monde islamique. Le but était manifestement de revenir aux sources premières de l'islam, mais la motivation profonde de leur démarche fut l'immobilisme d'un islam frappé de paralysie par sa pratique du *taqlîd*, de l'imitation, par sa peur de la *bid'a*, de l'innovation. Presque un siècle plus tard, la question de la conciliation de l'islam et de la démocratie, de l'islam et de la liberté individuelle est toujours au cœur du débat. François Burgat, lors d'un colloque tenu à Madrid au mois de mai dernier, sur le thème « Elections, participation et transitions politiques en Afrique du Nord », faisait remarquer, à propos des « islamistes et la démocratie », que la logique profonde de ce discours, mis à part la méfiance affichée à l'encontre de l'Occident, réside moins dans le rejet pur et simple de l'héritage culturel européen que dans une appropriation de celui-ci.

Les événements d'Europe de l'Est ont confirmé que la légitimité et la stabilité politiques sont inconcevables sans la participation des citoyens, sans une large consultation, sans le contrôle effectif de la vie publique, sans la reconnaissance et le respect des droits de l'homme. En un sens, bien que dans un tout autre contexte géographique, les élections algériennes ont poursuivi cette ligne et ont donné l'exemple, pour la première fois dans le monde arabe, de l'alternance politique.

Démocratie et populisme

La consultation des urnes dans les élections locales algériennes a permis l'expression et le triomphe d'une opposition politique, l'islamisme ; munie d'un programme assez flou, reposant sur la moralisation, selon l'islam, de la vie publique, elle doit le succès de son discours à sa volonté d'apporter une réponse à tous ceux qui désespèrent, pour paraphraser l'islamiste égyptien, Muhammad Abd Al-Salam Faraŷ (*Al Farida-l-ga'iba – l'Impératif occulté)*. Un nouveau populisme, dont on peut se demander s'il est de droite comme en Pologne, au Nicaragua ou dans bien d'autres pays, est en train de prendre forme en Algérie et ailleurs dans le monde arabo-musulman ; la mosquée y est utilisée comme lieu de propagation de l'agitation, comme l'église le fut jadis dans nos pays. Cette résurgence d'un mahdisme de souche populaire avait *naguère été analysée par H.A.R. Gibb. La* manipulation, la mobilisation de l'imaginaire collectif au détriment de l'analyse rationnelle en sont l'arme, propre à toutes les formes de populisme ; alors que la démocratie, la diffusion d'une culture démocratique, a signalé Michel Camau au cours de ce même colloque, est toujours accompagnée d'un travail de révision critique des systèmes de références. Il n'est donc pas seulement question d'institutions, d'exercice du droit de vote, du respect de la volonté populaire, mais de dépasser un modèle patriarcal qui pèse sur la société politique.

La difficulté est de savoir dans quelle mesure certains Etats ont échoué à exercer leur vigilance sur ce discours politique, à forte imprégnation mythique et religieuse, qui est livré dans la rue. La politique égyptienne, ou tunisienne, par exemple, qui consiste à retenir et à contrôler étroitement la poussée des mouvements islamistes, enfreint les lois de la démocratie : ce faisant, elle compromet l'éveil d'une conscience politique chez les citoyens, capable d'entreprendre une remise en question de ces attitudes patriarcales extrémistes, fortement enracinées dans la société, de respecter toute « dissidence », en demeurant ouverte à d'autres formes d'opposition, afin d'éviter toute bipolarisation.

Par ailleurs, l'Algérie, qui n'a pu réussir à instaurer une entente institutionnelle du socialisme et de l'islam, a choisi, par cette nouvelle expérience, de s'engager sur la voie tracée par le modèle jordanien. Dans ce dernier cas, toutes les idéologies politiques sont reconnues sur un pied d'égalité ; conformément aux lois démocratiques, personne n'est exclu de la scène politique, alors même que la démocratie y est faiblement implantée, qu'elle n'est pas encore devenue la norme régulatrice de la vie politique et que la Constitution, garante de la volonté populaire, peut devenir le tremplin de tous ceux qui voudraient accéder au pouvoir, sans pour autant partager ces mêmes valeurs démocratiques.

Troisième option, le modèle marocain : l'islam y a été fonctionnarisé par la fusion *dîn* et *dawla* (religion et Etat), qui réalise parfaitement, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la séparation du temporel et du spirituel. Après tout, seul le Maroc parmi les pays arabes a confié les affaires politiques à des professionnels de la politique. entendons par là, non seulement un corps de serviteurs de l'Etat, de fonctionnaires bureaucrates, mais une représentation assez ample des élites, d'obédiences politiques diverses, dont le discours populiste ou rationnel, de droite ou de gauche, traditionaliste ou progressiste (selon la dialectique Istiqlâl, Union nationale des forces populaires), a naturellement trouvé audience dans la société civile.

L'expérience algérienne encourt le risque d'une confusion entre l'idéal démocratique et la volonté populaire, entre la démocratie et le populisme. Sans la présence de toutes les forces politiques, et donc des islamistes, il ne saurait y avoir de démocratie. Mais celle-ci est-elle imaginable avec le concours des islamistes, alors que le modèle politique qu'ils recherchent pourrait faire l'économie de ces valeurs ? La démocratisation, dans les pays maghrébins et arabo-islamiques, est menacée par l'absence de consensus préalable sur un système idéal et par celle d'un processus constitutif assumé par toutes les forces en lice. Les transitions politiques sont décidées depuis les sphères du pouvoir, en n'accordant à l'opposition qu'une mince marge de participation. Aucune chance ne lui est laissée de bâtir sur des bases démocratiques le système politique ; aussi le danger est-il grand de voir les forces d'opposition renoncer à ces principes, alors même qu'elles en ont fait l'instrument de leur conquête du pouvoir.

La vieille formule de Louis Massignon, selon laquelle l'islam est une *« théocratie laïque et égalitaire »*, reprend un sens particulier dans la polémique actuelle. Bien que le clergé n'ait pas d'existence dans l'islam sunnite, le personnel religieux (oulémas, imams, muezzins) est fonctionnarisé dans certains pays, comme le Maroc, ce qui réclame, dans la pratique, *une spécialisation cléricale. Cela* n'empêche pas, d'autre part, le renforcement d'une élite de prédicateurs, agissant comme un clergé politique, qui exploitent leur condition d'experts de la science théologique islamique dans un but politique. Hassan II, il y a quelque temps, essayait de réduire le phénomène de l'intégrisme chiite aux effets médiatiques d'une caste cléricale et rappelait, avec insistance, que l'islam sunnite est de nature tolérante et peut cohabiter avec d'autres religions.

Il apparaît, à l'heure actuelle, que les nouveaux hommes politiques qui s'approprient le langage de l'islam constituent à leur tour une caste, une caste laïque : ils devront faire la preuve, dans leur gestion politique locale en Algérie, de leur respect des conceptions du monde autres, à moins qu'ils n'entreprennent de substituer au parti unique du précédent régime l'idéologie unique et exclusive d'un islam manipulé à des fins politiques.

La société musulmane d'aujourd'hui est déchirée entre ces deux pôles : d'une part, la laïcisation de l'islam, prônée par les Etats et, certaines formations politiques, et, de l'autre, une islamisation de la modernité, selon la formule de Bruno Etienne, érigée en programme des mouvements islamistes radicaux. De ces deux options, on peut convenir que la première est en régression alors que la deuxième progresse. Le nassérisme, le bourguibisme, le boumedienisme furent trois tentatives de laïcisation de l'islam, qui, à défaut d'avoir survécu, ont profondément marqué chacune de ces sociétés. En outre, depuis *la défaite de la guerre de 1967, l'isla*misation de la modernité est un *modèle* culturel qui prospère dans le monde arabo-islamique : tendance que sont venues renforcer l'hégémonie saoudienne, à la suite du sommet de Khartoum, et, dix ans plus tard, la révolution iranienne. Il n'existe, au demeurant, aucune incompatibilité entre l'informatique, le progrès technique et la *shari'a* (loi islamique) : à la tête de la *wilaya* (province) d'Alger, ne vient-on pas d'élire un jeune technocrate de trente-six ans, Muhammad El Bachir Touil, ingénieur en chef du département informatique d'Air Algérie, et membre du Front islamique du salut ? On assiste à un retour en force de la tradition dans la société (mais la postmodernité n'a-t-elle pas été accompagnée, dans le monde, par la résurgence des traditions ?).

Paradoxalement, remarque Ahmed Mestiri, fondateur du Mouvement des démocrates socialistes tunisien, les sociétés ravivent d'autant plus leurs particularismes que les échanges à travers le monde et la libre circulation des idées sont rendus plus aisés par les techniques nouvelles de communication. Mais il s'agit moins d'un sursaut salutaire face aux assauts d'une culture devenue mondiale que du « réveil brutal de rivalités ancestrales, ethniques et religieuses ». Universalisme et particularisme, démocratie ou populisme, islam ou intégrisme : telles sont les grandes alternatives du débat dans le monde arabo-musulman.

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adan)

► **Bernabé Lopez Garcia est professeur d'histoire contemporaine de l'Afrique du Nord à l'université de Grenade.**

Bibliographie

AL ASHMAWY Muhammad Saïd, *l'Islamisme contre l'islam*, Paris, La Découverte, 1989.

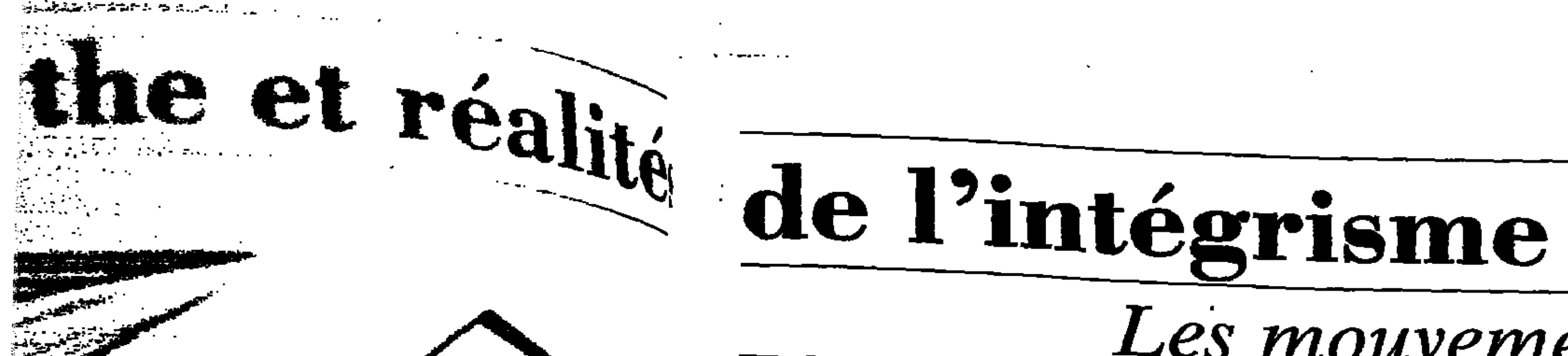
ARKOUN Muhammad, « Imaginaire social et leaders dans le monde musulman contemporain », *Arabica*, XXXV, 1988, p. 23.

Pour une critique de la raison islamique, Paris, Maisonneuve-Larose, 1984.

BURGAT François, *l'Islamisme au Maghreb*, La Voix du Sud, Paris, Karthala, 1988.

ETIENNE Bruno, *l'Islamisme radical*, Paris, Hachette, 1987.

هكذا من الاصل



the et réalité

de l'intégrisme

Les mouvements de « réislamisation »

Gilles Kepel

DEPUIS le milieu des années 70, de multiples mouvements qui œuvrent pour la réislamisation de la société ont pris naissance partout où vivent des musulmans, de l'Indonésie au Caucase, du Nigéria à la Chine et aux banlieues d'Europe occidentale, sans oublier le Moyen-Orient et le sous-continent indien, où se rencontrent les plus grosses concentrations de populations islamiques.

Le succès remporté aux élections de juin 1989 en Algérie par le Front islamique de salut lors de la première consultation démocratique organisée depuis l'indépendance a montré que ce phénomène pouvait toucher massivement un pays de la proximité immédiate de l'Europe – avec lequel des relations intimes tissées depuis un siècle et demi semblaient indissociables d'une acculturation aux modèles occidentaux de la modernité.

Analyser ces mouvements,comprendre leur gestation et leurs objectifs, reconnaître leur base sociale s'impose comme une nécessité pour notre fin de siècle. Pourtant, cette analyse a généralement été occultée au profit d'une curieuse transposition de notions qui voulait simplement voir,dans les multiples facettes de la réislamisation, une variation sur quelques thèmes de l'histoire religieuse occidentale. Sur la base de similitudes d'apparence, on s'est représenté un « intégrisme » musulman depuis Paris, un *« integralismo » islamico* depuis Rome ou un *islamic « fundamentalism »* depuis Londres ou New-York, en confondant la confection d'une figure de pensée avec l'élaboration d'un concept.

Cette facilité a permis de faire l'économie d'une réflexion critique sur les mouvements concernés, laissant ainsi le champ libre à des jugements de valeur, positifs ou négatifs, qui ont d'ordinaire en commun la méconnaissance du sujet. Or, depuis quelques années, une nouvelle génération de spécialistes du monde musulman a entrepris d'observer et de décrire ces phénomènes, accumulant des données et des enquêtes qui devraient aujourd'hui permettre de dépasser les idées reçues et de mesurer les enjeux des mouvements de réislamisation de manière globale.

Ces travaux ont pourtant eu du mal à s'imposer dans le public cultivé : en effet, l'étude des sociétés et des populations musulmanes contemporaines a connu une crise très grave qui date de la fin des empires coloniaux. La connaissance des langues des pays de l'aire islamique s'était vue délaissée par la plupart des sociologues et politistes spécialistes de ces régions, qui ont pensé que la modernisation se ferait selon les schémas en vogue dans le socialisme ou le capitalisme des années 60, et par la médiation d'élites anglophones ou francophones. Ils se sont retrouvés fort dépourvus lorsque, en terre d'islam, la dénonciation de l'ordre social a été formulée dans le vocabulaire conceptuel coranique en arabe, turc ou ourdou, par de nouveaux groupes contestataires dont les idéologues n'avaient jamais mis les pieds au quartier Latin ni à Berkeley.

Pour l'essentiel, ce sont les anthropologues, connaissant les langues et les dialectes, qui ont gardé le contact le plus fécond avec la société civile et qui ont été les plus sensibles à la persistance et aux mutations de la variable islamique. Pourtant, au long des années 70, les recherches sur l'anthropologie musulmane suscitaient l'incrédulité des grandes fondations de recherche américaines – comme le relève l'anthropologue Dale F. Eickelman, à qui l'on reprochait de s'intéresser à des *« vieillards mourant sans postérité »* et non aux forces vives telles qu'on se les représentait à l'époque.

La filiation des Frères musulmans

A la même époque, quelques arabisants qui lisaient ce qui se publiait dans cette langue remarquèrent les efforts des Etats pour légitimer au nom de l'islam l'ordre social issu des indépendances, ainsi que les pamphlets qui préconisaient, au nom de ce même islam, la subversion des pouvoirs établis. Olivier Carré, dès la seconde moitié des années 70, à travers une analyse du contenu des manuels scolaires égyptiens, syriens et irakiens, met au jour les mécanismes de la *« légitimation islamique des socialismes arabes »*.

Percevant le contrôle du discours de l'islam comme un enjeu politique de première importance, il prête attention aux sermons du vendredi à la mosquée, un espace d'expression politique relativement peu contrôlé alors par la censure des diverses dictatures militaires ou civiles qui se partagent le monde musulman. Il s'intéresse à la filiation contemporaine des Frères musulmans – une association créée à la fin des années 20 en Egypte pour édifier, après l'indépendance, non pas un Etat démocratique à l'occidentale, mais un Etat islamique basé sur la charia. Carré commente en particulier l'œuvre du principal penseur de cette mouvance, Sayyid Qutb (ou Kotb), pendu par Nasser en 1966 après avoir passé dix ans dans les camps de concentration égyptiens.

Au début des années 80, de jeunes chercheurs qui sont formés à la fois aux sciences sociales et – fait nouveau – aux langues de l'aire islamique, commencent à entreprendre des enquêtes sur le terrain. Ils observent notamment l'articulation entre la pratique politique des mouvements qui contestent l'ordre établi au nom de l'islam et l'idéologie de Qutb. Pour ce dernier, le monde contemporain est divisé en deux univers antinomiques : l'islam d'une part et la *jahiliya* de l'autre. Ce terme coranique (mot à mot : « ignorance » – de Dieu) fustige dans les faits la « barbarie » supposée des sociétés non islamiques où, selon Qutb, l'homme adore un autre homme, le despote, à la place de Dieu. Dans le même temps, ce despote usurpe la souveraineté, qui devrait revenir en islam à Dieu seul et qui n'est déléguée qu'à ceux qui appliquent les injonctions du Coran sur la terre.



Au sens de Qutb, il n'existe pas, au lendemain de la décolonisation, de société véritablement « islamique » : dans les Etats indépendants du monde musulman, des autocrates occidentalisés se réclament d'une forme moderne d'« idolâtrie » socialiste ou capitaliste. Dans son libelle *Signes de Piste (Ma'alim fi-l tariq)*, tenu pour le *Que faire ?* du mouvement islamiste, Qutb indique la voie pour abattre la *jahiliya* et instaurer l'Etat islamique : comme le prophète Mahomet fuyant La Mecque idolâtre pour se réfugier à Médine, il faut rompre avec les logiques et les mœurs de la société ambiante, construire un prototype de la société islamique future avec les *« vrais croyants »* puis, au moment opportun, engager le combat contre la *jahiliya*. Tel le prophète, là encore, rentrant à La Mecque pour y renverser les idoles et proclamer un islam qui s'étendra à l'ensemble du monde.

Le schéma de Qutb inspire la quasi-totalité des groupes qui militent pour instaurer un Etat islamique. Les jeunes arabisants français les nommeront *« militants islamistes »* – mettant l'accent, par ce néologisme, sur la spécificité de leurs références idéologiques et l'originalité de leur pratique socio-politique, par rapport aux appellations englobantes de *« fundamentalism »* ou « intégrisme ».

La référence à Qutb, explicitée ou non, est mise en œuvre de manière fort diverse. Dès les lendemains de la pendaison du maître à penser, ses compagnons et ses disciples disputent pour savoir si la « rupture » avec la société ambiante n'est que mentale, ou s'il faut aller au désert pour y édifier la contre-société qui réplique le paradigme médinois. Les groupes qui s'inscrivent dans cette dernière mouvance, en Egypte notamment, encourent très vite une violente répression policière qui les anéantit. C'est dans les périphéries sous-intégrées des mégalopoles du monde musulman, implosant sous l'effet conjugué de l'exode rural et du croît « croissance démographique », que ces mouvements font leur percée la plus significative. Ils y recrutent dans la première génération massivement alphabétisée et urbanisée née avec l'indépendance, pour laquelle les perspectives de bien-être sont maigres, et qui restent insensibles à la rhétorique anticolonialiste maniée à l'infini par les élites en place pour légitimer leur monopole du pouvoir. C'est dans la confrontation avec les projets politiques des Etats indépendants, la frustration devant leur despotisme et leur faillite socio-économique, que les mouvements islamistes prennent leur essor.

Michel Seurat en a été l'un des observateurs les plus scrupuleux, en Syrie comme au Liban. Dans son étude sur le quartier de Bab-Tebbané, à Tripoli-du-Liban, il a montré comment un quartier défavorisé en lutte contre l'occupation par l'armée syrienne utilisait le langage conceptuel islamiste pour mobiliser ses troupes. Dans ses travaux sur la Syrie, il a fait des mouvements islamistes les révélateurs de la « tyrannie » au pouvoir à Damas. Les livres publiés sur ces mouvements pendant la première moitié des années 80 mettent principalement en relief leur dimension politique, que la révolution iranienne a soulignée pour sa part.

En l'absence d'espace politique démocratique, les islamistes investissent un champ religieux tombé dans une relative déshérence. Dans le monde sunnite au moins, les docteurs de la Loi – ou oulémas. – sur lesquels l'Etat avait assis son contrôle, se contentaient d'ordinaire de justifier au nom de Dieu le système social en vigueur, sans oser morigéner le prince pour le rappeler, au nom de Dieu, à la justice envers les couches défavorisées, comme l'aurait voulu leur fonction traditionnelle. Cette *« trahison des clercs »* est mise à profit par les militants islamistes qui, pour attaquer le pouvoir, utilisent des catégories intellectuelles « indigènes » puisées dans le vocabulaire coranique, qui « parle » bien plus directement aux populations que les termes importés et traduits de « socialisme » ou de « démocratie » qui ont la faveur de l'intelligentsia laïque. Les islamistes joueront ce rôle avec d'autant plus d'aisance qu'ils sont éduqués et peuvent lire le Coran dans le texte, ce qui était autrefois le monopole des oulémas. Et ils le font en privilégiant les interprétations les plus révolutionnaires, se riant des gloses savantes et de leurs prudences sociales.

Les groupes piétistes

A partir du milieu des années 80, les recherches sur les mouvements de réislamisation connaissent un tournant avec la prise en considération des groupes « piétistes » qui investissent l'essentiel de leurs activités dans la resocialisation de leurs adeptes, à la base, au long d'une démarche qui prétend se désintéresser explicitement du politique. C'est à l'occasion des enquêtes menées sur l'islam en Europe, dans la foulée de la sédentarisation des immigrés, que cette ouverture du spectre de la recherche a été rendue possible – grâce à la liberté dont bénéficient les travaux sur le terrain en pays démocratique. En effet, les conditions d'enquête dans les pays musulmans deviennent de plus en plus difficiles : à l'hostilité des Etats, qui s'efforcent de bannir tout regard de science sociale sur des thèmes jugés sensibles, s'ajoute la méfiance de groupes qui cultivent largement la xénophobie anti-occidentale. La mort ignominieuse de Michel Seurat, accusé d'espionnage par ses bourreaux pour travestir leur crime, en a été l'expression la plus cruelle. Et les recherches menées avec beaucoup de courage dans certaines régions du Moyen-Orient aujourd'hui n'en restent pas moins tributaires d'un accès aux sources et aux acteurs sociaux que la quasi-clandestinité de la démarche rend très fragmentaire et incomplet. Dans ces conditions, les groupes islamistes, qui multiplient les tracts, les coups de main, passent en procès, etc., conquièrent une visibilité qui rend leur connaissance paradoxalement plus aisée que celle des mouvements qui fuient l'arène politique.

Or, la réislamisation rampante que ces derniers préconisent dans la vie quotidienne remporte des succès plus significatifs que les groupes islamistes révolutionnaires, dont l'activisme s'est épuisé avec les déconvenues de l'Iran khomeiniste et la capacité des autres Etats à utiliser toute la palette de la violence politique pour les contrer. En revanche, les mouvements piétistes, qui prônent la « réislamisation par le bas » et évitent toute situation d'affrontement, n'ont pas eu à pâtir de la répression. Pour eux, la rupture avec la société « impie » ambiante s'effectue par un « décrochage » psychique, relationnel, intellectuel, qui les conduit à réorganiser totalement l'existence des adeptes autour d'une stricte observance des préceptes religieux. Pour cela, ils modèlent leur comportement sur celui du prophète, tel qu'il a été consigné par les textes sacrés de l'islam, l'imitant à la lettre – dans son vêtement, sa manière de manger ou de dormir, son comportement sexuel, ses habitudes et interdits alimentaires, sa piété, etc.

Ce faisant, ils revivent au présent un « âge d'or » fondateur de l'islam en ses premières années, telles que l'apologétique musulmane les représente rétrospectivement. Cette mouvance piétiste, dont la branche principale, née en Inde à la fin des années 20, est la *jama'at al tabligh* (Société pour la propagation de l'islam), a pu être observée en Europe. Elle y a effectué une percée très significative parmi les populations immigrées en voie de sédentarisation dans un environnement social difficile, pour lesquelles le repli sur des structures à caractère communautaire fermé permettait une restructuration de l'identité.

Le débat, aujourd'hui, se situe entre les deux pôles de la réislamisation « par le haut » (islamistes) ou « par le bas » (piétistes). Si ces deux tendances partagent le même objectif final, la réislamisation totale des sociétés musulmanes, prélude à l'islamisation du monde entier, elles divergent sur les moyens pour y aboutir : les islamistes favorisent l'activisme politique, la pression sur les Etats ou leur conquête, tandis que les piétistes s'emploient au quadrillage de la société par des réseaux de services caritatifs, éducatifs, d'entraide, etc., qui leur permettent de créer une nouvelle forme de sociabilité sur une base qui se veut purement islamique.

Les dernières années ont été marquées par une progression considérable de cette réislamisation par le bas et la constitution de réseaux correspondants dans des pays où l'Etat avait une forte volonté laïcisante, comme la Turquie ou la Tunisie, mais aussi là où il souhaite monopoliser l'expression de l'islam, comme au Maroc. En Algérie, les succès électoraux du FIS viennent après une décennie de travail à la base et dans les quartiers par les militants des divers mouvements de réislamisation, à partir des milliers de petites mosquées qui ont été construites, souvent « à la barbe » de l'Etat, durant cette période, comme le montre Ahmed Rouadjia, l'auteur de la seule enquête de terrain publiée à ce jour sur le phénomène en Algérie.

Dans les rapports avec le monde occidental, l'activisme révolutionnaire islamiste a connu son sommet avec les opérations terroristes et les prises d'otages, téléguidées pour la plupart depuis Téhéran, entre 1985 et 1988. Depuis la mort de Khomeiny, l'heure n'est plus à une confrontation violente de même intensité, mais l'opposition des groupes piétistes à tout ce qui vient du dehors de l'islam est plus radicale encore. Tant que la liberté et l'accès au bien-être resteront un vain mot dans la plupart des pays musulmans, la contestation dont les mouvements de réislamisation sont les vecteurs n'a pas de raison de décroître, et elle est grosse de turbulences.

▶ ***Gilles Kepel, après plusieurs années passées au Moyen-Orient, est chercheur au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Il achève actuellement un livre comparatif sur les mouvements religieux dans le christianisme, l'islam et le judaïsme contemporains.***

Bibliographie

– BURGAT François, *l'Islamisme au Maghreb*. La voix du Sud, Paris, Karthala, 1988. Pour les aspects idéologiques du mouvement islamiste en Algérie.

– CARRE Olivier, *Mystique et politique/Lecture révolutionnaire du Coran par Sayyide Qutb, Frère musulman radical*, Paris, Cerf/Presses de la F.N.S.P., 1984.

– DASSETO Felice, *le Tabligh en Belgique*, Louvain, Sybidi Papers, 1988 ; *Europa, nuova frontiera del Islam*, Rome, Lavoro, 1988.

– EICKELMAN Dale F, *Moroccan Islam*, Princeton, Princeton U.P., 1986. Pour une perspective globale sur l'apport de l'anthropologie, lire surtout, *the Middle East, an Anthropological Approach*, Prentice-Hall, 1989 (2e édition).

– GOLE Nilüfer, « Ingénieurs musulmans et étudiantes voilées en Turquie », *in* Gilles Kepel et Yann Richard (éds), *Intellectuels et militants de l'islam contemporain*, Paris, Le Seuil, 1990.

– KEPEL Gilles, *le Prophète et Pharaon/Les mouvements islamistes dans l'Egypte contemporaine*, Paris, La Découverte, 1984 (*the Prophet and Pharaoh*, London, Al Saqi Books, 1985 ; *Faraon y el Profeta*, Barcelona, Muchnik Editores, 1988).

– KEPEL Gilles, *les Banlieues de l'islam/Naissance d'une religion en France*, Paris, Le Seuil, 1987.

– ROUADJIA Ahmed, *les Frères et la mosquée/Enquête sur le mouvement islamiste en Algérie*, Paris, Karthala, 1990.

– ROY Olivier, *l'Afghanistan, islam et modernité politique*, Le Seuil, 1985 (*Islam and Resistance in Afghanistan*, Cambridge, Cambridge U.P., 1986).

– SEURAT Michel, *l'État de barbarie*, Paris, Le Seuil, 1989.

– SIVAN Emmanuel, *Radical Islam/Medieval Theology and Modern Politics*, Yale, Yale U.P., 1985.

– TOZY Mohammed, « La restructuration du champ religieux au Maroc », *in* Gilles Kepel et Yann Richard (éds), *Intellectuels et militants de l'islam contemporain*, Paris, Le Seuil, 1990.

ation de la politique

Point de vue

Pas de perestroïka pour le Vatican

Le Vatican, qui n'a cessé de bénir l'avènement de la perestroïka dans les pays de l'Est, continue à « parler de droits de l'homme à l'extérieur sans les respecter à l'intérieur » et travaille à faire de l'Europe le bastion d'une foi incapable d'affronter la modernité d'une société laïcisée.


COLLECTIF

Juan Arias

ON peut dire de Jean-Paul II qu'il connaît le même sort que Mikhaïl Gorbatchev : son image est meilleure à l'extérieur qu'à l'intérieur, parmi les agnostiques que parmi les fidèles. Sous la plume d'Alberto Ronchey, écrivain laïc, éditorialiste au journal *La Repubblica* de Rome, on lit que grâce à Karol Wojtyla, *« l'histoire du monde est en train de changer »*, et l'auteur va même jusqu'à attribuer au pape la responsabilité des bouleversements à l'est de l'Europe, rien de moins. A l'opposé, parmi les fidèles, dans les milieux progressistes, incarnant l'esprit d'ouverture du concile Vatican II, on accuse le pontificat *« d'intolérance et d'autoritarisme »*, ainsi que de mépriser les droits de l'homme au sein de l'Eglise. Curieuse situation, celle du Vatican, qui peut tout à la fois donner sa bénédiction aux transformations de l'Europe de l'Est et continuer d'ignorer ce que perestroïka et glasnost veulent dire.

Le succès médiatique de l'acteur Wojtyla – le pape a confirmé cent fois la formule de McLuhan, *« le message, c'est le médium, »* – ses apparitions répétées sur les écrans et le silence de la presse ont réussi à occulter les critiques acerbes qu'une grande partie des croyants formule contre le pontificat de Jean-Paul II ; à tel point que l'on parle d'une Église parallèle et d'un *« schisme latent »*.

L'hebdomadaire catholique *Témoignage chrétien* a convoqué pour le 21 octobre prochain un forum à Paris : la formation d'une « Église du dialogue, au service des hommes et du monde » sera la question à l'ordre du jour. A la base de cette rencontre, un texte, l'appel formulé par vingt-cinq mille catholiques français – parmi eux, de nombreux intellectuels – qui déclarent dans un manifeste signé au printemps dernier : *« Nous ne nous reconnaissons pas dans les attitudes timorées des grands responsables de l'épiscopat et du Vatican. »* Des milliers de signatures ont été recueillies afin de soutenir les quatre-vingt-quinze théologiens français qui avaient pris fait et cause pour le « Manifeste de Cologne », document dans lequel l'« autoritarisme » du pontificat est âprement critiqué et qu'avaient signé cent soixante-trois théologiens allemands, autrichiens, hollandais, suivis de deux cents théologiens espagnols et italiens.

L'affaire Valadier

L'historien Jean Delumeau, qui interviendra dans ce forum, a également apporté sa contribution à l'ouvrage collectif *le Rêve de Compostelle* (éd. Le Centurion, 1989), à côté de quinze autres historiens, sociologues, économistes, philosophes, parmi lesquels se trouve Michel Falise, responsable de l'Institut catholique de Lille. D'après le journal *le Monde*, il s'agit de la présentation la plus complète à ce jour des critiques formulées contre le magistère de l'Eglise. La revue *30 Giorni*, du mouvement Communion et Libération, y voit *« un manifeste contre le pontificat de Jean-Paul II »*.

On peut lire, en effet, dans l'ouvrage cité qu'en raison du pouvoir absolu d'un pape élu à vie, du manque de concertation avec les évêques locaux lors de la nomination des évêques ordinaires, de l'absence de dialogue entre la hiérarchie et les fidèles, l'Eglise se renferme, psychologiquement et socialement, dans une sorte de secte. Le théologien jésuite Paul Valadier, professeur au Centre Sèvres de Paris, a été démis de ses fonctions de directeur de la revue *Etudes*. Dans un ouvrage récent, *l'Eglise en procès* (Ed. Calmann-Lévy, 1987), Paul Valadier met en cause un *« mouvement d'affirmation identitaire »* et sécuritaire au sein de l'Eglise, qui se traduit concrètement par le rayonnement des groupes charismatiques catholiques, l'enlisement de l'enseignement moral, la méfiance et l'intolérance dont le Vatican fait montre devant le progrès scientifique et médical, et en général devant toute forme de recherche laïque.

Dans un entretien accordé à l'agence italienne *Adista*, le Père Valadier a déclaré que sa destitution fut l'effet d'une opération bureaucratique, sur laquelle il n'eut pas son mot à dire ; il dénonce cette Eglise intolérante, arrogante et inhumaine, qui parle des droits de l'homme à l'extérieur et n'en tient pas compte à l'intérieur d'elle-même.

Le théologien allemand Bernhard Haring, gravement atteint d'un cancer à la gorge, a décidé de révéler, par le biais d'un livre publié en 1988, et traduit dans toutes les langues occidentales *(Quelle morale pour l'Eglise ?* Ed. du Cerf, 1989), ses rapports orageux avec Rome. Haring, religieux rédemptoriste, maître de générations de moralistes catholiques et protestants, fut l'un des piliers du concile Vatican II.

Dans une lettre envoyée le 5 février 1976 au cardinal Seper, alors préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, Haring écrivait : *« Pendant la seconde guerre mondiale, j'ai dû me présenter quatre fois devant un tribunal militaire. A deux occasions, il fut question de vie ou de mort. Mais je me suis senti honoré, car ces accusations provenaient des ennemis de Dieu. De plus, elles étaient justifiées, puisque je m'étais insurgé contre ce régime. A présent, la Congrégation pour la doctrine de la foi me fait un procès humiliant, et ses accusations sont fausses. Elles viennent, en outre, d'un organisme de l'Eglise, alors que j'ai consacré ma vie et mes forces au service de l'Eglise. Je préférerais me retrouver devant les tribunaux de Hitler. Ma foi, néanmoins, n'a pas été minée. »*

Le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, admet que le dialogue, à l'intérieur de l'Eglise, entre les fidèles et le pape, voire à l'intérieur du domaine épiscopal, traverse des difficultés. Interrogé sur la puissance de l'Eglise catholique allemande, la mieux organisée au monde, le cardinal Ratzinger rétorque que l'on assiste dans l'Eglise à un exode silencieux de ses membres, que le consensus de la foi n'a plus la cohésion de naguère, il y a une génération, et que la force institutionnelle de l'Eglise ne doit pas être un leurre, car elle a perdu tout crédit spirituel auprès de la communauté des fidèles.

L'Eglise, pourrait-on penser, offre une version des phénomènes analysés par la psychanalyste Melanie Klein, collaboratrice dans les années 20, de Karl Abraham, à l'hôpital psychanalytique de Berlin. La spécialiste de psychologie enfantine, mondialement connue, est à l'origine de la théorie dite *« des deux seins »* : l'enfant dissocie deux réalités distinctes, la mère et le sein nourricier ; c'est la théorie des deux objets, ressentis l'un comme *« bon »*, l'autre comme *« mauvais »*.

De façon analogue, dans l'image qu'il donne de lui à l'extérieur, lors de ses rencontres personnelles avec les évêques, le pape Wojtyla représente le pôle « positif », (le *« bon sein »* en quelque sorte), alors que Ratzinger représente le *« mauvais sein »* (la mère qui punit son fils, en le privant de sa présence). L'image du pape-objet *« bon »* est pure *« apparence »*, simple *« extériorité »* ; à l'intérieur du Vatican, non seulement Jean-Paul II soutient le redouté Ratzinger, mais il en a fait son « théologien personnel ». Ratzinger est l'auteur des documents les plus austères et le conseiller du pape pour les points du dogme les plus délicats. La différence entre ces deux hommes relève davantage de leurs tempéraments respectifs : au naturel plus expansif, à la vocation plus pastorale du pape polonais, s'oppose le caractère plus cérébral, plus réservé, plus « prussien » du cardinal bavarois.

« Il suffit d'obéir en tout point... »

C'est encore Ratzinger qui, dans son *Entretien sur la foi* (Fayard, 1985), avoue : *« Le bilan de ces vingt dernières années est indéniablement négatif. Les résultats du concile sont loin d'être à la hauteur des espoirs qu'il avait fait naître. Les chrétiens sont de nouveau une minorité, plus encore qu'à la fin de l'Antiquité. »* A cela, Ratzinger ajoute qu'une interprétation en profondeur du concile n'a pas encore été entreprise. A ce sujet, le Père Valadier remarque, non sans ironie, que *« personne ne tente aujourd'hui de contester ouvertement le concile Vatican II »*, mais, poursuit-il, *« plusieurs stratagèmes permettent de contourner cet obstacle »*, des moyens subtils de faire revenir à la « normalité » une Eglise qui avait vaillamment tenté sa « perestroïka » il y a vingt-cinq ans : en affirmant, par exemple, que ces textes conciliaires ont été *« mal interprétés »*, ou en s'en prenant à tous ceux qui les ont *« mal appliqués »*.

Si on voulait la preuve que le pontificat de Jean-Paul II n'applaudit qu'aux réformes qui ont lieu ailleurs, mais jamais dans son Eglise, on la trouverait dans le soutien qui est accordé aux mouvements ecclésiastiques les plus extrémistes, tels que l'Opus Dei, Communion et Libération, les mouvements charismatiques, parmi bien d'autres ; alors que le dialogue est difficilement maintenu avec les grands ordres et les congrégations religieuses, qui se sont efforcés de travailler dans le sens des changements introduits par le concile, des jésuites aux franciscains, ces derniers s'étant vus qualifiés de *« malades du marxisme »*.

En revanche, les mouvements qui ont la préférence du pape sont les plus réfractaires aux réformes conciliaires. Ce sont ceux qui refusent précisément toute « perestroïka », et pour cause, puisqu'il s'agit – c'est le cas pour l'Opus Dei – des serviteurs zélés de la papauté. Le fondateur de Communion et Libération, Don Giussani, se félicite de n'avoir jamais rencontré de problèmes avec Rome : *« Il suffit d'obéir en tout point... »* Au sujet de ces bataillons privés que le souverain pontife croit avoir trouvé dans le mouvement fondé par Mgr Escriva de Balaguer, Pedro Arrupe, ancien général des jésuites, eut l'occasion un jour de nous confier : *« Regarder l'Opus Dei, c'est se contempler dans un miroir tout en se disant : ainsi nous fûmes jadis, ainsi nous devrons ne plus jamais être. »*

L'Eglise du pape Wojtyla, homme d'Etat voyageur, qui a su rendre une certaine fierté à de nombreuses communautés catholiques nationales, paraît beaucoup plus puissante dans le monde, si l'on ne considère que son prestige politique et social, mais en contrepartie, elle est plus divisée que jamais. A en croire les théologiens critiques, l'Eglise qui se met en place est centralisée et monolithique, à l'image du centralisme démocratique marxiste-léniniste, qui s'effondre partout dans le monde.

La destitution des directeurs de revues catholiques ouvertes et conciliaires est l'un des effets de cette politique. En Espagne, le jésuite Pedro Lamet a été écarté de la direction de *Vida Nueva* et Benjamin Forcano de celle de *Mision Abierta*. Ont subi un sort identique en Italie, le prêtre Vittorio Cristelli, éloigné de l'hebdomadaire *Vita Trentina* qu'il dirigeait depuis vingt-deux ans, et le missionnaire Alessandro Zanotelli de la direction de *Nigrizia*.

La « normalisation » prévue pour l'Amérique du Sud, à l'occasion du cinquième centenaire de l' « évangélisation espagnole » est la dernière « grande mission » dans laquelle s'investit le Vatican. Deux faits sont d'ores et déjà révélateurs : le premier concerne la CAL, Commission pontificale pour l'Amérique latine, fondée par le pape Pie XII en 1958. Il s'agit d'un groupe de réflexion du Vatican, chargé de veiller sur l'Eglise sud-américaine, soupçonnée d'être trop sensible, au goût de la Commission, aux appels de la théologie de la libération.

Récemment, la CAL a été restructurée, et les trente-six membres qui la composent (sept cardinaux, dix-sept archevêques, huit évêques et quatre prêtres) ont été remplacés par des dignitaires dont on connaît le conservatisme sans faille et l'opposition à la théologie de la libération. Mieux encore, on a nommé conseillers du CAL Ratzinger en personne, le cardinal Alfonso Trujillo, archevêque de Medellin, le cardinal Obando y Bravo, archevêque de Managua, Freire Falcao, archevêque de Brasilia, et Mgr Dario Castrillon, président de la commission épiscopale pour l'Amérique latine (CELAM).

Dans de telles circonstances, l'affrontement n'a pas manqué de se produire entre le Conseil des religieux d'Amérique latine (CLAR) et le Vatican.

Un manque d'idées neuves

Le CLAR est l'organisation de base de l'Eglise catholique sud-américaine : il regroupe quelque 45 000 religieux et 310 000 religieuses. A l'approche des célébrations du cinquième centenaire, ce mouvement avait eu l'idée de créer une revue intitulée *Proyecto Palabra-Vida*, qui proposerait une lecture de la Bible fondée sur la réflexion des communautés. Le premier numéro a eu le malheur de déplaire profondément au CAL, qui lui a reproché sa *« lecture idéologique et réductrice des Saintes Ecritures »*. Mais la raison de la colère du Vatican est l'abus du terme « peuple », qui *« pourrait encourager l'essor d'une Eglise populaire »*.

Dans ce premier numéro, on lisait ce qui suit : *« L'oppression du peuple d'Egypte demeure une réalité. La pyramide sociale existe toujours. Le pharaon est plus vivant que jamais, il asservit l'Amérique latine et s'enrichit sur le dos de notre peuple. »* Ce conflit s'est soldé par la suspension de la publication, décidée par les promoteurs, dans l'attente de jours meilleurs.

A l'intérieur des ordres et des congrégations religieuses, on a tendance à penser que l'image dynamique que le pape a donnée de lui à travers le monde ne peut pas faire oublier que son pontificat a perdu toute originalité et manque d'idées neuves. Le pape Wojtyla a concentré ses forces sur une seule idée fixe : faire de l'Europe le nouveau bastion de la foi, sur un modèle médiéval et polonais, avec cette peur constante de la modernité dans une société sécularisée que Karol Wojtyla ne parvient, culturellement, ni à comprendre ni à accepter.

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adan.)

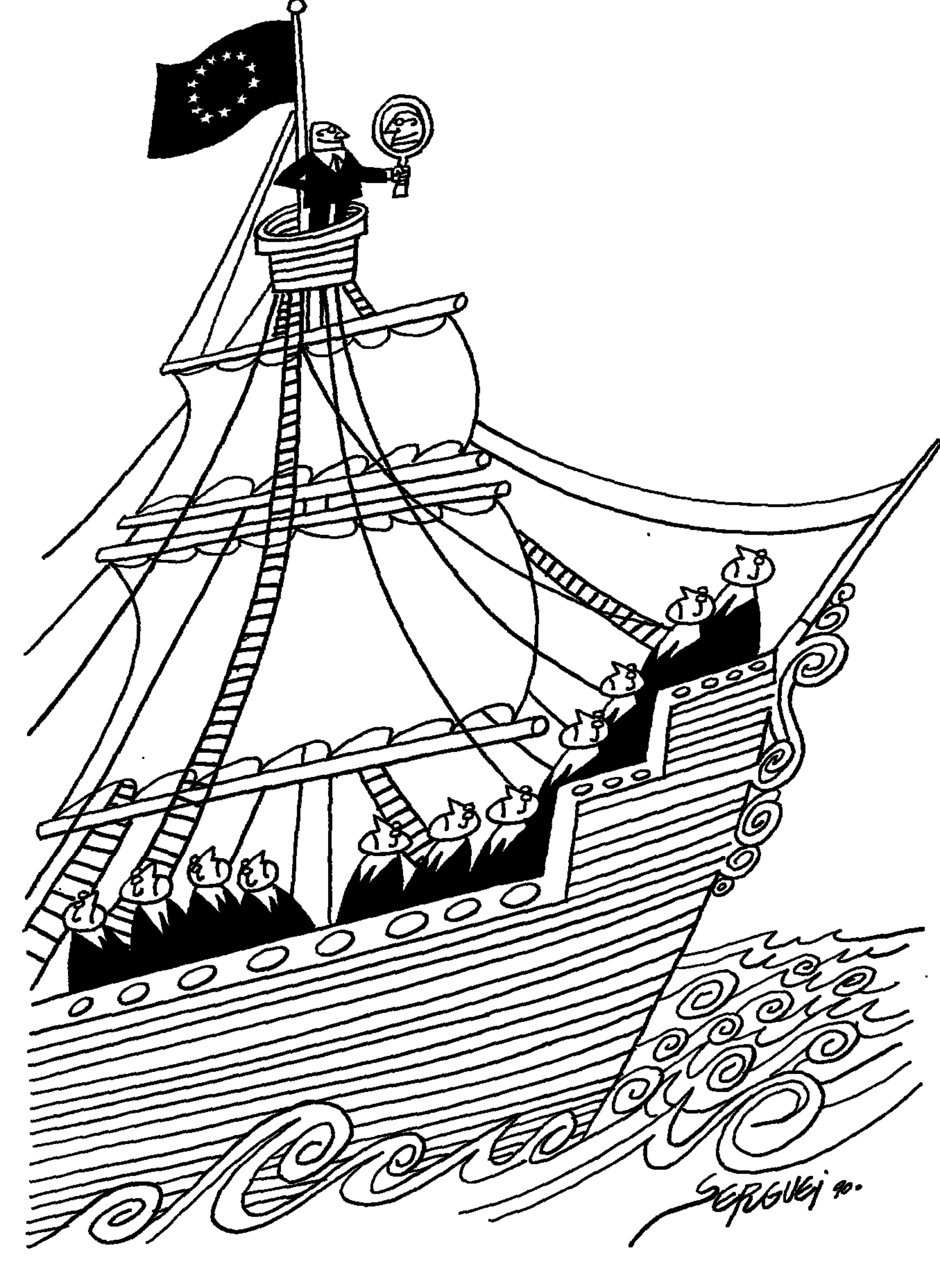
▶ Juan Arias est correspondant d'*El Pais* à Rome et spécialiste du Vatican.



• le Vatican

L'autre cap

Mémoires, réponses et responsabilités



De Hegel à Valéry, de Husserl à Heidegger, la réflexion sur l'identité européenne appartient à la tradition de la modernité philosophique. Jacques Derrida se propose d'assumer à son tour cet héritage. Héritage contradictoire, qui invite les héritiers à « se faire les gardiens d'une idée de l'Europe, d'une différence de l'Europe qui consiste précisément à ne pas se fermer sur sa propre identité ». *Malgré sa longueur et sa difficulté, il nous a paru conforme à la vocation de « Liber » de publier ce texte majeur, qui constitue, selon nous, un document de référence. Jacques Derrida fait paraître d'autre part cet automne deux livres importants :* Du droit à la philosophie *(éd. Galilée), recueil des textes qu'il a consacrés depuis 1975 aux questions de l'enseignement et de la recherche, et* le Problème de la genèse dans la philosophie de Husserl *(PUF), sa première œuvre, restée inédite.*

Jacques Derrida

AU vieux nom de l'Europe, peut-on faire correspondre une identité culturelle ? Quand on s'interroge sur la généalogie ou sur l'avenir d'une telle identité, un paradoxe d'un axiome ne se laisse plus oublier : *le propre d'une culture, c'est de n'être pas identique à elle-même* – et de devoir dire « moi » ou « nous » dans la différence *avec soi.* C'est vrai de toute identification : pas de rapport à soi qui ne soit culture de soi comme différence intérieure et expérience de l'autre. L'Europe aura-t-elle été un simple exemple ou bien la possibilité exemplaire de cette loi ? Est-on plus fidèle à l'héritage d'une culture en cultivant la différence-à-soi (*avec soi*) ou bien en s'en tenant à l'identité dans laquelle cette différence se maintient *rassemblée* ? Cette question propage les effets les plus inquiétants sur les politiques de l'identité culturelle.

Géographie de l'esprit

Dans *Grandeur et décadence de l'Europe*, Valéry provoque un interlocuteur imaginaire, à la fois familier et encore inconnu. Dans une sorte d'apostrophe, il lui lance un mot : *« AUJOURD'HUI »*, en lettres capitales, et c'est le défi même : *« Eh bien, qu'allez-vous faire ? Qu'allez-vous faire AUJOURD'HUI ? »* Pourquoi ces lettres capitales ? Ce que nous avons du mal à faire et à penser aujourd'hui, pour une Europe arrachée à l'auto-identification comme répétition de soi, c'est l'unicité de l'aujourd'hui, un certain avènement singulier de l'Europe. Y a-t-il un « aujourd'hui » tout neuf de l'Europe, et d'une nouveauté qui ne ressemble pas à ce qu'on a appelé, programme connu, et des plus sinistres, une « nouvelle Europe » ? Les pièges de ce type ne sont pas des pièges de langage, et nous les rencontrons à chaque pas. Y a-t-il donc un « aujourd'hui » de l'Europe au-delà des *programmes épuisés, épuisants mais inoubliables* de l'*eurocentrisme* et de l'*anti-eurocentrisme* ? Nous ne voulons plus « aujourd'hui » ni de l'un ni de l'autre. Au-delà de ces matrices trop connues, de quelle « identité culturelle » devons-nous répondre ? Devant qui, devant quelle mémoire, pour quelle promesse ? Et « identité culturelle », est-ce un bon mot pour cet « aujourd'hui » ?

Un titre est un cap, une tête de chapitre, un en-tête. *« L'autre cap »* rappelle d'abord le langage de la navigation. Sur mer ou dans les airs, un vaisseau *fait cap* : par exemple sur un autre continent, vers une destination assignée. On peut aussi « changer de cap ». Le mot (*caput, capitis*) *qui signifie la tête ou l'extrémité* de l'extrême, le but et le bout, l'ultime, le dernier, la dernière extrémité, l'*eschatologique* en général, voici qu'à la navigation il assigne le pôle, la fin, le *telos* d'un mouvement orienté, ordonné, calculé : le plus souvent par *quelqu'un*, car c'est en général un *homme* qui décide du cap, de la pointe avancée qu'*il est lui-même*, la proue, en tête du navire ou de l'avion qu'il pilote. Un *capitaine* donne les ordres à l'équipage, *il tient* la barre ou le manche, il se trouve *à la tête* de l'équipage et de la machine.

« L'autre cap », cela peut suggérer qu'il y a une autre direction ou qu'il faut changer de destination (parfois en changeant le capitaine, en raison de l'âge ou du sexe) mais aussi se rappeler l'autre cap, *à* l'autre cap. Le cap n'est pas seulement le nôtre, mais le *cap de l'autre*, devant lequel nous devons répondre et qui figure peut-être la condition d'une *identité* qui ne soit pas égocentrisme destructeur – de soi et de l'autre. Mais au-delà de *notre cap*, il ne faut pas seulement se rappeler à *l'autre cap* et surtout au *cap de l'autre*, mais à *l'autre du cap*, dans un rapport de l'identité à l'autre qui n'obéisse plus à la forme, au signe ou à la logique du cap, pas même de *l'anti-cap* – ou de la *décapitation*. Bien qu'un titre soit un cap ou une tête de chapitre, le titre de ces réflexions *m'orienterait* plutôt vers l'autre du cap. J'y sélectionne ce qui se déduit d'une grammaire et d'une syntaxe du cap, d'une différence dans le genre, c'est-à-dire aussi du *capital* et de la *capitale*. Comment une identité culturelle peut-elle *répondre*, et de façon responsable – de soi, de l'autre et devant l'autre, – à la double question *du* capital *et de la* capitale ?

Dans l'« aujourd'hui » que Valéry écrit en lettres capitales, l'Europe se trouve à un *moment de son* histoire (si elle en a une et qui soit identifiable), de l'histoire de sa culture (si elle peut *jamais s'identifier* et répondre d'elle-même dans une mémoire de soi) où la question du cap paraît *inéluctable* – *et* non seulement depuis ce qui s'est accéléré ces derniers mois à l'Est ou au centre de l'*Europe*. Cette question paraît aussi vieille que l'Europe, mais l'expérience de *l'autre cap* ou de l'autre *du* cap se pose de façon nouvelle, non pas « nouvelle comme toujours » mais nouvellement nouvelle. Et si c'était cela, l'Europe, l'ouverture à une histoire décentrée pour laquelle le changement de cap, *le rapport à l'autre* cap ou à l'autre du cap est ressenti comme toujours *possible* ? Ouverture et non-exclusion dont l'Europe aurait en quelque sorte la responsabilité ? L'histoire d'une culture suppose sans doute un cap *identifiable*, un *telos* vers lequel le mouvement, la mémoire et la promesse se rassemblent, fût-ce comme différence *avec soi*. Mais l'*histoire* suppose aussi que le cap ne soit pas donné d'avance et une fois pour toutes. L'unicité de l'autre *aujourd'hui* doit être *attendue* comme l'inanticipable, le non-maîtrisable, le non-identifiable, ce dont on n'a pas encore la mémoire. Notre vieille mémoire nous dit néanmoins qu'il faut aussi anticiper et garder le cap, car sous le motif, qui peut devenir slogan, de l'inanticipable ou du tout nouveau peut revenir le fantôme du pire que nous avons déjà identifié. Nous devons donc *nous méfier et* de la mémoire répétitive *et* de la nouveauté irréductible.

Un séisme secoue l'Europe sous les noms si problématiques de *perestroïka, démocratisation, réunification*, entrée dans l'*économie de marché*, accès aux libéralismes politique et économique. Ce tremblement de terre par définition ne connaît pas de frontière. En relançant la question de l'identité culturelle européenne, il rappelle ce qui a *toujours* identifié l'Europe à un cap. Depuis toujours, et ce « toujours » dit quelque chose de *tous les jours* d'aujourd'hui dans la mémoire de l'Europe, dans la mémoire de soi comme culture de l'Europe. Dans sa géographie et dans ce *qu'on a souvent* appelé, comme Husserl par exemple, sa *géographie spirituelle*, l'Europe s'est identifiée comme un cap, un point de départ *pour* la *découverte*, l'invention et la colonisation, *soit* comme l'extrême avancée d'un continent, à l'ouest et au sud, *soit* comme le centre même de cette langue en forme de cap, l'Europe du milieu, resserrée, recueillie dans sa mémoire, voire comprimée comme un axe gréco-germain, au centre du centre du cap.

L'Europe n'est pas seulement un cap *géographique qui s'est toujours donné* la représentation ou la figure d'un cap spirituel, à la foi comme projet, tâche ou idée *infinie*, c'est-à-dire universelle, mémoire de soi qui se rassemble et s'accumule, se capitalise en soi et pour soi. Elle a *confondu son image*, son visage, sa figure et son lieu, son avoir-lieu, avec une pointe avancée, dites d'un phallus si vous voulez, *pour la civilisation mondiale ou* la culture humaine en général. L'idée d'une pointe avancée de l'exemplarité, c'est *l'idée de l'idée européenne*, son *eidos*, à la fois comme *arkhè* – idée de commencement mais aussi de commandement (le cap comme *la tête*, *lieu de* mémoire capitalisante et de décision, le capitaine) et comme *telos*, la fin, la limite qui met un terme, au bout de l'achèvement, au but de l'aboutissement. La pointe est à la fois commencement et fin, elle se divise comme commencement et fin. C'est le lieu *depuis* lequel ou *en vue* duquel tout a lieu. L'Europe cultive sa propre identité dans la figure du cap, *dans l'être-pour-soi de sa propre différence* comme différence *avec soi*.

Le cap de l'autre, l'autre du cap

La vieille Europe semble avoir épuisé les possibilités de discours et de contre-discours sur sa propre identification. Peut-être la formation, l'affirmation, la présence à soi de l'identité (nationale ou non, culturelle ou non – mais l'identification n'est jamais naturelle) a-t-elle toujours la forme capitale d'une figure de proue : pointe avancée et réserve capitalisante. *De Hegel à Valéry, de Husserl à* Heidegger, malgré les différences qui séparent ces grands exemples, ce discours *traditionnel* est un discours *moderne*. Il date d'un moment où l'Europe se voit *à l'horizon*, depuis sa fin (l'horizon, c'est, en grec, la limite), depuis l'imminence de sa fin. Exemplaire et exemplariste, c'est déjà un *discours traditionnel de la modernité*, discours de l'anamnèse aussi, à cause de ce goût de fin sinon de mort.

Or ce discours de la tradition moderne, nous avons à en répondre. La mémoire capitalisante que nous en gardons, c'est aussi la responsabilité de cet héritage. Nous ne l'avons pas choisie, elle s'impose à nous de façon d'autant plus impérative qu'elle est la langue de notre langue. Comment répondre ? Comment assumer une responsabilité contradictoire qui nous *inscrit dans une sorte de double bind* : se faire les gardiens d'une idée de l'Europe, d'une *différence* de l'Europe qui consiste *précisément à ne pas se fermer* sur sa propre identité et à s'avancer exemplairement vers ce qui n'est pas elle, vers *l'autre cap ou le cap de l'autre*, *voire*, et c'est peut-être tout autre chose, l'autre *du* cap, qui serait l'au-delà de cette tradition moderne, *une autre structure* de bord, un autre rivage ? Répondre fidèlement *de* cette mémoire, et donc répondre rigoureusement *à* cette double injonction, cela devra-t-il consister à répéter ou à rompre, à continuer ou à s'opposer ? Ou bien à tenter d'inventer un *autre* geste qui suppose la mémoire précisément pour assigner l'identité depuis l'altérité, depuis l'autre cap et l'autre du cap, depuis un tout autre bord ? Cette dernière hypothèse n'est pas seulement l'appel lancé vers ou depuis ce qui se donne comme contradictoire et impossible. Non, cela a lieu maintenant. Sans être donné, cet événement a lieu comme ce qui vient, se cherche ou se promet *aujourd'hui*, en Europe, l'aujourd'hui d'une Europe dont les frontières ne sont pas arrêtées, ni le nom même, Europe n'étant ici qu'un paléonyme. S'il y a de l'événement aujourd'hui, il a lieu là, dans cet acte de mémoire qui consiste à trahir un ordre du capital pour être fidèle à l'autre cap et à l'autre du cap. Et cela s'annonce à un moment pour lequel le *mot de crise*, de crise de l'Europe ou de crise de l'esprit, n'est peut-être plus approprié.

La *prise de conscience*, la *Selbstbesinnung*, le ressaisissement de l'identité cuturelle comme discours *capital* s'est *déployé*, dans la tradition de la modernité, comme le moment de ce qu'on appelait la crise, moment de décision, moment *du krinein, instant de la décision encore* impossible et suspendue, imminente et menaçante.

Lire la suite page 12

L'autre

Suite de la page 11

Crise de l'Europe comme crise de l'esprit, disent-ils tous, au moment où se dessinent les limites, les contours, l'*eidos*, les fins et confins, la finité de l'Europe, c'est-à-dire où la réserve de l'*idiome*, *le capital* d'infinité et d'universalité se trouve en péril. Ce *moment critique* peut prendre plusieurs formes. Malgré de graves différences, elles spécifient toutes la même analogie. Il y eut la forme du moment hégélien où le discours européen consonne avec le retour à soi de l'esprit dans le Savoir absolu, avec cette fin de l'histoire qui peut donner lieu aujourd'hui à l'éloquence bavarde d'un conseiller de la Maison Blanche qui annonce ladite fin à grand bruit médiatique puisque le modèle européen de l'économie de marché, des démocraties parlementaires et capitalistes, serait en passe de devenir un modèle universellement reconnu, tous les Etats-nations de la *planète s'apprêtant* à nous rejoindre dans le peloton de tête, à la *pointe du progrès*.

Il y eut aussi la forme husserlienne de la « crise des sciences européennes » ou la « crise de l'humanité européenne » : la téléologie qui oriente l'histoire de cette crise est guidée par l'idée d'une communauté transcendantale, à savoir la subjectivité d'un « nous » dont l'Europe est la figure exemplaire. Elle aura depuis l'origine de la philosophie montré le cap.

Il y eut au même moment, et quel *moment, en 1935-1936, le discours* heideggerien qui déplore l'*Entmachtung* de l'esprit, à *savoir la* destitution de l'Occident, et qui, alors même qu'il s'oppose à l'*objectivo-subjectivisme* transcendantal cartésiano-husserlien, n'en appelle pas moins à penser le péril comme péril *de l'esprit*, de l'esprit comme chose de l'Occident européen, au centre opprimé, dans la *Mitte* de l'Europe, entre l'Amérique et la Russie.

Au *même moment*, entre les deux guerres, Valéry définit *la crise de l'esprit* comme crise de l'identité européenne. Valéry est un esprit de la Méditerranée. Que tout son œuvre soit d'un Européen de la Méditerranée gréco-romaine, proche de l'Italie par sa naissance et sa mort, je le souligne, moi qui viens d'Algérie, de l'autre bord, sinon de l'autre cap (d'un bord qui n'est ni français, *ni européen, ni* latin, ni chrétien), à cause de ce mot « capital » qui *m'achemine lentement* vers le point le plus hésitant, tremblant, divisé, à la *fois indécidable et décidé* de mon propos. Ce mot « capital » capitalise dans le même corps de l'idiome, si je puis dire, deux genres de questions, *une question à deux genres.*

Le capital, la capitale

1. La question de *la* capitale. Y a-t-il désormais un lieu au moins symbolique pour une capitale de la culture européenne, de cette Europe qui s'est longtemps considérée comme la capitale de l'humanité ou de la planète et qui ne renoncerait aujourd'hui à ce rôle, pensent certains, qu'au moment où la fable d'une *planétarisation du modèle européen* garde quelque vraisemblance ? Il n'y aura pas de capitale *officielle* de la culture européenne, bien sûr. La question fait donc signe vers toutes les luttes pour l'hégémonie culturelle. A travers les pouvoirs dominants de quelques idiomes, de certaines industries culturelles, à travers l'extraordinaire croissance de nouveaux médias, des journaux et de l'édition, à travers l'Université, à travers les pouvoirs techno-scientifiques, des guerres *féroces* sont engagées, selon des modes nouveaux, dans une *situation qui change vite* et où les pulsions centralisatrices ne passent pas *toujours par des Etats* (on peut même espérer prudemment que, dans certains cas, de vieilles structures étatiques nous aident à lutter contre des empires privés et transnationaux).

C'est en pensant à la nouveauté de ces modes de domination culturelle, comme à des champs géographico-politiques *qui* s'offrent à la convoitise depuis la perestroïka, la *destruction du mur de Berlin*, les mouvements dits de démocratisation et *tous les courants qui* traversent l'Europe, qu'on doit réélaborer la question de la *centralité hégémonique* à l'intérieur d'une problématique transformée par les données techno-scientifiques ou économiques qui affectent la production, la transmission, la structure et les effets des discours mêmes dans lesquels on tente de formaliser ladite problématique ; elles affectent aussi la figure de ceux qui produisent ou tiennent ces discours – ceux qu'on appelait autrefois des intellectuels.

L'identité culturelle européenne ne peut se disperser en une *multiplicité d'idiomes* ou de petits nationalismes jaloux et intra*duisibles : elle* ne doit pas renoncer à de grandes avenues de traduction et de communication, donc de médiatisation. Mais elle ne doit pas davantage accepter l'hégémonie d'une capitale qui, à travers des appareils culturels transeuropéens, étatiques ou non, contrôle, uniformise, normalise, soumettant *les discours* et *les* pratiques artistiques à une grille d'intelligibilité, à des normes philosophiques ou esthétiques, à des canaux de communication efficace et immédiate, à des recherches de taux d'audience ou de rentabilité commerciale qui, en reconstituant des lieux de consensus *faciles, démagogiques* et vendables, à travers des réseaux médiatiques *mobiles*, omniprésents et d'une extrême rapidité, passent immédiatement toutes les frontières et installent la centrale ou le central médiatique du nouvel imperium n'importe où et à tout moment. *Remote control*, comme on dit pour la TV en anglais, ubiquité télécommandée, quasiment immédiate et absolue. On n'a plus besoin de lier désormais la capitale culturelle à une capitale géographico-politique, mais la question de la capitale reste entière, et d'autant plus *envahissante*.

Contradiction d'autant plus grave : c'est dans une large mesure *grâce* à cette nouvelle puissance techno-médiatique, à cette circulation rapide et irrésistible des *images, des idées, des modèles et des discours* que les mouvements dits de démo*cratisation s'accélèrent*. C'est au nom de la libre discussion en vue du consensus, au nom d'une certaine démocratie, que ces avenues médiatiques sont ouvertes. Il ne saurait être question de lutter contre elles pour parcelliser, marginaliser, cloisonner, interdire, interrompre. Mais ici comme ailleurs, l'injonction reste double et contradictoire : veiller à ce que l'autorité centralisatrice ne se reconstitue pas, sans cultiver pour elles-mêmes les différences minoritaires, les idiolectes *intraduisibles*, les antagonismes nationalistes, les *chauvinismes de l'idiome. La responsabilité* consiste à ne renoncer à aucun de ces *deux impératifs*. Il faut donc inventer des discours, des pratiques politico-institutionnelles qui *inscrivent* l'alliance des deux contrats : la capitale et l'autre de la capitale. Il paraît certes impossible de concevoir une responsabilité qui consiste à répondre *de* ou *à* deux injonctions contradictoires. Mais il n'y a pas non plus de responsabilité qui ne soit l'expérience de l'impossible. Quand une responsabilité s'exerce dans l'ordre du possible, elle suit une pente, elle déroule un *programme*.

Elle ne relève plus de la raison pratique ou de la décision ; elle commence à être irresponsable. En faisant l'économie des médiations, on dirait que l'identité culturelle européenne, comme l'identification en général, si elle doit être égale *à soi et à l'autre*, à la mesure de sa propre différence démesurée *« avec soi »*, doit appartenir à cette expérience de l'impossible.

Selon quelle nouvelle topologie se poserait aujourd'hui la question du lieu au moins symbolique pour une capitale de la culture européenne, d'un *lieu qui ne soit* ni politico-étatico-parlementaire, ni un centre de *décision* économique ou administratif, ni déterminé par sa centralité géographique, la taille de son aéroport ou une capacité d'accueil de ses infrastructures hôtelières à la mesure du volume d'un Parlement européen *(c'est la* fameuse compétition Bruxelles-Strasbourg) ? *L'hypothèse de* cette capitale concerne toujours la langue, non seulement la prévalence d'une langue nationale ou d'un idiome, mais la prévalence d'un concept de la langue ou du langage, une idée de l'idiome à *mettre en œuvre*.

Sans donner aucun exemple, soulignons une *généralité* : dans cette stratégie qui tente d'ordonner l'identité culturelle autour d'une capitale d'autant plus puissante qu'elle est mobile, européenne en un sens hyper – ou supra – national, l'hégémonie nationale n'a jamais été revendiquée au nom d'une supériorité empirique, *c'est-à-dire d'une simple particularité*, mais (et c'est pourquoi le nationalisme, l'affirmation nationale, est un philosophème) au nom d'un privilège dans la responsabilité et dans la mémoire de l'universel, donc du transnational, voire du transeuropéen, et finalement du transcendantal, du « d'autant plus national qu'européen, d'autant plus européen que *transeuropéen, cosmopolitique et international* ». Dans la logique de ce discours *« capitalistique »*, le *propre de telle* nation ou de tel idiome, ce serait d'être *un cap pour l'Europe* ; et le propre de l'Europe, d'être un cap pour l'essence universelle de l'humanité. Comme je parle français, et pour n'engager ici aucun *polemos* inter-national, je cite le langage commun à toutes les majorités de la République française. Toutes, elles revendiquent pour la France, c'est-à-dire pour Paris, le Paris de toutes les révolutions et le Paris d'aujourd'hui, un rôle d'avant-garde, par exemple dans l'idée de la culture démo*cratique, c'est-à-dire de la culture libre* tout court, d'une culture fondée sur une *idée des droits de l'homme* que, quoi qu'en disent aujourd'hui les Anglais, la France aurait inventés, droits de l'homme parmi lesquels la « liberté de pensée », qui veut dire, je cite encore *la Liberté de l'esprit* de Valéry, « liberté de publier » ou bien « liberté d'enseigner ».

Tel document *officiel émanant* du ministère des affaires étrangères (secrétariat d'Etat aux relations culturelles internationales), au moment de définir de façon convaincante « la construction culturelle européenne », met en exergue une phrase du Congrès de l'espace culturel européen (Stuttgart, 18 juin 1988) qui associe les motifs de la conquête, de l'imposition et de l'esprit, « Esprit » étant d'ailleurs le titre, à côté de « Brite » et « Race » (le mot anglais qui veut dire aussi « course » ou « concurrence »), le *nom* de l'un des programmes de développement technologique de la Communauté européenne : *« Il n'est pas d'ambition politique qui ne soit précédée d'une conquête des esprits : c'est à la culture qu'il revient d'imposer le sentiment d'une unité, d'une solidarité européenne. »* Sur la page d'en face, il est aussi question du *« rôle déterminant »* que la France joue dans la *« prise de conscience collective »*. Ce document cite une communication en conseil des ministres qui dit de la *« culture française »* qu'elle agit *« en enseignant aux autres à regarder vers la France comme un pays de création qui aide à construire la modernité »* et plus précisément (je souligne le lexique de la réponse, de la responsabilité et de l'aujourd'hui) : *« C'est d'aujourd'hui qu'elle* [la France et la culture française] *répond et c'est ce qu'on attend d'elle. »* L'identité culturelle française serait donc *responsable* de *l'aujourd'hui* européen et donc, comme toujours, transeuropéen, outre-européen. Le même texte rappelle aussi que la France doit *« conserver sa position d'avant-garde »*. L'avant-garde est un *très beau mot*, qu'on le *soustraie* ou non à son code stratégico-militaire : il *capitalise la* figure de proue, la pointe phallique avancée comme un bec, comme une plume, un bec de plume, figure du cap, donc, et de la *garde*, de la mémoire, de la recollection, de la responsabilité du gardien, surtout s'il s'agit de garder, de « conserver », comme dit ce texte officiel, la « position d'avant-garde ». Il s'agit là de discours d'Etat, mais la vigilance ne doit pas s'exercer seulement à l'endroit des discours d'Etat. Les projets européens les mieux intentionnés, expressément pluralistes, démocratiques et tolérants, peu*vent, dans cette belle compétition pour* « conquérir les esprits », tenter d'imposer l'*homogénéité d'un médium*, de normes de discussion, de modèles discursifs.

Cela peut passer par des consortiums de journaux, de revues, de puissantes entreprises éditoriales européennes (projets qui se multiplient *aujourd'hui*, heureusement, mais à la condition que notre *attention ne s'y endorme pas ; il nous* faut apprendre à détecter, pour y résister, de nouvelles formes de prise de pouvoir culturel). Cela passe aussi par un nouvel espace universitaire et surtout par un discours philosophique qui, sous prétexte de plaider pour la transparence (« transparence » est, avec « consensus », un des maîtres mots du discours « culturel » que je citais à l'instant) et l'univocité de la discussion démocratique, de la communication dans l'espace *public*, de l'« agir communicationnel », tend à produire un *modèle de langage* favorable à cette communication. Il peut tendre par là même à réduire, discréditer, soupçonner, voire réprimer, tout ce qui complique, *plie*, surdétermine ou même questionne, en théorie et en pratique, ce modèle ou *cette idée* du langage. Pensons par exemple à certaines *normes rhétoriques* qui dominent la philosophie analytique ou à ce qu'on appelle à Francfort la « pragmatique transcendantale ». Ces modèles sont aussi des pouvoirs institutionnels qui ne sont pas confinés à l'Angleterre et à l'Allemagne de l'Ouest.

Il s'agit là d'un espace commun, comme pourrait l'être un contrat, à la presse, à l'édition, aux médias et à l'Université, à la philosophie de l'Université et à la philosophie à l'Université.

2. Cette question de *la* capitale peut se lier à une nouvelle question *du* capital. Elle appelle une culture qui invente une autre manière de lire et d'analyser *le Capital*, le livre de Marx et le capital en général, en évitant à la fois la terrifiante *dogmatique totalitaire à laquelle certains* d'entre nous ont su résister jusqu'ici et le contre-dogmatisme qui s'installe aujourd'hui, à droite et à gauche, jusqu'à bannir le mot de « capital », voire la critique de certains effets du capital comme des résidus diaboliques de l'ancienne orthodoxie. Il faut avoir le courage et la lucidité d'une *nouvelle* critique des *nouveaux* effets du capital (dans des structures techno-sociales inédites). Cette responsabilité *nous* incombe, elle *revient d'abord à ceux qui* n'ont jamais cédé à une certaine intimi*dation marxiste*. Comme le mot « cap », comme les mots « culture » (de « colo », comme « colonie », « colonisation ») et aussi bien « civilisation », le mot « capital » est un mot latin. Une accumulation organise la polysémie autour de la réserve centrale, elle-même capitale, d'un idiome. En remarquant la langue dans laquelle j'écris, j'attire l'attention sur un enjeu : la question des idiomes *et de la traduction*, de la philosophie de la traduction qui *dominera dans* une Europe qui devrait éviter aussi bien les crispations nationa*listes de la différence linguistique* que l'homogénéisation violente des langues, la neutralité d'un médium traducteur, prétendument transparent, métalinguistique, universel.

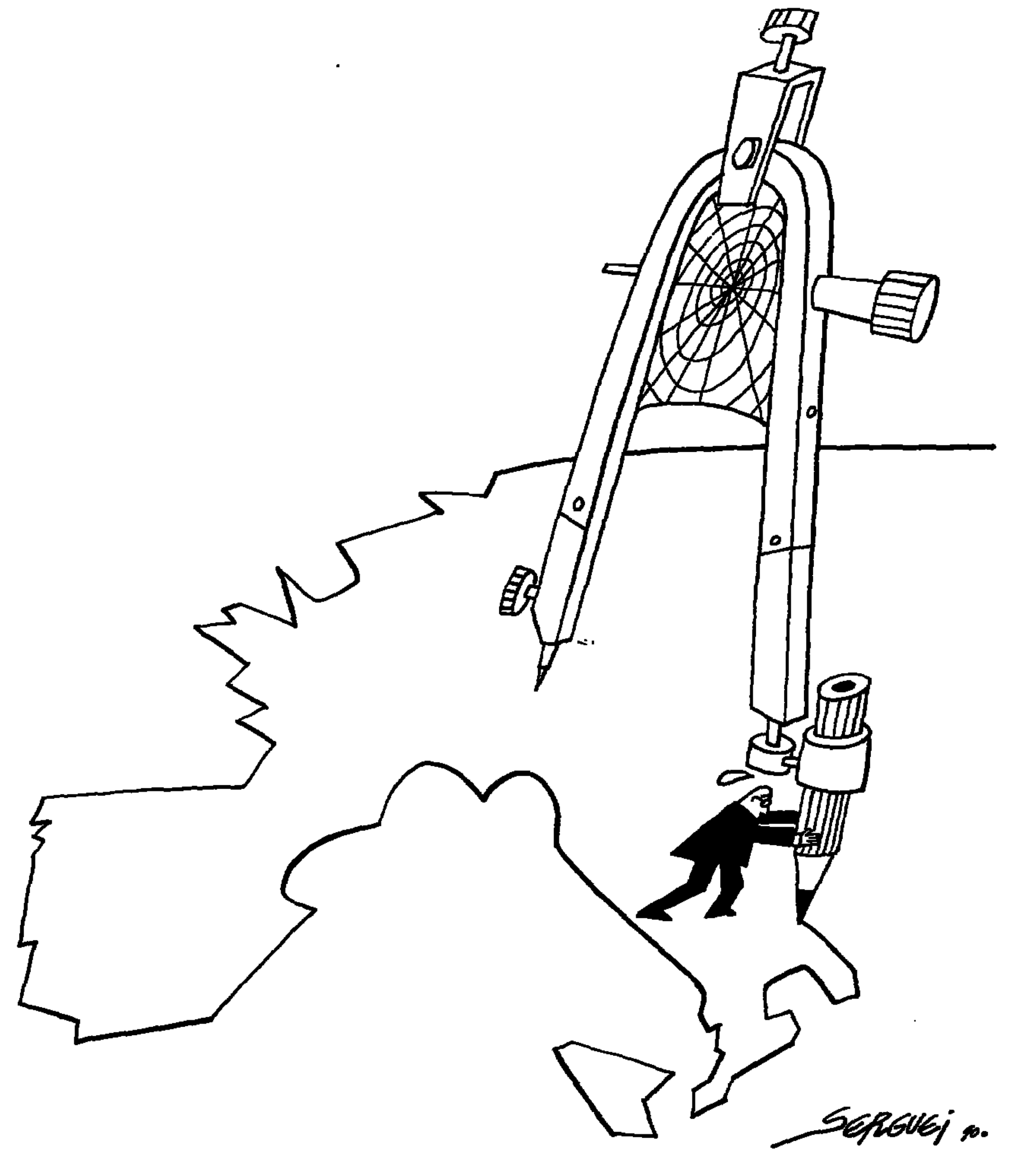


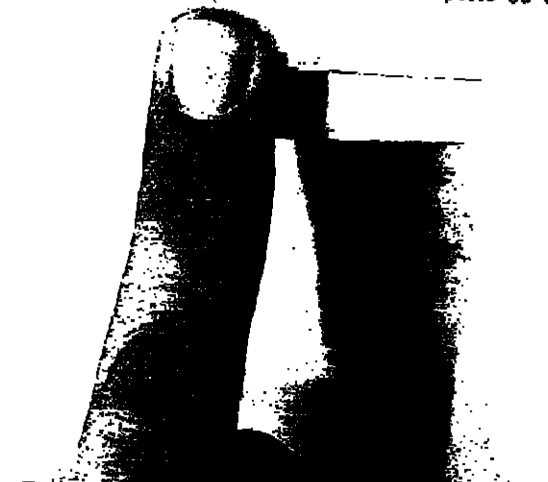
Tous les capitaux imaginables

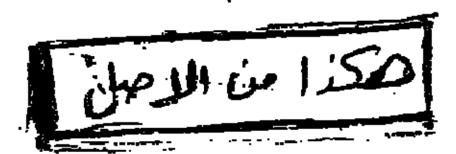
La Liberté de l'esprit paraît en 1939, à la veille de la guerre. Valéry rappelle l'imminence d'un séisme qui n'allait pas seulement mettre en *pièces*, *entre* autres choses, ce qu'on appelait l'Europe, mais *aussi détruire* l'Europe au nom d'une idée de l'Europe qui tentait d'assurer son hégémonie. Ce qu'on appelle les démocraties occidentales ont à leur tour, au nom d'une autre idée de l'Europe, empêché une certaine unification du continent en détruisant le nazisme, allié pour un moment limité mais décisif à l'*Union* soviétique. L'imminence, en 1939, ce *n'est pas seulement* une abominable configuration culturelle de l'Europe sculptée à coup d'exclusions, d'annexions et d'exterminations. Cette imminence fut aussi celle d'une guerre et d'une victoire après lesquelles un partage de la culture allait se figer, le temps d'une quasi-naturalisation des frontières dans laquelle les intellectuels de ma génération ont passé leur vie d'adulte. *Le jour d'aujourd'hui*, avec la destruction du mur de Berlin, la perspective de la réunification de l'Allemagne, la perestroïka et les mouvements si divers de « démocratisation », les aspirations légitimes mais parfois très ambiguës à la souveraineté nationale, c'est la dé-naturalisation de ces partages monstrueux. C'est *aujourd'hui* le même sentiment *d'imminence, d'espoir* et de menace, l'angoisse devant la possibilité d'autres guerres aux formes inconnues, le retour à de vieilles ou nouvelles formes de fanatisme religieux, de nationalisme ou de racisme.

Dans ce texte de l'imminence dont l'enjeu est bien le *destin de la culture* européenne, Valéry fait un appel déterminant *au mot* de *capital*, et justement au moment de définir la culture – et la Méditerranée. Il évoque la navigation, l'échange, ce *« même navire »* qui apportait *« les marchandises et les dieux ; les idées et les procédés » : « Ainsi s'est constitué le trésor auquel notre culture doit presque tout, au moins dans ses origines ; je puis dire que la Méditerranée a été une véritable* machine à fabriquer de la civilisation. *Mais tout ceci créait nécessairement de la* liberté de l'esprit *tout en créant des affaires. Nous trouvons donc étroitement associés sur les bords de la Méditerranée : esprit, culture et commerce. »*

Après avoir étendu cette analyse aux villes des bords du Rhin jusqu'aux ports de la Hanse, autres *« positions stratégiques de l'esprit »* assurées par l'alliance de la banque, des arts et de l'imprimerie, Valéry met en œuvre la polysémie du mot *capital* qui enrichit de plus-value les significations de mémoire, d'accumulation culturelle, de valeur fiduciaire. Valéry assume la rhétorique de ces tropes, les figures du capital y renvoyant l'une à l'autre sans qu'on puisse les river dans la propriété d'un sens littéral. Quel est le moment le plus intéressant dans cette capitalisation sémantique ou rhétorique des valeurs de « capital » ? C'est quand la nécessité *régionale* ou *particulière* du capital produit ou appelle la production toujours menacée de l'*universel*. Or la culture européenne est en péril quand cette universalité *idéale*, l'idéalité même de l'universel comme production du capital, se trouve menacée : *« Culture, civilisation, ce sont des noms assez vagues que l'on peut s'amuser à différencier, à opposer ou à conjuguer. Je ne m'y attarderai pas. Pour moi, je vous l'ai dit, il s'agit d'un capital qui se forme, qui s'emploie, qui périclite comme tous les capitaux imaginables – dont le plus connu est, sans doute, ce que nous appelons* notre corps... » (Valéry souligne.)







L'autre cap

« Comme tous les capitaux imaginables » : l'analogie justifie la rhétorique du capital. Je souligne à mon tour *« notre corps », « le plus connu »* des capitaux, celui qui assurerait le sens littéral au plus près de la tête ou du cap : le corps dit propre, « notre corps » *sexué* ou divisé par la différence sexuelle est un des lieux de la question : lieux de la langue, de l'idiome et du cap.

La diagnose de Valéry concerne la crise qui met en péril le capital comme capital de culture, *« je dis que le capital de notre culture est en péril »*. En médecin, Valéry analyse le symptôme de la « fièvre ». Il situe le mal dans la structure du capital, qui suppose à la fois la culture matérielle et l'existence des hommes. Rhétorique à la fois culturelle, économique, technique, scientifique et militaro-stratégique : *« De quoi est composé ce capital*, Culture ou civilisation ? *Il est d'abord constitué par des* choses, *des objets matériels – livres, tableaux, instruments, etc., qui ont leur durée probable, leur fragilité, leur précarité de choses. Mais ce matériel ne suffit pas. Pas plus qu'un lingot d'or, un hectare de bonne terre, ou une machine ne sont des capitaux, en l'absence d'hommes qui en ont besoin et qui savent s'en servir. Notez ces deux conditions. Pour que le matériel de la culture soit un capital, il exige, lui aussi, l'existence d'hommes qui aient besoin de lui, et qui puissent s'en servir – c'est-à-dire d'hommes qui aient soif de connaissance et de puissance de transformations intérieures, soif de développements de leur sensibilité ; et qui sachent, d'autre part, acquérir ou exercer ce qu'il faut d'habitudes, de discipline intellectuelle, de conventions et de pratiques pour utiliser l'arsenal de documents et d'instruments que les siècles ont accumulé. »* Le langage de la mémoire (mise en réserve, accumulation) croise le langage économique aussi bien que le langage techno-scientifique de la polémologie (« connaissance », « instruments », « puissance », « arsenal »). Le péril menace l'« idéalité » du capital : notre « capital idéal », dit Valéry. L'idéalité tient à ce qui, dans la capitalisation même, se dé-limite, excède les frontières de l'empiricité sensible, pour ouvrir sur l'infini et donner lieu à l'universel. Nous connaissons le programme de cette logique. Nous pourrions le formaliser en experts que nous sommes, nous, les vieux philosophes européens. C'est la logique même, que je ne veux pas ici critiquer. Je serais même prêt à y souscrire : mais d'une main, j'en garde une autre pour écrire ou chercher autre chose, peut-être hors d'Europe.

Selon cette logique capitale, ce qui menace l'identité européenne ne menace pas l'Europe mais l'universalité dont elle répond, dont elle est la réserve, le capital ou la capitale. Ce qui met le capital culturel en crise, c'est la disparition de ces hommes qui *« savaient lire : vertu qui est perdue »*, ces hommes qui *« savaient entendre et même écouter »*, qui *« savaient voir »*, *« relire »*, *« ré-entendre »* et *« revoir »* – en un mot, ces hommes capables aussi de répétition et de mémoire, de répondre *de* et *à* ce qu'ils avaient une première fois entendu, vu, lu, su.

Universalité de l'unique : un même et double devoir

Par cette mémoire responsable, ce qui se constituait en *« valeur solide »*, produisait une plus-value absolue, à savoir l'accroissement d'un capital universel : *« Le capital universel s'en accroissait. »* Ayant approuvé ce discours tout en regardant ailleurs, je précipite ma conclusion (et la précipitation est aussi un mouvement du chef qui nous porte la tête en avant) autour de ce paradoxe. En lui se croisent des antinomies pour lesquelles il n'y a pas de solution générale, seulement la sécheresse ingrate d'un axiome : l'expérience de l'identification culturelle ne peut être que l'endurance même de ces antinomies. Si elle ne passait pas par cette endurance, si elle ne gardait pas les marques de cette épreuve, l'invention du nouveau serait une dangereuse et irresponsable mystification.

La valeur d'universalité capitalise ici toutes les antinomies parce qu'elle doit se lier à celle d'*exemplarité* qui inscrit l'universel dans le corps propre d'une singularité, d'un idiome ou d'une culture, que cette singularité soit ou non nationale, étatique, fédérale ou confédérale. Qu'elle prenne une forme nationale ou non, raffinée, hospitalière ou agressivement xénophobe, l'auto-affirmation d'une identité prétend toujours répondre à l'assignation de l'universel.

Cette loi ne souffre aucune exception. Aucune identité culturelle ne se présente comme le corps opaque d'un idiome intraduisible mais toujours comme l'irremplaçable *inscription* de l'universel dans le singulier, le *témoignage* unique de l'essence humaine et du propre de l'homme. Chaque fois, c'est le langage de la *responsabilité* : j'ai, le « je » unique a la responsabilité de témoigner pour l'universalité. Chaque fois l'exemplarité de l'exemple est unique. C'est pourquoi elle se met en série et se laisse formaliser dans une loi. Je citerai encore Valéry : il accuse le gallocentrisme quand il prend sa forme à la fois la plus « ridicule » et la plus belle.

Dans le même théâtre de l'imminence, en 1939, parlant de ce qu'il appelle le « titre » de la France, c'est-à-dire encore son capital, car la valeur d'un titre est un cap ou un capital, Valéry conclut un essai intitulé *Pensée et art français* : *« ... Mon impression personnelle de la France : notre particularité (et parfois notre ridicule, mais souvent notre plus beau titre), c'est de nous croire, de nous sentir universels* [Valéry décrit donc une croyance et un sentiment, une prétention plutôt qu'une vérité] – *je veux dire : hommes d'univers. Observez le paradoxe : avoir pour spécialité le sens de l'universel. »* (Husserl parlait aussi du philosophe européen comme du *« fonctionnaire de l'humanité »*.)

Paradoxe plus insolite que Valéry ne le pensait : il n'est pas réservé aux Français d'être *« hommes d'univers »*. Ni sans doute aux Européens. A partir de ce paradoxe du paradoxe, par une fission en chaîne, toutes les injonctions se divisent, le cap se fend, le capital se désidentifie : il se rapporte à lui-même non seulement en se rassemblant dans la différence *avec lui-même* et avec l'autre bord d'un autre cap, mais en s'ouvrant sans pouvoir plus se rassembler sur l'*autre rive d'un autre cap*, et sur l'autre *du* cap en général, et, plus radicalement encore, sur un autre qu'il ne peut même plus rapporter à lui-même comme *son* autre, *l'autre avec soi*.

Travailler aux Lumières d'aujourd'hui

Alors le devoir de rappeler ce qui s'est promis sous le nom de l'Europe, de ré-identifier l'Europe, c'est un devoir qui dicte aussi d'ouvrir l'Europe, depuis le cap qui se divise parce qu'il est aussi un rivage : de l'ouvrir sur ce qui n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais l'Europe. Le *même devoir* dicte non seulement d'accueillir l'étranger pour l'intégrer, mais aussi pour reconnaître et accepter son altérité. Le *même devoir* dicte de critiquer un dogmatisme totalitaire qui, sous prétexte de mettre fin au capital, a détruit la démocratie et l'héritage européen, mais aussi de critiquer une religion du capital qui installe son dogmatisme sous de nouveaux visages que nous devons apprendre à identifier. Le *même devoir* dicte d'assumer l'héritage européen d'une idée de la démocratie, mais aussi de reconnaître que celle-ci n'est jamais donnée ; ce n'est même pas une idée régulatrice au sens kantien, plutôt quelque chose qui reste à penser et à venir : non pas qui arrivera demain, mais qui a la structure de la promesse et donc porte l'avenir ici maintenant. Le *même devoir* dicte de respecter la différence, l'idiome, la minorité, la singularité, mais aussi l'universalité du droit formel, le désir de traduction, l'accord et l'univocité, la loi de la majorité, l'opposition au racisme, au nationalisme, à la xénophobie. Le *même devoir* commande de tolérer et de respecter tout ce qui ne se place pas sous l'autorité de la raison.

Il peut s'agir de la foi, des différentes formes de foi. Il peut s'agir aussi de questions ou d'affirmations qui, pour penser l'histoire de la raison, excèdent son ordre, sans devenir pour autant irrationnelles, encore moins irrationalistes ; elles peuvent même rester assez fidèles à l'idéal des Lumières, de l'*Aufklärung* ou de l'*Illuminismo*, tout en reconnaissant ses limites, pour travailler aux Lumières d'*aujourd'hui*. Ce *même devoir* appelle certes la responsabilité de penser, de parler et d'agir conformément à un impératif qui paraît contradictoire.

Mais cela ne revient pas à répondre devant n'importe quel tribunal institué. Nous savons, nous nous rappelons que c'est en tenant aussi le discours de la responsabilité que le jdanovisme a pu s'exercer à l'endroit d'intellectuels accusés d'irresponsabilité devant la Société ou l'Histoire représentées par tel ou tel état déterminé de la société ou de l'histoire, tel ou tel Etat tout court. Il faudrait surtout discerner les formes inédites d'un tel devoir aujourd'hui en Europe.

Prendre au sérieux le vieux nom d'Europe, c'est peut-être aussi le prendre prudemment, entre guillemets, comme le meilleur paléonyme, dans une certaine situation : pour ce que nous nous rappelons ou pour ce que nous nous promettons. On peut aimer à se rappeler qu'on est un intellectuel européen sans vouloir l'être de part en part. Se sentir européen *entre autres choses*, est-ce être *plus ou moins européen* ? Les deux sans doute. Qu'on en tire les conséquences. ■

Librairie européenne

Nous proposons ci-dessous, par ordre alphabétique, une sélection de livres – romans, essais, ouvrages de sciences sociales – parus dans plusieurs pays d'Europe. Nous avons choisi de ne pas nous limiter aux pays représentés dans « Liber », mais d'étendre notre curiosité à d'autres nations, telles que les Pays-Bas ou la Hongrie. Nous souhaitons, bien entendu, élargir encore dans nos prochains numéros le cercle de nos investigations.

RISTO ALAPURO, *State and Revolution in Finland.* Berkeley, California, University Press, *1988.*

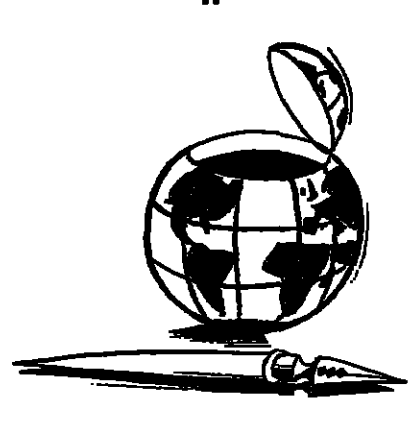
Une analyse de la formation de l'Etat finlandais et, surtout, de la révolution de 1917-1918. Dans le dernier chapitre, le plus intéressant, Alapuro analyse les rapports entre la Finlande et les Etats baltes, notamment l'Estonie ; les différences multiples qui, par-delà l'appartenance commune à l'empire russe, séparent un pays résultant des variations dans le processus de russification qui s'expliquent elles-mêmes d'une part par des différences de structures sociales et économiques, d'autre part par les différences de stratégie du pouvoir central soviétique.

∴

WOLF-DIETRICH ALBES, *Albert Camus und der Algerienkrieg. Die Auseinandersetzung der algerienfranzösischen Schrifsteller mit dem « directeur de conscience » im Algerienkrieg (1954-1962)*, Tübigen, Niemeyer, 1990, 374 p., 122 DM.

Cette étude dégage la vision camusienne du monde telle qu'elle s'exprime non seulement dans les prises de position explicites *(Essais)*, mais aussi à travers des œuvres de fiction telles que *l'Etranger*, *l'Hôte* et *la Femme adultère*. L'auteur montre surtout que les œuvres des auteurs français d'Algérie comme Emmanuel Roblès, Jules Roy, Jean Pélégri, Jean Brune, André Rosfelder, Janine Montupet, Roger Curel et Robert Merle trahissent toujours une confrontation avec Camus et son statut de directeur de conscience. J.J.

∴



YVES-MARIE BERCÉ, *le Roi caché : sauveurs et imposteurs. Mythes politiques populaires dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1990, 484 p., 160 F.

En partant de deux exemples célèbres de revenants royaux, Sébastien de Portugal et Dimitri, héritier potentiel de la couronne de Russie, et d'un épisode français contemporain, l'auteur enquête sur l'une des grandes mythologies politiques du monde moderne – le roi caché, le héros dormant, le sauveur qui attend l'heure décisive pour son retour, – dont il dévoile les enjeux politiques effectifs. Un ouvrage exemplaire qui déjoue les pièges du scepticisme réducteur. O.C.

∴

GUY BOIS, *la Mutation de l'an mil. Lournand, village mâconnais, de l'Antiquité au féodalisme, préface de Georges Duby*. Fayard, 284 p., 120 F.

Quand, comment et pourquoi s'est opéré le passage du système esclavagiste antique au féodalisme ? Maniant sans dogmatisme les catégories marxistes traditionnelles, Guy Bois les applique à l'étude d'un obscur village de Bourgogne, proche de l'immense abbaye de Cluny, avec la minutie du chercheur de terrain et le goût des questions du théoricien. Son livre se caractérise par trois apports majeurs. 1) L'esclavagisme antique reste bien le mode de production dominant jusque vers l'an mil. 2) Ce que Georges Duby a appelé la « révolution féodale » est étroitement associé au développement du marché, et c'est un contresens trop fréquent que d'associer le féodalisme à l'autarcie. 3) Cette « révolution féodale » : autour de l'an mil n'aurait pas été possible sans une forte progression des surfaces cultivées et de la petite paysannerie pendant la période franque. Dès lors la révolution féodale est d'abord une libération paysanne. Autour des moines de Cluny, c'est le peuple qui s'engage dans le « mouvement de paix » contre l'oppression des seigneurs guerriers. Riche de paradoxes convaincants, ce livre est un exemple de méthode et de réflexion sur la méthode qui fait entendre une voix originale dans l'historiographie française. M.S.

∴

GEREMY BOISSEVAIN et JOJADA VERRIPS, *Dutch dilemmas – Anthropologists look at the Netherlands*, Assen, Van Gorcum, 1989, 186 p., 39,50 FL.

Onze études de cas ethnologiques sur des problèmes spécifiquement hollandais. J.H.

∴

A.S. BYATT, *Possession : a Romance*, Londres, Chatto & Windus, 1990, 511 p., 13,95 £.

Le roman de A.S. Byatt brasse les idées, mais évite les maladresses qui caractérisent souvent la description des milieux universitaires anglais. Mêlant le roman de campus du XXe siècle et le pastiche victorien, *Possession* explore la nature de l'inspiration littéraire et la quête de ses sources dans la biographie. Byatt éblouit par un récit en superpositions dont les éléments de comédie, le mystère gothique et le romanesque fusionnent dans un texte postmoderne qui refuse le vide que pouvait laisser craindre un argument aussi postmoderniste. L.H.

∴

FRITZ RUDOLF FRIES, *Die Vater im Kino* (Les pères au cinéma), Munich, Piper, 1990, 42 DM.

« Les pères au cinéma », voilà un livre qui nous touche davantage, comme le dit Fries citant un mot de Joseph Roth, par *« chacune de ses parties qui sont autant de diminutifs »* que par *« la monumentalité de l'ensemble »*. Pour des lecteurs aimant se laisser guider par la laisse d'une histoire linéaire, ces « pères au cinéma » ne peuvent être que désespérants. Car Fries y condense les années de l'histoire en secondes, celles de ses instants personnels. Ses images rendent sensible la façon dont les personnages éprouvent l'écoulement de la vie et de l'Histoire. Il nous les montre dans un état de *« révolte toujours contrecarrée par un instinct de survie »*. Mais Fries n'a de cesse d'éclaircir aussi la forêt d'images de son livre pour qu'apparaisse le personnage principal, Stannebein, le rêveur malheureux, incomparable portrait de l'auteur et de son imagination.

∴

EDDA FUHRICH et GISELA PROSSNITZ, *Salzburger Festspiele – Chronik 1920-1990.* Band I : 1920-1945, Salzburg, Residenz Verlag, 1990, 327 p., 85 DM.

L'avenir du Festival de Salzbourg, le plus cher, le plus important et le plus dispendieux des festivals du monde, est en suspens. Le premier tome embrasse le premier quart de siècle de l'histoire du Festival, qui va des trois ans de la phase préparatoire avant l'année d'ouverture jusqu'en 1945. La lecture des documents est d'autant plus stimulante qu'on peut y discerner, au-delà des bouleversements de l'histoire, des constantes idéologiques. Et la sphère de l'art elle-même se met à vaciller sous les coups de la politique culturelle, et en premier lieu sous celui de la querelle autour des prérogatives respectives des pères fondateurs, Max Reinhardt, Hugo von Hofmannsthal et Richard Strauss. Le second tome projeté doit s'étendre jusqu'en 1990. E.K.

∴

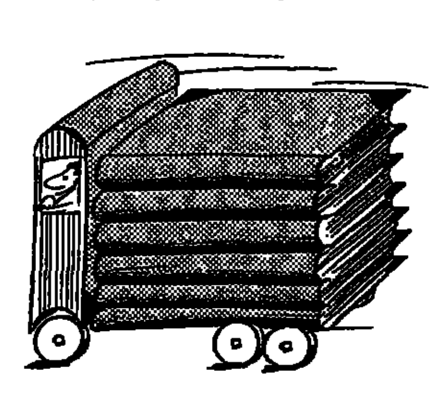
SERGE GRUZINSKI, *la Guerre des images, de Christophe Colomb à « Blade Runner » (1492-2019)*, Paris, Fayard, 1990, 393 p., 120 F.

Le choc culturel de la conquête du Mexique vu comme conflit de deux imaginaires : la découverte et l'interprétation, par les Espagnols, de l'univers des représentations indiennes et l'adoption, progressive et modulée, de l'imagerie chrétienne par les indigènes. De Marie à Marylin, l'auteur étend ses hypothèses au Mexique contemporain et à ses tentaculaires *networks télévisés, vecteurs les plus* récents de l'occidentalisation, et s'offre une plongée prospective dans l'univers de science-fiction du film *Blade Runner* et de ses inquiétants « répliquants » : le Mexique, au terme de cinq siècles de colonisation par l'image, ne serait-il plus qu'un « répliquant » de l'Occident ? Une lecture stimulante, à la veille des cérémonies qui, à l'occasion de la célébration du demi-millénaire de la découverte des Amériques, chanteront « la rencontre de deux cultures » en gommant, on peut le craindre, les aspérités. C.M.B.

∴

HELGA KONIGSDORF, *Ungelegener Befund. Erzahlung* (Découverte mal à propos. Récit) ; Frankfurt am Main, Luchterhand Literaturverlag, 1990, 120 p., 28 DM.

Que Helga Königsdorf réussisse à appréhender l'histoire d'un citoyen de RDA comme l'universelle destinée d'un homme, sans pour autant perdre de vue



ses conditions spécifiques, voilà qui fait montre de son talent littéraire. Son livre traite de cette lancinante méfiance de la génération d'après-guerre à l'égard des pères : un morceau de choix dans la littérature contemporaine, et une histoire allemande de surcroit. T.R.

∴

ERRI DE LUCA, *Non ora, non qui* (Pas maintenant, pas ici), Milan, Feltrinelli, 1990, 91 p., 13 000 L.

Une enfance napolitaine, racontée avec un sens nostalgique de l'insurmontable distance du temps, qui n'exclut pas la lucidité, la sécheresse et la personnalité. L'auteur, personnellement impliqué dans la saison des luttes politiques des années 70, se présente comme l'une des nouvelles voix les plus convaincantes du paysage littéraire italien. L.R.

∴

ROBERT LUMLEY, *States of Emergency : Cultures of Revolt in Italy from 1968 to 1978.* Londres, Verso, 1990, 39,95 £et 12,95 £.

Le titre de ce volume, riche et détaillé, de sociologie politique et culturelle joue sur les mots : l'étude que Robert Lumley consacre à dix années d'une lutte violente et créative examine à la fois l'émergence des nouveaux mouvements sociaux – de l'« automne chaud » à l'autonomie et à ses lendemains qui déchantent – et l'état d'urgence juridique qu'ils ont provoqué. S'inspirant du travail de théoriciens italiens comme Melucci et Pizzorno, tout en restant éminemment original dans sa démarche et sa recherche, Robert Lumley porte une attention particulière aux formes culturelles – magazines, radios, BD – de ces mouvements. Une analyse de la génération post-soixante-huitarde qui rend fidèlement compte de sa vitalité et de son optimisme désespéré. L.H.

∴

MOY McCRORY, *The Fading Shrine*, Londres, Jonathan Cape, 1990, 289 p., 12,95 £.

Ce livre est le premier roman de Moy McCrory. Une intelligente et convaincante plongée dans la vie d'un couvent du Xe siècle, son austérité, ses terreurs apocalyptiques transcrites avec une saisissante réalité physique, jusque dans les lointains impératifs du sexe. Un millénaire plus tard, nous arrive l'écho d'actes aujourd'hui devenus des mystères, ceux d'une religieuse et de sa jeune disciple, confrontées à un occulte sacrifice. L.H.

∴

GIORGIO MANGANELLI, *Encomio del tiranno* (Eloge du tyran), Milan, Adelphi, 1990, 140 p., 18 000 L.

Le rapport entre l'auteur et son éditeur vu comme rapport entre le bouffon et le tyran. Des pages subtiles, pleines de jeux linguistiques, d'aphorismes et de bagout, qui rassemblent les fragments d'une réflexion sur la littérature et ses ambiguïtés. L.R.

∴

DETLEF K. MÜLLER, FRITZ RINGER et BRIAN SIMON (éds.) *The Rise of the Modern Educational System, Structural Change and Social Reproduction, 1870-1920*, Cambridge, Paris, Cambridge University Press, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 1987, n. éd. 1989, XVI-264 p., 9,95 £.

Cette nouvelle édition des actes d'un colloque tenu il y a dix ans présente une analyse comparée de l'évolution de l'enseignement secondaire en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne en une période cruciale d'expansion des effectifs et de diversification des cursus. L'originalité de cet ouvrage collectif est de rassembler à la fois des données empiriques mises en perspective et des modèles d'interprétation eux-mêmes soumis à la discussion dans des contributions critiques auxquelles les auteurs des rapports répondent. Il s'agissait, en effet, de comprendre que, paradoxalement, alors que les trois pays partent de systèmes d'enseignement secondaire très différents, l'évolution tend à les rapprocher. Ces changements institutionnels, loin de remettre en cause la fonction sociale de reproduction du secondaire, la renforcent à travers ce que D. Müller appelle *« systématisation »* et F. Ringer *« segmentation »*. Une réussite exemplaire en matière de coopération intellectuelle internationale sur un sujet toujours actuel. C.C.

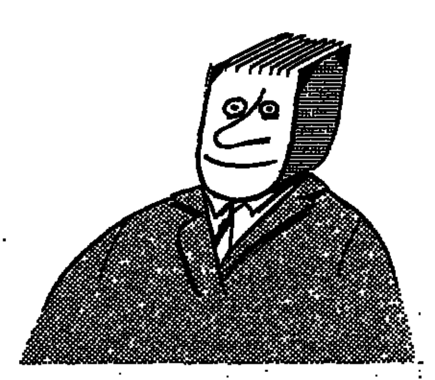
∴

MAURICE NADEAU, *Grâces leur soient rendues*, Paris, Albin Michel, 1990, 481 p., 140 F.

Souvenirs – attendus – de l'un des plus grands éditeurs et critiques français qui découvrit et fit traduire ceux qui sont aujourd'hui parmi les plus grands. Malcolm Lowry, John Hawks, Witold Gombrowicz, Leonardo Sciascia... Maurice Nadeau se tient pourtant en retrait pour évoquer, dans chacun des chapitres, de grandes figures d'écrivains (Jean Paulhan, *Michel Leiris, Georges Perec) et d'éditeurs* ; affirmant, dans le parti pris de discrétion, sa définition du rôle qui revient, selon lui, au critique et à l'éditeur. Le regard lucide, quelquefois sévère, souvent déconcertant est celui d'un témoin privilégié qui, tout en tenant une place centrale dans la vie littéraire, a su garder sa liberté d'outsider, condition de son génie propre, celui du découvreur. P.C.

∴

STEN NADOLNY, *Selim oder Die Gabe der Rede* (« Selim ou Le don de la parole »), Munich, Piper, 1990, 44 DM.



« Selim ou le don de la parole » est l'histoire de l'amitié entre Alexander, jeune soldat de la Bundeswehr, et Selim, travailleur turc des chantiers navals. Leur première rencontre a lieu en 1965. A peine leurs chemins se sont-ils croisés qu'ils se séparent à nouveau. Après une nouvelle rencontre dans le Berlin agité de l'année 1967, leur amitié durera plus de vingt ans. La présentation de cette amitié est faite essentiellement d'une multitude de « petites histoires », tableaux isolés, disparates, toujours précis et souvent spirituels. On apprendra beaucoup sur un quart de siècle d'histoire de la République fédérale. Un exemple : *« Les Allemands n'avaient guère besoin de sourire et de parler, même entre eux ils communiquaient davantage par le travail. »* On y retrouvera aussi les tentatives à la fois acharnées et touchantes des étudiants pour se dégager des contraintes de la société. Ce livre du regard rétrospectif sur la génération de 1968 est impitoyable envers les égarements, mais amical envers les égarés. M.R.

∴

NEUES FORUM LEIPZIG, *Jetzt oder nie, Demokratie. Leipziger Herbst 89* (Maintenant ou jamais la démocratie, l'automne de Leipzig 89), préface de Rolf Henrich, Munich, C. Bertelsmann Verlag 1990, Forum Verlag Leipzig 1989, 347 p., 29,80 DM.

Tableau de la variété du monde

Pierre Laszlo

★ Stephen Jay Gould, *Wonderful Life. The Burgess Shale and the Nature of History*, New-York, Norton, 1989, 19,95 $.

ON connaît le triptyque de Jérôme Bosch, du Musée du Prado. Son intitulé, *le Jardin des délices*, est relativement récent. Cette peinture énigmatique apparaît dans la collection des rois d'Espagne sous un autre titre, *Tableau de la variété du monde*. Cela pourrait servir de sous-titre au livre de Stephen Jay Gould. L'émerveillement devant la profusion des formes vivantes fait son intérêt et sa force. Il est, dans les montagnes Rocheuses canadiennes, non loin de Banff et du lac Louise, un filon géologique (Burgess Shale) d'une très grande richesse. Y abondent des fossiles de moins cinq cent trente millions d'années.

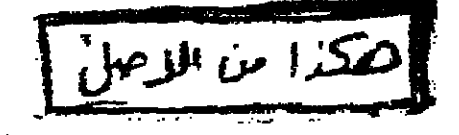
Walcott, le paléontologue, l'ayant découvert en 1909, en donna une description procustéenne, rangeant les animaux marins (pourtant très bizarres qu'on y observe) dans des catégories classiques, faisant d'eux des ancêtres des espèces que nous connaissons. Un réexamen récent par trois chercheurs britanniques (Derek Briggs, Conway Morris, et leur patron, Harry Whittington, professeur à Cambridge) démontre, au contraire, une prolifération, comme dans le tableau de Bosch, d'espèces animales tout à fait singulières, n'ayant pas leur pendant au sein de la classification des espèces. Il faut créer pour eux de nouveaux phyla, ils viennent peupler dans la systématique héritée de Linné et de Buffon des rangées dont l'existence restait insoupçonnée. Gould narre cette grande découverte avec enthousiasme et alacrité.

Son livre est facilement accessible au non-spécialiste. Il donne des descriptions très claires des organismes retrouvés dans ces fouilles. Grâce à une illustration soignée, omniprésente, le lecteur parvient à voir ou à imaginer ces êtres curieux, souvent tout petits. Au même titre que nous nous sentons amputés par la disparition d'espèces naturelles, si rapide que les biologistes ne parviennent pas à les étudier (le massacre de la forêt amazonienne en est une cause majeure), constater que l'évolution darwinienne a tiré au sort, dans le vaste échantillonnage d'une zoologie fabuleuse, un nombre restreint de groupes, les autres ayant totalement disparu de notre planète, est un crève-cœur.

Chaque discipline a son refoulé. Elle donne un nom savant à son ignorance : maladies psychosomatiques (médecine) ; nuage d'Oort, ou paradoxe d'Olbers (astronomie) ; auto-assemblages (biophysique) ; réactivité (chimie), etc. Dans les sciences historiques, *ce manque d'information se* dénomme « contingence ». C'est elle, c'est-à-dire des facteurs qui nous échappent, qui est responsable de la disparition des organismes fossilisés dans le schiste de Burgess : *Opabinia, Hallucigenia* la bien-nommée, *Anomalocaris, Marrella*, et tant d'autres. On peut conjecturer des raisons pour leur disparition : poser par exemple l'infériorité d'une bouche à denture circulaire par rapport à deux mâchoires articulées. Mais donner du corps expérimental à ces hypothèses, si attachantes soient-elles, reste impossible.

Si chaque science a sa tâche aveugle, une faiblesse bien humaine consiste pour un groupe, une nation par exemple, à décrire le passé comme s'il était voué à préparer son émergence, puis sa domination sur les groupes rivaux. C'est par une telle téléologie que s'explique l'erreur de Walcott, que Gould s'efforce de relier à la psychobiographie de ce scientifique influent et puissant. Il aura fallu attendre la décennie 1970-1980 pour qu'elle soit corrigée.

► **Pierre Laszlo est professeur à l'Ecole polytechnique (Paris).**



هكذا من الأصل



Librairie européenne

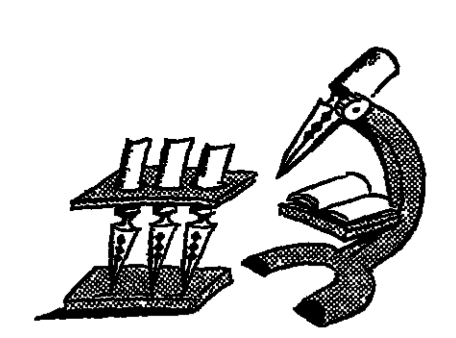
Quelques livres parus dans ce que l'on peut encore appeler la RDA font désormais place, eux aussi, au souvenir de ces événements de l'histoire de leur pays achevée tout récemment, et parmi ceux-ci le volume documentaire *Jetzt oder nie, Demokratie*. On y trouve une chronique, brute pour l'essentiel, de l'automne 1989 de Leipzig, qui permet de se faire une idée à peu près complète des événements allant du 25 septembre au 18 novembre 1989 ; les matériaux de cette documentation se révèlent bien sûr solides et pertinents bien au-delà de l'intérêt immédiat. H.C.

∴

OCTAVIO PAZ, *Hombres en su siglo*, Barcelone, Seix-Barral, 183 p., 1 000 PTA.

Le poète mexicain Octavio Paz vient de fêter son soixante-quinzième anniversaire. Témoin exceptionnel de ce siècle, dont il a été un protagoniste, Octavio Paz rassemble dans ces essais les réflexions que lui ont inspirées les réalités qu'il a vécues. Fidèle au titre de l'ouvrage, *Hombres en su siglo*, l'auteur brosse quelques portraits, notamment ceux d'André Breton et de Joan Miro, qu'il a bien connus, et nous livre également sa pensée sur les grandes idées qui ont marqué ce siècle. Parmi d'autres, la pensée de l'Espagnol José Ortega y Gasset ou celle de Jean-Paul Sartre sont ici examinées ; mais les convictions personnelles d'Octavio Paz sont présentes à leurs côtés dans ce recueil d'essais, dont l'un des chapitres les plus suggestifs est consacré à « La tradition libérale ».

∴



OSVALDO RAGGIO, *Faide e parentele. Lo stato genovese visto dalla Fontanabuona* (Vengeances et parenté. L'Etat génois vu de la Fontanabuona), Turin, Einaudi, 1990, 262 p., 32 000 L.

Une micro-analyse des rapports entre centre et périphérie dans la construction de l'Etat. L'enquête concerne une région de la République de Gênes, la vallée de Fontanabuona, en Ligurie orientale, du XVI[e] au XIX[e] siècle. Les communautés ne se bornent pas à subir la politique : elles la produisent, que ce soit en réélaborant de manière autonome les initiatives centrales ou en organisant des compétitions informelles pour le contrôle des ressources et des échanges. La parenté se révèle être le langage de toutes les pratiques sociales et la matrice de toutes les formes de représentation du monde. E.A.

∴

CHRISTOPHER RAWLENCE, *The Missing Reel : the Untold Story of the Lost Inventor of Moving Pictures.*, Londres, Collins, 1990, 14,95 £.

L'un des pionniers oubliés du cinéma, Augustin Le Prince, se signale par l'énigme de sa disparition à un moment critique dans la guerre des brevets. A mi-chemin entre l'enquête amicale et le rapport technique méticuleusement documenté, Christopher Rawlence fait revivre cet homme – héroïque raté, moins que rien balayé par le cinéma cherchant sa voie vers le profit. L.H.

∴

UWE SAEGER, *Haut von Eisen. Erzählungen* (Une peau de fer. Récits), München, Piper, 1990, 263 p., 34 DM.

Uwe Saeger raconte des tragédies. Elles n'apparaissent pas tout de suite comme telles, elles surgissent tout à coup de l'étroite mesquinerie, du confinement et de l'esprit petit-bourgeois de la vie en RDA. Dans les petites misères, l'auteur nous montre la grande, il nous présente des profiteurs et des victimes du système de vie socialiste sans condamner quiconque, mais sans sombrer non plus dans le relativisme, il est tout simplement sans concessions : tout comprendre veut dire aussi tout accuser. H.K.

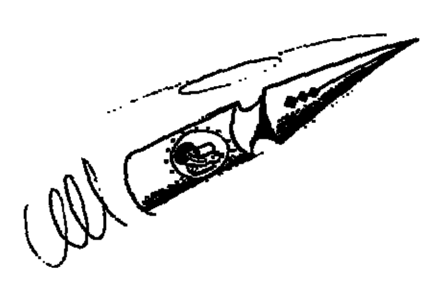
∴

HANS SAHL, *Das Exil im Exil. Memoiren eines Moralisten* (L'exil en exil. Mémoires d'un moraliste), II. Darmstadt, Luchterhand Literaturverlag, 1990, 232 p., 29,80 DM.

Un homme de quatre-vingt-sept ans s'interroge, et interroge par là-même son siècle. Il sait poser des questions douloureuses, montrant par exemple que les grandes figures de la littérature de la première heure en RDA (Johannes R. Becher, Anna Seghers ou B. Brecht) avaient souvent fait obédience déjà durant l'exil par le seul fait qu'ils intériorisaient les justifications de la politique stalinienne. Hans Sahl fut le dissident permanent en exercice. Il écrit ici l'ébauche presque achevée d'un roman magnifique. A moitié aveugle, il vit aujourd'hui après de longues années en Amérique dans la région de Tübingen. Après son roman d'exil *Die Wenigen und die Vielen*, il réussit une fois de plus avec ce livre à nous faire partager ses questions. L.R.

∴

PIERANGELO SELVA, *La Grande Neve* (La grande neige), Venise, Marsilio, 1990, 211 p., 25 000 L.



Un premier roman, qui remporte en 1989 le prix Italo-Calvino, et qui confronte les parcours d'un groupe de personnages cultivés passant de l'« âge héroïque » de l'action sociale à un présent où joue le rapport ambigu entre mémoire commune et refoulement, oubli et réticence. L.R.

∴

ADRIANO SOFRI, *Memoria* (Mémoire), Palerme, Sellerio, 1990, 260 p., 10 000 L.

12 décembre 1969 : bombes et massacre fasciste à Milan. Quelques jours plus tard, l'anarchiste Pinelli, étranger à ces faits, se tue en tombant d'une fenêtre de la questure de Milan. La gauche ; et surtout le mouvement *Lotta Continua* ; voient en la personne du commissaire de police Calabresi le responsable de cette mort. Mai 1972 : Calabresi est assassiné. Dix-huit ans plus tard, quatre militants de *Lotta Continua* sont condamnés comme commanditaires et exécutants de cet homicide, sur le témoignage d'un de leurs anciens camarades qui affirme avoir participé aux faits. Ce livre est le plaidoyer qu'Adriano Sofri, leader de *Lotta Continua*, présenta aux juges avant sa condamnation. Il aide à comprendre les déviations d'une justice rendue hystérique par de trop longues années de terrorisme. E.A.

∴

PEDRO SORELA, *Aire de mar en Gador (Air marin à Gador)*, Barcelone ; Alfaguara, 237 p., 1 200 PTA.

Pedro Sorela est un jeune représentant du roman espagnol contemporain. Son deuxième ouvrage, dans la veine du réalisme poétique, propose le récit d'une situation limite, somme toute assez banale : une famille aristocratique parvenue au terme de sa lignée est confrontée à une réalité hostile, sur laquelle elle cherche à prendre prise. L'action se déroule n'importe où et nulle part dans le monde occidental. Un monde où



triomphe la révolution technique et scientifique, laissant de côté ceux qui conçoivent la vie intellectuelle comme une forme de vie, mais en aucun cas comme un moyen.

Tout l'art du narrateur – et l'intérêt de ce roman – est d'avoir transposé dans un univers insaisissable de paroles glaciales une histoire qui eût pu basculer dans le drame sordide. Les éléments d'une tragédie, en définitive, que l'écrivain a su retracer avec une bienveillance teintée d'ironie et d'émotion. M.A.B.

∴

MIKLOS SZABO, *Politikai Kultura Magyarorszàgon, 1896-1986* (Culture politique en Hongrie), Budapest, Atlantis Program, 1989, 311 p.

L'auteur est un historien très connu mais peu reconnu (il est resté en marge de l'Institut d'histoire de l'académie en tant que tête pensante de la dissidence intellectuelle, qui est devenue depuis l'Alliance des démocrates libres, le grand parti d'opposition centre gauche du nouvel échiquier politique).

Il livre ici un choix d'essais inédits ou confidentiellement publiés dans les quinze dernières années. Sur les deux modes de la réflexion critique et de l'exploration historiographique détaillée, c'est une vue d'ensemble des principaux projets idéologiques, relevant surtout de la droite, mais touchant aussi au libéralisme, au communisme, au modèle suédois, etc., qui ont marqué ou hanté l'histoire hongroise depuis la naissance du catholicisme conservateur à la fin du dix-neuvième siècle jusqu'à aujourd'hui. V.K.

∴

MARIO TOBINO, *Il manicomio di Pechino* (L'asile de Pékin), Milan, Mondadori 1990, 142 p., 27 000 L.

Le journal d'un psychiatre qui n'est pas encore devenu écrivain. Directeur de l'asile de Lucques dans les années 1955-1956, Tobino raconte dans ce livre autobiographique son expérience de ce travail, et le grand respect qu'il a toujours porté au malade mental. A.C.

∴

COLM TOIBIN, *The South*, Londres, Serpent's Tail, 1990, 238 p., 7,95 £.

Le premier roman de Colm Toibin, qui commence en Irlande et en Espagne dans les années 50, surprend par sa finesse et sa sûreté de ton. Rien de forcé dans ce récit de la montée en puissance de la créativité d'un peintre qui prend appui progressivement sur l'histoire de ces pays. C'est à travers le paysage, grandiose, bien que tout en tons sombres et sourds, que se révèlent les qualités d'émotion du personnage principal. L.H.

∴

GABRIELE TURI, *Casa Einaudi, libri, uomini, idee oltre il fascismo* (La maison Einaudi. Les livres, les hommes et les idées au-delà du fascisme), Bologne, Il Mulino, 1990, 284 p., 30 000 L.



Le livre, qui développe un long essai déjà publié en 1980, retrace les premières vingt-cinq années de la maison d'édition Einaudi, vue comme lieu de rassemblement d'intellectuels de provenances diverses. Du début des années 30, vécues à l'ombre de Luigi Einaudi, père de l'éditeur et conservateur libéral, à l'antifascisme libéral et, pendant l'après-guerre et les années 50, au rapprochement avec le Parti communiste, ce parcours retrace les principaux caractères de la culture démocratique italienne, tout à la fois élitaire et populiste. E.A.

∴

MANUEL VASQUEZ-MONTALBAN, *Galindez*, Barcelone, Seix-Barral, 355 p., 1 500 PTA.

Manuel Vasquez-Montalban a construit autour de la figure de Jesus de Galindez, représentant auprès du département d'Etat américain du gouvernement basque en exil, une enquête policière que l'on a pu comparer en Espagne aux reconstitutions classiques de Norman Mailer ou de Tom Wolfe. Galindez fut séquestré, torturé, assassiné, il y a trente ans en République dominicaine, sur l'ordre du dictateur Rafael Leonidas Trujillo. Le romancier catalan confie à un personnage de fiction – une historienne américaine – le soin de retracer les circonstances qui ont entouré les événements.

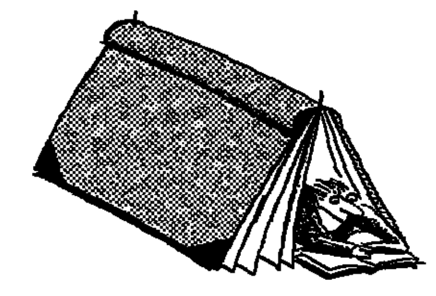
PAOLO VINEIS, *Modelli di rischio. Epidemiologia e causalità* (Les modèles du risque. Epidémiologie et causalité), Turin, Einaudi, 1990, 24 000 L.

Un livre sur le concept de causalité en médecine, écrit par un médecin épidémiologiste et accueilli par une collection historique. Vineis analyse le passage d'une vision déterministe de la maladie à une approche plurielle et probabiliste : la même maladie peut résulter de causes diverses, et une même condition peut provoquer des maladies différentes. C'est pour le médecin, qui tout comme l'historien exerce une discipline fondée non sur l'expérience mais sur l'observation, une occasion de s'interroger sur le concept d'expérimentation et sur l'unité des disciplines qui ont pour objet l'homme, sa vie, sa mort. E.A.

∴

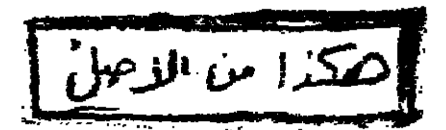
ANTOINE VOLODINE, *Lisbonne, dernière marge*, Paris, Minuit, 1990, 245 p., 98 F.

De la violence et de ses rapports avec la littérature. Si la littérature était réinventée par une jeune terroriste allemande traquée jusqu'aux « dernières marges » de l'Europe, Lisbonne, elle écrirait sans doute un livre incertain, un autre temps où les écrivains, devenus eux-mêmes terroristes et terrorisés, signeraient des livres en commun, comme on revendique un attentat, manifestes que la critique policière déchiquetterait pour mieux faire disparaître et achever leurs auteurs. Le terrain serait toujours miné, décodages et commentaires du texte donneraient de fausses pistes et de mauvaises clés pour que ces faussaires puissent poursuivre clandestinement le travail d'une littérature en danger de mort. De très belles pages sur l'Allemagne et sa perte de mémoire forcée, par un auteur jusque-là cantonné par la critique au genre dit de « science-fiction » et qui force la grande porte de la littérature pour y introduire désordre et incertitude. Entre Lisbonne, la ville du poète Pessoa, grand faussaire qui, par sa pratique de l'hétéronymie, brouilla ses propres traces, et Berlin, ville d'une mémoire enfouie où surgit la violence, Volodine tente d'appliquer à la lettre un nouveau et superbe principe d'incertitude littéraire. P.C.



Cette rubrique a été réalisée avec la participation de Enrico Artifoni, Miguel-Angel Bastenier, Christian-Marc Bosséno, Pascale Casanova, Alberto Cabagion, Christophe Charle, Olivier Christin, Heinz Czechowski, Johan Heilbron, Liz Heron, Joseph Jurt, Victor Karady, Ellen Kohlhaas, Hermann Kurzke, Luca Rastello, Lutz Rathenow, Thomas Rietzschel, Matthias Rüb, Michel Sot.

Traductions : Sylvette Gleize (anglais), Jean-Claude Crespy (allemand), Christine Aguilar-Adan (espagnol), Christian-Marc Bosséno (italien).


صحيحا من الأصل